

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 5 avril 2025

J'ai renvoyé à la fin de la causerie plusieurs articles qui peuvent servir au besoin à étayer l'analyse de la situation que je propose, sur laquelle je suis revenu brièvement. Chaque fois, je ne traite que certains aspects, parce que le sujet est trop vaste pour tenir en quelques pages. En fait, je trace les grandes lignes qui serviront ensuite de points de repère pour nous aider à comprendre les développements à venir.

Je n'indique pas aux lecteurs comment ils doivent penser, j'essaie de leur montrer dans quelle direction regarder pour y voir plus clair. Je suis absolument convaincu que tous les matériaux nécessaires pour nous en sortir sont disponibles ou à notre portée, mais nous passons à côté, je n'ai pas encore trouvé celui qui permettrait de les sceller entre eux pour qu'ils tiennent tous ensemble.

Nous sommes plus nombreux qu'on ne le pense à posséder un petit bout de la vérité ou de ce puzzle, mais nous ne parvenons pas à les rassembler parce qu'il nous manque l'image ou la représentation du tableau que nous devons réaliser conforme à la réalité. Je n'ai pas fait de puzzle depuis plus de 40 ans, mais je me souviens que le tableau qu'il fallait reconstituer figurait sur l'emballage, cela aide indubitablement. Si on ajoute à cette difficulté que notre tableau en question n'est pas fixe, cela nous complique encore les choses. A nous d'essayer d'en avoir une vision la plus précise possible, tout en s'accordant une marge d'erreur suffisamment importante pour que nous soyons les plus nombreux à la partager, en évitant les procès d'intention inutiles ou les jugements à l'emporte-pièce qui nous obscurcissent la vue.

On vit dans un monde merveilleux. Le pire exemple vient toujours d'en haut. Comment les barbares nous rançonnent et s'en vantent impunément.

Tyrannie ou abus de pouvoir institutionnalisé, promue gouvernance, chantage et prise d'otages, kleptomanie sans frontière, racket international, pillage à l'échelle planétaire, vol en bande organisée, le tout assumé, revendiqué, commis en plein jour sans crainte de représailles, mieux que sur écran géant, du spectacle grandeur nature au cours duquel ils annoncent la couleur, on va vous en faire baver, on va vous saigner comme des porcs, les plus faibles seront éliminés par lots entiers au fur et à mesure, leurs restes une fois incinérés serviront d'engrais pour couvrir à titre posthume les frais qu'ils auront occasionnés, ainsi leur mémoire sera sauve ou respectée, personne ne pourra les accuser d'avoir profité indument de la générosité des mieux nantis qui auront la conscience tranquille, non mais alors, imaginez un peu qu'on jase ou que cela leur retombe dessus, de quoi auraient-ils l'air, une telle ingratitude serait le comble de l'injustice, ils méritent tellement mieux.

La menace. C'est celui qui le dit qui l'est.

Stop ! Dès lors qu'il n'existe absolument aucune menace de guerre contre la France ou ses voisins de la part de la Fédération de Russie, tous les discours qui nient ce constat ont pour fonction à la fois de faire croire le contraire, et de fournir matière à alimenter une sorte de psychose collective permanente, sans laquelle ceux qui sont au pouvoir ne pourraient plus gouverner. Quant aux tenants de cette théorie, elle sert de caution à leur propre existence et de couverture à leur activité politique en tant que parasites au côté du régime despotique en place.

Pendant des décennies ou plus précisément depuis 1945, ils n'ont eu de cesse de justifier et par là promu la guerre comme moyen pour résoudre des conflits qu'ils avaient eux-mêmes fomentés ou déclenchés, contre des peuples qui jusque-là vivaient en paix et ne se connaissaient pas d'ennemis, hormis ceux qui les exploitaient et les opprimaient dans leur propre pays.

Si vous accordez le moindre intérêt à la rhétorique dans laquelle ils veulent vous enfermer en expliquant qu'une nouvelle guerre serait inéluctable, que vous le vouliez ou non vous accordez une légitimité à cette perspective, vous en devenez un agent quel que soit le discours que vous pouvez tenir par ailleurs ou les réserves que vous pourrez formuler par la suite, il faut donc la démasquer et la rejeter catégoriquement.

Retour à l'expéditeur.

Lu.

Dans les semaines à venir, un manuel d'instruction de survie du gouvernement nous sera adressé.

Si vous souhaitez opposer un « *non* » franc et courtois à cette rhétorique de manipulation par la peur, voici la démarche :

1. Évitez d'ouvrir l'enveloppe : le courrier doit être intact pour que la Poste puisse le retourner sans frais.
2. Écrivez « *Retour à l'expéditeur* » : inscrivez clairement cette mention sur l'enveloppe, de préférence en lettres majuscules.
3. Rayez votre adresse : barrez votre adresse pour éviter toute confusion.
4. Déposez-le dans une boîte aux lettres de la Poste : placez le courrier dans une boîte aux lettres publique ou remettez-le à un guichet de la Poste.

Science sans conscience n'est que ruine de l'âme. Morale sans conscience n'est que ruine de l'homme.

La conscience ou l'absence de conscience a pour origine les conditions matérielles auxquelles sont confrontés les hommes en tant qu'acteur social, et la manière dont ils les interprètent.

On a prétendu que le progrès social favoriserait l'élévation du niveau de conscience des hommes, encore fallait-il qu'ils aient conscience qu'il était le produit d'un processus historique, ce qu'ils continuent d'ignorer, qu'il figurait parmi bien d'autres facteurs qui s'y opposeraient, dont l'inertie de l'histoire, ce qui explique pourquoi il ne se traduirait pas immédiatement ou forcément en termes de conscience politique, et le temps passant tout le bénéfice dont ils auraient pu en tirer se volatiliserait jusqu'à perdre la mémoire de son origine, et prêter au capitalisme des vertus qu'il n'a jamais eu, au détriment de la lutte de classe.

L'élévation de la conscience permet d'entrevoir notre émancipation de l'exploitation et de l'oppression, la liberté, et enfin le bonheur. Et sur quoi repose cette conscience ? Sur la prise en compte des rapports qui existent dans la société à tous les niveaux, à commencer par les rapports sociaux de production ou d'exploitation entre dominants et dominés, qui ensuite vont servir en quelque sorte de modèle à tous les autres rapports sociaux, dont ceux entre les hommes et les femmes.

Vous aurez constaté qu'à aucun moment nous n'avons mentionné la morale, à laquelle se réfèrent en permanence des acteurs sociaux ou politiques, de simples citoyens transformés pour l'occasion en vulgaires délateurs, justiciers hystériques, inquisiteurs fanatisés, gestapistes, tyrans, qui s'octroient le droit de juger les idées et les comportements de l'ensemble de la population en fonction de critères subjectifs, guidés uniquement par des intentions individuels dissimulées ou idéologiques dont souvent ils n'ont même pas conscience.

A ce tribunal d'exception et ses procédés infâmes qui rappellent les pires dictatures du passé, participent évidemment tous les partis, les institutions et les médias, les réseaux dits sociaux, ce qui témoignent au passage du degré de pourriture atteint par le régime de la Ve République, rien de surprenant compte tenu de sa nature sociale.

Je dois avouer que je n'avais pas encore réfléchi à la morale sous cet angle-là, on y reviendra sans doute une autre fois, juste un mot qui m'est venu à l'esprit en prenant ma douche ce matin.

Si l'immense majorité des hommes n'ont pas atteint un niveau de conscience suffisant pour prétendre à la liberté et au bonheur, on en déduira que forcément ils devront subir le contraire ou leur négation, par conséquent ils seront privés de liberté et livrés à tous les malheurs qu'on peut imaginer, tel est leur destin à l'heure où j'écris ces lignes, n'est-ce pas ?

Dès lors, on peut se demander de quoi ou de qui on parle vraiment lorsqu'on évoque la morale. S'il ne s'agit pas de la morale d'êtres supérieurs, c'est qu'il s'agit de la morale d'êtres inférieurs, qui n'en ont pas fini avec la barbarie de toute évidence, qui sont plus proches de l'état animal ou sauvage dans bien des cas, plutôt que de l'homme dit civilisé ou moderne.

L'homo sapiens rustre ou inférieur privilégie ses pulsions ou émotions au détriment de la raison ou de la conscience qu'il n'a pas encore développée. Il agit avant de réfléchir, en admettant qu'il en soit capable. Il adopte le même comportement élémentaire qu'un animal guidé uniquement par son instinct, en fonction de son espèce pour assurer sa survie.

Chez les femmes qui ont déclaré la guerre aux hommes, ceux qui ont pour ennemi le CO2, les énergies fossiles, les Russes, la résistance armée palestinienne, etc. le niveau de leur morale, pour peu qu'on leur en attribue une, est comparable à celui d'un animal sauvage à la férocité exacerbée quand il se sent menacé, elle est étrangère à toute notion de civilisation. D'ailleurs, et on s'arrêtera là pour aujourd'hui, vous aurez pu observer qu'aucun d'entre eux ne citera les facteurs et rapports

auxquels j'ai fait référence plus haut, et pour cause ils appartiennent à un degré de civilisation ou de conscience supérieure qu'ils n'ont jamais atteint.

Dans l'aphorisme suivant remplacez humanisme par moral, cela fonctionne très bien : Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Pourquoi devraient-ils se gêner ?

Elon Musk est l'homme le plus riche du monde selon Forbes - fr.sputniknews.africa 01.04.2025

Elon Musk, qui supervise le Département de l'efficacité gouvernementale des États-Unis, est en tête de la liste des milliardaires les plus riches du monde, établie par Forbes.

Sa fortune est estimée à 342 milliards de dollars.

Parmi les autres grandes fortunes, on retrouve:

Mark Zuckerberg, avec 216 milliards de dollars.

Jeff Bezos, fondateur d'Amazon, qui possède 215 milliards de dollars.

Larry Ellison, fondateur du géant informatique Oracle, avec 192 milliards de dollars.

Côté africain, le roi du ciment nigérien Aliko Dangote se classe 83ème, avec une fortune évaluée à 23,9 milliards de dollars.

Plus de 3.000 personnes, avec une richesse combinée record de 16.100 milliards de dollars, figurent sur la liste. Pour la première fois, trois personnes possèdent une fortune de plus de 200 milliards de dollars. fr.sputniknews.africa 01.04.2025

Les cons osent tout... Pendant qu'il y en a qui expliquent que Trump privilégierait des moyens économiques plutôt que la guerre...

Les États-Unis multiplient les frappes sur le Yémen – RT 30 mars 2025

J-C – Tout en continuant d'armer les nazis de Kiev et de Tel-Aviv...

Les masques de la dictature du capital tombent.

Le délitement de la démocratie occidentale commence en France - Réseau Voltaire 3 avril 2025

J-C - Le Réseau Voltaire est toujours plus mal inspiré ou vire ouvertement à l'extrême droite, au populisme de la même nature toute voile déployée en citant comme représentants "*des normes démocratiques*" le fasciste italien Salvini, le Hongrois Orban qui vient d'accueillir le nazi Netanyahu, Trump qui lui livre des armes ainsi qu'aux nazis ukrainiens, et qui bombarde le Yémen.

En famille.

La Hongrie annonce son retrait de la Cour pénale internationale - RT 3 avr. 2025

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a annoncé ce 3 avril que la Hongrie entamait officiellement son retrait de la Cour pénale internationale (CPI), jugeant que cette institution «a cessé d'être impartiale» et est devenue «un instrument politique». L'annonce a été faite lors d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, en visite officielle à Budapest. Ce dernier est sous le coup d'un mandat d'arrêt de la CPI pour des accusations de crimes de guerre et crimes contre l'humanité en lien avec les opérations militaires menées à Gaza.

Benjamin Netanyahu a salué la décision de Budapest, qualifiant le retrait d'«acte courageux» et la CPI de «*structure corrompue*». Il a ajouté : «*C'est important pour toutes les démocraties. Il faut s'opposer à ces organisations biaisées*». Le ministre israélien des Affaires étrangères, Gideon Saar, a également remercié la Hongrie pour sa «position morale forte et claire en soutien à Israël».

La décision de la Hongrie s'inscrit dans une tendance mondiale de contestation de la légitimité de la CPI. Parmi les pays non membres figurent les États-Unis, Israël, la Chine et la Russie.

Mobilisation internationale des négriers d'hier et d'aujourd'hui. Capitalisme : Stop ou encore ?

Lutte contre l'immigration clandestine: plus de 40 pays réunis à Londres - AFP 31 mars 2025

En famille. L'instrumentalisation politique de l'extrême droite prend une tournure judiciaire.

Qui a dit ?

- Aujourd'hui, ce n'est pas seulement Marine Le Pen qui est injustement condamnée : c'est la démocratie française qui est exécutée.

Réponse : Jordan Bardella qui vient de s'afficher avec des sionistes nazis à Tel Aviv justifiant l'extermination du peuple palestinien.

Alors, qu'est-ce qu'ils font là en liberté ?

Les députés français votent un texte prônant la prison plutôt que le bracelet électronique - RT 4 avr. 2025

Le 3 avril 2025, les députés français ont adopté une proposition de loi marquant un tournant dans la politique pénale : faire de l'incarcération la règle plutôt que l'exception pour les courtes peines, reléguant le bracelet électronique au second plan.

Porté par le groupe Horizons lors de sa niche parlementaire, ce texte, voté par 63 voix contre 42, abroge l'aménagement obligatoire des peines de six mois ou moins, une mesure instaurée en 2019 sous Édouard Philippe pour désengorger les prisons.

Le texte rétablit ainsi la possibilité de peines fermes de moins d'un mois et étend les aménagements jusqu'à deux ans, contre un an auparavant. Soutenu par Horizons, le MoDem, LR et une partie du RN, qui y voit une réponse à l'insécurité, le projet a divisé l'hémicycle.

Il y a ce qu'ils racontent et il y a la réalité...

On vous fait croire que les Bourses du monde entier seraient en train de s'effondrer, et que des sommes colossales partiraient en fumée... Or, s'il n'y a pas de fumée sans feu, il n'y a pas d'incendie qui n'aurait pas été provoqué délibérément dans un but bien précis, s'agissant de milliardaires, quel pourrait-il être, sinon recourir à un stratagème qui leur permettrait de s'enrichir davantage ou de consolider leur position au cas où elle serait gravement menacée ou les deux à la fois.

Les actions sont généralement surcotées en Bourse, elles font l'objet de spéculations effrénées comme chacun sait, il y a donc à parier que celui qui vend aujourd'hui à perte par rapport à ce qu'il aurait pu empocher la veille aura encore empoché une plus-value confortable par rapport au prix qu'il avait acquis les actions qu'il vient de revendre. O malheur, ils n'auront pas empoché les profits qu'ils escomptaient, sortez vos mouchoirs !

Lorsque vous achetez une action en bourse, où va l'argent ?

Où va l'argent lorsque la valeur d'une action chute ?

Lorsqu'une action est vendue, l'argent est converti en espèces, qui peuvent ensuite être utilisées pour acheter autre chose.

Dans quelle mesure s'agit-il d'une véritable destruction de richesse ?

Généralement très peu.

Le capital circule plus qu'il n'est détruit.

Dans des cas extrêmes, tels que l'effondrement du marché (généralement dû à une guerre, une révolution et parfois à une crise de la dette), la découverte de fraudes, etc.

Lorsque tout le monde veut vendre et qu'il n'y a pas d'acheteurs disposés à le faire, une action ou un actif est mis à zéro.

Dans certains cas, un actif peut atteindre des prix négatifs lorsque les gens doivent être payés pour posséder un actif. Les produits de base peuvent s'appliquer (c'est arrivé pour le pétrole et l'électricité), mais les actions ont une limite inférieure de 0 €

Dans ce cas, il y a beaucoup de destruction de richesse. Un actif qu'ils pensaient valoir quelque chose se révèle ne rien valoir du tout.

Si une entreprise ne gagne pas d'argent (ses revenus ne sont pas supérieurs à ses dépenses) et que ses dettes sont supérieures à ses actifs et qu'elles ne seront jamais payées avec les revenus de l'entreprise, alors une entreprise n'a aucune valeur si c'est son état perpétuel.

Le marché boursier est-il un jeu à somme nulle ?

Au fil du temps, le marché boursier n'est pas un jeu d'achat et de vente à somme nulle, car les entreprises réalisent des bénéfices qui sont redistribués aux actionnaires.

La réponse de base simplifiée à la question "*qu'advient-il de mon argent lorsque la valeur d'une action baisse*" est que l'entité qui vous a vendu l'action la détient et que son prix a baissé en raison de l'offre et de la demande, et que l'argent est "*parti*" (jusqu'à ce que l'action remonte ou que vous le récupérez par le versement de dividendes et de distributions par la société).

Conclusion.

Lorsque vous négociez des actions, vous achetez et vendez essentiellement des parts de propriété d'entreprises. Le prix d'une action est ce que quelqu'un est prêt à payer pour l'acquérir à un moment donné.

Le but de la négociation est d'acheter à bas prix et de vendre à prix élevé. Vous réalisez un bénéfice lorsque le prix auquel vous vendez l'action est supérieur au prix auquel vous l'avez achetée.

Source : <https://www.broker-forex.fr/achat-action-ou-va-argent.php>

Si tous les Etats se détournent des Etats-Unis, ne lui vendent et ne lui achètent plus rien, ils n'auraient plus rien à craindre, toute menace sur leur économie serait écartée. C'est tout à fait faisable, peut-être pas du jour au lendemain pour certains Etats, mais progressivement et rapidement c'est envisageable sans répercussion néfaste sur leur économie, bien au contraire.

C'est la proposition que vient de faire le président chinois au Premier ministre indien qui l'a bien accueilli, les échanges commerciaux entre les deux pays vont croître au détriment des Etats-Unis et leurs transactions seront réglées en monnaie locale en se passant du dollar. Sur chaque continent les Etats se tournent vers leurs voisins et les imitent. Pour autant, aucun Etat ne rompra avec les Etats-Unis, ils se sont trop compromis avec et ils le savent.

Autre élément.

Autrefois les puissances occidentales se sont développées et enrichies en pratiquant le protectionnisme, en imposant des droits de douane importants, à cette époque impériale et coloniale ils n'avaient pas de concurrents sérieux, ils pouvaient recourir à des méthodes de gangsters pour piller le monde entier et le tenir à leurs bottes, plus tard ils leur imposèrent leurs monnaies, le dollars, la livre sterling, le franc français, tous ces empires finirent par s'effondrer, seul le dollar résista à ce désastre pour finalement s'apercevoir qu'en trônant au milieu d'un désert industriel, il n'était qu'une monnaie d'échange ou qu'en soi il ne valait plus rien.

Autre élément.

Les mesures prises par Trump devraient ne devraient pas se traduire en principe par de l'inflation en occident comme les gouvernements et leurs médias l'annoncent, j'en veux pour preuve la baisse du prix du pétrole aux alentours de 63\$ le baril, nous consommons très peu de produits made in USA, c'est très marginal ou inexistant. En revanche, le gouvernement va en profiter pour allouer encore des fonds publics aux entreprises du CAC40, et les distributeurs pourraient en profiter pour augmenter leurs prix comme lors de chaque crise où ils s'enrichissent davantage, toute cette opération est destinée à rançonner les travailleurs du monde en entier, à leur faire payer les conséquences de la crise du capitalisme.

Autre élément.

Si tous les Etats envoient au total des milliers de milliards de dollars, les Etats-Unis vont se retrouver submerger de dollars, ce sont eux qui vont se retrouver confronter à une inflation incontrôlable, une masse de papiers sans valeur dont plus personne dans le monde ne voudra dans l'avenir. Qu'est-ce qu'ils vont bien pouvoir en foutre ? Régler leur dette ce qui devrait appauvrir ceux qui la détiennent, car en échange de leurs dollars, qu'ils ne comptent pas sur la Fed ou le Trésor pour leur convertir en or, ils n'en auraient pas assez et ils ne se déclareront pas en faillite, sauf s'ils y étaient contraints, ils l'annuleraient ce qui ruinerait tous ceux qui la possédaient, y compris les Chinois et les Japonais, ce qui n'aurait qu'un impact limité sur leur économie puisqu'elle repose sur le secteur industriel producteur de plus-value ou de richesse. Une fois les compteurs remis à zéro, ils ne pourraient pas repartir comme en 45 ou renouveler l'arnaque de Bretton Woods, les Etats-Unis très affaiblis ne devraient compter que sur eux-mêmes pour concurrencer les autres puissances avec lesquelles ils seraient condamnés à s'entendre et à partager le gâteau de l'économie mondiale jusqu'à la prochaine crise, si entre temps le prolétariat n'était pas parvenu à se doter d'une nouvelle direction...

- Trump semble déterminé à gagner de l'argent au plus vite avec ses nouveaux tarifs, afin de réduire le déficit du budget fédéral, tant que la situation de l'économie américaine et mondiale le permet.

- Une mesure promise depuis longtemps, s'inscrivant dans sa stratégie «America First» pour stimuler la production nationale.

- *«Le 2 avril 2025 restera à jamais dans les mémoires comme le jour de la renaissance de l'industrie américaine, le jour de la reconquête du destin de l'Amérique et le jour où nous avons commencé à rendre l'Amérique à nouveau riche»*, a déclaré le président américain Donald Trump.

«C'est à notre tour de prospérer et, ce faisant, d'utiliser des milliers de milliards de dollars pour réduire nos impôts et rembourser notre dette nationale. Tout cela se fera très rapidement», a déclaré le président.

- Dans un message publié vendredi 4 avril sur sa plateforme Truth Social, il a ainsi assuré qu'il ne *"changerait jamais de politique"*. *"Aux nombreux investisseurs qui viennent aux États-Unis investir d'énormes montants d'argent, sachez que je ne changerai jamais de politique. C'est un bon moment pour devenir riche, plus riche que jamais !"*, a écrit le président américain, en lettres majuscules.

Précision d'un internaute : Le pourcentage n'a rien avoir avec des taxes qu'imposeraient les pays au dépend des États-Unis... Les chiffres que donne Trump ne correspondent pas du tout. Ce ne sont pas des taxes mais un rapport entre le déficit commercial des États-Unis sur une zone d'échange et ses exportations. Les produits américains sont taxés normalement autour de 4% (moyenne).

Effectivement - Ces *« chiffres de la Maison-Blanche semblent correspondre en réalité au déficit commercial divisé par les exportations américaines »*, comme le note Politico. D'où le chiffre de 39 % présenté pour l'Union européenne, quand l'Organisation mondiale du commerce (OMC) évoque plutôt un pourcentage autour de 3 % pour les droits de douane actuels réels.

Lu.

Par Pepe Escobar

Michael Hudson a mis le doigt sur le problème. Permettez-moi d'apporter une petite précision : *«Les sanctions et les menaces sont la seule carte qu'il reste aux États-Unis. Ils ne peuvent plus offrir aux autres pays une situation gagnant-gagnant, et Trump a déclaré que les États-Unis devaient être les grands gagnants de tout accord international qu'ils concluraient, qu'il s'agisse d'un accord financier ou commercial. Et si les États-Unis disent : Tout accord que nous concluons, vous perdez, je gagne»*, cette tactique d'extorsion mafieuse ne reflète pas exactement l'Art du Deal.

Le professeur Hudson décrit clairement les tactiques de négociation de Trump : *«Lorsque vous n'avez pas grand-chose à offrir sur le plan économique, tout ce que vous pouvez faire, c'est proposer de ne pas nuire aux autres pays, de ne pas les sanctionner, de ne pas faire quelque chose qui serait contraire à leurs intérêts»*. Or, avec la TTT ((Trump's Tariff Tizzy), Trump *«propose»* en fait de leur nuire à tous. Et ils investiront certainement dans toutes sortes de contre-tactiques pour *«échapper»* à cette *«stratégie»* de *«diplomatie»* américaine.

La TTT est avant tout une guerre commerciale contre l'Asie. Des droits de douane *«réciproques»* – mais pas vraiment réciproques – ont été imposés à la Chine (34%), au Vietnam (46%), à l'Inde (26%), à l'Indonésie (32%), au Cambodge (49%), à la Malaisie (24%), à la Corée du Sud (25%), à la Thaïlande (36%), au Myanmar (44%), frappé par un tremblement de terre, à Taïwan (32%) et au Japon (24%).

Eh bien, avant même la TTT, une première a été réalisée : le maître de piste du cirque a obtenu un consensus unique entre la Chine, le Japon et la Corée du Sud pour que leur réponse soit coordonnée.

Le Japon et la Corée du Sud importeront des matières premières semi-conductrices de Chine, tandis que la Chine achètera des puces au Japon et à la Corée du Sud. Traduction : la TTT renforcera la *«coopération de la chaîne d'approvisionnement»* entre cette triade qui, jusqu'à présent, n'était pas vraiment très coopérative.

Ce que le maître de piste du cirque veut vraiment, c'est un mécanisme à toute épreuve – déjà en cours de développement par son équipe – qui impose unilatéralement le niveau de droits de douane que Trump peut imaginer, quelle que soit l'excuse : il pourrait s'agir de contourner la «*manipulation actuelle*», de contrer une taxe sur la valeur ajoutée, pour des «raisons de sécurité», peu importe. Et au diable le droit international. À toutes fins utiles, Trump enterre l'OMC.

Même les manchots taxés de l'île Heard, dans le Pacifique Sud, savent que les effets certifiés de la TTT incluront une hausse de l'inflation aux États-Unis, de graves difficultés pour ses entreprises délocalisées et, surtout, l'effondrement complet de la «*crédibilité*» américaine en tant que partenaire commercial fiable et digne de confiance, ce qui s'ajoutera à sa réputation certifiée de «*non-capable de conclure des accords*», comme le Sud mondial le sait si bien. > АНТ : Un empire rentier FIRE (financialization, insurance, real estate (financement, assurance, immobilier), comme l'a magistralement analysé Michael Hudson), qui a délocalisé ses industries manufacturières et a été englouti par une pile de fonds spéculatifs surendettés, de produits dérivés de Wall Street et de surveillance totalitaire de la Silicon Valley, décide finalement de se frapper lui-même.

Sans cinéma ou simagrée, offrons-nous un moment de détente.

J-C - La meute des maccarthystes enragés est lâchée contre le droit à la défense et la présomption d'innocence. Vichy est de retour ou parodie de justice.

Procès de Gérard Depardieu : près de 200 avocats dénoncent le sexisme du conseil de l'acteur, Jérémie Assous, dans une tribune publiée par "Le Monde" - franceinfo/AFP 28 mars 2025

J-C – 200 sur 7000. Vous critiquez un juif, vous êtes antisémite, vous critiquez un africain, vous êtes raciste, vous critiquez un homosexuel, vous êtes homophobe, vous critiquez une femme, vous êtes sexiste ou misogyne, vous critiquez la France ou l'armée, vous êtes un traître, vous refusez un vaccin, vous êtes un criminel, vous n'admirez pas la police, vous êtes un voyou, vous ne soutenez pas le droit à la défense de l'Etat juif génocidaire, vous êtes un terroriste, vous ne soutenez pas l'Ukraine, vous êtes un russophile tyrannique...

Procès de Gérard Depardieu : près de 200 avocats dénoncent le sexisme du conseil de l'acteur, Jérémie Assous, dans une tribune publiée par "Le Monde" - franceinfo/AFP 28 mars 2025

Lors de leurs plaidoiries, les avocates des parties civiles avaient déjà dénoncé la violence des propos du conseil de l'acteur.

Près de 200 avocats appellent la justice à ne pas laisser la place au sexisme en audience, dans une tribune parue dans *Le Monde*, vendredi 28 mars. Ils réagissent à des propos de l'avocat Jérémie Assous, qui a défendu Gérard Depardieu lors de son procès pour "*agressions sexuelles*", qui s'est achevé jeudi et a été marqué par de nombreuses attaques de l'avocat contre les plaignantes et leurs conseils. "*Le sexisme contre les avocates ne doit plus avoir sa place en audience*", clame les signataires du texte, qui regrette "*le mutisme absolu du tribunal dans son ensemble*" et "*l'absence de réaction de l'ordre des avocats*" face aux invectives de Jérémie Assous.

L'avocat de Gérard Depardieu, qui était jugé pour des agressions sexuelles sur deux femmes, "*s'en est donné à cœur joie en matière de sexisme et de misogynie, allant bien au-delà de ce qu'il est convenu d'appeler, même de manière extrêmement large, les 'droits de la défense'*", estime la tribune. Lors de leurs plaidoiries, les avocates des parties civiles avaient dénoncé la violence du

procès, décrivant une stratégie sexiste et agressive de Jérémie Assous, qui s'en était pris à elles et qui avait aussi traité les plaignantes, Amélie et Sarah, de "menteuses" et d'"hystériques".

"Une justice qui tolère le sexisme, sans rien dire, pour des raisons de gestion comptable ou administrative, n'est pas à la hauteur des enjeux actuels", poursuit la tribune. "Et la justice, cela implique formellement, légalement, constitutionnellement, le respect des femmes en tant que femmes, a fortiori quand elles sont présentes dans cette enceinte en tant qu'avocates", conclut-elle.

"Il existe des règles en la matière, et une police de l'audience et de règlement des comportements des avocats à l'audience", réagit le barreau de Paris, sollicité par l'AFP. "Toutes les parties prenantes auraient pu saisir le bâtonnier, mais ça n'a pas encore été le cas, souligne-t-il. Nous étudierons, le cas échéant, s'il y a eu des manquements au regard de la déontologie."

Procès de Gérard Depardieu : « Le sexisme contre les avocates ne doit plus avoir sa place en audience » - Le Monde 28 mars 2025

Pendant les quatre jours du procès de l'acteur, l'avocat de celui-ci, M^e Jérémie Assous, a lancé des invectives sexistes à ses consœurs. Dans une tribune au « Monde », un collectif d'avocates et d'avocats appelle la justice à ne pas laisser passer ces méthodes.

« Madame », « Chère amie », « Mademoiselle », « Allez pleurer », « C'est quoi ce rire d'hystérique ? », « C'est insupportable, déjà votre voix, c'est dur »... Voilà quelques morceaux choisis de ce qu'il fut donné à entendre au public du tribunal judiciaire de Paris lors de l'audience correctionnelle visant un acteur célèbre. Le Monde 28 mars 2025

J-C – C'est tout, il n'y a aucune invective là-dedans. Tout est dit ici, excellent ! Une pure invention pour interdire à son avocat de s'exprimer, parce que le dossier de l'accusation est vide en réalité.

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

La parole est aux justiciers, aux redresseurs de torts, aux tyrans.

La comédienne française Vahina Giocante, qui a joué aux côtés de l'acteur Gérard Depardieu à plusieurs reprises au cinéma, a révélé vendredi 28 mars sur Facebook avoir été témoin à plusieurs reprises d'agressions sexuelles et de paroles "crasses" lors de tournages ces dernières années. France Info 28 mars 2025

J-C - Ce qu'ils appellent "agressions sexuelles" ne concernent ici en l'occurrence que d'éventuels gestes déplacés éphémères, sans relation sexuelle d'aucune sorte, comme en sont auteurs des millions d'hommes jeunes et moins jeunes, et victimes autant de femmes de tout âge sans que cela porte à conséquence depuis la nuit des temps.

Comment fonctionne leur accusation ?

- "Je l'ai vu de mes yeux " et " je l'ai entendu de mes pauvres oreilles ".

Elle a vu quoi ou entendu quoi de si terrible ? Que dal ! Peu importe, il doit répondre de ses actes, il est coupable et il doit être lourdement sanctionné pour l'exemple, comme en 1917

Il ne reste plus ensuite qu'à réaliser un amalgame ou un transfert de signification et de portée entre les deux, pour accentuer la gravité des faits reprochés, de manière à justifier la condamnation de son auteur, alors qu'en réalité il s'agit de faits anodins et de paroles sans conséquence auxquelles il sera accordé un intérêt excessif ou démesuré, compte tenu qu'ils sont demeurés sans suite ou sans lendemain, juste pour nuire à l'accusé ou dans le but d'en tirer un profit individuel quelconque, voire une dédommagement financier.

Ces prostituées agissent à la manière des redresseurs de torts de l'Inquisition, de toutes les dictatures.

France Info - La comédienne espère que le procès de Gérard Depardieu "*contribue à définir plus clairement les contours des limites nécessaires pour redresser notre société défailante*". France Info 28 mars 2025

Elle se destine donc de "*redresser notre société défailante*", rien de moins, pour qui se prend-elle, comme tous les tyrans du reste. Nous, nous souhaitons juste nous débarrasser du capitalisme pour que les rapports entre les hommes et les femmes soient moins égoïstes et mutuellement plus respectueux, plus heureux, car il y aurait autant à dire du comportement des femmes envers les hommes, qu'elles harcèlent psychologiquement, c'est moins visible, plus sournois, sans témoin le plus souvent, plus nuisible ou dévastateur.

Si on devait juger les comportements ayant témoigné ne serait-ce qu'une fois ou un jour un manque de respect envers quelqu'un, il faudrait condamner et embastiller la quasi-totalité des hommes et des femmes. Voilà le modèle totalitaire de société auquel aspirent ces despotes, ces demeures, qui par la profession qu'elles ont choisie, ont épousé le statut de prostituée, qu'au demeurant elles assument très bien ici.

Quand elles signent un contrat avec un producteur, elles s'engagent dans les scènes où elles joueront, à se faire palper, peloter, embrasser, à se dénuder, à simuler des actes sexuels, etc. le tout avec un tas d'hommes ou de femmes qui leur sont étrangers sans que cela les répugne, n'est-ce pas, sachant pertinemment que dans ce milieu les prolongations ont lieu hors tournage...

Enquête sociologique sur les Français plutôt rassurante.

Médias, peur et mensonges : les Français disent stop selon un sondage exclusif France-Soir/BonSens.org – partie IV - BonSens.org & France-Soir 02 avril 2025

France-Soir et l'association BonSens.org poursuivent leur série d'enquêtes sociologiques avec une troisième vague réalisée les 27 et 28 mars 2025 par MIS Group. Après les sondages de janvier et février 2025, qui révélaient une crise de confiance envers la gestion d'Emmanuel Macron, l'opacité sur les effets secondaires des vaccins Covid-19 et un rejet massif des institutions, ce nouvel article explore comment les Français s'informent et quelles sont leurs peurs.

53 % des Français déclarent avoir abandonné la presse mainstream, tandis que 44 % privilégient les médias alternatifs contre 42 % pour les sources traditionnelles.

Une étude du Reuters Institute (Digital News Report 2023) avait montré qu'en France, la confiance dans les médias traditionnels était tombée à 29 %, l'une des plus faibles d'Europe, poussant les citoyens vers des sources alternatives comme les réseaux sociaux.

62 % des sondés jugent que les médias télévisés mainstream manquent totalement d'objectivité, un constat partagé par 43 % concernant la presse papier (L'Express, Le Point, Le Parisien).

Pourtant, l'État a injecté des centaines de millions d'euros en aides et subventions pour garantir le « pluralisme ». En 2023, selon la Cour des Comptes, les aides directes à la presse s'élevaient à environ 120 millions d'euros par an, sans compter les exonérations fiscales et les soutiens exceptionnels post-Covid. Malgré cela, la population perçoit un manque criant d'indépendance, ce qui alimente la défiance. Face à un budget de l'État jugé trop lourd et à ces aides inefficaces, 50 % des Français exigent leur suppression totale, une tendance stable sur les trois vagues d'enquête.

84 % des Français estiment que les médias exacerbent leurs peurs, et 87 % ressentent une anxiété croissante liée à l'information.

Pour 79 %, distinguer le vrai du faux devient une mission impossible, tandis que 61 % dénoncent une science manipulée par les politiques et les médias. Enfin, 77 % perçoivent le mensonge comme omniprésent en politique, sans réelle sanction – contrairement aux États-Unis, où le parjure est pénalement répréhensible. Ce sondage vient corroborer l'étude de l'INA (2021) sur la couverture médiatique de la covid-19 qui a montré que les chaînes d'info en continu diffusaient 70 % de contenus anxio-gènes, contribuant à une perception amplifiée des risques.

Les Français consacrent en moyenne plus d'une heure par jour à s'informer : 52 % y passent une heure, 23 % plusieurs heures et seuls 6 % s'informent rarement (moins d'une fois tous les 4-5 jours).

La télévision reste le média dominant (56 % la consultent quotidiennement), suivie du smartphone (44 %), devant la radio (35 %) et l'ordinateur (29 %). Les newsletters (46 % de non-lecteurs) et la presse papier (39 %) perdent du terrain.

Paradoxalement, bien que 62 % critiquent l'absence d'objectivité des médias télévisés, une majorité continue de les regarder quotidiennement, signe d'une dépendance ou d'un manque d'alternatives perçues. Selon le baromètre La Croix 2023, 55 % des Français utilisaient encore la télévision comme source principale d'information, malgré une confiance en baisse (36 %), illustrant cette dépendance historique.

94 % cherchent à comprendre ce qui se passe autour d'eux, 31 % veulent s'enrichir intellectuellement via des analyses d'experts, et 23 % recherchent des sujets de conversation.

Côté contenu, 58 % plébiscitent les articles courts (2-5 minutes), 44 % les vidéos factuelles, 42 % les entretiens approfondis, et 38 % les courts formats des réseaux sociaux. Les dossiers d'investigation (23 %) et les livres (14 %) séduisent moins, reflétant une préférence pour l'instantané.

58 % favorisent l'audio (écouté en voiture ou en mouvement), mais 50 % apprécient aussi les analyses écrites exigeant plus d'attention, révélant un fossé générationnel entre information rapide en surface et quête de compréhension plus complète.

En 2023, le Reuters Institute avait noté que 40 % des Français préfèrent les formats courts en ligne, une tendance portée par les moins de 35 ans, tandis que les plus âgés restent attachés aux formats plus traditionnels.

29 % ne vérifient pas les informations, souvent par manque de temps. 33 % se fient à l'avis d'experts ou journalistes mainstream, 20 % à ceux des médias alternatifs, et seulement 20 % consultent Wikipédia.

Les fact-checkers, utilisés par 6 %, sont délaissés au profit des « *notes de la communauté* » (popularisées sur les réseaux sociaux). En 2024, Mark Zuckerberg a réduit l'usage des fact-checkers sur Meta, privilégiant l'intelligence collective face aux critiques sur leur partialité. De plus en 2023, l'étude Edelman avait montré que seulement 18 % des Français font confiance aux journalistes pour vérifier les faits, expliquant le faible recours aux fact-checkers professionnels.

Si 50 % rejettent les subventions aux médias, 57 % ne souhaitent pas non plus financer la presse indépendante. Parmi les 43 % prêts à le faire, 16 % optent pour un abonnement mensuel, 15 % pour des magazines numériques, et 17 % pour des dons.

40 % des Français soutiennent le financement d'associations défendant l'intérêt général, et 28 % celui de la presse indépendante, signe d'une volonté de réinventer la démocratie directe.

89 % des Français redoutent une dégradation économique, 80 % une hausse des inégalités, et 58 % craignent de ne plus pouvoir subvenir à leurs besoins. Seuls 48 % se sentent protégés par les mesures de l'État, miné par une dette publique jugée alarmante. En 2025, la dette française dépasse 120 % du PIB, selon les projections du FMI.

L'INSEE rapportait en 2023, une inflation de 4,9 %, alimentant déjà les craintes économiques, un sentiment qui semble s'être amplifié en 2025 selon les données de l'enquête.

Sur le climat, 74 % s'inquiètent pour l'avenir malgré 77 % qui réclament une révision des politiques officielles. Les avancées scientifiques rassurent 69 %, mais les risques sanitaires divisent (48 % préoccupés, 47 % indifférents). Seuls 39 % craignent une nouvelle crise comme la covid-19, bien que 51 % critiquent la gestion passée.

80 % des Français trouvent du réconfort dans la famille et les amis, et 76 % dans la solidarité. 54 % puisent dans la spiritualité une forme de paix, signe d'un pragmatisme qui contraste avec les élites politiques et leur « foi en la science » affichée durant la crise covid.

59 % des Français assument d'être qualifiés de complotistes sur certains sujets, et 68 % ne craignent pas le rejet social.

Enfin, 79 % des sondés redoutent un usage abusif de leurs données personnelles. En 2023, une étude CSA montrait que 72 % des Français s'inquiétaient des données personnelles, une peur renforcée par les scandales de surveillance numérique comme Pegasus (Le Monde, 2021).

<https://www.francesoir.fr/politique-france/medias-peur-et-mensonges-les-francais-disent-stop>

Mes commentaires adressés à différents blogs.

Article : Le Monde d'après

- Il y a un biais dans cette analyse, je n'ai pas le temps de m'y attarder, une question seulement : au cours des dernières décennies, le formidable essor économique de la Chine, puis de l'Inde, a-t-il eu lieu avec ou sans un énorme transfert de capitaux et de technologies provenant de puissances occidentales ?

Selon la réponse à cette question, soit la rhétorique sur les Brics demeure valable, soit elle s'écroule ; Croyant connaître la réponse, je pencherai pour la seconde version. En fait, c'est un peu plus complexe...

Article : La guerre en Ukraine et l'aggravation de la folie en Europe

– La question déroutante de savoir pourquoi les pays poursuivent parfois des politiques qui sont fondamentalement contraires à leurs propres intérêts. Cette question a acquis une pertinence...

Mauvaise question.

C'est une question stupide surtout, les chefs d'Etat ou de gouvernement sont guidés par les intérêts du capitalisme avant tout, les intérêts de leur propre peuple passent après ou à la trappe.

C'est le b.a.-ba de l'économie politique, à condition d'avoir à l'esprit que ce sont les rapports économiques ou sociaux qui déterminent l'ensemble de l'économie et de la société, et de ne pas nier l'existence de la lutte des classes qui découlent des inégalités sociales à l'origine des rapports sociaux...

Article : Les partisans de Trump ne peuvent plus dire que Trump n'a jamais déclenché de guerre

- Il vaut mieux éviter de prendre au sérieux toutes les conneries que peuvent débiter Macron et Trump, qu'on peut lire dans tous ces articles, et surtout ceux qui figurent dans les commentaires où on touche le fond, c'est pitoyable, un asile de fous !

Article : Trump est désormais en guerre contre l'Iran

- Pendant qu'on voudrait nous faire que la France a adopté l'économie de guerre, ce qui est une vue de l'esprit, que la guerre avec la Russie est inéluctable, au tour de la guerre des Etats-Unis déjà déclenchée contre l'Iran.

Tous ceux qui tiennent ces discours, sont calés sur la propagande officielle qu'ils relaient à leur manière.

A quel moment s'occupent-ils réellement de nos intérêts ? Quand est-ce qu'ils prennent en compte les aspirations des peuples, des travailleurs pour les faire avancer ? Apparemment jamais, cela ne les intéresse pas visiblement. Alors dans quel camp jouent-ils ? Pas vraiment le nôtre.

Article : Trump déploie des bombardiers «à capacité nucléaire» à portée de frappe de l'Iran

– Cela signifie qu'Israël entraîne les États-Unis dans une guerre ingagnable, et qui mettra tragiquement fin à l'âge d'or américain.

On dirait que l'auteur exprime un regret, vous ne trouvez pas ?

– Qu'est-ce que tout cela signifie ?

J'ai l'impression qu'ils racontent n'importe quoi. A quoi servent ces articles ?

Réponse à un lecteur.

- Ce qui m'intéresse dans un article, ce sont les faits ou données qu'il contient, ensuite, la manière dont ils sont présentés ou l'interprétation qui en est faite, qui fournit une indication sur, à la fois l'orientation politique de l'auteur et de son article, ce à côté de quoi passeront la plupart des lecteurs, alors que c'est ce qui viendra inconsciemment se greffer dans leur subconscient et orientera leurs idées et leurs comportements à leur insu.

Sans aller jusqu'à affirmer que c'était l'intention de son auteur, il pouvait très bien avoir conscience qu'il manipulerait la conscience de ses lecteurs compte tenu de leur naïveté ou ignorance, ceux qui publient ces articles également. Disons que d'une manière détournée, c'est une façon de se livrer à de la propagande à bon compte sans que personne s'en aperçoive, la preuve !

Article : De la guerre par procuration à la crise systémique : l'Occident et sa scission intérieure

- Cela étant, je crois que la question essentielle ne consiste pas dans "*une opposition entre les USA et l'UE*", mais entre les différents clans de l'oligarchie parmi les plus puissants, entre celui qui admet que les Occidentaux ne sont plus en mesure de servir de volant d'entraînement à l'économie mondiale, et qu'ils doivent faire des concessions aux nouvelles puissances (Brics+), à leurs concurrents les plus sérieux, passer des compromis avec tous les autres États moins puissants qui revendiquent le respect de leur souveraineté, et celui qui s'y refuse obstinément, car il estime que leur hégémonie sur le monde ou le marché mondial est légitime compte tenu de ce qu'il leur a coûté au cours des XIXe et XXe siècle...

Article : Haute trahison et collaboration en Europe

– « *Et bien rares sont encore les gens à comprendre que le simple fait de rallier les forces armées allemandes ne constituait pas une instance clairement définie de «collaboration», puisque bien souvent, les hommes qui le firent étaient animés d'un désir sincère de combattre le communisme. Nombreux étaient les Européens à exécuter le communisme soviétique, qui étaient prêts à risquer leur vie pour empêcher que l'Europe de l'Ouest tombe sous le joug communiste, une chose qui apparut à certaines périodes comme tout à fait possible.* »

Ce qu'on comprend parfaitement, c'est que pour The Unz Review, rallier « *la Wehrmacht et la SS* » était légitime du moment que c'était pour « *combattre le communisme* ».

Si vous vous demandiez encore quelle était la nature sociale de cette officine anglo-saxonne, pour qui elle roulait et quel était son ennemi, vous avez la réponse, le même que pour le Forum économique mondial, les Global Young Leader, l'OTAN, Trump et Macron entre autres.

Quant aux personnes qui s'en prirent à des civils au lendemain de la guerre, ce n'étaient pas des communistes, même si certains d'entre eux prétendirent l'être. Comme disait Marx en substance, ce n'est pas ce que les gens pensent d'eux-mêmes qui comptent, mais leurs actes. Engels précisera qu'on combat un régime et non des personnes. C'est aussi le principe qu'avait adopté Robespierre qui sauva la vie à bien des aristocrates injustement condamnés à mort.

France.

L'opposition parlementaire était déjà morte.

"Un angle mort": l'Assemblée adopte un texte pour renforcer le contrôle d'un gouvernement démissionnaire - BFMTV 3 avril 2025

Les députés ont adopté ce mercredi 2 avril à l'unanimité une proposition de loi visant à renforcer le contrôle par le Parlement d'un gouvernement démissionnaire chargé d'expédier les affaires courantes, un cas de figure qui s'est répété par deux fois l'année dernière.

Fait rare, le texte a été adopté en première lecture avec les voix de députés de l'ensemble des groupes politiques. BFMTV 3 avril 2025

Macron "*au-delà de l'extrême droite*" : un sioniste nazi.

"Au-delà de l'extrême droite" : Macron dénonce un antisémitisme qui essaime à "l'extrême gauche" - BFMTV 3 avril 2025

"Le poison antisémite n'est constitué que d'un seul ingrédient, la haine (...) une haine née à l'extrême droite, qui a prospéré à l'extrême droite et qui a su essaime au-delà de l'extrême droite", a-t-il lancé lors de la remise du prix, dédié à la lutte contre l'antisémitisme, à l'Elysée.

"Et aujourd'hui malheureusement jusqu'à certains rangs de l'extrême gauche et de la gauche pour qui l'antisionisme fait office d'alibi à l'expression de l'antisémitisme", a-t-il ajouté.

"Il ne suffit pas d'être contre l'extrême droite pour être pour la République lorsqu'on propage des propos antionistes et antisémites, de la même façon qu'il ne suffit pas d'être contre l'extrême gauche pour protéger les Juifs quand on va au secours de ceux qui ont eux-mêmes servi le négationnisme", a martelé Emmanuel Macron.

A quoi bon se casser la tête...

Ce que prévoit la réforme de la formation des enseignants, présentée vendredi par François Bayrou et Elisabeth Borne - franceinfo/AFP

Les concours de l'enseignement seront désormais organisés à bac+3 et les deux années de master seront consacrées à une formation rémunérée et pensée pour être plus professionnalisante.

Alors que les concours pour devenir enseignant (le CRPE et le Capes) ont actuellement lieu à bac+5, la réforme prévoit d'organiser un concours de recrutement à bac+3, en fin de licence, pour les enseignants du premier degré (écoles maternelles et élémentaires) comme du second degré (collèges et lycées). Cette réforme sera mise en œuvre dès le printemps 2026. L'ancien et le nouveau concours coexisteront dans un premier temps, aux printemps 2026 et 2027, avant la disparition du concours à bac+5 en 2028. Le concours de l'agrégation, également programmé après deux années de master, n'est en revanche pas concerné par la réforme.

Une fois le concours en poche en fin de L3, les futurs enseignants suivront désormais une formation professionnalisante lors de leurs deux années de master, et seront rémunérés dans le cadre de ce parcours. En M1, ils deviendront élèves fonctionnaires et toucheront 1 400 euros nets mensuels. En M2, ils obtiendront le statut de fonctionnaires stagiaires et gagneront 1 800 euros nets. Le coût supplémentaire lié la mise en place de cette réforme est estimé à 26 millions d'euros en 2026, 294 millions en 2027 et environ 500 millions par an à partir de 2028.

En contrepartie, les futurs enseignants devront s'engager à exercer le métier de professeur pendant une période de quatre ans. Et une plus grande part de leur emploi du temps sera consacrée à enseigner devant des élèves. En M1, les étudiants passeront un tiers du temps, soit près de 12 semaines, en stage d'observation à la pratique accompagnée, durant lequel ils seront accueillis par des enseignants dans leurs classes. Puis, en M2, ils enseigneront 50% du temps, dans le cadre de stages en responsabilité.

Pour préparer le concours du premier degré, une licence spécifique de préparation au professorat des écoles sera mise en place à partir de la rentrée 2026.

Selon *Les Echos* les aspirants professeurs qui s'inscriront à cette nouvelle formation passeront moins d'épreuves, lors du concours en fin de troisième année, que les étudiants issus d'autres licences.

Actuellement, les aspirants enseignants peuvent suivre n'importe quelle licence, s'ils veulent exercer en primaire, ou une licence de la discipline qu'ils souhaitent enseigner, s'ils visent le secondaire. Ils rejoignent ensuite un master spécialisé (MEEF) pour préparer les concours à bac+5. Les formations MEEF disparaîtront progressivement d'ici à 2027, remplacées par les nouveaux masters professionnalisants. De premiers modules de cours préparatoires aux nouveaux concours seront lancés à la rentrée 2025.

Instrumentalisation par et pour le compte de l'Etat profond

Blague de Bayrou sur Burger King : le boycott des marques américaines par les Français prend forme - RT 29 mars 2025

Alors qu'une remarque humoristique du Premier ministre français François Bayrou concernant Burger King a fait sourire, la France connaît un phénomène inhabituel, celui du boycott croissant des marques américaines, motivé par des considérations économiques, politiques et sociétales, pouvant s'inscrire dans la durée. RT 29 mars 2025

J-C - Tout est dit ici ou presque, car comment expliquer autrement ce "phénomène inhabituel" sinon qu'il a été promu par en haut, et vous remarquez que les "*considérations sociétales*" qui appartiennent à la rhétorique du Forum économique mondial ont fait passer à la trappe celles sociales.

Il s'agit d'une grotesque opération politique de manipulation des consciences recourant à une méthode de marketing destinée à faire un flop parce qu'elle s'adresse en priorité aux bobos BCBG ou aux CSP+ parisiens et des grandes villes, aux petits bourgeois écolos écervelés, aux intellectuels conformistes dégénérés, bref, aux nantis connus pour leur hypocrisie et qui sont minoritaires dans la société, elle s'inscrit dans le cadre de la propagande de guerre de Macron, qui lui n'a pas du tout l'intention de rompre les relations avec les Etats-Unis.

J'en veux pour preuve le dernier paragraphe de l'article de RT :

RT - Cependant, d'autres études dressent un tableau moins idyllique. Par exemple, selon Ipsos, les jeunes adultes (18-34 ans), bien que 69% d'entre eux estiment le boycott comme un moyen de pression efficace, ne sont que 38% à envisager réellement de boycotter des marques high-tech américaines, contre seulement 23% chez les 55-75 ans. En d'autres termes, malgré les positions politiques exprimées, la tentation de posséder les derniers modèles tels que l'iPhone 16e ou le Google Pixel 9a reste forte. RT 29 mars 2025

J-C - Question : Qui peut se payer "*les derniers modèles tels que l'iPhone 16e ou le Google Pixel 9a*" ? Vous connaissez la réponse.

Trump : la lettre qui fait trembler les patrons français et réagir Bercy - lesechos.fr 28 mars 2025

Plusieurs dizaines d'entreprises tricolores se sont vues adresser un courrier de l'ambassade des Etats-Unis. Elles sont sommées de renoncer à toute forme de discrimination positive, sans quoi elles risquent de perdre l'accès aux appels d'offres de l'Etat fédéral. Une nouvelle forme d'extraterritorialité qui sème le trouble dans le milieu des affaires.

Dans ce document, il est par exemple écrit que "*tous les contractants du Département d'État doivent certifier qu'ils n'exploitent aucun programme de promotion de la DEI (Diversité, équité et inclusion) qui viole les lois anti-discrimination applicables et conviennent [les contractants] que cette certification est essentielle aux fins de la décision de paiement du gouvernement et donc soumise à la loi sur les fausses déclarations*". lesechos.fr et FranceInfo 28 mars 2025

Etats-Unis.

Donald Trump annonce des droits de douane réciproques pour « le monde entier » - Le HuffPost 3 avril 2025

Dans un discours depuis les jardins de la Maison Blanche, le président américain annonce la signature d'un décret pour aligner les taxes d'importation sur celles de ses partenaires.

C'est le jour de la « *déclaration d'indépendance économique* » des États-Unis, a-t-il martelé. Donald Trump a signé ce mercredi 2 avril un décret pour appliquer des droits de douane réciproques dans le monde entier. Une mesure, qui, selon lui, va faire « renaître » l'industrie américaine et de mettre fin au « *pillage* » de son pays.

Concrètement, c'est la loi du talion. Cela consiste à imposer aux autres pays le même taux de douane qu'ils appliquent aux produits américains. Ou comme le dit Donald Trump avec ses mots : « Ils nous font payer ça donc nous leur faisons payer ça ».

L'offensive de la Maison Blanche s'articule ainsi : un droit de douane plancher de 10% sur toutes les importations, auquel s'ajoutent des surtaxes pour certains pays jugés particulièrement hostiles en matière commerciale. Ces surtaxes sont calculées de manière à refléter aussi les barrières dites non tarifaires mises par ces pays à l'entrée de produits américains, par exemple des réglementations sanitaires et des normes environnementales.

En matière de commerce, le républicain estime que, parfois, « *l'ami (est) pire que l'ennemi* ». Citant notamment la Chine et l'Union européenne, le républicain s'est insurgé dans son discours : « *Ils nous arnaquent. C'est tellement triste à voir. C'est tellement pathétique.* »

Sortant un tableau, le locataire du Bureau ovale a aussi annoncé 31 % de taxes sur les importations en provenance de Suisse, en réponse à des tarifs douaniers de 61 % perçus par la Suisse sur les produits américains. Les taux ont été fixés à 24% pour le Japon et 26% pour l'Inde et 10 % pour le Royaume-Uni. Et si la Russie n'est pas mentionnée dans cette annonce, La Réunion - département français de l'océan Indien - se voit imposée 37% de frais de douane.

« *Nous allons être gentils* », a-t-il poursuivi, justifiant : « *nous n'allons faire payer que la moitié des douanes qu'on nous a fait payer (...). L'Union européenne nous fait payer 39 %, on va leur faire payer 20 %.* »

Le président américain déclare également d'imposer 25 % de taxes additionnelles sur les voitures fabriquées à l'étranger et pièces détachées importés, évoquant une menace pour la « *base industrielle* » et la sécurité nationale américaine, « *à partir de minuit* ».

« *Aucune de nos entreprises n'est autorisée à entrer sur les marchés étrangers. Et je parle ici aussi bien des alliés que des ennemis et dans bien des cas, les alliés sont pires que les ennemis en matière de commerce* », a-t-il déclaré, avant de dénoncer des « *déséquilibres horribles* » responsables, selon lui, « *de la désindustrialisation du pays* ».

Washington précise que les nouveaux droits de douane entreront en vigueur le 5 avril pour les taxes de 10% sur tous les produits entrant aux Etats-Unis, et le 9 avril pour les droits de douane majorés visant des géants comme la Chine et l'Union européenne. Le HuffPost 3 avril 2025

Reuters : les États-Unis mécontents du projet de l'Europe d'acheter moins d'armes américaines 2 avr. 2025

Washington a mis en garde les pays européens contre les conséquences d'un refus d'acheter des armes fabriquées aux États-Unis, écrit Reuters. *«Des responsables américains ont dit à leurs alliés européens vouloir qu'ils continuent d'acheter des armes fabriquées aux États-Unis, alors que l'Union européenne a récemment pris des mesures pour limiter la participation des fabricants américains aux appels d'offres d'armement»*, déclare la publication, citant cinq sources anonymes.

Selon l'agence, ces informations, relayées par Washington ces dernières semaines, s'inscrivent dans le cadre des mesures prises par l'UE pour encourager l'industrie militaire européenne tout en limitant potentiellement les achats de certains types d'armes fabriquées aux États-Unis.

Selon les sources de l'agence, le secrétaire d'État américain Marco Rubio a fait savoir le 25 mars aux ministres des Affaires étrangères de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie que les États-Unis voulaient continuer à participer aux marchés publics de défense de l'UE. Il a averti les fonctionnaires qu'une exclusion des entreprises américaines des appels d'offres européens serait perçue négativement par Washington.

À la mi-mars, la Commission européenne a dévoilé une proposition de défense appelée ReArm Europe, qui comprend un plan d'emprunt de 150 milliards d'euros pour fournir des prêts aux gouvernements de l'UE afin qu'ils les dépensent dans des projets de défense. Selon l'interlocuteur de l'agence, les États-Unis sont *«contrariés par la proposition ReArm et par le fait que les États-Unis en soient exclus»*.

Trump menace de bombarder l'Iran sans accord sur le nucléaire - Le Point/Reuters 31 mars 202

« S'ils ne parviennent pas à un accord, il y aura des bombardements. » Donald Trump a menacé ce dimanche 30 mars de bombarder et de taxer l'Iran si Téhéran ne parvient pas à trouver un accord avec Washington sur son programme nucléaire. *« Il s'agira de bombardements comme ils n'en ont jamais vu auparavant »*, a prévenu le président américain.

Alors que l'Iran a refusé d'engager des négociations directes avec Washington la semaine dernière, Donald Trump a déclaré à la chaîne NBC que des pourparlers avaient tout de même lieu entre responsables américains et iraniens. *« Il est possible que s'ils ne parviennent pas à un accord, je leur applique des droits de douane secondaires comme je l'ai fait il y a quatre ans »*, a-t-il aussi mis en garde.

Téhéran rejette des négociations directes

L'Iran a répondu via Oman à une lettre de Donald Trump exhortant Téhéran à conclure un nouvel accord sur son programme nucléaire. Téhéran refuse de s'engager dans des négociations directes avec les États-Unis et s'estime soumis à de fortes pressions et des menaces d'ordre militaire, a déclaré jeudi le ministre des Affaires étrangères iranien.

Le président iranien, Masoud Pezeshkian, a réitéré cette position dimanche. « *Les négociations directes (avec les États-Unis) ont été rejetées, mais l'Iran a toujours été impliqué dans des négociations indirectes, et maintenant aussi. Le guide suprême a souligné que les négociations indirectes peuvent se poursuivre* », a-t-il déclaré en référence à l'ayatollah Ali Khamenei.

Trump : Zelensky aura de «gros problèmes» s'il renonce à l'accord sur les métaux rares 31 mars 2025, 11:51

Volodymyr Zelensky est sur le point de renoncer à l'accord sur les métaux rares, a déclaré le président américain Donald Trump aux journalistes. «*Zelensky essaie de renoncer à l'accord sur les terres rares et s'il le fait, il aura des problèmes, de gros, gros problèmes*», a-t-il noté.

Le dirigeant américain a également souligné que Volodymyr Zelensky souhaite toujours que l'Ukraine devienne membre de l'OTAN. Or, selon Donald Trump, elle «*ne le deviendra jamais*». «*Il [Zelensky] le comprend*», a souligné le leader américain.

Lors de son entretien avec la presse, Donald Trump a également fait part de ses réflexions sur les tarifs douaniers à l'encontre de la Russie. Il ne voudrait «*certainement pas*» imposer de droits supplémentaires sur les produits russes, mais s'ils étaient introduits, «*ce ne serait pas bon pour elle [la Russie]*».

Donald Trump n'a pas indiqué de date limite pour que la Russie accepte un cessez-le-feu dans le conflit en Ukraine. Le dirigeant américain s'est également dit convaincu que le président russe Vladimir Poutine «*veut conclure un accord*» sur le règlement du conflit ukrainien. Interrogé sur de possibles atermoiements de la Russie quant à l'établissement d'un cessez-le-feu, Donald Trump a répondu ne pas en être convaincu.

L'accord Washington-Kiev sur les ressources naturelles digne du pillage du Congo par la Belgique au XIXe siècle, selon Bloomberg 31 mars 2025

L'administration Trump profite du moment où l'Ukraine est particulièrement vulnérable pour imposer un contrat d'extraction de ressources, rapporte Bloomberg.

D'après l'agence de presse américaine, ce constat soulève des inquiétudes quant à la véritable nature de l'engagement américain en Ukraine et aux conséquences à long terme pour la souveraineté du pays. «*L'accord a récemment été révisé pour lui donner une forme digne de l'exploitation du Congo par la Belgique au XIXe siècle, sans aucune garantie de sécurité. Une fois ceci fait sous prétexte d'aide à l'Ukraine, le résultat final de l'accord sera d'exclure l'Europe de l'avenir économique de l'Ukraine et de nuire à sa reconstruction après la guerre, sans assumer la responsabilité concernant sa défense*», affirme l'auteur de l'article.

L'État indépendant du Congo (EIC) désigne un vaste territoire situé dans le bassin du fleuve Congo, placé sous la souveraineté personnelle du roi Léopold II de Belgique entre 1885 et 1908. La mémoire de Léopold II reste entachée par les accusations de génocide à l'encontre des populations locales. Les historiens estiment qu'environ dix millions de personnes ont péri durant son règne, victimes d'un système colonial brutal, fondé sur l'exploitation forcée du caoutchouc et de l'ivoire. Face à l'indignation croissante de l'opinion publique internationale, Léopold II fut contraint de

renoncer à son pouvoir souverain personnel sur le Congo. En novembre 1908, l'EIC devint une colonie officielle : le Congo belge. Cette colonie obtint son indépendance le 30 juin 1960 devenant la République du Congo, puis, en août 1964, la République démocratique du Congo.

Le 28 mars dernier, des médias ukrainiens ont révélé que le nouveau projet d'accord entre les États-Unis et l'Ukraine, centré sur les ressources fossiles, inclurait une clause imposant à Kiev le remboursement de l'intégralité de l'aide américaine reçue. Selon ces sources, le document actuel franchirait presque toutes les «*lignes rouges*» préalablement fixées par Kiev et Washington. Il limiterait la souveraineté de l'Ukraine, contredirait les conditions de son éventuelle adhésion à l'Union européenne, et transformerait une aide auparavant considérée comme non remboursable en une dette contraignante. Les journalistes ukrainiens redoutent que cette décision ne crée un précédent incitant d'autres pays donateurs à exiger, eux aussi, le remboursement de leurs contributions.

The Spectator rapporte qu'un autre point clé de ce nouvel accord serait l'interdiction faite aux entreprises minières opérant en Ukraine de vendre leurs minerais aux «*concurrents stratégiques*» des États-Unis. Le journal britannique note que dans le climat géopolitique actuel, même l'Union européenne pourrait être classée parmi ces concurrents en raison de tensions persistantes avec Washington.

La Somalie offre le contrôle ses plusieurs ports et bases stratégiques aux États-Unis - RT 29 mars 2025

La Somalie a offert aux États-Unis, sous la présidence de Donald Trump, le contrôle exclusif de plusieurs ports stratégiques, dont ceux de Berbera et Bosaso, ainsi que de bases aériennes comme Balidogle. Cette proposition, formulée dans une lettre du président somalien Hassan Sheikh Mohamud adressée à Donald Trump et révélée par Reuters, marque un tournant spectaculaire dans les relations entre Washington et Mogadiscio.

Dans sa lettre datée du 16 mars, le président somalien a proposé de céder des actifs stratégiques clés : les ports de Berbera (dans la région autoproclamée indépendante du Somaliland) et Bosaso (en Puntland), ainsi que la base aérienne de Balidogle, située à 90 kilomètres de Mogadiscio. Selon le président somalien, cette concession vise à «*renforcer l'engagement américain dans la région, garantir un accès militaire et logistique ininterrompu et empêcher des concurrents extérieurs d'établir une présence dans ce corridor critique*».

Cette initiative intervient alors que la Somalie, en proie à des décennies de chaos, cherche à stabiliser son économie et sa sécurité face à la menace persistante d'Al-Shabaab.

Pour Donald Trump, réélu en novembre 2024, cette offre correspond parfaitement à sa vision d'une politique étrangère axée sur des gains tangibles et une domination stratégique. Les ports somaliens, notamment Berbera sur la mer Rouge, offrent un accès direct au golfe d'Aden, une artère maritime vitale reliant l'océan Indien à la Méditerranée via le canal de Suez. Contrôler ces points d'entrée permettrait aux États-Unis de surveiller les routes commerciales et de limiter l'expansion chinoise, qui opère déjà une base militaire à Djibouti, à quelques encablures de là. RT 29 mars 2025

Russie.

Défense russe : les frappes de Kiev contre l'infrastructure énergétique russe révèlent son irresponsabilité totale 31 mars 2025

Malgré les déclarations des autorités ukrainiennes assurant qu'aucune frappe ne viserait les infrastructures énergétiques, les attaques se sont poursuivies ces dernières 24 heures, a indiqué dans son communiqué le ministère russe de la Défense.

Le 30 mars, dans la région russe de Briansk, un tir d'artillerie ukrainien a provoqué une coupure de ligne à haute tension appartenant à une filiale de Rosseti, la compagnie d'électricité russe. L'alimentation électrique a été interrompue pour les habitants du district de Souzemka.

Le même jour, une attaque de drone ukrainien contre une sous-station électrique a entraîné une nouvelle panne de ligne 10 kV, privant d'électricité des foyers dans le district de Sevsk, toujours dans la région de Briansk. Le ministère russe de la Défense a estimé que la poursuite de ces frappes délibérées contre des sites énergétiques russes démontrait l'incapacité totale du régime de Kiev à respecter ses engagements, notamment en matière de règlement pacifique du conflit en Ukraine.

Le 28 mars, les forces armées ukrainiennes, en utilisant des drones de différents types ainsi qu'un système de roquettes à lancement multiple HIMARS, ont pratiquement détruit la station de comptage de gaz de Soudja.

Le 27 mars, Belgorod a été attaquée. À la suite de tirs d'artillerie ciblés sur les installations de «Belgorodenergo», l'alimentation électrique a été coupée. Les 26 et 27 mars, Briansk a également été la cible de tirs et des coupures de courant ont été enregistrées.

La Russie a transmis aux États-Unis la liste des violations ukrainiennes du moratoire sur les frappes contre les infrastructures énergétiques - RT 1 avr. 2025

Le ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, a déclaré ce mardi 1er avril que l'Ukraine ne respectait pas le moratoire en vigueur sur les frappes visant les infrastructures énergétiques, instauré par accord entre Moscou et Washington. Lors d'un point presse, le chef de la diplomatie russe a précisé que «*les installations énergétiques de la Fédération de Russie sont attaquées en permanence, avec peut-être une interruption d'un ou deux jours*». Il a souligné que la Russie, de son côté, respectait strictement ce moratoire, mis en place sur ordre du président Vladimir Poutine à la suite d'un échange téléphonique avec Donald Trump le 18 mars.

Le ministre de la Défense Andreï Biéloousov a présenté devant le Conseil de sécurité de la Fédération de Russie une liste complète des installations énergétiques russes frappées par les attaques de drones ukrainiens. Ce document a été transmis par la Russie au conseiller à la sécurité nationale du président américain Mike Waltz, au secrétaire d'État Marco Rubio, ainsi qu'aux représentants russes à l'ONU et à l'OSCE. Sergueï Lavrov a déclaré : «*Nous voulons qu'ils montrent sur la base de faits concrets ce que vaut la parole de l'actuel pouvoir ukrainien, si l'on peut encore parler de pouvoir*».

Guerre en Ukraine.

«*Histoire secrète*» de l'ingérence des USA dans le conflit en Ukraine : tentative d'attaque par ATACMS contre le pont de Crimée en 2024 et d'autres révélations du NYT - RT 30 mars 2025

Selon une enquête du *New York Times*, les États-Unis ont secrètement dirigé les opérations militaires ukrainiennes contre la Russie pendant tout le conflit en Ukraine. Ils ont notamment participé à la planification d'une attaque infructueuse contre le pont de Crimée en 2024, en fournissant renseignements, armes et coordination opérationnelle.

L'administration de l'ex-président américain Joe Biden a joué un rôle bien plus important dans le soutien à l'Ukraine face à la Russie qu'on ne le pensait auparavant. Son implication, notamment à travers le partage de renseignements cruciaux, s'est révélée indispensable pour les opérations militaires de Kiev, selon une analyse du *New York Times*.

Au printemps 2022, deux mois après le début du conflit en Ukraine, deux généraux ukrainiens se sont rendus secrètement de Kiev à Wiesbaden, en Allemagne, sous couverture diplomatique. Ils avaient pour mission de discuter avec le commandement américain en Europe du rôle des États-Unis dans les opérations militaires ukrainiennes contre la Russie. Cette rencontre était destinée à rester «*l'un des secrets les mieux gardés*», sur fond de crainte géopolitique majeure : la possibilité que le président russe Vladimir Poutine perçoive cette collaboration comme le franchissement d'une «*ligne rouge*» militaire, ce qui, comme on allait bientôt le constater, était effectivement le cas.

À Wiesbaden, le général-lieutenant ukrainien Mikhaïl Zabrodskyi a rencontré le général américain Christopher Donahue, ancien commandant des forces spéciales Delta ayant combattu en Irak, Syrie, Libye et Afghanistan.

Un accord de coopération a été conclu, prévoyant notamment l'échange d'informations de renseignement, la conception stratégique et la planification d'opérations militaires ukrainiennes. Dans ce cadre a été créé le groupe opérationnel «*Dragon*», chargé de fournir des données précises à l'armée ukrainienne, incluant des cibles situées en Crimée et sur le territoire russe hors de la zone directe des combats.

Cependant, dès le départ, les États-Unis avaient refusé de soutenir les frappes ukrainiennes en territoire russe en dehors des régions nouvellement intégrées, s'abstenant également de fournir des informations permettant de cibler de hauts responsables russes. Néanmoins, l'administration Biden a progressivement levé plusieurs interdictions initiales, envoyant d'abord des conseillers militaires à Kiev, puis augmentant leur nombre à une trentaine, officiellement qualifiés d'«*experts spécialisés*» pour éviter toute analogie avec le Vietnam.

Le groupe de Wiesbaden coordonnait également les frappes de missiles HIMARS, contrôlant même directement leur activation grâce à une carte électronique spéciale pouvant être désactivée par les Américains à tout moment. Lorsque des missiles à longue portée ATACMS ont été fournis à l'Ukraine, leur emploi restait limité à des zones frontalières spécifiques, bien que Kiev ait insisté pour les utiliser en profondeur sur le territoire russe.

Toutefois, l'incursion ukrainienne malencontreuse dans la région russe de Kursk le 6 août 2024, effectuée sans accord américain, d'après le *New York Times*, a constitué une rupture secrète des limites convenues, impliquant du matériel fourni par la coalition des pays occidentaux.

L'opération ukrainienne menée par les Américains contre le pont de Crimée

Par ailleurs, toujours selon le quotidien américain, les États-Unis ont finalement donné leur feu vert à une opération baptisée «*Lunar Hail*», visant à forcer le retrait des infrastructures militaires russes de Crimée. Cette opération combinait drones maritimes et missiles à longue portée britanniques et français (Storm Shadow et SCALP).

L'objectif le plus symbolique était le pont de Crimée, situé dans le détroit de Kertch, lien stratégique entre la Crimée et la Russie continentale, véritable obsession de Kiev et ligne rouge pour Washington en 2022. Cependant, après de nombreuses discussions, la Maison Blanche a finalement autorisé les militaires américains et la CIA à préparer secrètement un plan d'attaque avec les Ukrainiens et les Britanniques pour détruire ce pont. Les missiles ATACMS devaient fragiliser sa structure, tandis que des drones maritimes viseraient ses piliers. Pourtant, face à un renforcement russe des défenses, les Ukrainiens ont décidé d'attaquer uniquement avec des ATACMS. Malgré les réticences américaines, la frappe a été menée durant l'été 2024.

Ces révélations du New York Times mettent en évidence une implication directe et profonde des États-Unis dans la conduite militaire ukrainienne, confirmant les déclarations répétées de Moscou accusant l'Occident de participation directe au conflit en Ukraine.

Des soldats ukrainiens consentent au prélèvement d'organes sans le savoir - RT 1 avr. 2025

Avant d'être envoyés au front, les militaires ukrainiens se sont vu remettre une assurance médicale qui en réalité était un consentement au prélèvement d'organes. Selon un prisonnier de guerre ukrainien, son commandant lui a promis, en remettant ce document, de l'envoyer dans «*les meilleurs hôpitaux de France*» s'il était blessé.

Des militaires ukrainiens se sont vus remettre des fiches de consentement au prélèvement d'organes dans une clinique canadienne sous couvert d'une assurance médicale française, a déclaré le prisonnier de guerre ukrainien Andriï Tchéméra dans une vidéo partagée par le ministère russe de la Défense. Ce dernier a expliqué que le document lui avait été délivré par le commandant de son unité avant son envoi au front.

«*On nous a promis qu'en cas de blessure, nous serions transférés dans les meilleurs hôpitaux de France*», raconte-t-il dans la vidéo. Il a toutefois précisé qu'il n'avait pas eu le temps de remplir le document parce qu'«*un bombardement avait commencé*». Quand le prisonnier de guerre s'est vu expliquer que ce document était en fait un consentement au prélèvement d'organes, il a été surpris : «*Voilà, on envoie des hommes à la mort, et comme si ça ne suffisait pas, on les force à signer des papiers pareils*», a déploré Andriï Tchéméra.

Le consentement au prélèvement d'organes comporte plusieurs cases à cocher. L'une d'elles demande si l'on autorise la transplantation de tous ses organes ou de certains d'entre eux seulement. Le document ci-dessous provient de Santé Ontario, agence de santé canadienne.

Pour visionner le document :

<https://francais.rt.com/international/118783-soldats-ukrainiens-consentent-prelevement-dorganes-sans-savoir>

Hongrie - Slovaquie.

La Hongrie augmente le transit de gaz russe vers la Slovaquie en contournant l'Ukraine - RT 1 avr. 2025

La Slovaquie et la Hongrie ont nettement doublé leurs échanges gaziers via Turkish Stream, malgré l'arrêt du transit ukrainien. Un accord élargit la capacité du gazoduc à 3,5 milliards de m³ par an jusqu'en 2034, tout en atténuant déjà les pertes financières, démontrant la résilience énergétique régionale face aux restrictions imposées par Kiev. RT 1 avr. 2025

Turquie.

Qui veut la peau d'Erdogan ? Nouvelle tentative de coup d'Etat. Suivez la piste de la livre turque ou de l'Etat profond.

“Contre Erdogan, il faut maintenir le tempo” - Courrier international 1 avril 2025

Avec les étudiants à l'avant-garde, l'ensemble du pays s'est rassemblé sur les places pour protester face à cette menace contre les derniers vestiges de notre démocratie.

Les manifestants inquiets pour leur avenir, sortant dans la rue pour demander la justice, la liberté et la démocratie, se rassemblant devant la mairie d'Istanbul et à travers tout le pays ont été présentés comme des “*féroces terroristes*”.

Dès l'annonce, mercredi 19 mars, de l'arrestation d'Ekrem Imamoglu et de 80 autres personnes, le cours de la monnaie [la livre turque] s'est effondré. Courrier international 1 avril 2025

J-C - La suite de cet article rédigé par un opposant à Erdogan auquel Courrier international a offert gracieusement cette tribune ne trompera personne, elle pourrait avoir été écrite par un opposant à Macron, qui revendique le pouvoir pour quoi faire au juste, sinon pour poursuivre sa politique réactionnaire, comme chaque fois depuis les années 60 en France, quand les rejetons des classes moyennes qui remplissaient les universités entendaient obtenir un statut social plus avantageux en échange de leur fidélité au régime en place, dont ils assureront la stabilité indéfectiblement, une fois servis, l'ordre sera rétabli et règnera jusqu'à nos jours, ainsi que la condition misérable de millions de travailleurs pauvres et leurs familles.

Courrier international - C'est à se demander d'ailleurs comment l'état de l'économie pourrait s'aggraver davantage, alors que des millions de gens dans ce pays n'arrivent plus à s'en sortir. Que le seuil de pauvreté est lui-même supérieur au montant du salaire minimum. Que le problème du logement ne cesse de croître, que des pans entiers de la population n'arrivent plus à terminer le mois. Que tout s'achète à crédit et que les dettes individuelles explosent. Courrier international 1 avril 2025

Palestine occupée.

Gaza: l'ONU dénonce une "guerre sans limite" après la découverte d'une "fosse commune" de secouristes - BFMTV 3 avril 2025

La "fosse commune" où 15 secouristes ont été retrouvés à Rafah après des tirs israéliens sur des ambulances, met en lumière la "guerre sans limite" menée par Israël à Gaza, a dénoncé mercredi l'ONU, tandis que son patron se disait "choqué".

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres est "choqué par les attaques de l'armée israélienne" contre ce convoi médical et de secours, a déclaré mercredi son porte-parole Stéphane Dujarric.

Il "réclame une enquête complète, minutieuse et indépendante" sur toutes les attaques contre les humanitaires, alors que ces 15 nouveaux morts retrouvés enterrés il y a quelques jours à Rafah portent à "au moins 408" le nombre d'humanitaires tués dans le territoire palestinien depuis le 7 octobre 2023, a-t-il ajouté. Tout en se disant "profondément alarmé" par le nouveau bilan de plus de 1.000 personnes tuées depuis la reprise des opérations militaires israéliennes.

Les 15 secouristes et humanitaires, dont huit du Croissant-Rouge palestinien et un de l'ONU, étaient "toujours dans leurs uniformes, avec leurs gants, tués alors qu'ils tentaient de sauver des vies", a-t-il lancé.

"Les ambulances ont été touchées une par une", a-t-il détaillé, décrivant les véhicules détruits à côté de cette "fosse commune".

Ocha avait dit mardi que la première équipe avait été tuée par les forces israéliennes le 23 mars, et que d'autres équipes d'urgence et d'aide avaient été frappées l'une après l'autre pendant plusieurs heures alors qu'elles cherchaient leurs collègues disparus.

"Je commence par ce cas parce que je pense qu'il est très emblématique du point que nous avons atteint à Gaza: ce qui se passe ici défie la décence, défie l'humanité, défie la loi. C'est vraiment une guerre sans limite", a dénoncé Jonathan Whittall.

"Quand le cessez-le-feu tenait, nous pouvions livrer de l'aide (...). Maintenant, nous collectons les corps de secouristes".

"C'est une boucle sans fin de sang, de souffrance et de mort. Gaza est devenu un piège mortel", a-t-il lancé. "Mes collègues me disent qu'ils veulent juste mourir avec leur famille. Leur peur la plus grande est de survivre seul".

Grande-Bretagne.

Le Royaume-Uni impose un permis d'entrée électronique aux Européens - RT 2 avr. 2025

Les Européens ne pourront plus voyager librement au Royaume-Uni sans démarche préalable : depuis ce mercredi, l'«*Electronic Travel Authorisation*» (ETA) est devenue obligatoire pour les ressortissants d'environ 30 pays européens, à l'exception notable de l'Irlande.

Selon Reuters, cette mesure vise à renforcer la sécurité aux frontières en filtrant les voyageurs avant leur arrivée sur le sol britannique. L'ETA coûte actuellement 10 livres (environ 12 euros), mais son tarif passera à 16 livres (environ 19 euros) dès le 9 avril. Cette autorisation électronique, valable deux ans, permet plusieurs séjours de six mois maximum chacun.

Selon les chiffres officiels relayés par Reuters, le Royaume-Uni a accueilli 22,5 millions de visiteurs européens en 2023, contre 19 millions en 2022. Ce nouveau dispositif s'inscrit donc dans un contexte post-Brexit où Londres entend clairement reprendre le contrôle de ses frontières, tout en rendant le processus plus technologique.

Allemagne.

Face à la «menace russe», Berlin veut installer des radars sur les parcs éoliens pour «surveiller la mer» - RT 2 avr. 2025

L'Allemagne veut renforcer la surveillance maritime en demandant l'installation de radars sur les parcs éoliens offshore, sur fond de paranoïa européenne concernant une prétendue «*flotte fantôme*» russe.

Cette mesure, insiste Reuters, s'inscrit dans un contexte de «préoccupations accrues» concernant la présence de navires non détectés dans les eaux européennes.

Dans cette paranoïa qui se saisit de l'Europe occidentale, certaines autorités ont signalé que des navires naviguaient avec leurs systèmes de navigation «éteints», tandis que la garde côtière finlandaise a rapporté des «perturbations des signaux de navigation par satellite» en mer Baltique.

La paranoïa concerne également les drones. En décembre dernier, l'Allemagne a introduit des obligations pour les parcs éoliens terrestres concernant l'installation de systèmes d'identification nocturne contrôlée par les besoins (ADLS). Ces systèmes permettent de réduire les émissions lumineuses en activant les feux de signalisation des éoliennes uniquement lorsqu'un aéronef approche.

Une analyse et quelques éléments d'actualité pour l'étayer.

Les institutions intergouvernementales résisteront-elles à la fin de « l'Empire américain » ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 1er avril 2025

Extrait.

Par exemple, l'ONG française Reporters sans frontières qui prétend défendre « *le droit, pour chaque être humain, d'avoir accès à une information libre et fiable* », est en réalité une officine de la CIA. Elle avait refusé de me défendre lorsque je fus menacé et que j'ai dû quitter la France. Or, le président Trump vient de fermer les radios et télévisions de propagande. Sans complexe, Reporters sans frontières s'est associé aux employés de Voice of America pour tenter un procès à l'administration états-unienne et demander la réintégration des prétendus « *journalistes* » de la station.

Ou encore, la Fondation Jean-Jaurès, liée au Parti socialiste français, s'est progressivement alliée à des pseudopodes de la CIA. Aujourd'hui, elle emploie, par exemple, Rudy Reichstadt, fondateur de Conspiracy Watch, déjà grassement subventionné par la France. Tout en se réclamant de la Charte de Munich qui précise les droits et devoirs des journalistes, ce personnage nous a décrit, sur près de 300 articles, comme des « faussaires », sans jamais indiquer en quoi nous aurions falsifié la réalité.

L'effondrement de ces ONG et partis politiques subventionnés par Washington correspond à la prise de conscience de la reproduction de ce système par l'Union européenne. Celle-ci comprend des agences comparables à l'USAID, à l'USIP et à la NED. Si tous les experts savent depuis longtemps que l'UE subventionne des ONG pour dire du bien d'elle et d'autres pour dénigrer ses opposants, on ne découvre que maintenant l'ampleur de sa propagande. Le Mathias Corvinus Collegium (MCC) hongrois vient ainsi de publier une étude de Thomas Fazi sur les subventions de propagande l'UE [6].

On y apprend, par exemple que l'UE a lancé des programmes pour « *combattre les discours eurosceptiques déjà répandus par les élites autocratiques* » (RevivEU) ou pour « *dénationaliser l'engagement européen* » (EU TURN 2025) ; des programmes qui s'ajoutent au financement des petits copains, comme la Fondation Robert Schuman pour lutter contre la « *mythologie eurosceptique et national-populiste* » ou le European Policy Centre pour dire du bien des migrations internationales et du mal de la Russie.

On savait déjà, par les études de l'European Centre for Law & Justice (ECLJ) [7], que la Cour européenne des Droits de l'homme, loin d'être un tribunal impartial, était la chasse gardée des employés du spéculateur George Soros. On sait désormais que l'Union européenne, loin d'être une administration respectueuse de la diversité de ses membres, manipule son budget contre ses « *citoyens* ».

<https://www.voltairenet.org/article221988.html>

J-C - Le passage que j'ai reproduit est le seul qui m'a intéressé dans cet article, car pour l'essentiel monsieur Meyssan ne comprend pas grand-chose.

Par exemple, il ignore pourquoi ces mises au point réalisées par Trump et son équipe interviennent maintenant. Evoquez unilatéralement la dislocation ou l'effondrement des Etats-Unis et de l'UE, de l'Occident en général n'a aucun sens, puisque malgré tout l'économie mondiale résiste à ce phénomène. Il faudrait expliquer pourquoi, comment, il existe bien une explication, disons rationnelle et non mystico-religieuse fantasmagorique, qui repose sur quelque chose de concret et de sérieux que chacun puisse cerner facilement, celle que j'ai déjà eu l'occasion de fournir à de multiples reprises dans des causeries, brièvement, à savoir que l'Occident n'est plus le volant de l'économie mondial, elle doit céder le relais aux pays qui de nos jours produisent en masse des richesses, de la richesse, de la plus-value, les plus riches qui regorgent de matières premières, d'énergies fossiles, etc. et qui disposent d'une réserve de main d'œuvre considérable ou inépuisable, bien formée, et exploitable à merci car livrée à des régimes dictatoriaux à des degrés divers, pays qui aujourd'hui sont rassemblés dans les Brics+.

Effectivement dans bien des domaines dès maintenant, et de plus en plus dans un avenir proche, ils vont concurrencer l'Occident, ils vont leur damer le pion, car dans tous les domaines ils sont supérieurs aux Occidentaux. Les Occidentaux vont devoir composer avec les Brics+, à terme ils seront sans doute amenés à se rassembler dans de nouvelles institutions internationales financières et politiques sur les cendres de celles issues de Bretton Woods.

Pour les capitalistes le dilemme est le suivant : Face à 8 milliards d'hommes et de femmes qui frappent à la porte, dont les besoins sont croissants et qui exigent satisfaction :

- Soit ils conservent l'architecture internationale financière et politique qu'ils avaient mise en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et dans ce cas-là non seulement il sera impossible de leur donner satisfaction, mais leur condition continuera de gravement se dégrader au point que seules des guerres et la mise en place de régimes despotiques permettront de les contenir, ce qui aura pour conséquence d'aggraver la crise globale du capitalisme, la concurrence féroce entre les différends capitalistes, avec la tentation ou le risque selon le clan de l'oligarchie qu'elle débouche sur une guerre mondiale aux conséquences imprévisibles...

- Soit admettre que l'Occident ne peut plus prétendre imposer son hégémonie au reste du monde, et qu'elle doit sacrifier des pans entiers du marché mondial qu'elle avait acquis au cours des XIXe et XXe siècle, elle doit mettre un terme à la colonisation politique et concevoir de partager le gâteau de l'économie mondiale et le pouvoir politique avec les puissances qui ont émergées au cours de la seconde moitié du XXe siècle, autrement dit, les ambitions de chaque puissance occidentale doivent être réduites à la taille de leur contribution respective à l'économie mondiale en terme de production de richesses incluant leur apport technologique ou scientifique, de sorte que chaque Etat dans le monde puisse en fonction de l'exploitation des richesses naturelles dont il dispose développer ses infrastructures et satisfaire les besoins sociaux de sa population, ce qui permettrait d'écarter les conflits ou les guerres...

Mais ne nous berçons pas d'illusions, les grandes puissances ou plutôt leurs multinationales, les oligarques qui contrôlent le marché des matières premières continueront d'imposer leurs lois ou tarifs à tous les producteurs de la planète. Ils peuvent émettre le vœu de mieux partager dans l'avenir la plus-value avec les pays producteurs, c'est toujours mieux que risquer de tout perdre dans une guerre à l'issue incertaine et aux conséquences incommensurables, mais lorsque chaque pays en proie à des besoins immenses et croissants exigera une part plus importante des profits réalisés pour les satisfaire, on s'apercevra que ce n'était qu'un vœu pieux ou une imposture. Pourquoi ? Pour plusieurs raisons.

Selon la loi de l'offre et la demande,

Dans la mesure où chaque pays importe et exporte des marchandises, donc les besoins de chaque pays sont en partie satisfaits par des marchandises qui sont importés, tandis qu'une partie de sa production est exportée, la plupart des transactions ont lieu en dollars ou en euros, le taux de change de chaque monnaie n'est pas fixe, il fluctue en permanence. Les marchandises achetées ou vendues tiennent compte de leur cotation en Bourse, si leurs prix peuvent être fixés par le vendeur et l'acheteur, en aucun cas ils ne seront supérieurs à ceux du marché, de préférence ils seront inférieurs, donc le vendeur sera lésé. C'est l'acheteur qui fixe le prix auquel il va acheter une marchandise. Le vendeur ou le producteur est le plus souvent en position d'infériorité ou de faiblesse pour négocier. Parfois ou souvent, s'il ne veut pas perdre sa marchandise périssable, il devra la vendre aux conditions désavantageuses que lui impose l'acheteur...

Qui a le pouvoir d'agir sur les taux de change entre les monnaies, qui a le pouvoir d'orienter le cours des matières premières, qui sont les créanciers des Etats et des entreprises, qui contrôle le FMI et la Banque mondiale.

Cette époque est révolue...

A partir du milieu des années 70 et de 1980 les Occidentaux ont exporté une immense masse de capitaux et délocalisé une grande partie de leur production vers la Chine et tout un ensemble de pays en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, ce phénomène s'est accéléré à partir du début des années 90, puis il s'est amplifié et quasi généralisé à partir des 2000, voire le cours de l'OMC. On en est arrivé à la situation que j'avais prédit vers 2005, à savoir que certains pays émergents sont devenus de grandes puissances ou ils sont en voie de le devenir, ils sont désormais en mesure de produire absolument tout ce que les Occidentaux leur vendaient il y a 20 ans en arrière, à des coûts plus bas (énergie, transport, main d'oeuvre, service, matières premières, etc.), en dégagant des marges ou un taux de profit plus élevé, cette époque est révolue... Ils contribuèrent à amplifier la division internationale du travail mettant en concurrence les ouvriers du monde entier, au détriment de ceux qui bénéficiaient des meilleurs revenus et conditions de travail, ils favorisèrent le développement de nouvelles classes moyennes, de nouveaux marchés... Au passage, il faut être un sacré ignorant ou un crétin d'occidental pour envier les pays des Brics+, au regard du traitement qu'ils réservent à la classe ouvrière, l'état de leurs infrastructures, leurs systèmes politiques encore plus antidémocratiques...

En résumé, on s'aperçoit que les Occidentaux ne fabriquent plus grand-chose en 2025, même leurs grandes entreprises cotées en Bourse dépendent en grande partie d'investisseurs étrangers institutionnels ou privés, ils importent l'essentiel des matières premières dont ils ont besoin pour satisfaire leurs propres besoins ou pour continuer d'assurer leur développement dès lors gravement hypothéqué. Ils ont d'ores et déjà perdu leur souveraineté alimentaire, dans ces conditions, il suffirait que les autres grandes puissances ne leur achètent plus rien, plus de trains, d'avions, d'armes, de machines-outils, etc. que leurs clients privilégiés issus de l'époque "glorieuse" de la colonisation se tournent vers les producteurs des Brics+, pour qu'ils soient en faillite sur fond d'endettement colossal qui les asphyxierait, et qu'ils soient littéralement voués à s'appauvrir dans des proportions telles qu'ils ne pourraient plus garantir un haut mode de vie à leur population, leur économie s'effondrerait forcément, c'est logiquement le sort qui les attend à terme. Le répit dont ils bénéficient encore provient des importantes réserves qu'ils ont constituées au cours du XXe siècle qui s'épuisent rapidement, tout comme leur avance technologique qui appartient au passé, leur agriculture ne représente plus grand-chose non plus, leur économie est tournée essentiellement vers les services qui ne produisent aucune richesse.

Les Brics+ se comportent de la même manière que les puissances impérialistes colonisatrices occidentales des XIXe et XXe siècle envers les pays qu'ils dominent et avec lesquels ils commercent. Ils les endettent et pillent leurs richesses, exploitent leur main d'œuvre bon marché en échange d'infrastructures indispensables à leurs affaires. En Afrique, sortez des grands axes routiers qui relient des mines ou des centres industriels à un port ou un aéroport, qui se comptent sur les doigts d'une main, et vous vous retrouvez sur des routes principales parfois longues de centaines de kms en terre, complètement défoncées, impraticables la saison des pluies, seulement 30% des 1,6 million km de routes non urbaines d'Afrique sont bitumées (Banque mondiale - agenceecofin.com 29 novembre 2024). Sur le Net, il y a d'excellents documentaires qui montrent le cauchemar quotidien que vivent tous ces peuples en Afrique, en Asie ou en Amérique du Sud, à côté, ce que vous vivez actuellement en France, c'est du divertissement

Si les Brics+ sont amenés à prendre la place qu'occupèrent les Occidentaux durant environ deux siècles et à remplir les mêmes fonctions, dans des conditions beaucoup moins favorables qu'autrefois et ils vont être immédiatement confrontés aux mêmes défis que les peuples leur réservent, tandis que les contradictions du capitalisme sont demeurées les mêmes, avec en prime une marge de manœuvre beaucoup moins grande que par le passé pour les affronter, du fait que l'économie des pays les plus développés est sur le déclin et ne peut plus assumer les exigences ou les besoins (sociaux) colossaux de leurs populations, les peuples des pays dits émergents ou en voie

de développement exigent une amélioration substantielle de leur mode de vie qui passe par la prise en compte de leurs aspirations démocratiques dont ils sont bafoués jusqu'à présent, à des degrés divers tous les régimes des pays faisant partie des Brics+ sont incompatibles avec ces aspirations ou ouvertement autoritaires, semi-féodaux, à leur tour les Brics+ devront affronter la lutte de classe de tous les peuples au côté de leurs alliés occidentaux, dont ils ont toujours été hypocritement ou sournoisement les complices depuis au moins la création de l'ONU en 1945, sans doute devront-ils monter au front pour défendre la survie du capitalisme mondial.

De dominant à dominé, les rapports entre les puissances occidentales et les Brics+ sont amenés à évoluer, de concurrents à ennemis à concurrents et alliés de préférence pour affronter ou contenir le prolétariat mondial qui demeure leur ennemi commun, le socialisme. La plupart des analystes ou publicistes opposent les puissances occidentales aux Brics+ au lieu de concevoir qu'ils pourraient être ou ils sont complémentaires, ce qui impliquera une réforme ou une refonte des institutions internationales, des rapports entre tous les Etats dans tous les domaines, diplomatique ou politique, militaire, commercial et financier...

La plus-value ou la richesse est produite par la force de travail, dès lors plus la population d'un pays sera nombreuse, plus ses besoins s'accroîtront, plus elle sera susceptible de développer de nouvelles richesses, elle produira plus qu'elle n'en consomme, plus elle exportera de marchandises, plus cet Etat deviendra puissant ou acquerra une position dominante sur le marché mondial, plus il exigera que son pouvoir économique soit pris en compte, plus il aura tendance à vouloir imposer son hégémonie politique.

Plus la population d'un pays est importante, plus son marché intérieur sera important, plus sa classe moyenne sera importante, plus sa part du marché mondial sera importante, cela semble logique, dès lors dans l'avenir les pays dont la population est la plus importante domineront le monde, vous les connaissez. A suivre.

De la guerre par procuration à la crise systémique : l'Occident et sa scission intérieure

Extrait.

Un rapport du *New York Times* révèle ce qui a longtemps été considéré comme de la propagande russe : les États-Unis n'ont pas seulement soutenu la guerre en Ukraine, mais l'ont également façonnée opérationnellement. Cependant, cette reconnaissance des faits n'intervient pas par hasard et maintenant – elle fait partie d'une lutte de pouvoir géopolitique qui s'étend bien au-delà de Kiev.

Une publication ciblée – et une lutte de pouvoir interne à l'Occident

Le moment de la publication n'est pas un hasard. Le *New York Times* a lancé cet article précisément au moment où l'ordre géopolitique de l'espace transatlantique a vacillé – sous la présidence de Donald Trump, qui se montre ouvert à un réajustement stratégique vis-à-vis de la Russie. La divulgation de détails sensibles sur l'implication militaire des États-Unis en Ukraine sert manifestement à saboter politiquement un rapprochement avec Moscou et à le tabouiser dans la politique étrangère.

Et la situation devient ainsi évidente : ce que nous vivons n'est pas un «*Occident*» agissant de manière unifiée, mais une structure géopolitique profondément divisée. D'un côté se trouve

l'administration Trump, qui priorise les intérêts nationaux, mise sur la retenue militaire et a introduit l'option d'assouplir les sanctions contre la Russie.

De l'autre, un bloc de pouvoir pro-atlantiste se forme – soutenu par le Parti démocrate, des réseaux influents à Londres et une technocratie bruxelloise de plus en plus idéologique. Ce camp vise à établir un bloc globaliste autonome : économiquement, militairement et normativement indépendant de la Maison-Blanche – mais en confrontation délibérée avec la Russie.

L'UE s'accroche désespérément au régime des sanctions

C'est précisément pour cette raison de calcul de pouvoir que se comprend aussi la position rigide de l'UE sur la question des sanctions. Alors que Washington sous Trump est prêt à réévaluer les intérêts économiques et stratégiques, Bruxelles s'accroche désespérément au régime des sanctions. Non par évaluation rationnelle, mais parce que ces sanctions sont devenues la base idéologique de la nouvelle conscience missionnaire européenne. La guerre économique contre la Russie ne sert plus de moyen à un but, mais de récit formateur d'identité pour le projet de l'UE, qui se découple de plus en plus de la souveraineté démocratique.

La publication dans le New York Times est donc bien plus qu'un scoop journalistique. C'est un instrument politique – au service de ces forces qui veulent empêcher un réajustement multipolaire et, en revanche, maintenir une crise globaliste durable. L'Ukraine n'est dans ce jeu qu'un proxy géopolitique – elle est abusée et sert de scène pour une lutte de pouvoir qui est interne à l'Occident au détriment de l'ordre mondial de demain. euro-synergies.hautetfort.com 1er avril 2025

Lu.

Un «rééquilibrage» économique américain est en cours. Poutine a raison. L'ordre économique de l'après-guerre «a disparu». Par Alastair Crooke

Le résultat géopolitique de l'après-guerre a effectivement déterminé la structure économique mondiale de l'après-guerre. Tous deux subissent actuellement d'énormes changements. Ce qui reste cependant inchangé, c'est la vision du monde occidentale selon laquelle tout doit «changer» pour que rien ne change. Les choses continueront comme avant sur le plan financier ; ne dérangeons pas le sommeil des justes. Il est supposé que la classe des oligarques/donateurs veillera à ce que rien ne change.

Cependant, la répartition du pouvoir de l'après-guerre était unique. Rien n'est «éternel» ; rien n'est intrinsèquement permanent.

Poutine, bien sûr, le comprend bien et a dûment démystifié toutes ces illusions : «*Mettez de côté vos illusions*», a-t-il déclaré aux délégués la semaine dernière :

«*Les sanctions et les restrictions sont la réalité d'aujourd'hui, ainsi qu'une nouvelle spirale de rivalité économique déjà déclenchée*».

«*Ne vous faites pas d'illusions : il n'y a rien au-delà de cette réalité*»...

«Les sanctions ne sont ni temporaires ni ciblées ; elles constituent un mécanisme de pression systémique et stratégique contre notre pays. Quels que soient les développements mondiaux ou les changements dans l'ordre international, nos concurrents chercheront perpétuellement à contraindre la Russie et à diminuer ses capacités économiques et technologiques»...

«Vous ne devez pas espérer une liberté totale de commerce, de paiements et de transferts de capitaux. Vous ne devez pas compter sur les mécanismes occidentaux pour protéger les droits des investisseurs et des entrepreneurs... Je ne parle pas de systèmes juridiques – ils n'existent tout simplement pas ! Ils n'existent que pour eux-mêmes ! C'est le truc. Vous comprenez ?!»

Nos défis [russes] existent, «oui» – «mais les leurs sont également nombreux. La domination occidentale s'effrite. De nouveaux centres de croissance mondiale occupent le devant de la scène», a déclaré Poutine.

Ces [défis] ne sont pas le «problème» ; ils sont l'opportunité, a souligné Poutine : *«Nous donnerons la priorité à la fabrication nationale et au développement des industries technologiques. L'ancien modèle est révolu. La production de pétrole et de gaz sera simplement le complément d'une «économie réelle» largement autosuffisante et à circulation interne, dont l'énergie ne sera plus le moteur. Nous sommes ouverts aux investissements occidentaux, mais uniquement à nos conditions, et le petit secteur «ouvert» de notre économie par ailleurs fermée continuera bien sûr à commercer avec nos partenaires du BRICS».*

Ce que Poutine a décrit en réalité, c'est le retour au modèle d'économie principalement fermée à circulation interne de l'école allemande (à la Friedrich List) et du Premier ministre russe, Sergueï Witte.

Pour être clair, Poutine n'expliquait pas seulement comment la Russie s'était transformée en une économie résistante aux sanctions qui pouvait également mépriser les tentations apparentes de l'Occident, ainsi que ses menaces. Il remettait fondamentalement en question le modèle économique occidental.

Friedrich List s'était méfié dès le départ de la pensée d'Adam Smith qui a formé la base du «modèle anglo-saxon». List a averti que cela finirait par être contre-productif ; cela détournerait le système de la création de richesse et, en fin de compte, rendrait impossible de consommer autant ou d'employer autant de personnes.

Un tel changement de modèle économique a de profondes conséquences : il sape l'intégralité du mode de diplomatie transactionnel «Art du Deal» sur lequel Trump s'appuie. Cela révèle les faiblesses de la transaction. *«Votre incitation à la levée des sanctions, ainsi que les autres incitations à l'investissement et à la technologie occidentaux, ne signifient plus rien maintenant»,* a déclaré Poutine, *«car nous n'accepterons désormais ces choses que selon nos conditions».* «Vos menaces de nouvelles sanctions n'ont pas plus de poids», a-t-il ajouté, *«car vos sanctions ont été la bénédiction qui nous a permis d'adopter notre nouveau modèle économique».*

En d'autres termes, qu'il s'agisse de l'Ukraine ou des relations avec la Chine et l'Iran, la Russie peut être largement imperméable (à moins de la menace mutuellement destructrice de la Troisième Guerre mondiale) aux flatteries américaines. Moscou peut prendre son temps sur l'Ukraine et examiner d'autres questions sur la base d'une analyse strictement coûts-avantages. Elle peut voir que les États-Unis n'ont pas de véritable influence.

Pourtant, le grand paradoxe est que List et Witte avaient raison – et Adam Smith avait tort. Car ce sont maintenant les États-Unis qui ont découvert que le modèle anglo-saxon s'est en effet révélé contre-productif.

Les États-Unis ont été contraints de tirer deux conclusions majeures : Premièrement, que le déficit budgétaire associé à l'explosion de la dette fédérale a finalement renvoyé la «*malédiction des ressources*» aux États-Unis.

En tant que «*gardien*» de la monnaie de réserve mondiale – et comme JD Vance l'a dit explicitement – cela a nécessairement fait du dollar américain la principale exportation des États-Unis. Par extension, cela signifie que la vigueur du dollar (soutenue par une demande mondiale synthétique pour la monnaie de réserve) a éviscéré l'économie réelle des États-Unis – sa base manufacturière.

C'est ce qu'on appelle le «*syndrome hollandais*», par lequel l'appréciation d'une monnaie freine le développement des secteurs productifs d'exportation et transforme la politique en un conflit à somme nulle sur les rentes de ressources.

Lors de l'audition de Jerome Powell, président de la Réserve fédérale, devant le Sénat l'année dernière, Vance a demandé au président de la Fed si le statut du dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale pouvait avoir des inconvénients. Vance a établi un parallèle avec la «*malédiction des ressources*» classique, suggérant que le rôle mondial du dollar contribuait à la financiarisation au détriment de l'investissement dans l'économie réelle : le modèle anglo-saxon conduit les économies à se spécialiser à l'excès dans leur facteur abondant, qu'il s'agisse de ressources naturelles, de main-d'œuvre à bas salaire ou d'actifs financiarisés.

Le deuxième point, lié à la sécurité, un sujet sur lequel le Pentagone rabâche depuis une dizaine d'années, est que la monnaie de réserve (et par conséquent la force du dollar) a poussé de nombreuses lignes d'approvisionnement militaires américaines vers la Chine. Selon le Pentagone, il est insensé que les États-Unis dépendent des lignes d'approvisionnement chinoises pour fournir les intrants nécessaires à la fabrication des armes militaires américaines, avec lesquelles ils combattraient ensuite la Chine.

L'administration américaine a deux réponses à cette énigme : premièrement, un accord multilatéral (sur le modèle de l'accord du Plaza de 1985) visant à affaiblir la valeur du dollar (et, pari passu, à augmenter la valeur des devises des États partenaires). C'est l'option «*Accord de Mar-a-Lago*». La solution américaine consiste à forcer le reste du monde à apprécier ses devises afin d'améliorer la compétitivité des exportations américaines.

Le mécanisme permettant d'atteindre ces objectifs consiste à menacer les partenaires commerciaux et les investisseurs de droits de douane et de retrait du parapluie de sécurité américain. Autre rebondissement, le plan envisage la possibilité de réévaluer les réserves d'or américaines, une mesure qui réduirait à l'inverse la valeur du dollar, de la dette américaine et des avoirs étrangers en bons du Trésor américain.

La deuxième option est l'approche unilatérale : dans cette approche, des «*frais d'utilisation*» seraient imposés sur les avoirs officiels étrangers en bons du Trésor américain afin de pousser les gestionnaires de réserves à se défaire du dollar, et donc à l'affaiblir.

Eh bien, c'est évident, n'est-ce pas ? Un «*rééquilibrage*» économique américain est en cours. Poutine a raison. L'ordre économique de l'après-guerre «*a disparu*».

Face aux tarifs douaniers de Donald Trump, un possible rapprochement entre Pékin et New Delhi se précise 2 avr. 2025

Alors que Donald Trump s'apprête à annoncer de nouveaux droits de douane visant plusieurs partenaires des États-Unis, la Chine propose de renforcer sa coopération économique avec l'Inde. Pékin affirme vouloir importer davantage de produits indiens, dans un contexte de tensions commerciales entre Washington et plusieurs de ses partenaires.

Ce 2 avril, Donald Trump doit annoncer une nouvelle série de droits de douane dits «réciproques», visant à «*corriger les déséquilibres*» avec les principaux partenaires commerciaux des États-Unis. Le président américain entend imposer jusqu'à 25 % de taxes sur les importations venant de plus de 15 pays, dont la Chine, l'Inde, le Mexique et l'Union européenne. L'objectif affiché : défendre l'industrie nationale. Mais en réalité, les mesures déclenchent un vaste désordre commercial mondial.

Dans ce contexte tendu, Pékin cherche à diversifier ses partenariats économiques. Selon The Economic Times, l'ambassadeur chinois en Inde, Xu Feihong, a déclaré que la Chine était «*disposée à importer davantage de produits indiens adaptés à son marché*», soulignant l'importance d'«*une coopération pratique*» dans un climat de tension commerciale mondiale. Cette déclaration intervient alors que le commerce bilatéral sino-indien a atteint 101,7 milliards de dollars en 2023-2024, avec un fort déficit du côté indien.

Historiquement marquées par des différends frontaliers, les relations entre la Chine et l'Inde prennent ici un tournant économique stratégique. New Delhi, elle-même visée par les tarifs de Trump, cherche à se repositionner sur l'échiquier mondial. Le Premier ministre Modi a certes tenté de ménager Trump dans ses discours, mais il dialogue également avec Xi Jinping dans le cadre des BRICS. La plateforme, portée également par la Russie, sert de levier à une recomposition des alliances économiques mondiales.

À travers cette nouvelle guerre commerciale, ce sont surtout les piliers du système occidental qui vacillent. Les tensions internes entre Washington, Ottawa, Mexico et Bruxelles fragilisent les accords traditionnels. La presse occidentale elle-même, comme The Guardian, évoque une désunion transatlantique inédite. En parallèle, les puissances émergentes s'organisent.

La Chine, la Corée du Sud et le Japon ont tenu une réunion trilatérale pour renforcer leur libre-échange. La Russie, bien que moins visée directement, observe et renforce ses partenariats avec l'Asie et les BRICS. Ce rééquilibrage profite aux économies non-alignées, lassées des menaces américaines. Pékin utilise l'impasse actuelle pour se présenter comme acteur stable du commerce mondial, face à une Maison-Blanche qui multiplie les gestes unilatéraux.

L'avenir du commerce international pourrait donc bien évoluer à l'Est, loin de l'ancien système traditionnel.

«Dynamique positive» - bilan de la visite de l'envoyé spécial du président russe aux États-Unis -RT 4 avr. 2025

Lors de la série de réunions, il était question non seulement de diplomatie, mais aussi d'affaires : coopération dans l'Arctique et dans le domaine des terres rares ainsi que la reprise des liaisons aériennes entre les États-Unis et la Russie.

«Les entreprises américaines se montrent prêtes à occuper les marchés laissés vacants en Russie par les entreprises européennes», a déclaré Kirill Dmitriev.

«Le dialogue entre la Russie et les États-Unis est crucial pour le monde entier»

Lors de sa visite à Washington — la première d'un haut responsable russe aux États-Unis depuis le début du conflit en Ukraine —, Kirill Dmitriev a prôné la restauration du dialogue entre Moscou et Washington, qui a été *«complètement détruit sous l'administration Biden»*. Pour le fonctionnaire russe, il s'agit d'un processus *«complexe et progressif»* : *«La vraie compréhension de la position russe ouvre de nouvelles opportunités pour une coopération constructive, notamment dans le domaine des investissements économiques», a-t-il déclaré.*

Kirill Dmitriev : «Les indicateurs de l'économie russe surpassent ceux de l'UE et du Royaume-Uni» - RT 3 mars 2025

Kirill Dmitriev, directeur du Fonds russe d'investissement direct, affirme que les indicateurs de l'économie russe surpassent ceux de l'UE et du Royaume-Uni. Sur X, il publie des données comparant PIB, chômage et dette publique, mettant en évidence la résilience de la Russie malgré les sanctions.

Taux de croissance du PIB : UE = 0,9% ; Royaume-Unis = 0,8% ; Russie = 4,1%

Taux de chômage : UE = 5,9% ; Royaume-Unis = 4,4% ; Russie = 2,3%

Dette publique, % du PIB: UE = 81,6% ; Royaume-Unis = 97,2% ; Russie = 14,5%

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 12 avril 2025

Trompette dans un verre de bourbon, disais-je ? La preuve.

Les principaux indices boursiers en Occident ont cédé environ 2% lors de la semaine qui vient de s'écouler, un effondrement ! Tout le monde est rassuré, chouette la vie va pouvoir continuer comme avant, elle était si merveilleuse !

Qui en doutait ?

Karoline Leavitt, porte-parole de la Maison Blanche - D'après la Maison Blanche, Donald Trump demeure "*optimiste*" qu'un deal puisse être conclu avec Pékin, alors que les deux puissances sont engagées dans une escalade à leur duel commercial entamé par le président américain avec ses droits de douane. FranceInfo 12 avril 2025

J-C - On se marre ! J'adore ce genre de séquence, où les capacités (les intentions et les nerfs !) des uns et des autres ont été testées ou fortement sollicitées. C'est jubilatoire ou une source de satisfaction de constater qu'à aucun moment au cours des derniers jours je n'ai raconté de conneries contrairement à 90% des intervenants ou acteurs politiques, mes lecteurs me méprisent ou ne me prennent pas au sérieux, qu'y puis-je, rien !

Il y a en revanche un truc qui ne me fait pas marrer du tout, c'est que nous n'avons aucune emprise sur tout ce qui se passe sous nos yeux, on y assiste en spectateur, bien qu'on l'analyse correctement, cela ne nous sert strictement à rien ou ne se traduit pas en termes d'organisation.

Ursula von der Leyen a trouvé son alter ego et Macron son successeur légitime : François Ruffin.

J-C - Opportunisme débridé. Le poison mortel du chauvinisme-patriotique-impérialiste ou la vraie nature réactionnaire du Nouveau Front Populaire. Il mériterait d'être nommé ministre dans le gouvernement Bayrou !

Droits de douane américains : "Faisons-en une chance pour la France et pour l'Europe", lance le député François Ruffin - francetvinfo.fr 9 avril 2025

"*Je ne l'aurais pas fait du tout de cette manière-là*", indique François Ruffin, reprochant à Donald Trump de mettre fin au libre-échange "*de manière stupide, d'abord pour son pays lui-même*". "*Mais je dois dire tant mieux, parce que c'est une chance pour l'Europe et pour la France. On ne peut pas parler de souveraineté, notamment en matière de défense, et penser qu'il n'y a pas un enjeu à avoir*

des protections, des régulations et en partie une sortie de la mondialisation", estime le député. "On nous a dit pendant des années que les cerveaux partaient aux États-Unis, faisons-les revenir !" s'exclame l'élus.

Lui milite pour "un plan de 100 produits sur lesquels on veut retrouver notre autonomie. Et là-dessus, on met en place des taxes aux frontières, des barrières douanières, des quotas d'importation". Il cite notamment "les aliments, les médicaments, les masques, les surblouses, la poudre, les obus, l'acier". En France, "il y a moyen de rassembler le pays pour se demander quels sont les 100 produits sur lesquels on veut retrouver notre autonomie", assure-t-il.

Pour le moment, François Ruffin déplore la réponse européenne et décrit une riposte "ridicule" aux droits de douane américains. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a appelé à "éviter l'escalade". Le député milite lui pour "interdire Tesla" en Europe : "Plus une voiture Tesla vendue sur le continent européen", lance-t-il. Il propose aussi de "taxer les Gafa" puis de "remplacer" ces géants du web (Google, Apple, Facebook et Amazon). francetvinfo.fr 9 avril 2025

J-C – Quelle saloperie !

L'article suivant devrait plaire à ce charlatan.

La nouvelle menace : Le péril jaune !

L'Europe sous la menace d'un afflux massif d'importations chinoises à bas prix - RT 5 avr. 2025

Déjà fragilisé par les taxes américaines sur les voitures et l'acier, l'avenir des entreprises européennes semble incertain après l'annonce d'une augmentation de 20% des droits de douane américains sur les produits européens. À cela s'ajoute le risque pour le marché européen d'être inondé par des produits bon marché venus d'Asie.

En effet, les droits de douane élevés imposés par Washington à des pays comme la Chine (34%) et le Vietnam (46%) pourraient pousser ces derniers à chercher de nouveaux débouchés, notamment en Europe, afin de compenser leurs pertes. Pour y parvenir, ils risquent de casser les prix de leurs biens exportés, en particulier les appareils électriques et les machines.

Pour se protéger, des responsables européens ont indiqué que la Commission européenne préparait de nouveaux droits de douane d'urgence, tout en renforçant la surveillance des flux d'importation en provenance d'Asie.

Dans une déclaration au *Financial Times*, Robin Winkler, économiste en chef pour l'Allemagne et responsable de la recherche macroéconomique et thématique à la Deutsche Bank, a estimé que les fabricants chinois, confrontés à un mur tarifaire aux États-Unis, tenteront de vendre davantage en Europe. «*Le choc commercial immédiat en Asie se répercutera probablement en Europe*», a-t-il affirmé.

Un haut fonctionnaire de la Commission européenne a confirmé cette inquiétude au *Financial Times*, évoquant la possibilité de fermer temporairement le marché européen en cas d'afflux soudain d'importations. RT 5 avr. 2025

J-C – Le patronat français et Ruffin sont-ils rassurés ? Ils ont du mouron à se faire !

Des petites phrases relevées ici ou là.

- « *La Chine est prise pour cible parce que son ascension fulgurante et sa croissance explosive en font une menace pour l'hégémonie mondiale des États-Unis. C'est pourquoi la Chine est dans le collimateur de Washington.* »

Faux, ce sont les États-Unis qui incarnent au plus haut niveau la crise du capitalisme parce qu'ils concentrent toutes ses contradictions au point qu'elles lui sont devenues insupportables, voilà ce qui est « *dans le collimateur* » des oligarques anglo-saxons et non la Chine...

- L'économie des États-Unis représentait en 1960 40% du PIB mondial. Elle n'en représente plus que 18% en 2024 en parité de pouvoir d'achat (PPA), qui est en fait l'indicateur le plus représentatif de l'économie réelle car il élimine les biais des taux de change.

En 1950, la Chine représentait 4,6% du PIB mondial en valeur nominale. En 2018, son PIB nominal (en dollars), selon certains classements (FMI), était déjà supérieur à celui des États-Unis : 25 270 milliards de dollars contre 20 494 milliards de dollars. Et en 2024 son PIB en PPA, 41 304 milliards de dollars, représentait presque le double de celui des USA, 25 362 milliards de dollars (selon le «*World Economics*»). En même temps, à la même date, le secteur industriel de la Chine représentait 39,5% de son PIB, tandis que celui des États-Unis n'en représentait que 19,5% et l'Agriculture 1,1% !

Le G7, club des principaux pays occidentaux, qu'on disait «les plus riches», est passé d'un PIB nominal de 44, 5% de la production mondiale en 1980 à 29% en 2022. Il y a la montée irrésistible des pays émergents. En 2024, le groupe des BRICS représentait 36% du PIB nominal mondial contre toujours 29% pour le G7 (source «le Grand <http://Continent.eu> »). Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

- La Chine gagnera cette guerre commerciale littéralement grâce à Trump et récupérera davantage de marchés mondiaux avec une perte formelle de 50 % des volumes d'échanges commerciaux et une perte réelle d'environ 20 à 30 % car les flux passeront par des pays tiers. C'est bien pour cela qu'il n'y a pas de grande panique en Chine et que ses actions sont rapides et fermes.

- La seule « *faute* » de la Chine sous cet aspect c'est de ne pas être tombé dans le piège du sous-développement lors de leur entrée à l'OMC comme l'espéraient les USA, lesquels voulaient piéger la Chine dans le sous-développement à faible valeur ajoutée, par le biais de l'exploitation primaire, par le pillage de la main d'œuvre et par l'échange inégal!

Hélas pour les américains un peu trop naïfs et confiants dans leur suprématisme, les chinois connaissent parfaitement les théories de l'échange inégal de Samir Amin, toutes les théories du sous-développement et les théories de Rosa Luxembourg sur l'exploitation impérialiste et les dirigeants chinois ont retourné le piège des américains! Ils se sont peu ouverts sur l'étranger en

particulier le compte-capital ,ils ont contrôlé leur change et ont mené une vigoureuse politique d'industrialisation, puis d'éducation, puis de montée dans l'échelle des valeurs ajoutées, puis dans les échelons supérieurs de la recherche et du développement! Ils ont su mettre le holà quand le système a failli déraiper vers la spéculation et l'oligarchie en 2013 et suivantes.

- Le New York Times a noté que le « *déluge* » de taxes commerciales imposées par les États-Unis et l'imprévisibilité de leurs prochaines actions ont en réalité rendu la Chine « *une option plus attrayante* » pour les entreprises qui craignent de prendre une décision hâtive dans un contexte de bouleversements du commerce mondial. Nombre d'entre elles ont décidé de rester en Chine, ce qui est totalement contraire à l'intention initiale des États-Unis d'exercer une pression maximale sur la Chine et d'appeler à « *investir aux États-Unis* ». Deutsche Welle, citant des experts, a déclaré que dans la guerre commerciale, la Chine serait probablement la partie la plus résiliente.

- La Chine défend résolument un système commercial multilatéral fondé sur des règles, encourage la libéralisation et la facilitation du commerce et de l'investissement, et élargit le « *gâteau* » du développement partagé. Le potentiel de consommation croissant qu'elle libère transforme de plus en plus la « *demande chinoise* » en « *opportunités mondiales* ». En honorant son engagement en faveur d'une ouverture à haut niveau, la Chine continue de créer un environnement commercial de classe mondiale fondé sur les principes du marché, l'État de droit et les normes internationales, ce qui en fait un puissant pôle d'attraction pour les investissements étrangers. « *Optimisme pour la Chine* », « *révision à la hausse des prévisions de croissance chinoises* » et « *davantage d'investissements en Chine* » sont devenus des mots d'ordre au sein de la communauté internationale des affaires.

- Inflation, récession = Les conséquences négatives sont nombreuses : Davantage de chômage, moins de hausses de salaire, moins d'investissement, un budget plus serré.

- Ce séisme sur l'échelle boursière pourrait faire baisser les taux d'intérêts. En période de crise, les banques baissent en effet leur taux, afin de favoriser la consommation et les investissements, notamment dans les places fortes qui ont perdu de leur valeur boursière.

- Votre crédit immobilier pourrait connaître une petite baisse bienvenue. Mais cette baisse des taux pourrait également toucher votre livret A ou d'autres comptes épargne, ce qui devrait un peu moins vous réjouir.

- Lorsque les marchés s'effondrent, les nouveaux investissements cessent, les consommateurs cessent de dépenser et les entreprises n'ont d'autre choix que de réduire leurs investissements et de licencier. Et les grandes entreprises ne sont pas les seules à souffrir. Les PME et les entrepreneurs subiront des conséquences bien plus graves. Presque aucune entreprise ne peut répercuter une augmentation massive et soudaine de ses coûts sur ses clients.

Quelques données sur l'économie américaine.

- La Chine, troisième fournisseur de produits américains, représente 13,3 % du total des importations américaines.

- Les Etats-Unis ont massivement délocalisé leur production, ils se sont lourdement endettés pour acheter les marchandises que le monde entier produisait, mais ne pouvait pas consommer, cela s'est traduit par le creusement abyssal des inégalités sociales, un appauvrissement de la majorité des Américains, tandis qu'un peu plus de 22 millions devenaient multi millionnaires ou milliardaires.

- Le PIB américain était de 29.168 milliards de dollars en 2024, la dette américaine dépasse les 36.000 milliards de dollars, le déficit commercial des États-Unis avec le reste du monde s'est davantage creusé en 2024 par rapport à l'année précédente (+17 %), atteignant 918,4 milliards de dollars, en volume, le coût annuel du service de la dette américaine a atteint 880 milliards de dollars en 2024.

- Les sociétés cotées à la Bourse de New York (NYSE) ont une valeur marchande combinée supérieure au PIB de la plupart des pays, soit près de 32 000 milliards de dollars.

- L'indice boursier composite du NASDAQ était de 15 267,91 le 8 avril 2025, après être monté à 19 705,95 en janvier 2025, alors qu'il était à 9 517 en mars 2020, à 3 515 en mars 2010 (www.macrotrends.net)

- La richesse détenue par les milliardaires a augmenté d'environ 17% au cours de l'année écoulée, a déclaré la banque suisse UBS jeudi, notant que les gains enregistrés par les super riches aux États-Unis ont plus que compensé le déclin en Chine.

- Le rapport 'UBS Billionaire Ambitions Report for 2024' indique que le nombre total de milliardaires est passé de 2.544 en 2023 à 2.682 en 2024, et que leur fortune est passée de 12.000 à 14.000 milliards de dollars (de 11.400 à 13.300 milliards d'euros).

Ils étaient 1.757 milliardaires en 2015, selon le rapport, cumulant une fortune totale de 6.300 milliards de dollars.

- Aux États-Unis, le nombre de milliardaires est passé de 751 à 835, avec en tête les magnats de l'industrie et de la technologie. lesechos.fr 5 décembre 2024

Les 835 milliardaires américains auraient perdu et regagné des centaines de milliards de dollars en quelques jours

- Selon la Banque mondiale, la population mondiale était d'un peu plus de 8 milliards d'habitants l'année dernière et le produit intérieur brut (PIB) mondial s'élevait à environ 105.400 milliards de dollars, soulignant de fait la répartition des richesses dans les mains d'une infime partie de l'humanité.

Une analyse.

Nikolaï Vavilov, publiciste et sinologue, auteur du livre *Le pouvoir en Chine* - RT 11 avril 2025

La Chine a essayé de ramener les États-Unis à la raison en introduisant des droits sectoriels jusqu'en avril de cette année mais face à la folie tarifaire de Trump, elle n'a pas trouvé d'autre moyen que de se lancer dans une escalade de tensions avec les États-Unis inédite jusque-là ; il s'agissait d'ailleurs quasiment de la stratégie économique de base de la Chine qui avait compris ce que les États-Unis allaient entreprendre si Trump était réélu. La Chine a choisi la voie de la création de sa propre chaîne d'approvisionnement mondiale sans les États-Unis (développement basé sur ses propres forces) ce que Washington a qualifié d'isolement.

Quel impact cela peut-il avoir sur les échanges commerciaux sino-américains : premièrement les droits de douane anéantissent les exportations de produits de l'industrie légère (les Américains risquent, semble-t-il, de se retrouver sans vêtements, chaussures, décorations de Noël : ces produits représentent jusqu'à un tiers des exportations en provenance de Chine). Les appareils électroniques représentent la plus grande partie des exportations chinoises. Il est plus difficile de renoncer aux gadgets. Les États-Unis sont-ils prêts à payer deux fois le prix des gadgets et de l'électroménager chinois à cause des cabrioles commerciales de Trump ?

Tout d'abord, l'imposition par la Chine de droits de douane de 84 % sur les produits américains frappera en premier lieu les exportations américaines de matières premières : la Chine a de quoi remplacer le pétrole, le gaz, le bois, les céréales et le maïs américains.

Deuxièmement, des multinationales comme Boeing et d'autres géants de la technologie seront confrontés à une situation où ils seront moins compétitifs par rapport à leurs concurrents chinois. Aussi étrange que cela puisse paraître, les droits de douane se sont avérés être une aubaine pour les producteurs chinois de haute technologie — avec une qualité inférieure ils récupéreront la part américaine du marché chinois. Je n'exclus pas qu'ils aient fait du lobbying en faveur d'une riposte aussi radicale de la Chine. Et c'est le lobby industriel qui est à l'origine du nationalisme économique et politique de la Chine. La Chine ne peut pas faire autrement : elle a besoin de marchés pour nourrir un milliard d'ouvriers.

Troisièmement, la Chine gagnera de l'influence auprès des pays du Sud. Les matières premières du Brésil, de l'Indonésie, de l'Afrique ainsi que de la Russie viendront remplacer celles de l'Amérique sur le marché chinois. Les transits de marchandises à travers ces mêmes pays vers les États-Unis augmenteront. Les pays du Sud seront reconnaissants à la Chine pour ces flux.

Bien sûr, ce sont les États-Unis qui paieront une fois de plus. Plus précisément, la guerre commerciale de Trump se fait aux dépens de la classe moyenne américaine, et entraînera l'enrichissement de la classe moyenne chinoise.

La Chine possède également une arme miracle, il s'agit de la dévaluation du yuan à laquelle elle n'a pas eu recours depuis des décennies. La Chine compensera chaque baisse des exportations par l'affaiblissement du yuan, ses marchandises deviendront de plus en plus compétitives à l'échelle mondiale.

Pas de grande panique en Chine

La Chine gagnera cette guerre commerciale littéralement grâce à Trump et récupérera davantage de marchés mondiaux avec une perte formelle de 50 % des volumes d'échanges commerciaux et une

perte réelle d'environ 20 à 30 % car les flux passeront par des pays tiers. (C'est en gros ce que j'ai expliqué hier et les jours précédents. – J-C)

C'est bien pour cela qu'il n'y a pas de grande panique en Chine et que ses actions sont rapides et fermes.

On ne peut pas dire que l'économie chinoise ne subira aucune tension. Des dizaines de millions de personnes employées dans l'industrie souffriront mais la Chine s'est vraisemblablement préparée à un tel scénario y compris au niveau politique — il y a une unité sans précédent parmi les élites sur la nécessité de résister aux États-Unis. RT 11 avril 2025

Lu dans un blog dédié à l'économie.

Tels sont les titres des médias que l'on peut trouver ici et là; autant dire qu'ils ne brillent ni par leurs capacités informationnelles, ni par leur compétence analytique, ni par leur objectivité, ni par leur honnêteté vis-à-vis de leurs lecteurs. Tout est mélangé, les faits, les invectives, les appréciations et les anathèmes !

Alors que la fonction d'informer dévient très importante car elle permet d'éclairer l'avenir et de s'y préparer, les intellectuels manquent à leur fonction, ils ne sont capables que de déformer, juger et maudire.

Mes commentaires publiés dans un blog.

- Cette histoire de « *découplage* » (entre les États-Unis et la Chine) est fantaisiste ou relève d'un fantasme.

Ce n'est pas « *l'hégémonie de Washington* » qu'ils veulent sauver, ils n'en sont plus là, ils n'en ont plus les moyens, mais le capitalisme en crise tout court. Pourquoi ? Parce qu'il est menacé par 8 milliards d'hommes et de femmes qui exigent que leurs besoins sociaux croissants soient pris en compte, ainsi que leurs aspirations démocratiques, ce que les puissances occidentales ne peuvent pas leur accorder, le tableau de la situation mondiale avec ses guerres et génocides en témoigne si nécessaire.

Je vous livre le commentaire que j'avais rédigé hier à l'attention d'un autre blog.

– Les États-Unis croulent sous les dettes et ne fabriquent plus grand-chose, tout n'est qu'artifice, ils n'ont plus les moyens de leur domination mondiale et ils le savent depuis longtemps, mais là n'est pas la question dans l'immédiat contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, une fois de plus, en toile de fond c'est autre chose.

Si cela ne tenait qu'à eux, la question de la survie du capitalisme serait pliée, il se serait lamentablement effondré comme un château de cartes, ce qui évidemment est inconcevable pour l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Reste un moyen de le sauver, le seul, hormis une guerre mondiale aux conséquences hypothétiques, ils n'ont qu'une alternative possible : Propulser La Chine et ses alliés des Brics+ sur le devant de la scène du marché mondial, comme quoi les apparences sont trompeuses, voilà pourquoi ils avaient besoin de Trump ou d'un animateur d'émission de télé-réalité pour cette mise en scène.

La Chine et ses alliés des Brics+ ont absolument tout pour réussir à sortir de ce pétrin. Mais comment leur passer le relais sans se ridiculiser, sans apparaître faible ou vaincu, sans s'humilier à la face du monde ? Pardi, en leur déclarant une guerre économique, en prétendant être toujours le plus fort... Il ne restera plus ensuite qu'à concevoir un compromis acceptable pour les deux parties, dans lequel sans le proclamer les prétentions des États-Unis auront été ravalées à leur juste valeur en faisant croire dans un premier temps au monde entier que les États-Unis sortaient vainqueur de ce bras de fer, il y a plus d'un idiot qui le croirait, ainsi les uns et les autres se partageront le pouvoir et auront sauvé la face, un principe si important en Asie... et surtout temporairement le capitalisme ! J'opterais bien pour ce scénario fort réaliste, qu'en pensez-vous ?

- C'est plus compliqué à expliquer qu'à comprendre, si vous voyez ce que je veux dire, parce qu'il y a énormément de paramètres à prendre en considération dès qu'on aborde l'économie mondiale, et je ne suis pas sûr de posséder les compétences requises pour l'expliquer simplement et clairement. On va essayer.

Quand l'Occident a entrepris de délocaliser massivement sa production industrielle, cela ne correspondait pas à une lubie de capitalistes en quête de davantage de richesse et de pouvoir, ce fut une nécessité économique qui les conduisit à prendre cette initiative, là aussi on nous raconta des histoires à dormir debout.

Produire ces marchandises qui dégageaient une plus-value aussi maigre ou proche de zéro ne serait pas tenable indéfiniment, ils le savaient, ils savaient compter ! La situation économique était défavorable ou empirait au fil des mois ou des années, les difficultés s'amoncelaient et des jours sombres pointaient à l'horizon. La concurrence faisait rage, de nouveaux concurrents toujours plus agressifs ou compétitifs surgissaient, tandis que le marché n'était pas extensible à volonté ou frôlait la saturation, la crise de surproduction qui menaçait ou sévissait déjà fit échouer tous leurs plans. Tous les stratagèmes qu'ils échafaudèrent pour la contrer s'effondrèrent les uns après les autres, recapitalisation, lancement de nouveaux produits, recherche de nouveaux marchés, restructuration, réduction massive d'emplois, etc. poussés dans leurs derniers retranchements, ils mirent la clé sous la porte ou pour peu que leur activité s'y prêtait, ils se résignèrent à délocaliser leur production dans des pays qui présentaient des conditions économiques et politiques avantageuses leur garantissant de retrouver un taux de profit confortable.

Vous aurez compris pourquoi il est inconcevable qu'ils relocalisent leur activité industrielle en France ou aux États-Unis ou en Occident, sauf exception, à condition de recourir aux dernières innovations technologiques permettant de réaliser des gains importants de productivité nonobstant des investissements lourds, donc en s'endettant. Je dirais que c'est un pari risqué qui n'en vaut pas la chandelle, mais auront-ils le choix ? Ce n'est pas seulement la concurrence chinoise qu'il leur faudrait vaincre ou évincer du marché, celle d'autres redoutables producteurs en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique du Sud dont certains s'inspirent déjà des Chinois !

Si en France on voulait produire tout ce qui vient de Chine ou des quatre coins du monde, et être ne serait-ce que compétitif sur le marché intérieur, il faudrait diviser les coûts de production et les salaires par 2 ou par 4 au moins, je vous laisse en tirer les conclusions qui s'imposent. A suivre.

Ce qu'on vient d'aborder rapidement sans entrer dans les détails, de tête, n'est qu'une infime partie du sujet qui nous occupe ici, ne m'en demandez pas plus pour le moment, merci, bien que j'aie fait pratiquement le tour de la question, sans pouvoir vous dire ni quand ni comment elle sera résolue, une chose est certaine en revanche, la crise du capitalisme conduira forcément à un affrontement direct entre les classes, à nous de le préparer pour l'achever et en sortir vainqueur.

Quand ils vous expliquent à leur manière la crise du capitalisme.

Les «tarifs» de Trump, la vraie lutte contre le mondialisme – RT 8 avr. 2025

Le monde s'affole à l'annonce des «tarifs» de Trump. Alors que les économistes de plateau télé et les marchés paniquent, laissons les chiffres de côté et intéressons-nous plutôt à ses motivations politiques, sans doute inspirées par... la Russie. Les explications de l'analyste géopolitique Alexandre Regnaud.

J-C - Présentation stupide de RT, puisque ces "*motivations politiques*" sont dictées par des impératifs économiques.

L'imposition de taxes de douane élevées, appelées « tarifs » en anglais, à des produits ou des nations s'appelle du « *protectionnisme* ». Comme son nom l'indique, ce modèle a pour objectif de protéger une économie contre une concurrence jugée déloyale ou déséquilibrée. C'est l'état d'esprit de Trump quand il impose « *20 % de taxes pour l'Union européenne qui nous arnaque* » (sic). En imposant des droits de douane élevés, un pays rend le coût de l'importation d'un produit plus élevé que la fabrication locale de ce même produit. C'est une manière de lutter contre le « *dumping social* », c'est-à-dire la tentation de chercher à l'étranger de la main-d'œuvre toujours moins chère pour augmenter les profits. Elle a pour conséquence la fermeture des usines et leur déménagement à l'étranger, soit la « *désindustrialisation* » consécutive aux « *délocalisations* ». C'est le problème que rencontrent les États-Unis avec le Mexique, et le monde entier avec la Chine et l'Asie du Sud-Est.

Une taxe de douane élevée, ou « *tarif* », vient ainsi annuler, voire inverser, les profits des délocalisations, incitant les industries à revenir fabriquer dans le pays d'origine et donc à créer des emplois. C'est ce que l'on appelle une « *relocalisation* ». C'est le cas par exemple, du constructeur automobile Honda qui annoncé le mois dernier transférer la fabrication de son modèle Civic depuis le Mexique vers l'état américain de l'Indiana. D'autres annonces identiques ont aussi été faites par Hyundai, ou dans le secteur pharmaceutique, par Eli Lilly ou Pfizer, et dans la technologie par Apple ou Compal Electronics. L'Italien Campari envisage également de fabriquer ses spiritueux directement aux États-Unis. Bref, les exemples ne manquent pas.

J-C - La « *relocalisation* » ne peut concerner que les secteurs industriels fortement robotisés ou employant peu de main d'œuvre puisque son coût est beaucoup plus élevé en Occident, elle peut inciter des industriels à investir, donc à s'endetter lourdement, dans de nouvelles technologies permettant d'accroître la productivité et de réduire leur main d'œuvre, ce qui devrait permettre de dégager davantage de plus-value au détriment de la masse salariale ou l'emploi, par conséquent, c'est préparé la prochaine crise et non la régler.

Mondialisation ultra-libérale

Pourtant, les plateaux télévisés et les journaux débordent d'économistes qui prédisent l'apocalypse à la suite des annonces de Trump. Les marchés dévissent, et ce n'est pas étonnant. Vous l'aurez

compris, le modèle protectionniste, donc celui mis en avant par Trump avec ses « tarifs », est l'exact opposé d'un modèle économique sans frontière, basé sur la libre circulation des marchandises sans taxes de douane. Dans ce modèle, l'argent se gagne en faisant fabriquer ses biens par une main d'œuvre semi-esclave dans des pays pauvres, pour leur faire ensuite traverser la planète sur des porte-conteneurs géants ultra polluants. Il s'agit alors de les vendre dans des pays riches à des gens désormais de plus en plus... au chômage, parce que leur usine a été délocalisée dans les pays pauvres en question, et qui vont donc les acheter à crédit, sans être sûrs, cependant, de pouvoir rembourser. Ce modèle s'appelle la mondialisation ultra-libérale, il a explosé dans les années 1990, puis il a dérivé lentement vers le mondialisme actuel, dont les meilleurs représentants sont les technocrates de l'Union européenne ou ce qu'on appelle aux États-Unis « *l'État profond* ». C'est un modèle clairement basé sur la prédation et qui n'est donc pas viable à long terme. D'ailleurs, le mécanisme décrit précédemment est, en très simplifié, celui ayant déjà mené à la crise de 2008 (qui fut une crise du crédit) et sous peu à la prochaine si rien ne change, beaucoup plus profonde encore comme le prouve déjà l'état inquiétant des économies européennes. Mais comme il s'agit précisément du modèle des mondialistes, on ne s'étonne pas de voir leurs porte-paroles médiatiques le défendre aussi hystériquement.

Et on ne s'étonne pas non plus voir Trump essayer d'en sortir. On le sait plus que pro-business et profondément patriote, il n'est donc pas soupçonnable de vouloir détruire l'économie américaine ou même mondiale. En revanche, il a compris l'impasse du mondialisme, tant économiquement que politiquement et en termes de civilisation (le wokisme) et qu'il était urgent de changer de modèle avant la chute.

J-C - Ce n'est que partie remise, car les contradictions du capitalisme sont inhérentes à ses fondements ou les inégalités entre les classes, plus qu'à son fonctionnement.

Confrontation avec le modèle mondialiste

On peut également soupçonner qu'il se soit inspiré du modèle d'une économie qui s'est considérablement renforcée en sortant, ou en étant sortie, du mondialisme : la Russie ! Grâce au tournant déjà amorcé suite aux premières sanctions en 2014, puis accéléré avec les sanctions accumulées depuis 2022, l'économie russe est un parfait exemple de relocalisation dans tous les domaines, de l'agroalimentaire aux très récents essais des avions de lignes MS-21 et SSJ, 100% fabriqués en Russie. Le résultat est une augmentation du revenu réel des habitants de 8,4 % en 2024 d'après le Premier ministre Mikhaïl Michouline, faisant de la Russie la 4e économie du monde d'après la Banque mondiale.

J-C - La Fédération de Russie avec une superficie d'environ 17 millions de kilomètres carrés est le pays le plus grand du monde, avec une faible population, 143,8 millions en 2023, riche en matières premières (acier et aluminium, etc.) dont des énergies fossiles, le pétrole et le gaz naturel, la Russie dispose d'une réserve ou d'un potentiel de croissance plus important que tous les pays occidentaux réunis incluant les États-Unis, elle a donc les moyens d'affronter toutes les crises du capitalisme contrairement à ses concurrents, et de participer (avec la Chine et les Brics+) à l'expansion du capitalisme en Afrique...

On comprend donc que les annonces de Trump sur les « *tarifs* » douaniers, loin d'être fantaisistes, résultent d'une vision politique pragmatique, en confrontation directe avec le modèle mondialiste jusqu'alors dominant. Par ailleurs, l'exemple de la Russie prouve que, géré intelligemment, un tel changement peut parfaitement être une complète réussite, tant pour les États que pour leurs habitants. Reste à savoir si Trump saura maintenir son cap face aux inévitables contre-attaques d'un système en phase terminale, mais toujours menaçant. L'Occident, décidément, est face à un

tournant, et si son hégémonie appartient de fait déjà au passé, reste à savoir s'il saura gérer sa chute, ou s'écroulera complètement.

J-C - Les délocalisations consistent finalement à privatiser tout ce qui pouvait l'être au profit de l'oligarchie qui accumulera des richesses colossales, au détriment des États qui s'appauvriraient et crouleraient sous une gigantesque dette, ainsi les peuples qui seraient invités à les éponger, cette collectivisation des dettes du capitalisme se traduirait par une précarité quasi généralisée, un appauvrissement et une détérioration continue des conditions de travail et du mode de vie des masses exploitées, des services publics, cette financiarisation débridée de l'économie pourrait déboucher à terme sur une explosion sociale incontrôlable et prendre la forme d'une crise politique menaçant les fondements de l'État et du système économique en place. Place à la lutte de classe pour en finir avec le capitalisme à l'échelle mondiale...

Résister ou disparaître !

Apple refuse de rapatrier la production de l'iPhone aux États-Unis malgré la pression de l'administration Trump – RT 11 avril 2025

Les nouvelles taxes douanières imposées par les États-Unis sur les produits importés de Chine atteignent désormais 145 %. L'objectif de l'administration Trump est de forcer des entreprises comme Apple à produire sur le territoire américain. Pourtant, selon Bloomberg, le géant californien n'envisage aucunement ce scénario. Un ancien ingénieur d'Apple déclare que « *l'ingénierie de précision nécessaire pour produire un iPhone n'existe tout simplement pas aux États-Unis* ». Le PDG Tim Cook rappelait déjà en 2017 que « *dans le pays, on aurait du mal à remplir une salle avec des ingénieurs outilleurs, alors qu'en Chine, on pourrait remplir plusieurs terrains de football* ».

En cause : une chaîne d'approvisionnement construite depuis les années 1990 en Asie, difficile à répliquer. Pour Fortune, relocaliser ne serait pas seulement complexe, mais aussi économiquement désastreux. Le prix d'un iPhone fabriqué aux États-Unis pourrait dépasser les 3 000 dollars contre environ 1 000 dollars aujourd'hui.

Plutôt que de se soumettre à la pression politique, Apple compte élaborer une nouvelle stratégie. Reuters révèle que l'entreprise a affrété plusieurs avions cargo pour expédier 1,5 million d'iphones depuis l'Inde vers les États-Unis, anticipant l'entrée en vigueur des nouvelles taxes. Grâce à une suspension de 90 jours des droits de douane américains, sauf pour la Chine, l'Inde est devenue une alternative plus rentable.

Foxconn, principal sous-traitant d'Apple, a augmenté sa cadence en Inde. D'après Euronews, certaines de ses usines fonctionnent désormais aussi le dimanche. L'objectif est d'augmenter de 20 % la production destinée au marché américain. Le gouvernement indien a même mis en place un « *corridor vert* » pour accélérer les procédures douanières des produits Apple.

CNN rappelle que l'action Apple a perdu 15 % de sa valeur depuis l'annonce des nouveaux droits de douane, soit 500 milliards de dollars de capitalisation boursière envolés. Pour l'instant, l'entreprise absorbe les surcoûts, mais une hausse des prix semble inévitable. CNN indique qu'un iPhone 16 Pro Max fabriqué en Chine pourrait passer de 1 599 à 2 300 dollars, tandis qu'un modèle similaire produit en Inde n'augmenterait que de 5 %.

Apple continue donc de miser sur l'Asie, en particulier l'Inde, pour maintenir ses marges et éviter les turbulences politiques américaines. Le pari de Trump de faire produire des technologies comme l'iPhone sur le sol américain ne donne pour l'instant pas de résultat concret. RT 11 avril 2025

J-C – J'ai lu quelque part qu'ils en vendaient 220 millions par an dans le monde... En Inde j'utilise le même smartphones Vivo chinois depuis 8 ans, je l'avais acheté environ de 85 euros, ma compagne en a un d'occasion plus récent que le mien acheté 35 euros.

Pour mener leur guerre fratricide, ils lâchent d'épouvantables vérités que vous ignorez.

J-C - Il faut les repérer et en profiter pour les faire connaître au plus grand nombre. Les révélations provenant de crapules, montrent à quel point les membres de leur classe ont toujours été animés de mauvaises intentions à l'égard du peuple.

On ignore jusqu'à quel point ils sont conscients de nous empoisonner, de rendre malade la population, de favoriser cancers et maladies neurodégénératives...

Huiles, lait infantile, margarine... C'est quoi l'hexane, cet hydrocarbure que vous trouvez dans vos assiettes ? - 20minutes.fr 7 avril 2025

Et si on vous disait que vous mangiez du pétrole sans le savoir ? On le trouve dans le lait infantile à la margarine en passant par les huiles d'olives, de colza, de soja et de tournesol. Ce carburant, c'est l'hexane, un hydrocarbure provenant du pétrole utilisé comme auxiliaire technique, et non un additif, pour extraire les huiles végétales plus efficacement. Cette nuance implique que le C₆H₁₄ n'apparaît pas sur les étiquettes des produits puisqu'il n'entre pas dans la composition des huiles mais dans leur production.

L'hexane n'est pas seulement utilisé pour des aliments à base de céréales pour les enfants, ou encore les tourteaux qui nourrissent les animaux, on le retrouve aussi comme solvant dans la fabrication de polyoléfines, caoutchoucs synthétiques, produits pharmaceutiques ainsi que dans des colles, de la peinture et encres d'imprimerie, rappelle l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS). Bref du lait pour bébé aux joints d'étanchéité, même recette.

J-C - Ne croyez pas un instant qu'ils se soucieraient de la santé des "plus pauvres", cela tout le monde devrait le savoir, non, leurs intentions n'ont rien à voir avec un quelconque humanisme, elles sont purement idéologiques et des plus sordides de fait.

20minute - « *C'est un poison pour les plus pauvres, pour les Français. Nous devons mener le combat et informer les consommateurs de ce qu'il y a dans leurs assiettes* », martèle le député Modem du Loiret, Richard Ramos qui a annoncé déposer une proposition de loi et l'ouverture d'une mission d'information, auprès du Parisien.

J-C - A l'heure actuelle, bien qu'il s'agisse d'un hydrocarbure, aucune étude dans le monde n'est parvenue à cette conclusion alarmiste conforme au Green New Deal de Davos.

20minute - « *Aucune étude n'a été menée chez l'homme par ingestion* » mais les effets de l'hydrocarbure ont été étudiés plus largement selon les conclusions de l'INRS. « *L'hexane peut provoquer des signes de dépression du système nerveux central. Il est irritant pour les muqueuses*

oculaire et respiratoire. En cas d'exposition répétée, les intoxications les plus graves sont le fait de l'hexane. Elles se traduisent principalement par des atteintes du système nerveux en particulier des polynévrites périphériques sensitivo-motrices. Des troubles mentaux organiques sont également décrits. » Selon Richard Ramos, l'hexane pourrait être une neurotoxine d'après des premiers rapports de scientifiques.

J-C - On se doute bien que la consommation d'hydrocarbure dans l'alimentation n'a rien de naturel et qu'elle est nuisible à la santé des hommes, donc évitons de consommer trop d'huile à défaut de pouvoir nous payer des huiles qui ne contiennent pas ces poisons car hors de prix ou réservées aux nantis, ceux à qui devait être destinée en priorité cette opération de propagande axée sur la criminalisation des énergies fossiles.

Le massacre à la tronçonneuse version éolienne.

Dans l'Hérault, des éoliennes EDF condamnées à l'arrêt temporaire pour avoir décimé des espèces protégées - Le HuffPost 7 avril 2025

C'est une décision inédite. Le tribunal de Montpellier a ordonné ce lundi 7 avril l'arrêt pendant quatre mois des 31 éoliennes du parc d'Aumelas, dans l'Hérault, période correspondant à la présence du faucon crécerellette, jugeant EDF Renouvelables et neuf de ses filiales responsables de la mort de 160 individus d'espèces protégées.

« Avec ces éoliennes à l'arrêt, il n'y aura pas de nouvelle mortalité cette année, puisque les faucons crécerellette arrivent en avril d'Afrique pour la nidification et repartent à la fin de l'été », s'est réjoui juste après le jugement Simon Popy, président de France Nature Environnement Occitanie Méditerranée (FNE OcMed), l'association à l'origine de la plainte contre EDF Renouvelables et ses filiales.

Dans un jugement qui représente une première au niveau pénal contre des exploitants d'éoliennes, le tribunal a également condamné chacune de ces sociétés à 500 000 euros d'amende (dont 250 000 avec sursis) et l'ancien PDG d'EDF Renouvelables, Bruno Bensasson, à six mois de prison avec sursis et 100 000 euros d'amende (dont 30 000 avec sursis).

Elles devront également publier, à leurs frais, dans les journaux Le Monde et Midi Libre, ainsi que dans le média en ligne Reporterre, le jugement les reconnaissant coupables de la « destruction de 160 individus d'oiseaux et chauve-souris, notamment de faucons crécerellette », a indiqué la présidente du tribunal.

Outre les 2,5 millions d'euros d'amende ferme, les 10 sociétés sont condamnées à verser, au titre du préjudice moral, un total de 114 000 euros à FNE OcMed, ainsi que la même somme de 114 000 euros à sa maison mère, France Nature Environnement. Enfin, elles devront, au titre de réparation du préjudice écologique, verser à l'État 74 087 euros, qui devra les affecter au plan national de sauvegarde du faucon crécerellette.

Le parquet avait réclamé 750 000 euros d'amende (dont 500 000 avec sursis) pour chacune de ces sociétés et six mois de prison avec sursis et 150 000 euros d'amende (dont 100 000 avec sursis) contre Bruno Bensasson, ainsi qu'une suspension de l'activité du parc éolien.

FNE OcMed avait introduit en 2022 une citation directe pour « *destruction d'espèces protégées* » contre ces sociétés exploitant les 31 éoliennes implantées depuis une vingtaine d'années sur le Causse d'Aumelas, un plateau dominant la Méditerranée à l'ouest de Montpellier.

Selon FNE OcMed, elles ont causé la mort de 150 à 300 faucons crécerelletes, une espèce migratoire menacée de disparition. Ces petits faucons, tout comme des busards cendrés et des chauves-souris, elles aussi espèces protégées, viennent régulièrement se fracasser sur les pales malgré les dispositifs d'effarouchement mis en place. EDF Renouvelables, société mère des autres entreprises concernées, avait plaidé la relaxe. Le HuffPost 7 avril 2025

A défaut d'un record à l'échelle mondiale, ils se satisferont d'un record localisé à l'Europe... une fois tronquée "la péninsule ibérique et le sud de la France" !

Climat : ce mois de mars a été le plus chaud jamais mesuré en Europe, selon l'observatoire Copernicus - Le HuffPost 8 avril 2025

L'anomalie de température, qui épargne une partie du territoire français, s'observe également à l'échelle mondiale.

Cette forte anomalie de température a cependant épargné la péninsule ibérique et le sud de la France.

J-C - O désespoir, les températures mondiales n'ont pas battu de record !

Le HuffPost - Les températures mondiales se sont maintenues à des niveaux historiquement élevés en mars, poursuivant près de deux ans de chaleur extraordinaire sur la planète, dans la fourchette haute des prévisions scientifiques sur le réchauffement climatique.

J-C - Pour autant ces psychopathes fanatisés ne désarment pas;

Le HuffPost - « *Le fait que [mars 2025 soit] encore 1,6°C au-dessus de l'ère préindustrielle est vraiment impressionnant* », estime Friederike Otto, climatologue de l'Imperial College de Londres, jointe par l'AFP. « *Nous voilà fermement pris dans l'étau du changement climatique causé par l'humanité* » et sa combustion massive des énergies fossiles, dit-elle.

J-C - Pauvre cinglée ! Ils ne peuvent pas admettre que des variations climatiques imprévisibles peuvent intervenir à tout moment, et déjouer les calculs pour le moins aléatoires effectués par des "*scientifiques*" à coup d'algorithmes très imparfaits ou défailants

Le HuffPost - « *On reste sur des températures extrêmement élevées* », constate aussi Robert Vautard, coprésident du groupe de travail sur la climatologie du Giec, les experts mandatés par l'ONU. « *C'est une situation exceptionnelle* », assure-t-il à l'AFP, « *car normalement les températures redescendent franchement après deux années El Niño* », ce phénomène naturel qui pousse temporairement à la hausse les températures mondiales et dont le dernier épisode remonte à 2023-2024.

J-C – « *Normalement* » n'a rien de scientifique, le GIEC non plus...

Le ver de la corruption était dans le fruit.

Lobby vert de l'ombre à Bruxelles : des millions aux ONG écologiques - RT 7 avr. 2025

Dans un communiqué publié le 1er avril, la Commission européenne a reconnu que « *dans certains cas* » les projets d'ONG ayant reçu des subventions dans le cadre du programme LIFE contenaient « *des actions de plaidoyer spécifiques et des activités de lobbying indues* ». « *La Commission a pris des mesures pour prévenir de tels cas à l'avenir et prendra d'autres mesures pour renforcer la transparence et inclure des garanties appropriées* », a affirmé l'organe exécutif européen.

Le scandale avait éclaté fin janvier, lorsque le quotidien néerlandais De Telegraaf, citant notamment un membre de la commission du contrôle budgétaire, avait rapporté l'existence d'un « *lobby de l'ombre* » au sein de la Commission, à destination d'ONG environnementales. En échange de subsides, celles-ci devaient promouvoir auprès de parlementaires le Pacte vert européen (UE Green Deal) dont avait la charge le Commissaire européen à l'Action pour le climat (2019–2023), le socialiste néerlandais Frans Timmermans.

Ainsi, la Commission aurait payé avec l'argent du contribuable européen des ONG militantes afin qu'elles promeuvent ses politiques à elle auprès du parlement européen.

À titre d'exemple, le JDD avait alors évoqué le cas de « *Friends of the Earth Europe* », une ONG antinucléaire « *engagée contre l'extrême droite et les discriminations de genre et de race* » qui aurait perçu près de 1,5 million d'euros de la Commission européenne. Une ONG qui, ajoutait le JDD, « *bénéficie aussi de fonds privés, parmi lesquels ceux de l'Open Society Foundations, le fonds d'investissement de George Soros* ».

Une partie de la gauche européenne avait, quant à elle, pris la défense de la Commission européenne. « *Le véritable scandale, c'est que seules les multinationales peuvent faire du lobbying grâce à leurs moyens colossaux* », avait notamment défendu l'écologiste française Marie Toussaint, vice-présidente du groupe des Verts au Parlement européen, selon des propos rapportés par l'hebdomadaire.

Quand ils vous expliquent à leur manière la crise du capitalisme.

Les «tarifs» de Trump, la vraie lutte contre le mondialisme – RT 8 avr. 2025

Le monde s'affole à l'annonce des «tarifs» de Trump. Alors que les économistes de plateau télé et les marchés paniquent, laissons les chiffres de côté et intéressons-nous plutôt à ses motivations politiques, sans doute inspirées par... la Russie. Les explications de l'analyste géopolitique Alexandre Regnaud.

J-C - Présentation stupide de RT, puisque ces "motivations politiques" sont dictées par des impératifs économiques.

RT - L'imposition de taxes de douane élevées, appelées « *tarifs* » en anglais, à des produits ou des nations s'appelle du « *protectionnisme* ». Comme son nom l'indique, ce modèle a pour objectif de

protéger une économie contre une concurrence jugée déloyale ou déséquilibrée. C'est l'état d'esprit de Trump quand il impose « 20 % de taxes pour l'Union européenne qui nous arnaque » (sic). En imposant des droits de douane élevés, un pays rend le coût de l'importation d'un produit plus élevé que la fabrication locale de ce même produit. C'est une manière de lutter contre le « *dumping social* », c'est-à-dire la tentation de chercher à l'étranger de la main-d'œuvre toujours moins chère pour augmenter les profits. Elle a pour conséquence la fermeture des usines et leur déménagement à l'étranger, soit la « *désindustrialisation* » consécutive aux « *délocalisations* ». C'est le problème que rencontrent les États-Unis avec le Mexique, et le monde entier avec la Chine et l'Asie du Sud-Est.

Une taxe de douane élevée, ou « *tarif* », vient ainsi annuler, voire inverser, les profits des délocalisations, incitant les industries à revenir fabriquer dans le pays d'origine et donc à créer des emplois. C'est ce que l'on appelle une « *relocalisation* ». C'est le cas par exemple, du constructeur automobile Honda qui annoncé le mois dernier transférer la fabrication de son modèle Civic depuis le Mexique vers l'état américain de l'Indiana. D'autres annonces identiques ont aussi été faites par Hyundai, ou dans le secteur pharmaceutique, par Eli Lilly ou Pfizer, et dans la technologie par Apple ou Compal Electronics. L'Italien Campari envisage également de fabriquer ses spiritueux directement aux États-Unis. Bref, les exemples ne manquent pas.

J-C - La « *relocalisation* » ne peut concerner que les secteurs industriels fortement robotisés ou employant peu de main d'œuvre puisque son coût est beaucoup plus élevé en Occident, elle peut inciter des industriels à investir, donc à s'endetter lourdement, dans de nouvelles technologies permettant d'accroître la productivité et de réduire leur main d'œuvre, ce qui devrait permettre de dégager davantage de plus-value au détriment de la masse salariale ou l'emploi, par conséquent, c'est préparé la prochaine crise et non la régler.

Mondialisation ultra-libérale

Pourtant, les plateaux télévisés et les journaux débordent d'économistes qui prédisent l'apocalypse à la suite des annonces de Trump. Les marchés dévissent, et ce n'est pas étonnant. Vous l'aurez compris, le modèle protectionniste, donc celui mis en avant par Trump avec ses « *tarifs* », est l'exact opposé d'un modèle économique sans frontière, basé sur la libre circulation des marchandises sans taxes de douane. Dans ce modèle, l'argent se gagne en faisant fabriquer ses biens par une main d'œuvre semi-esclave dans des pays pauvres, pour leur faire ensuite traverser la planète sur des porte-conteneurs géants ultra polluants. Il s'agit alors de les vendre dans des pays riches à des gens désormais de plus en plus... au chômage, parce que leur usine a été délocalisée dans les pays pauvres en question, et qui vont donc les acheter à crédit, sans être sûrs, cependant, de pouvoir rembourser. Ce modèle s'appelle la mondialisation ultra-libérale, il a explosé dans les années 1990, puis il a dérivé lentement vers le mondialisme actuel, dont les meilleurs représentants sont les technocrates de l'Union européenne ou ce qu'on appelle aux États-Unis « *l'État profond* ». C'est un modèle clairement basé sur la prédation et qui n'est donc pas viable à long terme. D'ailleurs, le mécanisme décrit précédemment est, en très simplifié, celui ayant déjà mené à la crise de 2008 (qui fut une crise du crédit) et sous peu à la prochaine si rien ne change, beaucoup plus profonde encore comme le prouve déjà l'état inquiétant des économies européennes. Mais comme il s'agit précisément du modèle des mondialistes, on ne s'étonne pas de voir leurs porte-paroles médiatiques le défendre aussi hystériquement.

Et on ne s'étonne pas non plus voir Trump essayer d'en sortir. On le sait plus que pro-business et profondément patriote, il n'est donc pas soupçonné de vouloir détruire l'économie américaine ou même mondiale. En revanche, il a compris l'impasse du mondialisme, tant économiquement que

politiquement et en termes de civilisation (le wokisme) et qu'il était urgent de changer de modèle avant la chute.

J-C - Ce n'est que partie remise, car les contradictions du capitalisme sont inhérentes à ses fondements ou les inégalités entre les classes, plus qu'à son fonctionnement.

RT - Confrontation avec le modèle mondialiste

On peut également soupçonner qu'il se soit inspiré du modèle d'une économie qui s'est considérablement renforcée en sortant, ou en étant sortie, du mondialisme : la Russie ! Grâce au tournant déjà amorcé suite aux premières sanctions en 2014, puis accéléré avec les sanctions accumulées depuis 2022, l'économie russe est un parfait exemple de relocalisation dans tous les domaines, de l'agroalimentaire aux très récents essais des avions de lignes MS-21 et SSJ, 100% fabriqués en Russie. Le résultat est une augmentation du revenu réel des habitants de 8,4 % en 2024 d'après le Premier ministre Mikhaïl Michoustine, faisant de la Russie la 4e économie du monde d'après la Banque mondiale.

J-C - La Fédération de Russie avec une superficie d'environ 17 millions de kilomètres carrés est le pays le plus grand du monde, avec une faible population, 143,8 millions en 2023, riche en matières premières (acier et aluminium, etc.) dont des énergies fossiles, le pétrole et le gaz naturel, la Russie dispose d'une réserve ou d'un potentiel de croissance plus important que tous les pays occidentaux réunis incluant les Etats-Unis, elle a donc les moyens d'affronter toutes les crises du capitalisme contrairement à ses concurrents, et de participer (avec la Chine et les Brics+) à l'expansion du capitalisme en Afrique... - J-C)

RT - On comprend donc que les annonces de Trump sur les « *tarifs* » douaniers, loin d'être fantaisistes, résultent d'une vision politique pragmatique, en confrontation directe avec le modèle mondialiste jusqu'alors dominant. Par ailleurs, l'exemple de la Russie prouve que, géré intelligemment, un tel changement peut parfaitement être une complète réussite, tant pour les États que pour leurs habitants. Reste à savoir si Trump saura maintenir son cap face aux inévitables contre-attaques d'un système en phase terminale, mais toujours menaçant. L'Occident, décidément, est face à un tournant, et si son hégémonie appartient de fait déjà au passé, reste à savoir s'il saura gérer sa chute, ou s'écroulera complètement.

J-C - Les délocalisations consistèrent finalement à privatiser tout ce qui pouvait l'être au profit de l'oligarchie qui accumulera des richesses colossales, au détriment des États qui s'appauvriraient et crouleraient sous une gigantesque dette, ainsi que les peuples qui seraient invités à les éponger, cette collectivisation des dettes du capitalisme se traduirait par une précarité quasi généralisée, un appauvrissement et une détérioration continue des conditions de travail et du mode de vie des masses exploitées, des services publics, cette financiarisation débridée de l'économie pourrait déboucher à terme sur une explosion sociale incontrôlable et prendre la forme d'une crise politique menaçant les fondements de l'État et du système économique en place.

Du coup, pour parer au plus pressé car il n'existe pas de solution miracle à la crise du capitalisme, afin d'éviter que les inégalités sociales ne se transforment en guerre civile, ils cherchent un moyen pour réparer les dégâts , pour répartir les richesses plus équitablement.....

France.

Après le poudré, le parfumé ! Quand un putois rode dans le Palais.

J-C – Dites, ce parfum si envoutant et repoussant serait-il aphrodisiaque ?

Emmanuel Macron et son obsession pour le parfum Dior Eau Sauvage: «un attribut de son pouvoir» à l'Élysée - RT 5 avr. 2025

Le président français Emmanuel Macron utilise excessivement l'eau de toilette Dior, écrit le journaliste politique du Parisien Olivier Beaumont dans son livre «*La Tragédie de l'Élysée*», paru ce jeudi 3 avril.

Les collaborateurs de Macron reconnaissent sa présence avant même de le voir. «*Il suffit d'être dans le vestibule d'honneur pour savoir s'il est récemment passé ou non*», explique Bruno Roger-Petit, conseiller, dans le livre «*La Tragédie de l'Élysée : Dans l'enfer des quinquennats Macron*» cité par La Dépêche.

Comme le note Le Parisien, Macron maîtrise l'art de la mise en scène, et son parfum fait partie de cette construction d'image. «*Dans un monde où la politique est un théâtre, chaque détail compte, y compris l'odeur*».

D'après Olivier Beaumont, Emmanuel Macron a «*une consommation industrielle*» de son parfum et garde systématiquement un flacon à portée de main et dans un tiroir de son bureau.

Olivier Beaumont déclare qu'en créant l'image canonique du souverain français, Macron tente peut-être d'imiter le monarque le plus parfumé de France, Louis XIV.

«*Cette odeur, si distinctive, est devenue un attribut de son pouvoir*», précise-t-il. RT 5 avr. 2025

J-C – Il y a comme un relent de l'Ancien Régime, qui à son crépuscule n'était plus qu'intrigue, complot et trahison sur fond de corruption et libertinage débridé, les courtisans rivalisant de bassesse et de servilité pour s'octroyer les bonnes grâces de leur souverain.

La crise pour les uns, la vie de château pour les autres.

Emmanuel Macron : une coquette somme investie par le président pour rénover le palais de l'Élysée ? - Closer 7 avril 2025

Pour Brigitte et Emmanuel Macron, il était très important de faire de chérir ce cadre. "*Les Macron ont beaucoup rénové le palais de l'Élysée*", a-t-il affirmé. En tout, 40 millions d'euros ont été investis pour "*la restauration de quasiment tous les salons de l'Élysée*".

D'autant qu'à chaque fois qu'un chef de l'État vient lui rendre visite, il lui fait visiter les lieux. "*Vous savez, c'est son petit plaisir et celui de Brigitte Macron. À chaque fois qu'ils reçoivent des homologues étrangers, ils ont systématiquement droit à leur tour du propriétaire*", a indiqué le journaliste. Closer 7 avril 2025

Corruption au sommet de l'Etat. Le VRP des multinationales, Macron, est mouillé jusqu'au cou.

Scandale des eaux en bouteille : Alexis Kohler refuse son audition au Sénat - Publicsenat.fr 7 avril 2025

L'audition du secrétaire général de l'Élysée devait éclairer les sénateurs sur les liens entre la présidence de la République et le groupe Nestlé, dans le cadre du scandale sur les eaux en bouteille. En février dernier, Le Monde et Radio France révélaient des échanges de mails entre l'Élysée et le groupe, avec l'objectif d'assouplir la réglementation sur la filtration des eaux minérales naturelles. Publicsenat.fr 7 avril 2025

Complément le lendemain.

Après la fuite d'Alexis Kohler sur les eaux en bouteille Nestlé, le Sénat dévoile des documents et le met en cause - Le HuffPost 8 avril 2025

Ce mardi, les sénateurs enquêteurs ont annoncé la publication des documents sur lesquels Alexis Kohler refuse de venir s'expliquer face à eux. En l'occurrence, a expliqué le rapporteur de la commission Alexandre Ouizille, il s'agit de documents – plus de 70 pages – transmis directement par l'Élysée. Des « notes, des mails, des échanges » qui, a rappelé le sénateur socialiste, n'auraient pourtant pas été transmis s'il y avait bien cet impératif de « *séparation des pouvoirs* » brandi par le secrétaire général de l'Élysée.

Des documents qui démontrent une certaine « densité » des échanges mais aussi que l'Élysée a « *ouvert les portes de ministères* » à Nestlé alors qu'il « *savait* » que le groupe « *trichait depuis plusieurs années* », selon Alexandre Ouizille.

Les documents en question, qui seront annexés au rapport et disponibles en ligne, prouvent des contacts entre Alexis Kohler et Nestlé, « *jusqu'à une date très récente, même pendant les travaux de notre commission* », a ajouté le président Laurent Burgoa.

Bayrou ou le successeur de Pompidou.

Le MoDem et Renaissance vont-ils fusionner ? Bayrou vote pour, Borne y « réfléchit » - Le Point 7 avril 2025

C'est une idée qui a « *du sens* », précise-t-elle, puisqu'elle assure vouloir « *défendre la ligne centrale que porte François Bayrou depuis des décennies* ».

Ce n'est pas la première fois que l'idée d'une fusion entre les deux partis, Renaissance, créé en 2016 par Emmanuel Macron pour son ascension vers le pouvoir, et le MoDem, est évoquée.

J-C - L'extrême centre, c'est le courant politique du clan Rothschild de l'oligarchie...

Ils n'en ont « rien à cirer » !

France : les grands patrons en colère après l'appel de Macron à cesser tout investissement aux États-Unis - RT 5 avr. 2025

Après l'annonce de Donald Trump, l'appel du président français à suspendre tout projet d'investissement aux États-Unis a profondément déstabilisé les grands patrons français.

«*Certains d'entre nous sont restés stupéfaits*», confie l'un des environ 50 dirigeants d'entreprises françaises conviés à l'Élysée, a rapporté le quotidien français *Le Figaro*. De son côté, le PDG d'un grand groupe du CAC 40 a déclaré que les propos lancés par Macron lui importait peu. Selon lui, l'entreprise avait des activités aux États-Unis et il était hors de question de les abandonner. Il a ajouté qu'il était essentiel de respecter les engagements envers les employés, les clients et les actionnaires.

«*Ce que dit Macron, je n'en ai rien à cirer. Nous avons des activités aux États-Unis. Il n'est pas question de les abandonner comme cela. Nous devons respecter nos engagements auprès de nos salariés, de nos clients et de nos actionnaires*», a rapporté *Le Figaro* citant les propos du PDG.

Ces derniers mois, de nombreux groupes français ont misé sur les États-Unis pour compenser la stagnation de leurs activités dans diverses régions du monde et leurs difficultés sur le marché chinois.

À titre d'exemple, Pernod-Ricard construit une distillerie de bourbon dans le Kentucky, avec un investissement de 240 millions d'euros. Alors que Dior prévoit d'ouvrir une boutique à New York dans deux mois, puis une autre à Los Angeles, a indiqué le média français.

«*Le président transmettra son message aux entreprises dans lesquelles l'État est actionnaire*», indiquent les patrons français, en précisant que des groupes comme Safran, Thales, Airbus, Engie, EDF, Keolis et RATP Développement sont très implantés aux États-Unis.

Plusieurs dirigeants invités à l'Élysée interprètent la demande présidentielle comme un appel à rester discrets, c'est ainsi qu'a analysé Emmanuel Guichard, président de la Fédération des industriels des cosmétiques (Febea), précisant qu'il ne s'agit pas «*d'un appel à quitter les États-Unis*».

Par ailleurs, un conseiller du CAC 40 a ajouté au *Figaro* que si le bras de fer ne conduit pas à une «*désescalade*», «*certaines seraient prêtes à s'installer aux États-Unis pour profiter de l'énergie bon marché et de l'absence de taxe locale*», tout en signalant «*qu'en supprimant le libre-échange, il va provoquer une récession mondiale*» .

J-C – Le chaos ou la guerre, à moins que l'un mène à l'autre et que finalement elle devint inévitable, qui sait ? Ne le répétez pas, c'est juste une réflexion à chaud.

Laurent Wauquiez, quand est-ce qu'on l'enferme ?

Les OQTF à Saint-Pierre-et-Miquelon : Laurent Wauquiez scandalise avec son idée qui rappelle le baignoire de Cayenne - Le HuffPost 8 avril 2025

Lors des compétitions internes, les candidats sont souvent tentés de radicaliser leurs propositions pour mobiliser leur base. Laurent Wauquiez, qui brigue la présidence des Républicains face à Bruno Retailleau, n'échappe pas à cette règle. Celui que l'on dit distancé par le ministre de l'Intérieur, dont la cote augmente à droite, propose une mesure choc à destination des étrangers frappés d'une Obligation de quitter le territoire français (OQTF).

« *Enfermons les OQTF à Saint-Pierre-et-Miquelon* », affirme ce mardi 8 avril Laurent Wauquiez en Une du JDNews, le dernier né de la sphère Bolloré recyclant une idée qui a déjà existé chez Les Républicains avec... Éric Ciotti. En 2015, celui qui n'avait pas encore franchi la digue séparant la droite de l'extrême droite proposait d'envoyer à Cayenne les Français partis faire le jihad en Syrie.

Cette fois, nul besoin pour Laurent Wauquiez d'avoir un lien avec le terrorisme pour mériter d'être envoyé sur le territoire français au large du Canada, mais simplement de faire l'objet d'une mesure administrative décidée par un préfet. « *Ils auraient une seule alternative : soit partir à Saint-Pierre-et-Miquelon, soit rentrer chez eux. Depuis l'archipel, qui n'est pas dans l'espace Schengen, nous bloquerons tout retour dans l'Hexagone (...)* Il fait 5 degrés de moyenne pendant l'année, il y a 146 jours de pluie et de neige. Je pense qu'assez rapidement, ça va amener tout le monde à réfléchir », affirme l'ancien ministre qui dénigre sans fard un territoire de la République. Le HuffPost 8 avril 2025

Le Parlement durcit les conditions du droit du sol à Mayotte, ce que va changer le texte - Le HuffPost 8 avril 2025

Élisabeth Borne, la pire chose qui lui soit arrivé dans la vie : Essayer de réfléchir et dans son cas c'est trop tard !

"Il faut se préparer": Élisabeth Borne invite les enfants à réfléchir "dès la maternelle" à leur futur métier - BFMTV 8 avril 2025

Les élèves doivent « *se préparer très jeunes, presque depuis la maternelle, à réfléchir à la façon dont ils se projettent dans une formation et un métier* ». Cette phrase de la ministre de l'Éducation nationale Élisabeth Borne, sur le plateau de LCP ce lundi 7 avril, qui visait à inciter les élèves à ne pas attendre Parcoursup pour réfléchir à leur orientation professionnelle, n'a pas manqué de faire réagir les parents d'enfants en maternelle.

« *Élisabeth Borne a raison : mon fils veut faire "pâtissier-magicien". Il faut donc développer cette filière à la fac* », a réagi, non sans humour, un internaute en commentaire de l'extrait vidéo de la ministre sur X. « *Ma fille veut être reine des neiges. C'est quoi la filière svp ?* », demande une autre. « *À la rentrée au CP, après avoir écouté les élèves de maternelles, Élisabeth Borne va proposer 2 nouvelles formations : princesse et dresseurs Pokémon* », s'amuse une troisième.

Sur les réseaux sociaux, on souligne aussi l'incongruité de demander à des enfants de cet âge quel métier ils veulent faire plus tard. « *C'est totalement absurde. Un gamin de 3 ans sait à peine compter jusqu'à 10 et il ne sait pas lire. Son horizon professionnel, c'est construire un château de sable à la plage, pas de faire du benchmarking ou des prévisionnels de croissance* », s'énerve celui-ci. Sur Reddit, même agacement tenté d'ironie. « *Putain, mais en maternelle les gamins veulent être policiers ou pompiers parce qu'ils ont vu Pat'Patrouille. C'est vraiment ça qu'il faut prendre en compte dans l'orientation du gosse ?* », écrit un utilisateur.

Face aux innombrables réactions, cette dernière a quand même fini par revenir sur ses propos en écrivant sur X que le gouvernement ne souhaite « *pas orienter les élèves dès la maternelle* ». « *Au contraire, on doit veiller à ne pas conditionner leurs choix d'orientation* », a tenté d'amender Elisabeth Borne. Le HuffPost 8 avr. 2025

Elections syndicales : On connaît désormais le trio de tête des syndicats français - 20 Minutes 9 avril 2025

La CFDT confirme sa première place avec 26,58 % des suffrages, un score en légère baisse par rapport à 2021 (26,77 %). Elle conserve cependant son avance sur la CGT, qui chute à 22,21 % (contre 22,96 %). Force ouvrière complète le podium avec 14,91 %, également en recul (15,24 %).

La vraie surprise vient de la CFE-CGC, le syndicat des cadres, qui grimpe à 12,95 % (+ 1,05 point). La CFTC progresse également, bien que plus modestement, avec 9,58 % (+ 0,08 point).

Les syndicats non représentatifs comme l'Unsa (6,45 %, + 0,47 point) et Solidaires (3,75 %, + 0,09 point) restent en deçà du seuil requis des 8 %, malgré une dynamique positive. 20 Minutes 9 avril 2025

Etats-Unis.

Les États-Unis valident un budget militaire record de 1 000 milliards de dollars – RT 8 avr. 2025

Ce 7 avril lors d'une rencontre à la Maison Blanche, le président américain Donald Trump a annoncé que son gouvernement avait « *essentiellement approuvé un budget d'environ mille milliards de dollars* ». Il s'agirait du plus important budget militaire jamais accordé. Donald Trump a justifié cette décision en affirmant qu'« *il y a beaucoup de tensions dans le monde* », insistant sur le besoin d'un renforcement rapide de l'armée américaine. « *Personne n'a jamais vu quelque chose comme ça* », a-t-il déclaré. Le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, a confirmé l'annonce sur X: « *À venir bientôt: le premier budget de mille milliards de dollars pour le Département de la Défense* ». Un plan qui tranche avec les coupes ailleurs dans l'État.

D'après Politico, cette hausse budgétaire survient alors même que le Pentagone prépare le licenciement de dizaines de milliers d'employés civils et prévoit de réduire de 8 % les budgets internes des forces armées, afin de réallouer ces fonds à la modernisation militaire, notamment dans les technologies avancées et la dissuasion militaire. Breaking Defense indique que ce montant concernerait le budget prévu pour l'année 2026, même si les détails officiels ne seront publiés qu'en mai. Selon un analyste cité par le média, cela représenterait environ 50 milliards de dollars de plus que ce qui était prévu. L'analyste Roman Schweizer, cité par ce média indique qu'une partie de cet argent pourrait aussi être utilisée pour les programmes nucléaires.

Newsweek rappelle que ce montant dépasse largement les 892,5 milliards de dollars votés cette année par le Congrès pour la défense. Il reste incertain si cette somme inclura uniquement les dépenses du Pentagone ou l'ensemble du budget de la défense nationale, qui comprend également d'autres agences gouvernementales. Selon Forbes, cette initiative marque la victoire des partisans

de l'augmentation des dépenses militaires au sein de l'administration Trump, malgré les promesses de rationalisation budgétaire. Pourtant, le même média souligne que le Pentagone a échoué à passer un audit pour la septième année consécutive, ce qui pose des questions sur la gestion de ces fonds. Dans ce contexte, le Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE), dirigé par Elon Musk, a d'ores et déjà supprimé environ 280 000 postes dans la fonction publique fédérale, dans une volonté affichée de réduction générale des dépenses.

Ce virage budgétaire témoigne d'un basculement clair des priorités américaines: toujours plus de moyens pour l'armée, au détriment des autres institutions. Le tout, sous couvert de « *sécurité* » face à des menaces non spécifiées, mais utilisées comme justification pour une militarisation accrue du pays.

États-Unis: Donald Trump signe des décrets pour «*doper*» l'extraction de charbon - RFI/AFP 9 avril 2025

Donald Trump a signé, mardi 8 avril, des décrets destinés à « *doper* » l'extraction de charbon aux États-Unis, qui selon lui doivent « *plus que doubler* » leur production d'électricité afin notamment de répondre à l'essor de l'intelligence artificielle.

Les textes que Donald Trump a ratifiés, entouré de mineurs coiffés de leurs casques de chantier, visent à lever les barrières réglementaires à l'extraction de charbon, et à suspendre les fermetures prévues de nombreuses centrales à charbon à travers tout le pays.

« *Nous allons mettre fin à l'orientation anti-charbon du précédent gouvernement* », a encore dit le président américain, qui a donné pour instruction au ministère de la Justice « *d'identifier et combattre* » les réglementations locales qui se mettraient en travers de son ambition.

Les géants pharmaceutiques européens menacent de se délocaliser vers les États-Unis face aux mesures de Trump - RT 8 avr. 2025

Selon Reuters, les représentants de l'EFPIA (Fédération européenne des industries et associations pharmaceutiques), accompagnés des PDG de plusieurs géants du secteur comme Bayer, Novartis ou Novo Nordisk, ont appelé Bruxelles à prendre des mesures « *rapides et radicales* » pour éviter un « *risque d'exode* ». D'après des sources citées par l'agence, l'industrie réclame une refonte du cadre réglementaire et un renforcement des protections de la propriété intellectuelle afin de préserver les investissements sur le sol européen.

Bien que les produits pharmaceutiques aient été temporairement exemptés, Trump a déclaré qu'ils seraient bientôt concernés par des droits de douane spécifiques. « *Si les entreprises ne reviennent pas aux États-Unis, ils auront une lourde taxe à payer* », a-t-il affirmé lors de l'annonce de ces mesures.

Les groupes pharmaceutiques européens ont donc posé un véritable ultimatum aux autorités de l'UE, insistant sur la perte d'attractivité du continent pour les investissements. L'EFPIA résume la situation facilement : « *Moins d'incitations à investir en Europe, plus de raisons de partir aux États-Unis* ».

Le marché américain représente aujourd'hui près de 50 % des ventes mondiales de médicaments, contre seulement 25 % pour l'Europe, selon les données d'EFPIA pour 2021. En 2023, les exportations européennes de produits médicaux vers les États-Unis ont atteint 90 milliards d'euros, d'après Eurostat. RT 8 avr. 2025

Russie.

Lu.

- En ce sens, les négociations aujourd'hui ne permettent pas pour la Russie de résoudre la question de l'origine du conflit. L'on ne peut décemment demander à l'ennemi de se suicider, tant qu'il n'a pas épuisé ses forces sur le terrain et que l'on n'est pas en mesure de lui imposer sa défaite. Les élites globalistes ne cesseront pas d'exister suite à ces négociations, ce qui veut dire que même si un cessez-le-feu est signé par la Russie, ce qu'annonce un peu rapidement Trump, le conflit reprendra sous peu et encore plus violemment, comme ce fut le cas à chaque tentative, si l'on se souvient de Minsk et d'Istanbul. Soulignons que chaque tentative fut plus courte que la précédente, au point que cette fois les accords de Riyad furent violés à peine acceptés.

Tant que les élites globalistes existeront, il ne pourra pas y avoir de sécurité stratégique pour la Russie, car il ne sera pas possible de remettre en cause leur système institutionnel et idéologique de gouvernance. Or, une Russie souveraine n'a pas de place dans ce système global. Les systèmes internationaux ont été profondément modifiés après la Première et la Seconde Guerre mondiale, mais ils le furent par les vainqueurs après la défaite militaire, politique et idéologique de l'ennemi. Sans cette défaite aujourd'hui, il ne sera pas possible de modifier réellement le système existant, qui permet à une élite globaliste de vivre en parasite, sur le dos des États et des peuples.

Guerre en Ukraine.

Secrétaire américain au Trésor : Zelensky est un «*artiste de vaudeville*» entouré de conseillers imparfaits - RT 5 avr. 2025,

Le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, a rappelé le passé d'acteur du président ukrainien Volodymyr Zelensky lors d'une interview avec Tucker Carlson. La vidéo a été publiée le 4 avril sur la chaîne YouTube du journaliste.

«*C'était un artiste... Une sorte de vaudeville*», a-t-il affirmé. Et certains membres de l'administration du chef du régime de Kiev «*ne sont pas parfaits*», a-t-il ajouté.

«*Je pense que certaines personnes de son environnement ne lui donnent pas les meilleurs conseils, que ses conseillers ne sont pas parfaits*», a précisé le secrétaire au Trésor américain.

Scott Bessent a révélé les coulisses des négociations économiques entre les États-Unis et l'Ukraine sous l'administration Trump. Selon lui, le président américain souhaitait conclure un accord gagnant-gagnant, renforçant les liens entre les deux pays, mais son homologue ukrainien s'y est opposé.

Scott Bessent a critiqué le ton «arrogant» de Volodymyr Zelensky, soulignant que l'Ukraine, «pays largement financé par les contribuables américains», aurait dû montrer plus de coopération.

Pékin réfute les accusations de Zelensky sur la présence de ressortissants chinois aux côtés des troupes russes - RT 10 avr. 2025

La Chine a nié les accusations de Zelensky sur la présence de ressortissants chinois aux côtés de l'armée russe. Elle a réaffirmé sa neutralité et son appel à la paix. Moscou a soutenu Pékin, en déclarant que Kiev se trompait et que la Chine avait toujours gardé une position équilibrée.

La Chine a vivement réagi après les déclarations de Volodymyr Zelensky selon lesquelles les services de renseignement de Kiev auraient identifié au moins 155 citoyens chinois combattant aux côtés de l'armée russe.

Lors d'un point-presse ce jeudi 10 avril, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Lin Jian a fermement rejeté ces allégations. « *Nous conseillons aux parties concernées d'avoir une compréhension correcte et claire du rôle de la Chine et de ne pas faire de remarques irresponsables* », a-t-il exhorté.

Le diplomate chinois a rappelé que la Chine n'était pas impliquée dans le conflit et continuait de plaider pour une résolution pacifique. Il a aussi précisé que le gouvernement chinois conseillait systématiquement à ses ressortissants d'éviter les zones de guerre et de ne pas s'engager dans les conflits, encore moins dans des opérations militaires pour le compte d'une quelconque partie.

Le 9 avril, Volodymyr Zelensky a affirmé que Pékin était informé du recrutement de citoyens chinois par Moscou. Il a mentionné que deux ressortissants chinois auraient été capturés par l'armée ukrainienne.

Dmitri Peskov, porte-parole du président russe, a indiqué que la Russie ne cherchait pas à impliquer la Chine dans le conflit en Ukraine. « *La Chine a une position équilibrée. La Chine est notre partenaire stratégique, notre ami et camarade. La Chine a toujours eu une position très équilibrée. Zelensky a donc tort* ».

Zaloujny : Washington et Londres participaient à la planification des opérations contre Moscou depuis 2022 - RT 8 avr. 2025

Les pays de l'OTAN, y compris le Royaume-Uni et les États-Unis, ont été étroitement impliqués dans la planification des opérations du régime de Kiev contre la Russie depuis les premiers mois du conflit en Ukraine, a rapporté sur Facebook l'ancien commandant des forces armées ukrainiennes, Valéry Zaloujny. Selon lui, en avril 2022, un centre pour « *coordonner l'approvisionnement en aide militaire à l'Ukraine* » a été créé.

« Il était basé à l'état-major du Commandement des forces des États-Unis en Europe à Stuttgart, en Allemagne. Après un certain temps, cet état-major a continué à fonctionner à Wiesbaden », a écrit Valéry Zaloujny.

Par la suite, avec le soutien du Royaume-Uni, il a été décidé de créer un « *état-major opérationnel qui analyserait les opérations planifiées par l'armée ukrainienne et, conformément aux standards de l'OTAN, définirait le nécessaire pour les mener* ». Cet état-major planifiait des opérations, organisait des jeux militaires, recensait les besoins de l'armée ukrainienne et « *transférait ces informations à Washington et aux capitales européennes* ».

L'ancien commandant de l'armée ukrainienne a ainsi confirmé les informations du New York Times, selon lesquelles les États-Unis étaient associés de très près à la planification et à la mise en œuvre des opérations menées par l'Ukraine depuis le printemps 2022.

Le journal américain a souligné qu'en avril 2022, à l'état-major de l'armée américaine pour l'Europe et l'Afrique à Wiesbaden, les armées américaine et ukrainienne ont conclu des accords sur la fourniture d'informations de renseignement. En outre, selon le New York Times, Washington a également aidé Kiev à préparer et à organiser des attaques telles que des frappes de drones contre Sébastopol, une ville de Crimée.

Palestine occupée.

Benjamin Netanyahu refroidi par sa visite à la Maison-Blanche - Réseau Voltaire 10 avril 2025

La visite de Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, à la Maison-Blanche, le 7 avril, ne s'est pas passée comme il l'espérait.

- Le président Donald Trump s'est montré inflexible sur les droits de douane qu'il avait fixés à 17 % (aujourd'hui ramenés à 10 %).
- Alors qu'Israël espérait pouvoir détruire l'Iran après les Territoires palestiniens, le Liban et la Syrie, le président Trump a annoncé la tenue de négociations avec Téhéran.
- Alors que Tel-Aviv espérait le soutien de Washington face à Ankara en Syrie, le président Trump a déclaré : « *J'ai de bonnes relations avec un homme nommé Erdoğan. Avez-vous entendu parler de lui ? Il se trouve que je l'aime bien et qu'il m'aime bien.* » Très en verve, il a ironisé : « *J'ai dit à Erdoğan "Félicitations, vous avez fait ce que personne n'a pu faire en 2 000 ans. Vous avez pris le contrôle de la Syrie". C'est un dur à cuire. Il est très intelligent et il a fait quelque chose que personne ne pouvait faire.* »
- Alors que les « *sionistes révisionnistes* » espèrent mettre à profit les ambitions états-uniennes pour expulser tous les Palestiniens de Palestine, le président Trump s'est montré vague à souhait, affirmant « *que la guerre cessera à un moment donné, mais pas dans un avenir trop lointain* ».

J-C – Admirez le cynisme de monsieur Meyssan, pendant ce temps-là le massacre des Palestiniens continue avec l'accord de Trump.

Barbarie.

Conflit au Proche-Orient : Israël accusé par le chef de l'ONU d'avoir fait de Gaza un « champ de mort » - 20 Minutes 9 avril 2025

« Depuis plus d'un mois, pas la moindre goutte d'aide n'est entrée dans Gaza. Pas de nourriture, pas de carburant, pas de médicaments, pas de biens commerciaux. Alors que l'aide se tarit, les vannes de l'horreur se sont rouvertes », a déclaré Antonio Guterres à la presse en s'en prenant directement à Israël. « Gaza est un champ de mort et les civils sont piégés dans une boucle sans fin de mort ».

Guerre à Gaza : 36 frappes israéliennes analysées par l'ONU "n'ont tué que des femmes et des enfants" - FranceInfo 11 avril 2025

"Entre le 18 mars et le 9 avril 2025, il y a eu environ 224 frappes israéliennes sur des immeubles résidentiels et des tentes pour déplacés", a annoncé le Haut-Commissariat aux droits de l'homme dans un communiqué, ajoutant que pour "36 frappes répertoriées et corroborées", les victimes "étaient uniquement des femmes et des enfants"

Un journaliste palestinien brûlé vif à Gaza lors d'une frappe israélienne 7 avr. 2025,

Une attaque israélienne sur la bande de Gaza a gravement blessé Ahmad Mansour, journaliste de l'agence locale Palestine Today. Ce 7 avril, vers 2 heures du matin, une frappe a touché des reporters installés près de l'hôpital Nasser à Khan Younès. Selon Al-Jazeera, deux journalistes ont été tués : Helmi al-Faqawi et Youssef al-Khazandar. Sept autres ont été blessés, dont plusieurs dans un état critique.

Ahmad Mansour a été vu en train de brûler vif, dans une scène filmée et largement partagée sur les réseaux sociaux. « La chaise sur laquelle il était assis a fondu », a rapporté Maria Finoshina, cheffe du bureau de RT au Moyen-Orient.

L'image du journaliste, criant sous le feu, a marqué les esprits. Anas Al-Sharif, correspondant d'Al-Jazeera, a précisé : « Ahmad est un père de famille. Il est dans un état critique et les médecins tentent sans relâche de le sauver ».

Le syndicat palestinien des journalistes a dénoncé une attaque « délibérée » contre la presse, qualifiée de « crime odieux ». L'Union des agences de presse de l'Organisation de la coopération islamique a également condamné l'attaque, rappelant que ces frappes violent les conventions internationales et cherchent à « dissuader les professionnels des médias de transmettre la vérité au monde ».

Parmi les journalistes blessés figurent Hassan Islayh, Ihab al-Bardini, Mahmoud Awad, ainsi que plusieurs autres reporters locaux, selon l'agence WAFA. L'un d'eux, touché à la tête, a perdu un œil. Des témoignages indiquent que Ahmad Mansour souffre de brûlures très graves et que ses chances de survie sont faibles : « Il a besoin d'un miracle », a confié Mahmoud Bassam, un photjournaliste basé à Gaza.

Selon un rapport du Watson Institute for International and Public Affairs, la guerre à Gaza est aujourd'hui le conflit le plus meurtrier jamais enregistré pour les journalistes.

Depuis octobre 2023, au moins 232 journalistes ont été tués. Le rapport souligne que ce chiffre dépasse les pertes recensées dans les deux guerres mondiales, la guerre du Vietnam, les conflits en ex-Yougoslavie et même l'Afghanistan.

Grande-Bretagne.

Royaume-Uni : plus de 12 000 Britanniques arrêtés pour des publications sur les réseaux sociaux - RT 7 avr. 2025

Selon un reportage du quotidien britannique Times, les suspects ont été poursuivis en vertu de lois criminalisant les propos «*offensants*» en ligne. Pour la seule année 2023, la police a procédé à 12 183 arrestations, à raison d'environ 33 gardes à vue par jour, soit 58% de plus par rapport à l'année 2019, durant laquelle 7 734 arrestations avaient été effectuées

Dans une autre perspective, les données gouvernementales indiquent que les condamnations et les peines avaient par contre diminué de près de la moitié. Si certaines affaires ont été réglées à l'amiable, la raison la plus souvent invoquée était les «*difficultés à réunir des preuves* », notamment lorsque les victimes renoncent à poursuivre les procédures judiciaires.

Le *Times* a cité le cas de Maxie Allen et Rosalind Levine, arrêtées le 29 janvier pour avoir exprimé leurs inquiétudes sur un groupe privé WhatsApp de parents concernant le processus de recrutement de l'école de leur fille. Six policiers en uniforme se sont rendus au domicile du couple et ont procédé à leur interpellation devant leur enfant cadet, avant de les conduire au commissariat.

Le couple a été interrogé pour des présomptions de harcèlement, de communications malveillantes et de nuisances dans les locaux de l'école, qui les avait accusés de «*diffamation* » contre le président du conseil d'administration. Les empreintes digitales du couple ont ensuite été prises, avant d'être fouillées, puis enfermées dans une cellule durant huit heures.

«*Il était difficile de me débarrasser du sentiment que je vivais dans un État policier* », a déclaré Allen au journal britannique Daily Mail, affirmant que les messages ne contenaient «*aucun langage offensant ni aucune menace* », mais qu'ils étaient simplement «*quelque peu sarcastiques*».

Daily Mail : les Britanniques invités à préparer des kits de survie pour 72 heures 6 avr. 2025

Le journal britannique Daily Mail a publié un article alarmiste, prétendant que la Russie menacerait d'attaquer ou d'endommager les infrastructures énergétiques européennes. Ainsi, l'article affirme que des experts anonymes recommandent aux Britanniques de préparer des kits de survie pour 72 heures face à une supposée menace russe.

Allemagne.

D'après Handelsblatt, l'Allemagne prépare les enfants à la guerre – RT 8 avr. 2025

« *Étant donné les récents changements de la situation sécuritaire, une plus grande attention devrait être accordée à la défense civile, y compris, dans l'éducation scolaire* », a déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur au Handelsblatt.

Selon le média, une attaque russe sur le territoire de l'OTAN « *dans quatre à sept ans* » pourrait être considérée comme « *un scénario réaliste* » par l'armée allemande, la Bundeswehr.

Les élèves devraient être « *préparés au pire* ». Une formation à la gestion de crise devrait être introduite dans les programmes scolaires et des biens de première nécessité devraient être stockés dans chaque foyer, a proposé le porte-parole du ministère allemand.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 17 avril 2025

Lors de la causerie j'ai oublié de terminer un paragraphe, tant pis !

Il se peut que je me repose un peu ou que je lève le pied, pour suivre les derniers développements de la situation mondiale, j'ai fourni un effort considérable qui n'est plus de mon âge, hélas ! J'ai besoin de repos, à force de me livrer à des excès, la machine peine à suivre, j'ai besoin de faire des exercices, le cœur et le cerveau fonctionnent normalement, les yeux, la carcasse et les articulations, les poumons beaucoup moins, je dois les ménager.

Mes lecteurs s'en tapent éperdument, j'en ai bien conscience. On vit dans un monde merveilleux décidément. Je réalise ces causeries pour ne pas finir vieux con, et parce que baignant quotidiennement dans un océan de misère humaine (en Inde), je ne peux pas me résoudre à l'indifférence, à être réduit à l'état de spectateur ou d'impuissance, je dois agir, et tant pis si cela ne sert à rien, j'aurais au moins fait mon devoir, c'est tout.

Trompette dans un verre de bourbon, disais-je ? Suite.

La Bourse ou la vie : Champagne, c'est à nouveau « *l'euphorie* » sur les marchés depuis lundi 14 avril, chouette la vie va pouvoir continuer comme avant !

Et tant pis pour ceux qui ont des conditions d'existence misérables ou qui sont sacrifiés (Les Palestiniens, Syriens, Libyens, Irakiens, Soudanais, Somaliens, etc. ou le pauvre du coin.), j'ai ma bonne conscience pour moi et j'emmerde le reste du monde, c'est l'essentiel à défaut de conscience tout court...

La vraie tempête pourrait prendre la forme d'un racket, un vol, un braquage, un brigandage, un hold-up mondial.

J-C – Voyons ce qu'ils en pensent au pays des banques, en Suisse.

Trump veut piocher dans l'épargne mondiale pour financer la dette américaine - tdg.ch 14 avril 2025

L'administration Trump serait sur le point de jouer une autre partition. Elle chercherait à faire financer sa dette par l'étranger. Les droits de douane annoncés par Trump, puis leur gel partiel pendant 90 jours, en seraient l'un des rouages. On négocierait donc en secret.

Au final, les États-Unis chercheraient à émettre de la dette avec un intérêt de 0% à une échéance de 100 ans. Et voudrait tordre le bras des Européens et du reste du monde pour y souscrire. Un jeu d'écriture comptable. *«C'est tout à fait possible, estime Anton Sussland, conseiller indépendant en investissement. Pour les Américains, ça enlèverait les paiements d'intérêts et le coût pourrait être faible pour les Européens s'ils faisaient un simple swap (ndlr: échanger une échéance à court terme contre une échéance à long terme).»* En contrepartie, l'Amérique abandonnerait les droits de douane. *«C'est le genre de transaction que Trump apprécierait sans doute»,* ajoute le financier. Alors pourquoi de telles craintes dans les marchés?

Les investisseurs commencent à douter de la stabilité financière des États-Unis. En quelques séances, les taux sur les bons du Trésor américain ont grimpé de 4 à 4,5%. Et les épargnants étrangers ayant investi dans ces titres d'y laisser quelques plumes supplémentaires, leurs placements perdant de la valeur.

Les taxes de Trump sur le commerce mondial ont ouvert une boîte de Pandore. Il a remis au centre des radars les risques liés au lourd endettement des États-Unis. *«Le paiement des intérêts sur la dette américaine de 33'000 milliards avoisine les 1000 milliards de dollars par an»,* rappelle Anton Sussland. Dans le détail, cette dette équivaut à 120% du produit intérieur brut (PIB) américain et le coût moyen pour la financer se monte à 3,2%. Intenable à terme.

Un expert des marchés juge la chose plausible. *«Je crois totalement à l'émission de dette à 100 ans par les Américains à un taux de 0%»,* assène Alessandro Mauceri, directeur du gérant indépendant Memento. Selon lui, les tarifs annoncés seraient bien un moyen pour Trump de négocier d'autres accords, *«car les États-Unis sont dans une situation de surendettement massif et ne peuvent plus continuer cette fuite en avant».*

Aujourd'hui, la marge de manœuvre de Trump pour négocier existe. Car les taxes douanières restent lourdes, et ce, malgré le recul partiel de Trump. *«Les tarifs chinois sur les États-Unis sont de 147,6% et ceux sur le reste du monde de 6,5%»,* calcule Arthur Jurus, responsable des investissements pour la banque privée ODDO BHF Suisse. De leur côté, les taxes américaines sur la Chine avoisinent les 135% % et celles ponctionnant le reste de la planète atteignent 10,5%.

Si cette émission de dette à 0% peut étonner, cela est loin d'être impossible. *«On peut supposer que cette dette «zéro coupon» soit intégrée dans des produits obligataires, par exemple de géants de l'investissement comme PIMCO ou BlackRock, ce qui les rendra disponibles auprès de fonds semi-publics (ndlr: AVS, Caisse des dépôts en France, etc.), des caisses de pension ou de fonds obligataires de banques»,* confie Arthur Jurus.

D'autres experts ne sont pas d'accord. *«Les États-Unis peuvent émettre tous les types de dette qu'ils veulent, encore faut-il trouver preneur»,* rappelle Cédric Tille, professeur d'économie à l'IHEID à Genève. L'économiste met en avant les risques que cela pourrait impliquer pour les marchés obligataires. *«Une conversion unilatérale en obligations à 100 ans serait de fait un défaut de paiement»,* assure-t-il. Selon lui, les taux d'intérêt sur la dette de États-Unis grimperaient fortement, *«impliquant une chute de la valeur de marché des obligations existantes, y compris pour celles détenues par les institutions financières américaines (ndlr: la moitié de la dette totale environ)».* En clair, le serpent se mordrait la queue.

Cela pourrait déclencher un krach mondial. Et le dollar plongerait davantage.

De son côté, Alessandro Mauceri confirme et signe, le scénario est plausible pour lui. «*S'ils arrivent à faire ceci, ce serait un hold-up planétaire où Trump «confisquerait» l'épargne du monde entier pendant les cent prochaines années.*» Le billet vert n'a pas fini d'inquiéter. tdg.ch 14 avril 2025

Voyons comment cela pourrait se traduire concrètement sur la base du «*modèle russe*».

Lu.

Karl Polanyi, dans son ouvrage *La Grande Transformation* (publié il y a environ 80 ans), soutenait que les transformations économiques et sociales massives dont il avait été témoin au cours de sa vie – la fin du siècle de «*paix relative*» en Europe de 1815 à 1914, puis la descente dans la tourmente économique, le fascisme et la guerre, qui se poursuivait encore au moment de la publication du livre – n'avaient qu'une seule cause globale :

Avant le XIXe siècle, affirmait Polanyi, le «*mode d'existence*» humain (l'économie en tant que composante organique de la société) avait toujours été «*ancré*» dans la société et subordonné à la politique, aux coutumes, à la religion et aux relations sociales locales, c'est-à-dire subordonné à une culture civilisationnelle. La vie n'était pas traitée comme quelque chose de séparé, ni réduite à des particularités distinctes, mais considérée comme les parties d'un tout organique, c'est-à-dire de la vie elle-même.

Le nihilisme postmoderne (qui a dégénéré en néolibéralisme déréglementé des années 1980) a renversé cette logique. En tant que tel, il a constitué une rupture ontologique avec une grande partie de l'histoire. Non seulement il a séparé artificiellement le «*mode d'être*» économique du mode d'être politique et éthique, mais l'économie ouverte et libre (dans sa formulation d'Adam Smith) exigeait la subordination de la société à la logique abstraite du marché autorégulé. Pour Polanyi, cela «*signifiait rien de moins que le fonctionnement de la communauté comme un appendice du marché*», et rien de plus.

La réponse était clairement de redonner à la société sa place dominante au sein d'une communauté clairement humaine, c'est-à-dire de lui donner un sens à travers une culture vivante. En ce sens, Polanyi a également souligné le caractère territorial de la souveraineté, l'État-nation étant la condition souveraine préalable à l'exercice de la politique démocratique.

Polanyi aurait soutenu qu'en l'absence d'un retour à la vie elle-même comme pivot central de la politique, un retour de bâton violent était inévitable. Est-ce ce contre-coup que nous observons aujourd'hui ?

Lors d'une conférence d'industriels et d'entrepreneurs russes, le 18 mars 2025, Poutine a précisément évoqué une solution alternative pour la Russie, celle d'une «*économie nationale*». Poutine a souligné à la fois le siège imposé à l'État et la réponse russe à celui-ci, un modèle qui devrait être adopté par une grande partie du globe.

Il s'agit d'un mode de pensée économique déjà pratiqué par la Chine, qui avait anticipé la guerre des droits de douane de Trump.

Le discours de Poutine constitue, métaphoriquement parlant, le pendant financier de son discours du Forum de Munich sur la sécurité en 2007, dans lequel il acceptait le défi militaire posé par «*l'OTAN*»

collective». Le mois dernier, cependant, il est allé plus loin : Poutine a clairement déclaré que la Russie avait accepté le défi posé par l'ordre financier anglo-saxon de *«l'économie ouverte»*.

Dans un sens, le discours de Poutine n'avait rien de vraiment nouveau : il s'agissait du passage du modèle de *«l'économie ouverte»* à celui de *«l'économie nationale»*.

L'*«école de l'économie nationale»* (du XIXe siècle) affirmait que l'analyse d'Adam Smith, fortement axée sur l'individualisme et le cosmopolitisme, négligeait le rôle crucial de l'économie nationale.

Le résultat d'un libre-échange général ne serait pas une république universelle, mais au contraire une soumission universelle des pays les moins avancés aux puissances manufacturières et commerciales dominantes. Les partisans d'une économie nationale ont opposé à l'économie ouverte de Smith une *«économie fermée»* permettant aux industries naissantes de se développer et de devenir compétitives sur la scène mondiale.

«Ne vous faites aucune illusion : il n'y a rien au-delà de cette réalité», a averti Poutine devant les industriels russes réunis en mars 2025. *«Mettez vos illusions de côté»*, a-t-il déclaré aux délégués :

«Les sanctions et les restrictions sont aujourd'hui une réalité, tout comme la nouvelle spirale de rivalité économique qui s'est déjà déclenchée».

«Les sanctions ne sont ni temporaires ni ciblées ; elles constituent un mécanisme de pression systémique et stratégique contre notre pays. Indépendamment de l'évolution mondiale ou des changements dans l'ordre international, nos concurrents chercheront sans cesse à contraindre la Russie et à réduire ses capacités économiques et technologiques».

«Vous ne devez pas espérer une liberté totale du commerce, des paiements et des transferts de capitaux. Vous ne devez pas compter sur les mécanismes occidentaux pour protéger les droits des investisseurs et des entrepreneurs... Je ne parle pas de systèmes juridiques – ils n'existent tout simplement pas ! Ils n'existent que pour eux-mêmes ! C'est là le piège. Vous comprenez ? !»

Nos défis [russes] existent, «oui», a déclaré Poutine, *«mais les leurs sont également nombreux. La domination occidentale s'effrite. De nouveaux centres de croissance mondiale occupent désormais le devant de la scène»*.

Ces défis ne sont pas un *«problème»*, mais une opportunité, a fait valoir Poutine : nous donnerons la priorité à la production nationale et au développement des industries technologiques. L'ancien modèle est révolu. La production de pétrole et de gaz ne sera qu'un complément à une *«économie réelle»* largement autosuffisante et circulant à l'intérieur du pays, dont l'énergie ne sera plus le moteur. Nous sommes ouverts aux investissements occidentaux, mais uniquement à nos conditions, et le petit secteur *«ouvert»* de notre économie réelle, par ailleurs fermée et circulant en interne, continuera bien sûr à commercer avec nos partenaires des BRICS.

La Russie revient au modèle de l'économie nationale, a laissé entendre Poutine. *«Cela nous rend résistants aux sanctions et aux droits de douane»*. *«La Russie est également résistante aux incitations, car elle est autosuffisante en énergie et en matières premières»*, a déclaré Poutine. Un paradigme économique alternatif clair face à un ordre mondial en pleine désagrégation.

Enfin, quelques bonnes dommages, dommage qu'elles ne proviennent pas de notre camp, c'est révélateur...

Le PDG de Safran tourne le dos aux villes écologistes pour ses investissements - RT 16 avr. 2025

Cour suprême du Royaume-Uni : les femmes transgenres ne sont pas légalement des femmes - RT 16 avr. 2025

La Maison Blanche dit ignorer les journalistes qui mettent leurs pronoms de genre dans leur signature de courriel - RT 13 avr. 2025

S'ils osent tout, c'est parce qu'ils sont animés de mauvaises intentions.

Michel Barnier, ancien Premier ministre: "On ne peut pas gouverner sans dire la vérité" - BFMTV 15 avril 2025

Malgré «la menace» de Kallas, Fico réaffirme qu'il se rendra aux célébrations du 9 mai à Moscou - RT 15 avril 2025

Le bilan alarmant de Copernicus sur le climat en Europe en 2024, entre inondations et chaleurs records - Le HuffPost. 15 avril 2025

J-C – Pour fabriquer ce « *bilan alarmant* », vous savez comment ces malfaisants ont procédé, ils ont comparé ce qui s'est passé en 2024 à une période déterminée du passé, car s'ils avaient été au-delà dans le passé, on se serait aperçu que des phénomènes de la même ampleur ou davantage encore s'étaient déjà produits.

C'est assurément malhonnête comme procédé, eux, ils appellent cela une démonstration scientifique, en réalité, idéologique. Ils manipulent tout ce qu'ils touchent, le sachant, gare à ceux qui n'en ont pas encore pris conscience et qui les croiraient ou les écouteront, qui leur prêteront de bonnes intentions, ils en seront les premières victimes.

Lu.

- Les États-Unis sont désormais contraints de reculer, ce qui montre les limites de cette politique de Trump.

J-C - C'était prévisible, du coup on est en droit de se demander si ce n'était pas voulu, si c'était le cas, pourquoi ou plutôt pour qui, car tout le monde évoque un bras de fer ou un affrontement entre les États-Unis et la Chine, oubliant que l'enjeu n'est rien d'autre que les besoins et aspirations de 8 milliards d'hommes et de femmes.

En admettant que Trump en arrive à annuler les taxes douanières qu'il voulait imposer au monde entier, il y a bien une explication à tout ce remue-ménage, celle que j'ai fournie est trop générale.

On dit qu'il visait la Chine, je crois qu'il y a lieu de relativiser cet argument, du coup on doit chercher quel ennemi il ciblait, cela pourrait bien être les Américains qui sont trop endettés, qui ne produisent plus grand-chose, qui ne sont plus capable de produire tout en réalisant un taux de profit positif, qui consomment trop, qui ont un mode de vie trop élevé, qui vivent au-dessus de leur moyen, qui gaspillent et détruisent dans la spéculation des sommes gigantesques, le tout conduisant le pays à la faillite ou plutôt signifiant qu'il a atteint ce stade depuis longtemps déjà, réduit à survivre artificiellement en ponctionnant ou pillant les richesses du reste du monde ou en étant perpétuellement en guerre contre tous les peuples, dont le peuple américain.

Des dizaines de millions d'Américains sont réduits à la précarité absolue, à la pauvreté, voire à la misère noire, des millions parmi ceux qui travaillent doivent cumuler plusieurs emplois tant leurs salaires ou moyens d'existence sont misérables, des millions ont des conditions de vie épouvantable, tous sont lourdement endettés, du coup ils sont angoissés et en mauvaise santé, alcoolisés, drogués, réduits à prendre des substances opiacées pour réduire leurs souffrances de tout ordre, littéralement harcelés et abrutis par des médias leur proposant des programmes toujours plus médiocres ou débiles, tout est fait pour les fragiliser psychologiquement ou les détraquer, les rendre fous, privilégier leurs pulsions primaires, de sorte que leur comportement soit ramené à celui d'une bête sauvage, malade, traquée, qui ne réagissent plus qu'émotionnellement selon son instinct sans réfléchir, selon un mode programmé dont ils ne peuvent plus se déconnecter sans déclencher chez eux une crise de schizophrénie qui se traduit par un excès de violence incontrôlable qui peut être orientée vers le premier bouc émissaire venu ou qu'on leur aura désigné, l'Arabe, le musulman, le migrant ou l'immigré, le Russe, le Chinois, l'étranger, un malheureux virus ou le CO2...

Dans ce pays qui compte 343 millions d'habitants, il y a 835 milliardaires et 22 millions de millionnaires, ils ont confisqués les richesses du pays, ils détiennent la planche à billets, le pouvoir politique et les institutions américaines, et ils influencent le cours de la situation mondiale...

Des petites phrases relevées ici ou là.

- La visite de Xi Jinping en Asie du Sud-Est vise à faire apparaître la Chine comme un partenaire de confiance, stable, contrairement aux Etats-Unis. « *Nos deux pays doivent fermement préserver le système commercial multilatéral, la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales ainsi qu'un environnement international d'ouverture et de coopération* », a écrit le président chinois à l'adresse des Etats-Unis, dans un article publié par le journal vietnamien Nhan Dan. « *Une guerre commerciale et une guerre tarifaire ne produisent aucun gagnant, et le protectionnisme ne mène nulle part* », a-t-il également souligné. 20minutes.fr 14 avril 2025

- Les Bourses européennes soulagées par l'exemption sur la techEn Asie aussi, les Bourses « *soulagées* ».

- Et le dollar continue sa chute.

- Le marchandage dans son acception la plus basique avec à la clé, l'usage du chantage...

Quelques données sur l'économie américaine.

- Les investisseurs étrangers détiennent environ 20 % des actions américaines, 30 % des bons du Trésor américain et 30 % des obligations d'entreprises.

- La dette des entreprises américaines (hors sociétés financières) a atteint 46% du PIB (30.000 milliards de dollars) des Etats-Unis (Source : Capital)

La dette totale des ménages a atteint 18 040 milliards de dollars fin décembre 2024 (Source : newyorkfed-org.)

- Editorial. Les droits de douane vont finir par apparaître pour ce qu'ils sont: une promesse électorale imbécile, démagogique impossible à mettre en œuvre; si c'est le cas, alors la crédibilité de tout l'édifice Trumpien peut s'écrouler. - brunobertez.com 12 avril 2025

Pour l'instant c'est Trump qui perd sur tous les fronts:

« *Les marchés s'effondrent alors que les problèmes liés à la guerre tarifaire alimentent la fuite devant les actifs américains.* »

« *La liquidation des bons du Trésor américain s'intensifie alors que le statut de « valeur refuge » est remis en question.* »

« *La liquidation des bons du Trésor s'intensifie alors que les investisseurs se détournent des obligations américaines à long terme.* »

« *La hausse des rendements des bons du Trésor à 30 ans observée lundi suggère des doutes quant à la sécurité des actifs américains.* »

« *La vente massive d'obligations américaines est un autre écho inquiétant du fiasco de Liz Truss.* »

Le désendettement de la semaine passée n'avait rien de « normal » il n'était rien de moins que systémique et il fallait qu'il le soit pour que Trump soit obligé de mettre piteusement un genou à terre.

Trump et ses alliés en ont été réduits à mentir en prétendant que 70 pays avaient cédé à l'épreuve de force et étaient prêts à négocier, ce qui est faux et archi faux.

Cela le conduit aussi à prétendre être en train de former une alliance derrière lui contre la Chine.

Il ne cesse reculer et de retirer des produits de sa liste de taxes; c'en est déjà fini de la cohérence de son plan de collecter 500 milliards de droits de douane pour réduire le déficit et financer des baisses d'impôts. C'en est fini de l'essentiel de sa réindustrialisation!

Les exemptions suggèrent que l'administration Trump a cédé à la pression des grandes entreprises technologiques et des investisseurs. Des figures comme Elon Musk, en désaccord avec le conseiller commercial Peter Navarro, auraient influencé ces décisions, révélant des tensions internes.

Tout cela dilue son message de fermeté commerciale, surtout face à la Chine et montre que les décisions ont été insuffisamment préparées et qu'il s'agit en réalité de rododromades creuses.

Au plan des relations internationales c'est catastrophique : la pause de 90 jours sur les tarifs pour certains pays ouvre la porte à des négociations, au moment où la Chine cherche à rallier d'autres partenaires, comme l'UE, contre ce qu'elle qualifie de « *bullying* » américain.

Plus généralement, le chaos dans l'implémentation, les revirements rapides (tarifs imposés, puis suspendus ou exemptés) ont créé une confusion, illustrée par les déclarations contradictoires de l'administration. Cela nuit à la crédibilité des États-Unis comme partenaire commercial fiable.

Les droits de douane vont finir par apparaître pour ce qu'ils sont: une promesse électorale imbécile, démagogique impossible à mettre en œuvre; si c'est le cas, alors la crédibilité de tout l'édifice Trumpien peut s'écrouler car les droits de douane avec l'action du DOGE sont les mythes qui ont été construits pour faire croire à la soutenabilité de la politique budgétaire, ce qui rappelle le fiasco du désendettement de Liz Truss en octobre 2022, qui a vu l'éruption de panique bancaire et la mini-crise britannique.

La fin du mythe des droits de douane, accompagnée de celui des économies du DOGE pourraient être encore plus menaçant et porteurs de crise que l'épouvantail des droits de douane eux même!

Le vrai risque, l'épée de Damocles sur le monde c'est celui du désendettement, celui du deleveraging en chaîne.

Le désendettement va constituer un défi permanent au cours des mois à venir.

Les masses de capitaux en jeu sont colossales avec en plus l'inconnue japonaise du carry sur le yen totalement opaque.

Les rendements des bons du Trésor (29 000 milliards de dollars) à dix ans ont bondi de 50 pbs cette semaine, soit la plus forte hausse hebdomadaire depuis la semaine du 16 août 2001 – une hausse que Bloomberg avait qualifiée à l'époque de « *plus forte perte hebdomadaire depuis au moins 24 ans* ».

Le marché des valeurs du Trésor américain constitue le fondement, le sous bassement, la pierre angulaire de la finance mondiale et de la banque. Les structures des marchés américains et mondiaux présentent une fragilité structurelle que bien peu perçoivent même chez les gnomes.

Un lecteur :

- L'échec de Trump est patent et grave car il porte sur un élément central de sa campagne et arrive très tôt dans son mandat.

La question est maintenant politique : que va-t-il faire pour masquer et faire oublier un tel échec cinglant ? Je ne serais pas étonné que les États-Unis soient en guerre sur un théâtre ou une autre au moment des élections de midterm de 2027.

J-C - Ce stratagème n'aurait-il pas pu être conçu pour forcer les Américains à prendre conscience que leur train de vie était le problème et non le reste du monde, et que les nantis vont devoir le rectifier à la baisse de manière drastique, car il n'existe pas d'autre alternative, hormis la guerre dont ils ne veulent pas évidemment.

Le maintien d'un minimum de taxes douanières, la baisse des taux et du dollar combinée à un peu d'inflation pourrait leur procurer un peu de répit...

Peter Schiff - Chief Economist & Global Strategist - 12 avril 2025

Pendant des décennies, nous, Américains, avons vécu au-dessus de nos moyens en consommant bien plus que nous ne produisons.

Pour y parvenir, nous avons externalisé notre production, vendu des actifs et nous sommes endettés.

Des pays étrangers comme la Chine ont produit ce que nous n'avions pas produit, ont racheté nos actifs et nous ont prêté de l'argent.

Le résultat a été une baisse des prix à la consommation et des taux d'intérêt, ainsi qu'une hausse des cours boursiers.

Trump décrit cela comme une arnaque des étrangers, et il veut y mettre un terme immédiatement.

D'accord, mais comprenez ce que cela signifie.

Nous ne pouvons plus vivre au-dessus de nos moyens.

Nous devons cesser de dépenser et commencer à épargner.

Nous devons retrousser nos manches et retourner au travail. Les prix à la consommation et les taux d'intérêt vont flamber et notre bourse va s'effondrer.

Donc, pour l'instant, le scénario de base est celui d'un découplage non géré et désordonné.
brunoberte.com 12 avril 2025

J-C – A mon avis, c'est pour les apparences, il y a autre chose derrière et nous ne tarderons pas à être fixé pour le savoir.

J'ai d'autres idées que je n'ai pas encore exposées, parce que d'une part tout le monde s'en fout, il faut bien voir les choses en face, n'est-ce pas ? Et puis, je ne vois pas qui ici y comprendrait quelque chose, puisque tout le monde croit tout savoir mieux que les autres, ou dès qu'on avance une hypothèse, immédiatement on vous tombe dessus ou cela déclenche une polémique ou plutôt un procès d'intention au lieu de réfléchir ensemble. Pour tout dire, je suis excédé par cet état d'esprit vindicatif et médiocre qui révèle un égocentrisme outrancier et un niveau de bêtise affligeant, qu'il vaut mieux laisser là où ils sont. Participer à un échange de commentaires dans des blogs m'a appris beaucoup de choses en la matière.

Le grand marchandage planétaire se poursuit.

Guerre tarifaire : Trump a-t-il un plan B ? – RT 14 avr. 2025

L'imposition de droits de douane dans le but de rétablir l'équilibre commercial des États-Unis avec les autres pays a ébranlé les marchés, faisant craindre une récession, voire une dépression au niveau

mondial. Bien que Trump se soit rapidement mis à manœuvrer en précisant que tout restait flexible, personne n'ose prédire ce qui va se passer.

Les opinions et les pronostics ne sont généralement pas en faveur de Trump : les commentateurs sont certains que les États-Unis souffriront au moins autant que les autres. Les effets positifs pour l'économie américaine ne se feront sentir qu'à long terme. À court terme, il s'agirait plutôt d'un coup dur pour les consommateurs et la majorité des producteurs, d'une hausse de l'inflation, d'une capitalisation en déclin et ainsi de suite.

Washington Post : les États-Unis pourraient définir des conditions pour l'annulation des droits de douane RT 14 avr. 2025

Les États-Unis pourraient imposer un certain nombre de conditions aux pays qui souhaitent l'annulation des droits de douane américains, a rapporté le Washington Post, citant des sources. Selon le journal américain, Washington pourrait exiger d'« *augmenter les achats de gaz naturel auprès des entreprises américaines* » et de « *réduire les droits de douane sur les exportations américaines* ».

En outre, selon le quotidien américain, la Maison Blanche pourrait également insister sur la nécessité de « *réduire les impôts pour les géants de la technologie de la Silicon Valley* » ainsi que de prendre « *des engagements afin d'empêcher la Chine d'utiliser d'autres pays pour acheminer ses produits vers les États-Unis* ». « *Ce ne sont que quelques-unes des demandes que l'administration Trump devrait présenter lors de négociations avec des dizaines de pays qui tentent d'éviter les droits de douane élevés brièvement mis en place la semaine dernière* », a précisé le Washington Post.

Toutefois, certaines sources familières avec la question ont indiqué qu'une incertitude considérable demeurerait sur la forme exacte que pourraient prendre les accords entre les États-Unis et les pays soumis aux tarifs douaniers américains. En particulier, selon le journal américain, cette incertitude est liée aux objectifs peu clairs de Donald Trump, à savoir ce qu'il entend obtenir des autres pays.

Le 2 avril, Donald Trump a annoncé l'imposition de droits de douane sur plus de 200 pays et territoires. Le 9 avril, il a déclaré que les États-Unis faisaient une pause de 90 jours avant d'imposer des droits à plus de 75 pays. Toutefois, des tarifs douaniers de base de 10 % sont toujours en vigueur pour l'ensemble des pays.

Guerre commerciale: la Chine suspend l'exportation de métaux rares face aux tarifs américains - RT 14 avr. 2025

La Chine a suspendu l'exportation d'un large éventail de métaux des terres rares et d'aimants, un geste fort dans l'intensification du bras de fer commercial avec les États-Unis. Ces matériaux sont cruciaux pour la fabrication de moteurs électriques, de missiles, de drones, de véhicules ou encore de puces électroniques.

D'après *The New York Times*, les expéditions ont cessé depuis le 4 avril dans plusieurs ports chinois, alors que le gouvernement central met en place un nouveau système de contrôle des

exportations. Celui-ci exige désormais des licences spéciales pour exporter six métaux lourds et des aimants, dont 90 % de la production mondiale provient de Chine. Les entreprises étrangères devront patienter entre 45 et 60 jours, voire davantage, pour espérer obtenir ces autorisations.

Il ne s'agit pas d'une première. En 2010, un embargo similaire avait été imposé au Japon lors d'un différend territorial. Cette fois, les restrictions pourraient devenir permanentes pour certaines entreprises, notamment dans le secteur de la défense américaine, comme l'indiquent plusieurs experts cités par *The New York Times*.

La mesure chinoise menace directement les chaînes d'approvisionnement de constructeurs automobiles, d'industriels de l'aéronautique, de fabricants de semi-conducteurs et de sous-traitants militaires. Toujours selon *The New York Times*, « *les exportations de ces composants essentiels ont été bloquées dans plusieurs ports, et pourraient être définitivement coupées pour certaines entreprises américaines* ».

Michael Silver, PDG d'American Elements, a confié au même média que son entreprise avait anticipé cette crise en constituant des stocks, mais s'inquiète de la lenteur du processus de régulation. De son côté, Daniel Pickard, conseiller au Commerce américain, a averti : « *Cette interdiction d'exportation pourrait avoir des conséquences graves pour les États-Unis* ».

Certains ports chinois exigeraient désormais des tests pour prouver que les aimants ne contiennent pas de métaux lourds avant de les autoriser à l'exportation, selon *The New York Times*. Ce durcissement réglementaire pourrait exclure plusieurs clients occidentaux, y compris des sous-traitants du Pentagone.

Les restrictions imposées par la Chine touchent particulièrement les métaux lourds rares comme le dysprosium ou le terbium, essentiels dans la fabrication de moteurs à haute performance. *The Independent* souligne que si l'embargo dure plus de deux mois, les stocks existants dans les pays occidentaux pourraient être épuisés, provoquant une crise d'approvisionnement majeure.

Pour l'économie chinoise, l'impact reste limité. Comme le souligne *The New York Times*, « *les aimants en terres rares représentent une part minime des exportations totales* », mais leur blocage a « *le potentiel de provoquer des conséquences significatives pour les États-Unis et d'autres pays* ».

J-C – Vous n'avez pas l'impression qu'ils nous distraient de l'essentiel ou qu'on est les otages d'une société hyper sophistiquée pour mieux nous asservir, dépendant pour survivre au quotidien de machines, smartphone et ordinateur qui ont une durée de vie très limitée...

Quand ils vous expliquent à leur manière la crise du capitalisme.

Lu.

En 2024, les exportations américaines de biens et de services vers la Chine se sont chiffrées à 199,2 milliards de dollars, et les importations en provenance de la Chine à 462,5 milliards de dollars, ce qui a entraîné un déficit commercial de 263,3 milliards de dollars. Dans la mesure où la balance commerciale bilatérale prédit quel camp «*gagnera*» dans une guerre commerciale, l'avantage réside dans l'économie excédentaire et non dans l'économie déficitaire. La Chine, le pays excédentaire, abandonne les ventes, qui ne sont que de l'argent ; les États-Unis, pays déficitaire, abandonnent des

biens et des services qu'ils ne produisent pas de manière compétitive ou pas du tout chez eux. L'argent est fongible : si vous perdez des revenus, vous pouvez réduire vos dépenses, trouver des ventes ailleurs, répartir le fardeau dans tout le pays ou puiser dans votre épargne (par exemple, en faisant des mesures de relance budgétaire). La Chine, comme la plupart des pays ayant des excédents commerciaux globaux, épargne plus qu'elle n'investit, ce qui signifie qu'elle a, dans un sens, trop d'épargne. L'ajustement serait relativement facile. Il n'y aurait pas de pénurie critique et il pourrait remplacer une grande partie de ce qu'il vend normalement aux États-Unis par des ventes intérieures ou à d'autres.

Les pays qui ont des déficits commerciaux globaux, comme les États-Unis, dépensent plus qu'ils n'épargnent. Dans les guerres commerciales, ils abandonnent ou réduisent l'offre de choses dont ils ont besoin (puisque les tarifs les font coûter plus cher), et ceux-ci ne sont pas aussi fongibles ou facilement substituables que l'argent. Par conséquent, l'impact se fait sentir dans des industries, des lieux ou des ménages spécifiques qui font face à des pénuries, parfois d'articles nécessaires, dont certains sont irremplaçables à court terme. Les pays déficitaires importent également des capitaux, ce qui rend les États-Unis plus vulnérables aux changements de sentiment quant à la fiabilité de leur gouvernement et à son attractivité en tant que lieu d'affaires. Lorsque l'administration Trump prendra des décisions capricieuses d'imposer une énorme augmentation d'impôts et une grande incertitude sur les chaînes d'approvisionnement des fabricants, il en résultera une réduction des investissements aux États-Unis, ce qui augmentera les taux d'intérêt sur sa dette.

Des déficits et de la domination

En bref, l'économie américaine souffrira énormément d'une guerre commerciale à grande échelle avec la Chine, que les niveaux actuels des droits de douane imposés par Trump, à plus de 100%, constituent certainement s'ils sont laissés en place. En fait, l'économie américaine souffrira plus que l'économie chinoise, et la souffrance ne fera qu'augmenter si les États-Unis s'intensifient. L'administration Trump pense peut-être qu'elle agit durement, mais en fait, elle met l'économie américaine à la merci de l'escalade chinoise.

Les États-Unis seront confrontés à des pénuries d'intrants critiques, allant des ingrédients de base de la plupart des produits pharmaceutiques aux semi-conducteurs bon marché utilisés dans les voitures et les appareils ménagers, en passant par les minéraux critiques pour les processus industriels, y compris la production d'armes. Le choc de l'offre résultant d'une réduction drastique ou d'une réduction à zéro des importations en provenance de Chine, comme Trump prétend vouloir le faire, signifierait la stagflation, le cauchemar macroéconomique observé dans les années 1970 et pendant la pandémie de COVID, lorsque l'économie s'est contractée et que l'inflation a augmenté simultanément. Dans une telle situation, qui est peut-être plus proche que beaucoup ne le pensent, la Réserve fédérale et les responsables de la politique budgétaire n'ont que des options terribles et peu de chances d'éviter le chômage, sauf en augmentant davantage l'inflation.

Lorsqu'il s'agit d'une vraie guerre, si vous avez des raisons d'avoir peur d'être envahi, il serait suicidaire de provoquer votre adversaire avant de vous être armé. C'est essentiellement ce que risque l'attaque économique de Trump : étant donné que l'économie américaine est entièrement dépendante des sources chinoises pour les biens vitaux (actions pharmaceutiques, puces électroniques bon marché, minéraux critiques), il est extrêmement imprudent de ne pas s'assurer d'autres fournisseurs ou une production nationale adéquate avant de couper le commerce. En faisant l'inverse, l'administration invite exactement le genre de dommages qu'elle dit vouloir prévenir.

Tout cela pourrait n'être qu'une tactique de négociation, en dépit des déclarations et des actions répétées de Trump et de Bessent. Mais même dans ces conditions, la stratégie fera plus de mal que

de bien. Comme je l'ai mis en garde dans Foreign Affairs en octobre dernier, le problème fondamental de l'approche économique de Trump est qu'elle devrait mettre à exécution suffisamment de menaces autodestructrices pour être crédible, ce qui signifie que les marchés et les ménages s'attendraient à une incertitude permanente. Les Américains et les étrangers investiraient moins plutôt que plus dans l'économie américaine, et ils ne feraient plus confiance au gouvernement américain pour respecter un accord, ce qui rendrait difficile la conclusion d'un règlement négocié ou d'un accord de désescalade. En conséquence, la capacité de production des États-Unis diminuerait au lieu de s'améliorer, ce qui ne ferait qu'accroître l'influence de la Chine et d'autres pays sur les États-Unis.

Lu.

Voici quelques chiffres cités par la revue Foreign Affairs, dans un article qui préconise une grande alliance internationale contre la Chine :

1. La puissance industrielle de la Chine est inégalée :

- 2x la part des États-Unis dans le secteur manufacturier en 2025
- 4x la part des États-Unis dans le secteur manufacturier d'ici 2030 (ONU)
- 2x la production d'électricité aux États-Unis
- 3x la production automobile aux États-Unis
- 13x la production d'acier américaine
- 20x la production de ciment aux États-Unis
- 200x la capacité de construction navale des États-Unis

2. La Chine progresse dans la chaîne de valeur :

Elle produit désormais environ :

- 50% des produits chimiques utilisés dans le monde
- 50% des navires du monde
- 67% des véhicules électriques dans le monde
- 75% des batteries du monde
- 80% des drones grand public dans le monde
- 90% des panneaux solaires du monde

- 90% des terres rares raffinées du monde

3. Elle s’empare de la prochaine révolution industrielle :

- La Chine a installé 50% des robots industriels du monde (7x plus que les États-Unis)
- Leader dans la technologie nucléaire de 4e génération
- Prévoit plus de 100 réacteurs nucléaires
- Dépasse les États-Unis en termes de brevets actifs et de publications les plus citées.

4. Et cela se transforme en avantage militaire :

- 1,5x le nombre total de navires de guerre américains d’ici 2030
- 65 nouveaux navires d’ici 2030 (435 en RPC contre 300 aux États-Unis)
- Leader dans l’hypersonique et la communication quantique
- Indigénisation des moteurs à réaction
- Construction de 100 chasseurs de 4ème génération par an.

Décryptage d’un évènement et la manipulation sordide dont il fit l’objet.

Les barbares russes auraient visé la population civile du centre-ville de Soumy faisant de nombreux morts et blessés parmi lesquels des civils et deux enfants, « *un jour où les gens vont à l’église: le dimanche des Rameaux* » dit le nazi Zelensky, sortez vos mouchoirs à l’effigie de l’OTAN/UE/ONU, à l’aide de "*deux missiles balistiques Iskander-M/KN-23*", excusez du peu. Bref, les Russes auraient décidé de se livrer délibérément à un massacre de civils ukrainiens. Qu’en est-il vraiment ?

Commençons par la désinformation, l’intox, la propagande de guerre de l’OTAN/UE/Macron.

Guerre en Ukraine : Ce qu’il faut savoir sur la frappe russe dans le centre-ville bondé de Soumy - 20minutes 14 avril 2025

La première frappe russe à Soumy a fait 34 morts et a été vivement condamnée par l’ONU, les Européens et les États-Unis. - AFP/Le Figaro 14 avril 2025

Ukraine: au moins 32 morts dans une frappe russe sur le centre-ville bondé de Soumy - AFP/information.tv5monde.com 13 avril 2025

Une frappe russe de missiles sur un centre-ville bondé en ce dimanche des Rameaux a tué au moins 32 personnes et en a blessé une centaine à Soumy, dans le nord-est de l'Ukraine, selon les secours locaux. AFP/information.tv5monde.com 13 avril 2025

Guerre en Ukraine: ce que l'on sait de la frappe russe meurtrière sur la ville de Soumy - BFMTV 13 avril 2025

Les gens ont été blessés *"en plein milieu de la rue, dans des voitures, les transports en commun, les maisons"*, décrivent les services d'urgence, alors que les opérations de secours se poursuivent.

Les autorités locales de Soumy ont publié des images de corps étendus dans la rue et de personnes courant se mettre à l'abri, de voitures en flammes et de civils blessés à terre. BFMTV 13 avril 2025

Les barbares n'ont pas tardé à réagir.

- Emmanuel Macron a appelé à *"des mesures fortes"* pour *"imposer un cessez-le-feu à la Russie"*. *"Cette guerre, chacun sait que c'est la Russie, seule, qui l'a voulue. Aujourd'hui, il est clair que c'est la Russie qui, seule, choisit de la poursuivre. Au mépris des vies humaines, du droit international et des offres diplomatiques du Président Trump"*, a déclaré le chef de l'État sur X.

"Il faut asphyxier l'économie russe", prône Jean-Noël Barrot après la frappe meurtrière à Soumy - tf1info.fr 14 avril 2025

- Le Premier ministre britannique Keir Starmer s'est dit lui « *consterné* » et a exigé que Vladimir Poutine « *accepte* » une trêve immédiate et sans conditions.

- Les États-Unis ont dénoncé une *"attaque"* qui *"dépasse toutes les limites de la décence"*. *"En tant qu'ancien responsable militaire, je sais ce que sont les frappes ciblées et ceci est inacceptable"*, a écrit l'émissaire américain pour l'Ukraine Keith Kellogg ce dimanche sur X. Le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio a lui qualifié l'attaque d'*"horrible"* et a fait part de ses condoléances aux victimes.

Précision.

« *Je pense que c'est horrible* », a réagi dimanche Donald Trump à bord de l'avion présidentiel Air Force One. Lui aussi a (dans un premier temps du moins) refusé d'imputer le bombardement à Moscou. Sans citer leur nom, il a estimé qu'il s'agissait d'*« une erreur »*. Une formulation qui, pour son homologue ukrainien, montre que « *le point de vue russe [est] prévalent aux Etats-Unis* ». Pour Jean-Sylvestre Mongrenier, expert en géopolitique et directeur de recherche à l'Institut Thomas-More, le président américain refuse bien « *d'incriminer* » la Russie en s'exprimant ainsi. 20minutes.fr 14 avril 2025

- Sur X, la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, a déploré après cette frappe "*un exemple horrible de l'intensification des frappes de la Russie, alors que l'Ukraine a accepté une trêve*".

- Le président du Conseil européen, Antonio Costa, a lui dénoncé sur X l'"*attaque de missile russe criminelle sur le centre-ville de Soumy*". "*La Russie poursuit sa campagne de violence, montrant une fois de plus que cette guerre n'existe et ne dure que parce qu'elle le décide*", a-t-il ajouté.

J-C- D'après vous, toutes ces ordures déplorent-elles la mort accidentelle de civils comme dans toute guerre, inévitable quand une armée se sert de sa propre population comme boucliers humaines, ou s'agissait-il de quelqu'un d'autres, c'est ce que nous allons voir immédiatement.

Maintenant passons à l'information, à la vérité des faits.

- RT. Ce 14 avril à la mi-journée, dans son communiqué d'activité quotidien, le ministère russe de la Défense avait annoncé avoir neutralisé « *plus de soixante militaires* » ukrainiens, via le tir de deux missiles balistiques contre « *les lieux d'une réunion du commandement* » d'un groupement de l'armée ukrainienne à Soumy. Les frappes ont visé le centre de congrès de l'université de Soumy où se déroulait à ce moment-là une cérémonie de remise de décorations aux combattants de la 117e brigade de défense territoriale, à l'occasion du septième anniversaire de sa création. Commentant cette frappe, le porte-parole du Kremlin a déclaré que l'armée russe frappait « *exclusivement des cibles militaires et quasi militaires* » en Ukraine. RT 14 avr. 2025

- AFP. La Russie renvoie la faute sur Kiev en l'accusant « *d'utiliser la population ukrainienne comme boucliers humains, en plaçant des installations militaires ou en organisant des événements auxquels participent des militaires au centre d'une ville densément peuplée* ». La Russie renvoie la faute sur Kiev en l'accusant « *d'utiliser la population ukrainienne comme boucliers humains, en plaçant des installations militaires ou en organisant des événements auxquels participent des militaires au centre d'une ville densément peuplée* ». AFP 14 avr. 2025

Mondialisation.ca - Au cours des dernières semaines et des derniers mois, l'oblast de Soumy a été particulièrement ciblé en raison du nombre et de la concentration d'actifs hautement prioritaires (en particulier les troupes étrangères). Ainsi, exécuter le récit selon lequel la Russie est censée « *cibler les civils* » est très utile pour la junte néo-nazie qui veut l'utiliser pour faire pression sur Moscou afin qu'elle réduise le nombre de frappes dans la zone contestée.

Cependant, il convient de noter que même des sources locales admettent que le récit officiel ne tient pas. À savoir, l'ancien député ukrainien Ihor Mosiychuk et (actuelle) Maryana Bezuglaya ont admis qu'une cérémonie de remise des prix aux forces du régime de Kiev était censée avoir lieu au moment de la frappe. Mosiychuk a précisé que les militaires de la 117e Brigade de défense territoriale étaient présents, ainsi que des civils, y compris des enfants (vraisemblablement leurs familles). Le maire de Konotop, Artem Semenikhin, a fait une déclaration publique sur Facebook, admettant également qu'une cérémonie de remise de prix a été organisée près du site, expliquant même que les soldats se sont cachés pendant la frappe de missiles. (Source : Par Drago Bosnic - Mondialisation.ca, 16 avril 2025)

- RT. La porte-parole du ministère russe des Affaires Étrangères, Maria Zakharova, a publié ce 16 avril un message détaillé sur Telegram revenant sur la frappe russe menée le 13 avril à Soumy contre un regroupement de l'état-major militaire ukrainien. Selon elle, ce n'est pas la frappe elle-

même qui pose problème, mais le fait que les responsables ukrainiens aient délibérément impliqué des civils dans cette réunion militaire, les exposant sciemment au danger. La porte-parole du ministère russe des Affaires Étrangères parle d'un « *crime de guerre* » commis par le régime de Kiev, qui serait « *évident même pour la population ukrainienne* ».

Elle s'appuie notamment sur des publications circulant dans l'espace numérique ukrainien, comme des nécrologies signalant la mort de plusieurs membres des forces armées, dont le colonel Iouri Ioula et un combattant nommé Vladimir Jerebtsov. Mais c'est surtout la déclaration officielle d'Artem Semenikhine, maire de Konotop, qui donne un poids particulier à ses accusations. Ce dernier accuse publiquement Vladimir Artioukh, chef de l'administration militaire régionale de Soumy, d'avoir organisé cette réunion de militaires en y faisant venir des femmes et des enfants. Maria Zakharova ajoute que même la députée de la Rada Mariana Bezouglaya a exigé des explications sur cette stratégie, qualifiée de « *tactique du bouclier humain* ».

En détail ou les autres éléments de preuve accusant l'armée ukrainienne.

Ukraine : une frappe russe sur une cérémonie militaire ukrainienne à Soumy provoque de lourdes pertes - RT 13 avr. 2025

La Russie reconnaît l'attaque meurtrière sur Soumy, affirmant avoir ciblé des militaires - AFP/fr.euronews.com 14 avril 2025

Le ministère russe de la Défense a admis avoir frappé la ville frontalière avec deux missiles Iskander-M, faisant des dizaines de victimes. "*Plus de 60 militaires ukrainiens ont été tués après que la cible a été atteinte*", a déclaré le ministère sans quelconque preuve à l'appui.

Sergueï Lavrov : La Russie a la preuve d'une «réunion» des forces armées ukrainiennes avec des militaires occidentaux à Soumy - RT 14 avr. 2025

Moscou possède des informations selon lesquelles, sur le site frappé par la Russie à Soumy le 13 avril, il y a eu une « *réunion* » de chefs militaires ukrainiens avec des militaires occidentaux, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, dans une interview accordée au journal russe Kommersant.

Il a également souligné que des militaires de pays de l'OTAN se trouvaient sur le territoire de l'Ukraine « *sous l'apparence de mercenaires* » entre autres. De plus, selon Sergueï Lavrov, ils « *dirigent* » des unités ukrainiennes.

Frappe à Soumy : l'une des victimes serait le commandant d'une unité de l'armée ukrainienne - RT 15 avr. 2025

Au lendemain de la frappe russe à Soumy, qui selon les autorités ukrainiennes aurait tué 35 personnes, dont 2 mineurs, et fait 117 blessés, des informations ont circulé dans les médias

ukrainiens concernant l'identité de victimes. Parmi elles figurerait le commandant de la 27e brigade de lance-roquettes.

Qui sont les victimes de la frappe russe à Soumy, dans le nord-est de l'Ukraine ? Ce 14 avril, plusieurs médias ukrainiens qui se sont penchés sur la question ont rapporté la publication, sur la page Facebook de l'administration militaire du district de Berdichev, de la nécrologie du colonel Yuri Yula.

Présenté comme le commandant adjoint de la 26e brigade d'artillerie basée dans cette ville de la région de Jytomyr, dans l'ouest de l'Ukraine, celui-ci aurait subi des blessures « *incompatibles avec la vie* » lors de l'attaque à Soumy.

Une information notamment reprise par Ukrayinska Pravda, qui renvoie vers le site du Conseil municipal de Berdichev.

Selon ce média ukrainien, Yula avait été nommé en 2023 à la tête de la 27e brigade de lance-roquettes, basée à Soumy.

La publication sur le site du Conseil municipal, tout comme celle sur le réseau social américain, a visiblement été supprimée depuis. Autre nécrologie de soldat à circuler, celle de Volodymyr Zherebtsov, 37 ans, originaire de la région de Tchernigov dans le nord de l'Ukraine. RT 15 avr. 2025

Tous ceux qui ont accusé la Russie d'avoir frappé des civils à Soumy devraient «s'agenouiller devant le monde», déclare Maria Zakharova – RT 16 avr. 2025

Limogeage d'Artioukh : un aveu de responsabilité selon Zakharova

Selon Maria Zakharova, la décision de Volodymyr Zelensky de démettre Artioukh de ses fonctions constitue un aveu de culpabilité. Elle affirme que cette mesure tente de détourner la responsabilité du pouvoir central ukrainien en la rejetant sur une personne en particulier, alors que la faute serait systémique. Elle écrit : « *Zelensky a confirmé toutes les accusations en limogeant Artioukh, rejetant ainsi sur lui la responsabilité de ce nouveau crime de guerre — dirigé cette fois contre ses propres citoyens* ».

Dans son message, Maria Zakharova accuse Kiev de manipuler l'opinion publique en présentant cette frappe russe pourtant ciblée comme une attaque contre des civils. Elle soutient que la cible était pleinement légitime du point de vue militaire et que des civils n'auraient jamais dû s'y trouver. Le fait même qu'ils aient été utilisés comme bouclier prouverait, selon elle, la stratégie du régime de Kiev visant à manipuler chaque frappe russe dans des opérations de propagande.

Elle ajoute: « *Quand la réunion des militaires a été liquidée — tous ont accusé la Russie d'une seule voix unie. Et lorsque l'on a découvert que ces criminels avaient été volontairement couverts par des enfants, tout le monde s'est tu* ».

J-C – On aura une pensée toute particulière pour tous les partis ouvriers du mouvement ouvrier qui se sont compromis à jamais (si besoin était encore !), en accusant la Fédération de Russie d'avoir déclenché cette guerre, et qui affirment du bout des lèvres qu'elle partagerait avec l'Ukraine la

responsabilité des conséquences graves ou dramatiques qui en ont découlées pour la population russe et ukrainienne, alors que les faits démontrent amplement que cette responsabilité incombe entièrement à l'OTAN et sa branche politique, l'UE, à l'impérialisme américain, à l'oligarchie financière anglo-saxonne qui trône au sommet du capitalisme.

Par soucis d'honnêteté et de la vérité, j'ai toujours refusé d'adopter ce discours ou cette position favorable à l'OTAN. Les social-patriotes-impérialistes ou traîtres à notre cause, au socialisme ne sont pas toujours ceux qu'on croit malheureusement, qu'il me soit permis de ne pas en faire partie.

Que les lecteurs ou militants ne soient pas en mesure de comprendre, que le véritable internationalisme prolétarien ne consiste pas à renvoyer systématiquement dos-à-dos les belligérants d'un conflit ou à tirer un trait d'égalité entre eux sous prétexte qu'ils n'appartiendraient pas à notre camp, leur incapacité à distinguer les réels enjeux d'un conflit dont les intérêts débordent bien au-delà du champ de bataille, les amène à manquer singulièrement de mesure et de discernement, pour finalement tout confondre.

Désorientés, ils en arrivent à croire que décrire honnêtement les faits ou la situation que l'OTAN et les médias s'emploient à déformer quotidiennement, signifierait prendre parti pour l'un ou l'autre belligérant, là en l'occurrence, en ce qui me concerne, me ranger au côté de la Fédération de Russie. Ce procédé pourrait relever du procès d'intention, puisque je n'ai jamais manifesté mon soutien à la Russie et encore moins à Poutine, je me suis contenté de montrer le traitement partial ou inégal dont ils faisaient l'objet, en ayant à l'esprit qu'en arrière-plan, il était destiné à manipuler la conscience des masses dans la perspective de les faire adhérer à une éventuelle « *économie de guerre* » ou leur faire accepter sans broncher l'augmentation du budget de la Défense au détriment des budgets sociaux.

Tout le monde devrait reconnaître que la propagande de guerre et les grotesques mensonges auxquels se livrent Macron et l'OTAN sur les intentions de la Russie, reposent sur cette falsification de la réalité que je dénonce inlassablement, par conséquent, les lecteurs et les militants devraient ouvrir les yeux et se rendre compte qu'au sein du mouvement ouvrier je suis l'un des seuls à les combattre véritablement, à me situer sur le terrain du socialisme.

Par ailleurs, je sais depuis le début, que cela devrait revenir à la classe ouvrière russe et ukrainienne de mettre un terme à cette guerre, et non à Zelensky ou à Poutine ou à je ne sais pas qui d'autres, mais elles en sont incapables malheureusement du fait que le mouvement ouvrier international est complètement gangrené par l'opportunisme, y compris en France, elles ont été réduites à l'impuissance. C'est un aspect important de la situation qu'on ne doit pas négliger, au côté duquel vos dirigeants passent systématiquement, vous aurez compris pourquoi, mais il n'est pas le seul.

Car pour autant, il faut faire attention à ne pas confondre la nature, les intentions ou les objectifs de l'OTAN qui demeurent le démantèlement de la Fédération de Russie, le pillage de ses ressources et le renversement de Poutine pour y parvenir plus facilement, d'où cette guerre dont les peuples ukrainien et russe sont les otages, tous les peuples en somme, puisque cette guerre a des répercussions sur l'économie mondiale.

Dites-moi franchement, quel peuple aurait intérêt au démantèlement de la Fédération de Russie, quelles en seraient les conséquences pour tous les peuples de l'Europe, voire du monde entier, tous ceux dont les Etats commerçaient avec la Russie, je pense aux Africains principalement ? Croyez-vous qu'ils bénéficieraient d'un meilleur traitement de la part des puissances impérialistes occidentales et leurs multinationales si elles prenaient le contrôle de la Russie ? Vous connaissez la réponse, elle est négative assurément.

Alors dites-moi, pourquoi devrais-je m'en prendre particulièrement à la Russie ou au même titre que l'OTAN, fournissez-moi un seul argument et je me rangerais à votre position ? Il n'en existe pas, hormis ceux falsifiés de l'OTAN, qui relèvent autant de la propagande politique que les oripeaux de l'internationalisme prolétarien agités par les parasites du mouvement ouvrier, principe fossilisé ou qui n'a plus qu'une valeur purement dogmatique depuis qu'ils s'en servent pour cautionner le bombardement de la Libye de Kadhafi en 2011 au lieu de soutenir le régime libyen, le plus progressiste d'Afrique.

On va enfoncer le clou encore plus profondément. Après cela, ceux qui feront semblant de ne pas avoir compris ce que je viens d'expliquer, sont incurables, on ne peut rien pour eux.

Je ne confonds pas non plus une alliance militaire, l'OTAN, avec un Etat indépendant, la Fédération de Russie dont le chef de l'Etat élu défend la souveraineté, sans qu'on soit obligé de partager son idéologie ou sa politique qui sont deux choses différentes, qu'il n'y a pas lieu de confondre ou d'amalgamer à des fins de propagande, qui servent finalement à camoufler des intentions inavouables, à tromper les travailleurs et les militants. Qu'on ne compte pas sur moi pour participer à une telle combine qui relève d'une escroquerie politique.

Je signe ou j'assume mon analyse et mes positions, avec le courant *Le Socialisme*, tout est clair, honnête, net et précis, notre drapeau est sans tache ni bavure.

Totalitarisme et santé.

Accord de l'OMS sur la préparation aux pandémies: un pas en avant malgré les défis - RT 12 avr. 2025, 20:37

Les États membres de l'OMS sont parvenus à un accord sur un cadre visant à mieux prévenir et gérer les futures pandémies. Cet accord, négocié après trois ans de discussions intenses, doit encore être finalisé d'ici 2026. Il s'agit d'une réponse aux lacunes exposées par la crise du COVID-19, mais des divergences persistent sur des questions clés comme le partage des vaccins et le financement. C'est ce qu'a rapporté Reuters en référence à l'Agence France-Presse.

Selon l'agence, les représentants des pays de l'OMS se réuniront à nouveau à Genève le 15 avril pour finaliser le texte et donner leur approbation finale.

En complément.

Après plus de trois ans de négociations, les pays membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont approuvé mercredi 16 avril par consensus un texte historique visant à mieux se préparer et lutter contre les futures pandémies. AFP 16 avril 2025

J-C – J'ignore le contenu exact de ce texte, on y reviendra plus tard, il ne concernerait que le transfert de technologie.

France.

L'État de droit, ce n'est pas l'Etat social des travailleurs mais l'Etat de Macron et des capitalistes qu'incarne la Constitution de la Ve République bonapartiste et antidémocratique, que les représentants corrompus du mouvement ouvrier et la racaille de la société civile appellent à défendre.

Il y a deux ans, à l'occasion de l'anniversaire des 65 ans de la Constitution de la Ve République, Laurent Fabius, président du Conseil constitutionnel, a rappelé : «*Qu'il y a dans la Constitution des principes généraux du droit, tels que la Déclaration des droits de l'homme, qui forment les valeurs de la République et sont au-dessus des lois. Il faut les respecter, c'est l'État de droit*».

Condamnation de Marine Le Pen : Paris manifeste pour défendre «l'État de droit» - RT12 avr. 2025

Face aux récentes critiques visant le système judiciaire après la condamnation de plusieurs figures du Rassemblement national, dont Marine Le Pen, une trentaine d'organisations de la société civile et de syndicats ont lancé un appel à la mobilisation pour « *défendre la démocratie* » et « *l'État de droit* ».

« *Nous appelons toutes celles et tous ceux qui partagent ces principes de démocratie à exprimer leur attachement à la justice et à l'État de droit en se rassemblant dans toutes les villes de France* », ont écrit les organisateurs, parmi lesquels on a vu SOS Racisme, France Terre d'asile, la Ligue des droits de l'Homme, la Cimade, SOS Homophobie, Oxfam, Greenpeace, la CGT et Solidaires.

Dans la capitale française, plusieurs centaines de personnes se sont réunies sur la place de la République. Le député du parti « *Europe Écologie Les Verts* » Streevy Gustave a justifié sa présence par la volonté de défendre la démocratie française qui est « *en danger* ».

Anne Baudon, élue communiste à la mairie de Paris, a mis en avant également la nécessité de s'unir.

« *Je suis là comme beaucoup de Parisiens aujourd'hui à la demande du Parti communiste, de la Ligue des droits de l'homme et de la CGT. Je pense que c'est important que ces trois instances soient réunies pour défendre l'État de droit, pour que les juges soient indépendants et pour que la décision de justice qui a été donnée soit respectée. C'est scandaleux ce qui est en train de se faire, y compris par certains médias, de remettre en cause ce que les juges ont décidé* », a-t-elle conclu.
RT12 avr. 2025

Un bide colossal et c'est tant mieux.

BFMTV - Les rassemblements prévus, ce samedi 12 avril, dans plusieurs villes de France pour défendre "la démocratie" et l'"État de droit" n'ont que faiblement mobilisé, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Après les attaques contre la justice ayant suivi la condamnation de plusieurs responsables du RN, au moins une quarantaine de manifestations étaient organisées à l'appel de plusieurs syndicats et associations.

À Marseille, le rassemblement initialement prévu à 14 heures devant la préfecture a finalement été annulé, trop peu d'associations ayant répondu présentes. À Metz, seules quelques dizaines de personnes se sont déplacées dans la matinée. À Bordeaux, la manifestation a rassemblé 260 personnes, selon la préfecture, bien moins que celle défendant la culture rave qui a, elle, mobilisé 3.100 personnes.

À Nantes, environ 200 personnes étaient réunies en milieu d'après-midi devant le palais de justice. À Arras, 80 personnes se sont rassemblées, selon les organisateurs. Pour David Noël, président de la Ligue des droits de l'Homme du Pas-de-Calais, "*ce n'est pas si mal car cela s'est organisé assez rapidement*".

À Lyon, quelque "200 personnes" ont manifesté, selon la préfecture.

L'appel lancé par une trentaine d'organisations de la société civile, parmi ces organisations, SOS Racisme, France Terre d'asile, la Ligue des droits de l'Homme, la Cimade, SOS Homophobie, Oxfam, Greenpeace ou encore la CGT et Solidaires.

Les organisateurs ne s'attendaient pas à drainer des foules, une semaine après la mobilisation lancée par Les Ecologistes et La France insoumise (3.000 personnes à Paris) et boudée par toutes les principales organisations syndicales, les socialistes et les communistes.

"*Les délais étaient trop courts pour s'organiser alors que l'appel a été rendu public mardi*", a souligné Aurélien Boudon (Solidaires). Si les autres grandes centrales syndicales ne se sont pas jointes à l'appel (CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC ou Unsa), les différentes formations de gauche ont, elles, répondu présentes.

Le Parti socialiste était représenté à Paris par son Premier secrétaire Olivier Faure, qui a rappelé qu'il n'y a "*pas de démocratie sans pouvoir et contre-pouvoir*"

Marine Tondelier (Les Ecologistes) et Fabien Roussel (PCF) devaient participer à d'autres mobilisations, en régions. Quant à La France insoumise, elle a indiqué soutenir "*toutes les initiatives prises contre l'extrême droite et ses attaques contre la République*". BFMTV 12 avril 2025

En complément.

De quoi Marine Le Pen a-t-elle été déclarée « coupable » ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 8 avril 2025

<https://www.voltairenet.org/article222030.html>

La doublure de Macron en vadrouille.

BFMTV - Le leader de la France insoumise (LFI) Jean-Luc Mélenchon se rend à partir de dimanche 13 avril et jusqu'au 18 avril au Canada, où il entend exprimer son "*soutien effectif et affectif*" face aux menaces d'annexion du président américain Donald Trump, a-t-il annoncé.

"Comme hier au Rojava, au Liban, en République démocratique du Congo, à Rafah ou en Ukraine, les insoumis sont présents symboliquement sur le terrain pour marquer leur soutien", a déclaré le leader de la gauche radicale française dans un communiqué.

Il souhaite afficher "un soutien effectif et affectif au Canada et à nos cousins québécois exposés aux menaces d'annexion par leur voisin les USA", a-t-il encore indiqué

"Tel est notre altermondialisme: celui des causes communes de l'humanité comme l'inviolabilité des frontières, le respect de la souveraineté des peuples et du droit international. Bref, le non-alignement et la permanence des principes", a encore écrit Jean-Luc Mélenchon. BFMTV 14 avril 2025

Etats-Unis.

«Il cherche toujours à acheter des missiles» : Trump agacé par les demandes d'armes de Zelensky 16 avr. 2025,

Le président des États-Unis a écarté une demande de Volodymyr Zelensky, portant sur 10 systèmes Patriot, qu'il affirmait être «prêt à payer». «On ne déclenche pas une guerre contre quelqu'un qui fait vingt fois votre taille en espérant ensuite qu'on vous fournisse des missiles» a taclé Donald Trump.

Trump « ne veut même pas gagner d'argent avec la défense de l'Ukraine » s'est ému Bild ce 16 avril. Selon le quotidien allemand, le président des États-Unis serait trop « préoccupé » par les négociations « jusqu'à présent infructueuses avec le belliciste Vladimir Poutine » pour se saisir de ce « lucratif » accord.

La raison de cet atermolement ? La réponse de Donald Trump, le 14 avril, alors en présence du président du Salvador Nayib Bukele dans le bureau ovale, à la question d'un journaliste sur l'« offre » de Zelensky « d'acheter plus de missiles Patriot ».

« Il cherche toujours à acheter des missiles, vous savez », a coupé le président des États-Unis, avant de poursuivre : « écoutez, quand on déclenche une guerre, il faut savoir si on peut la gagner, n'est-ce pas ? On ne déclenche pas une guerre contre quelqu'un qui fait vingt fois votre taille en espérant ensuite qu'on vous fournisse des missiles ».

Le Pentagone sert, l'extrême centre (Rothschild) manifeste son impatience et son mécontentement à l'encontre de l'UE.

The Economist : l'administration Trump «en a marre» de l'aide militaire européenne à l'Ukraine - RT 16 avr. 2025

Des responsables de l'administration du président américain Donald Trump expriment leur lassitude face aux efforts européens visant le renforcement des capacités de défense de l'Ukraine, a rapporté The Economist. Selon l'hebdomadaire, certains collaborateurs du dirigeant américain ont déclaré en privé qu'ils en avaient « marre » de la volonté de l'Europe de continuer à renforcer Kiev.

En outre, *The Economist* rapporte que des représentants du département américain de la Défense ont récemment demandé à un allié européen (sans préciser de quel pays il s'agissait) pourquoi il continuait de fournir une aide militaire à l'Ukraine. Toutefois, selon l'hebdomadaire, cette question a été ignorée.

Le 14 avril, Donald Trump a critiqué l'approche de Volodymyr Zelensky et de l'ancien président américain Joe Biden concernant le conflit en Ukraine. « *Le président Zelensky et Joe Biden l'escroc ont fait un travail absolument terrible en laissant cette mascarade commencer. Il y avait tellement de façons de l'empêcher* », a-t-il lancé.

En Europe, dans le même temps, l'aide militaire à Kiev est dans l'impasse : le 15 avril, le plan de la Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Kaja Kallas, a une nouvelle fois échoué, son initiative n'ayant pas réussi à convaincre les dirigeants français, italien et espagnol. L'UE a déclaré qu'elle prévoyait désormais de livrer deux millions de munitions d'ici à la mi-2025 par le biais de contributions nationales.

Les États-Unis annulent les «subventions inutiles» à la «réponse à la désinformation» en Biélorussie et la promotion de «la culture démocratique» en Arménie - RT 16 avr. 2025

Le département d'État américain a annulé 215 millions de dollars de subventions «inutiles», touchant des programmes variés tels que la lutte contre la désinformation en Biélorussie, la promotion de la culture démocratique en Arménie et la diversité des médias pour des programmes comme «*Dégageons les trolls*» au Royaume-Uni.

Parmi les pays étrangers pour lesquels l'aide financière américaine a été supprimée figurent la Grande-Bretagne, la Biélorussie, la Bulgarie, le Brésil, le Liban, la Mauritanie, la Moldavie et d'autres. Ainsi, le Royaume-Uni a perdu une subvention pour la « *diversité des médias* » pour des programmes comme « *Dégageons les trolls* » (Get the trolls out), « *un programme de lutte contre la désinformation* » pour un montant de 5,2 millions de dollars (environ 4,5 millions d'euros).

La Biélorussie ne recevra pas non plus 2,4 millions de dollars (environ 2,1 millions d'euros) pour le programme de « *réponse à la désinformation par un contenu créatif* ». Les « *subventions inutiles* » comprennent également : 2,5 millions de dollars (environ 2,2 millions d'euros) pour « *promouvoir l'engagement civique critique* » en Ouzbékistan, 2 millions de dollars (environ 1,7 million d'euros) pour « *l'élargissement de la durabilité et de l'engagement des journaux* » en Moldavie, et 2 millions de dollars pour « *promouvoir la culture démocratique* » en Arménie.

Donald Trump réclame des sanctions contre CBS après l'interview de Volodymyr Zelensky 14 avr. 2025

Donald Trump a vivement réagi ce week-end à la diffusion de deux reportages sur la chaîne américaine CBS dans le cadre de l'émission « *60 Minutes* ». L'un portait sur l'Ukraine et incluait une interview du président Volodymyr Zelensky, l'autre sur la question du Groenland. Selon Trump, ces segments constituent une attaque directe contre sa personne et sa politique. Il accuse la chaîne d'agir comme un organe politique déguisé.

« *CBS est hors de contrôle à un niveau jamais vu auparavant et doit payer un prix fort* », a-t-il écrit sur sa plateforme Truth Social. Le président a également appelé le président de la Commission fédérale des communications (FCC), Brendan Carr, à retirer la licence de diffusion de la chaîne et à lui infliger les sanctions maximales.

Donald Trump affirme que son nom est régulièrement mentionné dans « *60 Minutes* » de façon « *désobligeante et diffamatoire* ».

Volte-face de Donald Trump sur les smartphones : "Les plus grandes entreprises de la tech américaine sont complètement dépendantes de sites de production chinois", selon un économiste - franceinfo/AFP 12 avril 2025

Son administration a publié une liste d'une vingtaine de produits informatiques et de téléphonie qui en seront finalement exemptés.

Les hausses de droits de douane, censées inciter les entreprises à relocaliser aux Etats-Unis, risquent surtout de faire flamber les prix pour les consommateurs : le smartphone le plus vendu aux Etats a sa puce fabriquée à Taïwan, sa caméra au Japon, son écran en Corée du Sud. Mais l'appareil est assemblé en Chine. Avec les nouvelles taxes, son prix aurait doublé. franceinfo/AFP 12 avril 2025

Complément ou correction.

Smartphone, ordinateur... Il y aura finalement des droits de douane séparés pour ces produits chinois - 20minutes.fr 13 avril 2025

Nouveau rebondissement dans la guerre commerciale qui oppose les Etats-Unis à la Chine. Des droits de douane seront appliqués dans « *un mois ou deux* » sur les smartphones, ordinateurs ainsi que sur les semi-conducteurs a déclaré le secrétaire au Commerce américain ce dimanche 13 avril.

Ces droits de douane sectoriels « *ne sont pas compris dans les droits de douane réciproques* » et seront mis en place "*dans probablement un mois ou deux*", a expliqué Howard Lutnick, secrétaire américain au Commerce, sur la chaîne ABC ce dimanche.

Autre complément.

Les États-Unis importent environ 100 milliards de dollars d'ordinateurs, de smartphones et d'équipements de fabrication de puces électroniques en provenance de Chine chaque année.

Au total, 439 milliards de dollars de marchandises ont été importées de Chine aux États-Unis en 2024.

Cela signifie qu'environ 23 % de toutes les importations chinoises aux États-Unis sont désormais exemptées de « *droits de douane réciproques* ». Il s'agit d'un revirement radical de la politique tarifaire. brunobertez.com 13 avril 2025

NVIDIA va investir 500 milliards de dollars dans des «usines d'IA» aux États-Unis 14 avr. 2025

NVIDIA a dévoilé ce 14 avril via un communiqué de presse sur son site officiel un vaste programme industriel pour fabriquer intégralement ses supercalculateurs d'intelligence artificielle aux États-Unis. Selon Reuters, l'entreprise prévoit d'investir jusqu'à 500 milliards de dollars dans les quatre prochaines années pour bâtir ce qu'elle appelle une nouvelle infrastructure pour l'Intelligence Artificielle. Ce plan repose sur des partenariats avec les géants asiatiques de l'industrie électronique comme Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC), Foxconn, Wistron, Amkor et SPIL.

D'après le communiqué officiel de l'entreprise, la production des puces Blackwell a déjà commencé dans les installations de TSMC à Phoenix, en Arizona. En parallèle, deux usines spécialisées dans l'assemblage des superordinateurs sont en cours de construction au Texas : l'une à Houston avec Foxconn, l'autre à Dallas avec Wistron. Le démarrage à grande échelle est prévu d'ici 12 à 15 mois.

Russie.

Le rouble en tête des devises mondiales, selon Bloomberg - RT 15 avr. 2025

C'est un retournement symbolique et stratégique sur les marchés des changes : le rouble russe s'impose, à la mi-avril 2025, comme la devise la plus performante au monde. Selon un article publié ce 15 avril par Bloomberg, la monnaie russe a progressé de 38 % par rapport au dollar américain depuis le début de l'année. Une performance qui dépasse même celle de l'or et qui interpelle dans le contexte actuel de guerre économique.

Vidéo. Lavrov dévoile la trahison de l'occident : l'Europe a perdu sa souveraineté

https://www.youtube.com/watch?v=n-B1xBwi_0Y

La rencontre entre Poutine et Witkoff a duré 4h30 - RT 11 avr. 2025

Le président russe Vladimir Poutine s'est entretenu avec l'envoyé spécial américain Steve Witkoff le 11 avril à Saint-Pétersbourg. La rencontre a duré 4h30. Auparavant, Steve Witkoff a rencontré Kirill Dmitriev, directeur du Fonds russe d'investissement direct et envoyé spécial du président russe. RT 11 avr. 2025

RT - Le 12 avril, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a évoqué l'avancement des pourparlers avec l'administration Trump. *« J'ai eu quelques échanges avec les membres de l'administration de Washington. Et j'ai apprécié le message qu'ils transmettaient. [...] Les États-Unis reconnaissent que d'autres pays possèdent également leurs intérêts nationaux. Ces intérêts ne coïncideront jamais entièrement – peut-être que la moitié différera – mais lorsque les intérêts, surtout ceux des grandes puissances, convergent, il est indispensable de trouver des moyens de les concrétiser dans des projets économiques, logistiques et autres initiatives mutuellement bénéfiques*

», a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères le 12 avril lors du Forum diplomatique d'Antalya. RT 13 avril 2025

Sanctions contre la Russie : la chute silencieuse des dirigeants occidentaux - RT 13 avr. 2025

Les sanctions économiques imposées à la Russie depuis 2022 se révèlent inefficaces et ne remplissent pas leurs promesses initiales, selon une récente tribune publiée par The Guardian. Le journal britannique établit un parallèle entre ces mesures coercitives contemporaines et la « diplomatie de la canonnière » du XIXe siècle, une pratique qui visait à contraindre les États ciblés à infléchir leur politique. Il est également souligné que les sanctions économiques, loin d'affaiblir les gouvernements visés, semblent paradoxalement renforcer la stabilité politique de certains pays concernés.

Par ailleurs, le journal établit un parallèle entre ces mesures et la guerre tarifaire économique, mais que sa finalité reste floue. Selon l'article, les pays européens critiquent le président américain pour avoir utilisé cet instrument, alors qu'eux-mêmes l'utilisent depuis des décennies. Le bilan dressé par le journal est sans appel : les sanctions économiques restent un outil dont l'efficacité réelle sur les choix politiques des États ciblés demeure limitée et controversée.

D'après l'analyse du quotidien britannique, un autre constat s'impose : une majorité de dirigeants occidentaux ayant activement soutenu ou imposé des sanctions contre Moscou en 2022 ont, depuis, quitté la scène politique.

Par exemple, en Grande-Bretagne, le Premier ministre britannique Boris Johnson a démissionné à l'été 2022, bientôt suivi par Liz Truss, dont le mandat n'a duré que 49 jours. Le Premier ministre italien Mario Draghi a été contraint de remettre sa démission en juillet 2022. Aux Pays-Bas, Mark Rutte a annoncé sa démission à l'été 2023, sur fond de crise gouvernementale. Quant au chancelier allemand Olaf Scholz, après une période marquée par une impopularité croissante, il a perdu un vote de confiance au Bundestag, ce qui a ouvert la voie à des élections le 23 février 2025. Son parti, le SPD, est passé à la troisième place pour la première fois depuis 1933 et a obtenu moins de 20 % des voix, ce qui constitue son plus mauvais résultat en termes de part de voix depuis les élections fédérales de 1887.

Pendant ce temps, la Russie reste le pays le plus sanctionné au monde. D'après le président russe Vladimir Poutine, les pays occidentaux ont imposé 28 595 sanctions à la Russie, contre des personnes et des entités.

« Je propose de partir des considérations suivantes qui sont à vrai dire bien visibles. Les sanctions ne sont pas des mesures temporaires ou ponctuelles, il s'agit d'un mécanisme de pression stratégique et systémique sur notre pays. Quelle que soit l'évolution de la situation, quel que soit le paradigme des relations internationales, nos concurrents chercheront toujours à contenir notre pays, à affaiblir ses capacités économiques et technologiques. Il est à noter que si auparavant les soi-disant élites occidentales essayaient de prêter à cette confrontation ne serait-ce qu'un semblant de décence, aujourd'hui il semble qu'ils n'aient même plus besoin de faire semblant, et ils n'en ont pas l'intention. Non seulement ils menacent régulièrement la Russie de nouvelles sanctions mais ils en sortent régulièrement de nouveaux paquets. Nous avons comme l'impression que leurs initiateurs eux-mêmes ont perdu le compte du nombre de restrictions qu'ils ont imposées et contre

qui », a-t-il déclaré lors du XXXIVe congrès de l'Union des industriels et des entrepreneurs de Russie qui s'est tenu à Moscou le 18 mars.

Pourtant, malgré ce « *record* », les indicateurs économiques publiés par les autorités russes montrent une stabilité, voire une croissance. Le PIB de la Russie a augmenté de 4,1 % en 2024, un rythme supérieur à celui des pays du G7. Le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak a déclaré en février 2025 que l'économie russe avait progressé de 8,4 % sur deux ans, tandis que la zone euro n'avait enregistré que 0,8 %. Il a également précisé que le PIB nominal était passé de 107 000 milliards de roubles en 2020 à près de 200 000 milliards en 2024, avec l'objectif d'atteindre 300 000 milliards d'ici à 2030. De plus, il convient de noter qu'en termes de PIB à parité de pouvoir d'achat, la Russie a dépassé le Japon en 2024 et occupe désormais la quatrième place, derrière les États-Unis, la Chine et l'Inde.

Vladimir Poutine annonce un investissement de 87 milliards d'euros pour renforcer la flotte militaire russe - RT 12 avr. 2025

Vladimir Poutine a annoncé ce 11 avril lors d'un conseil stratégique à Saint-Pétersbourg, un budget de 8 400 milliards de roubles (environ 87 milliards d'euros) pour les forces navales russes sur dix ans. L'objectif: munir la Russie d'une marine renforcée, dotée d'armements de pointe et soutenir ses forces nucléaires stratégiques.

La Russie augmente ses exportations de céréales vers l'Afrique - RT 12 avr. 2025

Les exportations de céréales russes à destination des pays africains ont fortement augmenté au premier trimestre de l'année 2025, par rapport à la même période l'année précédente. Les livraisons vers le Nigeria, par exemple, ont quadruplé pour atteindre 210 000 tonnes, a annoncé jeudi Rosselkhoznadzor, agence de surveillance agricole russe.

Selon FGIS Argus-Fito, cité par Rosselkhoznadzor, les exportations de céréales et de produits dérivés se sont élevées à un total de 11,8 millions de tonnes entre le 1er janvier et le 6 avril.

Les importations de blé russe en Tunisie ont bondi de 78 %, atteignant 191 000 tonnes, celles du Maroc ont augmenté de 72 %, s'élevant à 147 000 tonnes et celles du Mozambique ont été multipliées par douze, totalisant 74 000 tonnes. « *Les exportations de blé (373 000 tonnes) vers Israël, le Bangladesh, le Sénégal et le Togo, ainsi que les exportations d'orge (127 000 tonnes) vers l'Arabie saoudite, Israël et la Libye, ont débuté depuis les ports de la région de Leningrad* », a précisé l'agence.

Ces dernières années, les exportations de céréales russes vers l'Afrique ont connu une croissance considérable. En 2024, le président russe Vladimir Poutine a fixé comme objectif une augmentation des exportations agricoles de 50 % d'ici 2030 par rapport au niveau de 37 milliards de dollars en 2021.

Le mois dernier, le ministère russe de l'Agriculture a indiqué que les exportations de denrées alimentaires russes vers les pays africains avaient dépassé 7 milliards de dollars en 2024, soit une hausse de 19 % par rapport à 2023.

Selon Agroexport, agence russe d'exportations de produits agricoles, la Russie a livré des produits alimentaires à 45 pays africains, l'Égypte étant le plus grand importateur.

Les exportations vers ce pays, dont le blé, les huiles de tournesol et de soja, les légumineuses, les graines de lin, la mélasse et les levures, ont augmenté de 21 % en valeur, a indiqué Agroexport.

L'Algérie occupe la deuxième place parmi les importateurs de produits alimentaires russes, suivie par la Libye, le Kenya et la Tunisie, indiquent les données de l'agence. Les céréales, principalement le blé, l'orge et le maïs, représentent 87 % de l'ensemble des exportations des produits alimentaires vers le continent. Les exportations de produits laitiers ont également connu une croissance notable l'année dernière.

L'année dernière, la Russie a devancé la France en tant que premier fournisseur de blé au Maroc. Selon Rouslan Khassanov, chef du Centre d'évaluation de la qualité des céréales de Moscou, les raisons en sont la compétitivité des prix et les stocks limités de la France. Hormis les pays africains, les livraisons de sarrasin de Russie vers la Chine ont triplé pour atteindre 127 000 tonnes, selon Rosselkhoznadzor.

Palestine occupée.

Guerre à Gaza: Washington approuve une nouvelle livraison d'armes à Israël – RT 15 avr. 2025

Le 14 avril 2025, l'administration américaine a approuvé une nouvelle livraison d'équipements militaires à Israël, renforçant son soutien à son allié au cœur du conflit à Gaza.

Selon des informations relayées par Al Jazeera, cette décision inclut l'envoi de plus de 20 000 fusils d'assaut M4, une vente initialement retardée sous l'administration Biden par crainte d'une utilisation par des colons extrémistes en Cisjordanie. Ce transfert, estimé à plusieurs millions de dollars, s'inscrit dans une série d'approbations accélérées depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump en janvier 2025.

Argentine.

L'Argentine reçoit 42 milliards de dollars d'aide financière internationale - librentreprise.ma 12 avril 2025

L'Argentine a reçu vendredi un ballon d'oxygène de la part du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale (BM) et de la Banque interaméricaine de développement (BID), avec pas moins de 42 milliards de dollars au total. Un soutien présenté comme un « *important vote de confiance* » envers le Gouvernement.

Le prêt du FMI était attendu et s'élève à 20 milliards de dollars comme annoncé un peu plus tôt dans la soirée par le ministre argentin de l'Economie, Luis Caputo. Validé par le conseil d'administration du Fonds.

La surprise est venue en revanche de la BM, qui a annoncé dans le même temps une aide de 12 milliards de dollars au pays andin, afin de « *soutenir les réformes qui continuent d'attirer le secteur privé et renforcer les mesures mises en place pour promouvoir les créations d'emplois* ».

Quant à la BID, elle devrait accorder jusqu'à 10 milliards de dollars sur trois ans au gouvernement argentin, après validation par son conseil d'administration.

En complément.

L'Argentine est une poudrière sur le point d'exploser par Eduardo Vasco - Mondialisation.ca, 07 avril 2025

Ce n'est pas une nouveauté en Argentine. Depuis 1958, le pays a signé 22 accords avec le FMI. Le président actuel cherche à obtenir le 23e paquet de dettes avec l'organisation internationale des banquiers. L'Argentine doit près d'un tiers de tous les prêts du FMI.

Les observateurs les plus attentifs ont toujours su que cette dette ne serait jamais remboursée. Mauricio Macri, dont tout le monde pensait qu'il ne serait pas dépassé en matière de capitulation, a conclu un emprunt record en 2018. L'argent du plan de sauvetage négocié par Alberto Fernández en 2022 a été utilisé uniquement et seulement pour rembourser les prêts précédents. Bien sûr, pas la dette elle-même, mais les intérêts et les amortissements faramineux.

D'où la démoralisation totale du péronisme, qui dénonce aujourd'hui la rapacité mileiste et promet de ne pas reconnaître la nouvelle dette lorsqu'il reviendra au gouvernement. Pure démagogie électorale. Les politiciens péronistes ont également servi de capitaines de brousse au cours de ces presque 70 années d'asservissement du peuple argentin au FMI. Les solutions qu'ils ont proposées n'ont fait que tromper les travailleurs et les étudiants sans s'attaquer à la racine du problème.

https://www.mondialisation.ca/largentine-est-une-poudriere-sur-le-point-dexploser/5697631?doing_wp_cron=1744784107.9448299407958984375000

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 23 avril 2025

J'ai renvoyé en fin de causerie une rubrique consacrée à l'économie, dans laquelle j'ai rassemblé quelques éléments qui peuvent aider à la compréhension de la situation.

Voilà un élément qui pourrait servir de fil conducteur :

- Dans le passé, les États-Unis ont accusé la Chine de manipuler la monnaie en raison de ses avoirs importants en dollars américains. Ils ont donc imposé des sanctions à la Chine sur la base d'allégations selon lesquelles la forte augmentation des exportations chinoises était due à la manipulation du taux de change du RMB (Yuan, monnaie chinoise aussi appelée Renminbi). Pourtant, ce sont les États-Unis qui bénéficient de manière disproportionnée de cette relation.

D'une part, les États-Unis importent un grand nombre de produits manufacturés de Chine, bénéficiant de produits bon marché qui font baisser leur taux d'inflation. D'autre part, la Chine encaisse une grande quantité de dollars américains mais n'a pas d'endroit où les investir. Elle n'a donc pas d'autre choix que d'acheter des bons du Trésor américain, fournissant ainsi aux États-Unis des capitaux bon marché. Malgré cette double victoire, les États-Unis souhaitent exercer une pression supplémentaire sur la Chine. Les États-Unis se plaignent à tort de la prétendue manipulation du taux de change par la Chine. En réalité, les États-Unis veulent forcer la Chine à accepter l'appréciation du RMB et à ouvrir son marché financier, créant ainsi une bulle d'actifs financiers importés. Jusqu'à présent, ces efforts ont été vains, car la Chine n'a pas cédé à la pression américaine.

- Lorsque le fardeau de la dette des pays souverains devient trop lourd, tous, sans exception, se sont servis de l'inflation et de la dévaluation de la monnaie pour annuler leur dette et échapper à la crise. Avec une dette à un niveau aussi élevé, le gouvernement américain pourra-t-il encore échapper à ce destin historique ?

(3 économistes américains, Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff - *This Time Is Different : Eight Centuries of Financial Folly* (2009))

Pour lire l'article en entier :

http://www.luttedeclasser.org/dossier_2025/Dollar.pdf

On se détend un peu.

Joe Bonamassa - "No Good Place For The Lonely" - Live At The Hollywood Bowl With Orchestra

https://www.youtube.com/watch?v=cel23_4pt3o

On s'élève un peu au-dessus de la médiocrité ambiante.

Le chef-d'œuvre inconnu - Honoré de Balzac - 1831

https://beq.ebooksgratuits.com/balzac/Balzac_70_Le_chef_doeuvre_inconnu.pdf

Le génie de Balzac - La mission de l'art n'est pas de copier la nature, mais de l'exprimer ! Nous avons à saisir l'esprit, l'âme, la physionomie des choses et des êtres.

Calcul élémentaire, que cogitent-ils ?

- *«Le recours massif aux droits de douane, s'inscrit dans la continuité des politiques néolibérales et libertariennes visant à réduire le rôle de l'État dans la vie commerciale et privée. Il soutient que ces mesures n'ont donc pas grand-chose à voir avec la «reconstruction» des États-Unis et qu'elles visent à permettre aux super-riches de soutirer encore plus aux citoyens ordinaires».*

- *«Les États-Unis se préparent à soumettre leur propre population ainsi que celle de leurs soi-disant «alliés» à d'immenses souffrances économiques, sociales et politiques à long terme. La crise du coût de la vie aux États-Unis ne fera que s'aggraver. Les États-Unis espèrent pouvoir mieux supporter les difficultés économiques et les perturbations à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières que le monde multipolaire émergent. La survie du multipolarisme dépendra de sa capacité à prouver le contraire».*

J-C – Comment augmenter la productivité, le taux d'exploitation, le taux de la plus-value, en premier lieu, en dérégulant le droit du travail qui ne serait pas suffisamment favorable au capitalisme, en s'attaquant à tous les budgets sociaux et en démantelant les services publics qui existent encore... La lutte des classes.

- L'affaiblissement inattendu du dollar américain devient soudainement le reste du problème mondial.

Pour les vendeurs étrangers de toutes sortes de marchandises, y compris les voitures, le cognac et la tweed écossaise, la forte dépréciation du dollar est un double coup de fouet, aggravant les pertes causées par les prélèvements d'importation du président Trump. Pour les banques centrales du monde entier, le renforcement rapide de leurs propres monnaies exerce une pression pour réduire les taux d'intérêt de manière plus agressive.

Si les taux de change augmentent, ce qui renforce la monnaie nationale, les exportations diminuent et les importations augmentent. En effet, lorsque la valeur de la monnaie augmente, les biens produits localement deviennent plus chers. Il est donc plus économique d'importer des biens.

La dépréciation monétaire, si elle est ordonnée et progressive, améliore la compétitivité des exportations d'un pays et peut, à terme, réduire son déficit commercial.

La hausse des taux d'intérêt rend les actifs libellés en dollars plus attractifs pour les investisseurs du monde entier. Cette demande accrue d'actifs américains entraîne un renforcement du dollar et, par conséquent, un affaiblissement de la roupie. (Parce que les investisseurs désertent l'Inde pour les Etats-Unis. – J-C)

Lu.

- Si une donnée réfute l'hypothèse de travail, il faut changer d'hypothèse de travail – donc ne perdez plus votre temps en discussion inutiles... parlez surtout des données qui réfutent et donc détruisent un narratif ou une doxa en disant ce qu'Einstein et plein d'autres disaient : Si une donnée va à l'encontre de votre modèle il faut détruire ce modèle et en changer. Cela a l'air théorique mais en fait c'est puissant, vrai et assez simple.

Mes commentaires publiés dans un blog.

Article : Survie ou pillage ? Ce qu'est réellement la révolution de Trump.

- Voilà ce que Trump et Musk ont ordonné à tous les Etats du monde.

Dans un premier temps, pour équilibrer votre balance commerciale, vous devrez vous attaquer au niveau de vie, aux droits ou acquis sociaux de vos peuples qui vivent au-dessus de leurs moyens, réduire le train de vie scandaleux des classes moyennes, tailler dans le vif...

Dérégulez la totalité de l'activité économique ou tous les secteurs des biens et des services, incluant les services sociaux, privatisez tout ce qui peut l'être encore au profit du marché, de l'oligarchie, pas seulement aux Etats-Unis, partout dans le monde.

Supprimez, amputez au maximum ou privatisez les ministères à caractère social, Sécurité sociale et retraite, éducation, santé, logement, famille, enfance, handicapé, culture, etc., vous cesserez d'avoir une balance commerciale déséquilibrée, et en prime vous permettrez aux plus riches d'accroître indéfiniment leur fortune, ainsi que vos dépenses militaires qui seront en augmentation constante, en procédant de la sorte, vous aurez sauvé le capitalisme tout en œuvrant à votre sécurité en mettant en place un modèle de société sécurisée militarisée...

Tout du moins c'est qu'ils croient, car la lutte de classe du prolétariat mondial leur réserve bien des surprises, parce qu'aucun peuple n'acceptera indéfiniment d'être livré à une régression sociale sans fin ou d'être réduit en esclavage, aucune dictature n'a jamais pu s'imposer indéfiniment, parce que de tels rapports sociaux sont truffés de contradictions qui les mènent à leur perte.

Article : Résolution citoyenne relative à l'engagement militaire et financier de la France en Ukraine.

- Un soutien explicite au despote Macron, à la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République, à l'impérialisme français, dans le plus pur style de la réaction applaudit par un grand nombre qui par ailleurs se prétendent anticoloniaux, pro-Palestiniens ou antisionistes, humanistes, etc.

On s'aperçoit ici que ce n'était qu'une misérable imposture de leur part ou qu'on a affaire à des idiots sans principe ni conscience politique. Entre nous, on le savait déjà!

Ma réponse à des lecteurs.

- Vous avez dit un blog alternatif, indépendant, progressiste, démocratique ? Il prouve ici exactement le contraire.

Voilà un blog et des lecteurs qui font ouvertement la promotion de la Constitution antidémocratique de la Ve République, de l'armée française impérialiste, qui incarneraient les aspirations des exploités et des opprimés.

N'en croyez pas un mot, ne vous laissez pas manipuler. Ils instrumentalisent l'absence de conscience politique des masses pour les livrer pieds et mains liés à leurs pires ennemis qu'ils dotent de bonnes intentions.

Article : La science est réfutable, pas la foi. Si une donnée va à l'encontre de votre modèle il faut détruire ce modèle et c'est le cas pour les narratifs du climat, du Covid, de l'ARNm

- En un mot, cela revient à se poser les bonnes questions quand on est ignorant, encore faut-il l'admettre ou l'avoir à l'esprit, ce qui n'est pas donné à tout le monde.

Bref, il suffit de raisonner scientifiquement, c'est ce que fait sans peine le matérialisme dialectique, on part des faits, on s'en remet aux faits, encore faut-il les identifier avec précision, les distinguer de leur interprétation.

Le principal et le plus sournois écueil demeure les non-dits, les faits inconnus ou censurés par l'auteur d'un article, parce qu'ils infirmeraient son interprétation ou ses conclusions. Encore faut-il saisir les faits dans leur enchaînement pour qu'ils soient exploitables par la suite, le plus souvent, c'est du ressort de la connaissance générale acquise par le lecteur, quand ses a priori ne s'y opposent pas plus ou moins inconsciemment.

Le plus épatant ou étonnant, quoique, ce sont ceux qui ici prétendent savoir tout cela comme s'ils le pratiquaient même en dormant, mais qui continuent de publier des commentaires qui n'en tiennent manifestement pas compte, pour ne pas dire le plus souvent un tas de conneries, ils y sont invités par la nature des articles (et l'identité de leurs auteurs) qui leur sont proposés qui sont du même acabit.

Article : Cascade de pétitions de militaires et hauts gradés israéliens contre la guerre à Gaza - Réseau Voltaire 17 avril 2025

J-CT - Si on croyait le récit du Réseau Voltaire, on en viendrait à penser que "*la société israélienne*" aurait soudain des états d'âme ou des bonnes intentions, on en oublierait presque qu'elle a soutenu le génocide et l'aplatissement de Gaza à plus de 90%, pour un peu on serait en présence de démocrates et non de sionistes barbares.

RV - En une semaine, une cascade de pétitions de militaires a brusquement manifesté la prise de conscience par la société israélienne que la stratégie du gouvernement Netanyahou à Gaza ne permettrait ni de ramener les otages ni de vaincre le Hamas.

J-CT - Remplacer "*le Hamas*" par le peuple palestinien, leur ennemi de toujours.

RV - Les Israéliens commencent à prendre conscience des horreurs vécues par les Palestiniens

J-CT - Les braves Israéliens, parce qu'ils se seraient préoccupés un jour des Palestiniens à part les exterminer ? C'est leur prêter une conscience qu'ils n'ont jamais eu et qu'ils n'auront jamais.

RV - mais ils ont pour le moment de grandes difficultés à parler de ces crimes commis par certains de leurs concitoyens

J-CT - Cela se passe à une encablure de chez eux et Haaretz en a rendu compte très largement donc, non seulement ils sont parfaitement informés, ils en ont été les complices. Quand le Réseau Voltaire évoque "*certaines de leurs concitoyens*", on pourrait croire que les centaines de milliers de soldats de Tsahal n'y avaient pas assisté. Qui plus est parmi les quelque 6 millions de juifs que comptent Israël, ce sont des centaines de militaires et réservistes qui ont participé au génocide des Palestiniens, ce qui signifie que pas une famille juive israélienne ignore ce qui se passe à Gaza et en Cisjordanie depuis le 7 octobre 2023, donc ils en parlent abondamment, pourquoi faire croire le contraire, sinon chercher à les épargner. Plus loin le Réseau Voltaire récidive.

RV - Il est encore trop tôt pour les Israéliens pour analyser ce qu'ils ont vécu ces dernières années.

J-CT- En attendant, accordons-leur le bénéfice du doute, ils ne savaient pas les malheureux, il ne faut pas leur en vouloir. Allez donc raconter cela aux Palestiniens.

RV - Ce mouvement d'idées trouve sa racine dans la critique que Benyamin Netanyahou a entretenue depuis des années contre l'establishment militaire. Il s'est soudainement développé avec la guerre post-7 octobre à Gaza. Il s'agit donc à la fois d'une révolte contre le populisme des « *sionistes révisionnistes* » et contre le projet de guerre sans fin qu'ils portent.

J-CT - Pas du tout, on assiste au même scénario quand les guerres durent pendant des années, et que des deux côtés des belligérants les conséquences de la guerre affectent les conditions d'existence et le moral de chaque famille, car l'un ou plusieurs des siens sont morts ou ont été blessés ou demeureront handicapés à vie. Ils ne le supportent plus et se retournent contre ceux qui les ont entraînés dans cette guerre, et non la fable que veut nous vendre le Réseau Voltaire.

Reporters Sans Frontières, une agence de presse sioniste d'extrême droite.

Où RSF opère un retrait posthume de leur carte professionnelle aux journalistes palestiniens - legrandsoir.info 16 avril 2025

Par Jacques-Marie Bourget.

Reporters Sans Frontières (RSF) a toutes les audaces, tous les culots. Les « *salauds ça ose tout, c'est à ça qu'on les reconnaît* ». L'assertion du type ~~Bernard Blier~~ Lino Ventura marche pour eux en changeant le premier mot. Voilà une « ONG » qui n'en est pas une, puisqu'elle a avec constance touché de l'argent des USA et d'Israël, voilà qu'en novembre, dans son « *Bilan Annuel de la liberté de la presse dans le monde* », elle refuse de compter les journalistes assassinés par Israël à Gaza ! En effet pour RSF les martyrs de presse Palestiniens ne sont pas de « *vrais journalistes* ». Du type Robert Ménard.

<https://www.legrandsoir.info/ou-rsf-opere-un-retrait-posthume-de-leur-carte-professionnelle-aux-journalistes-palestiniens.html>

Article : Thierry Meyssan sur Donald Trump

- Meyssan porte-parole de Trump ou de la réaction, il le revendiquait depuis 2016, rien de nouveau. Tout juste un bon documentaliste, et encore, quand il n'a pas des trous de mémoire. Quant au reste, c'est de la propagande idéologique qui n'a rien à voir avec nos intérêts ou aspirations à l'émancipation et à la liberté.

Article : La Chine, les BRICS et la Palestine : l'effroi comme ultime espoir ?

- Mais l'on ne peut ignorer non plus que l'Histoire est jalonnée de contre-exemples, où les principes éthiques ont eu raison du cynisme de quelques-uns – sans quoi, nous n'aurions jamais assisté à l'abolition de l'esclavage, à l'abolition de l'apartheid sud-africain, ni à toutes ces luttes anticoloniales qui se sont soldées par des déclarations d'indépendance, fussent-elles imparfaites.

Où est le lézard dans cette argumentation ?

Si l'esclavage (et autres dictatures), tel qu'il était pratiqué autrefois a disparu, c'est uniquement parce qu'il était devenu un frein ou un obstacle au développement économique ou aux affaires, autrement dit pour des besoins purement mercantiles et non pas parce que les régimes en place seraient soudainement devenus démocratiques, ou parce que parmi les tenants du capitalisme, ses représentants ou idéologues, ceux qui en profitaient, auraient figuré des humanistes.

Cet article a été conçu uniquement dans le but de le faire croire pour que les lecteurs continuent de vouer un culte au capitalisme, au passage, c'est le cas de 99,99% des articles traitant d'économie ou de politique publiés ici.

Désinformation et propagande idéologique de la réaction en faveur du Green New Deal ou la dictature énergétique. Mode d'emploi.

«Ça empire chaque année un peu plus»: l'Inde et le Pakistan touchés par une vague de chaleur - RFI 19 avril 2025

Le bilan alarmant de Copernicus sur le climat en Europe en 2024, entre inondations et chaleurs records - Le HuffPost 15 avril 2025

J-C - Leur procédé relève de la manipulation.

Dans le premier article, ils ont sélectionné comme référence la période comprise entre 1950 et 1986, tandis que dans le second, la période depuis 1950 à nos jours. Gageons que dans le premier cas les périodes antérieures à 1950 et ultérieures à 1986 contredirait leur affirmation et du coup réduiraient à néant leur conclusion, et dans le second cas on aboutirait au même résultat désastreux pour ces escrocs en consultant les données antérieures à 1950 ou à 2013.

Chaque fois, soit ils cassent le thermomètre ou l'instrument de mesure, soit ils placent le curseur de sorte que le constat coïncide avec leur propagande et leurs objectifs. Quand ils souhaitent retirer un produit du marché ou en imposer un autre, ils modifient l'évaluation des substances potentiellement toxiques qu'il renferme à la hausse ou à la baisse, en prétendant agir pour le bien-être de la population.

Ils avaient procédé de la même manière avec le Sars-CoV-2, en augmentant soudainement le niveau de contagiosité d'un virus de manière à faire croire que la totalité de la population était en danger de mort, ce qui n'était évidemment pas le cas. Avec les tests PCR, ils amplifièrent exagérément un fragment d'ADN créant ainsi des faux positifs par millions et millions, la seule et véritable pandémie... Il y eut surtout le cas de l'hydroxychloroquine mondialement consommée depuis un demi-siècle sans présenter de danger particulier, et classée subitement et hâtivement substance vénéneuse, parce qu'elle était efficace associée à l'azithromycine pour combattre ce virus, rendant caduque la nécessité d'un "vaccin".

«Ça empire chaque année un peu plus»: l'Inde et le Pakistan touchés par une vague de chaleur - RFI 19 avril 2025

Dans la province pakistanaise du Balochistan, le thermomètre a atteint 49°C, tandis qu'à New Delhi, il a fait plus de 40°C. Des températures qui repoussent les limites de survivabilité de l'être humain, soit le moment où le corps n'arrive plus à transpirer, et donc à se refroidir. C'est la conclusion alarmante du nouveau rapport de ClimaMeter.

Le changement climatique est la principale cause des récentes fortes chaleurs en Inde et au Pakistan, selon ClimaMeter, cette organisation mesure si et comment le réchauffement climatique favorise l'arrivée d'événements climatiques extrêmes. Sur les journées du 14 et du 15 avril, la moyenne des températures dans les deux pays a été 4°C supérieure à la période référence, comprise entre 1950 et 1986. RFI 19 avril 2025

J-C – Ici c'est l'été, donc pendant environ un ou deux mois, parfois un peu plus, la journée on frôle ou on dépasse 40°C à l'ombre. Il y a de cela quelques années déjà, on avait atteint 43°C pendant un ou deux jours, bref, rien de plus normal en cette saison, tout le monde y est habitué. Evidemment c'est plus difficile à supporter que lorsque la température est plus clémente, mais qu'y pouvons-nous, rien, alors on attend que cela se passe, c'est tout.

Le bilan alarmant de Copernicus sur le climat en Europe en 2024, entre inondations et chaleurs records - Le HuffPost 15 avril 2025

D'après le rapport de l'observatoire européen Copernicus, publié ce mardi 15 avril, l'Europe a connu en 2024 une chaleur record mais aussi les pires inondations depuis plus d'une décennie.

Le bilan, produit en collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale, indique que près d'un tiers du réseau fluvial européen a été inondé l'an dernier, qui a été l'une des dix années les plus pluvieuses du continent depuis 1950.

Ce sont « *les inondations les plus étendues* » que l'Europe ait connues « *depuis 2013* », a souligné lors d'un point presse Samantha Burgess du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (ECMWF), qui assure le service climatologique de Copernicus.

Pourvu qu'ils ne puissent pas se reproduire... à défaut de pouvoir les supprimer...

Etats-Unis : de jeunes millionnaires organisent une course de spermatozoïdes (et ce n'est pas une blague) - 20 Minutes 18 avril 2025

De jeunes millionnaires prévoient d'organiser une course de spermatozoïdes le 25 avril à Los Angeles, à la fois pour faire le buzz et pour sensibiliser au déclin de la fertilité masculine. 20 Minutes 18 avril 2025

En oligarchie. Le suzerain, sa cour et ses sujets

Trump veut faire fonctionner le gouvernement des États-Unis «comme un business» - RT 19 avr. 2025

Le 18 avril, le président américain Donald Trump a publié sur son compte du réseau social Truth Social une annonce qui prévoit un changement d'approche au sein du gouvernement. Selon lui, le Bureau de gestion du personnel publiera bientôt de nouvelles règles pour les fonctionnaires, visant à instaurer des normes strictes concernant leur conduite.

« *Selon le décret que j'ai signé le premier jour de ma présidence, le bureau de gestion du personnel publiera de nouvelles règles de la fonction publique pour les fonctionnaires. À l'avenir, les fonctionnaires travaillant sur des questions politiques seront classés dans la catégorie "Agenda politique/Carrière" et devront respecter les normes les plus strictes en matière de conduite et de résultats* », a-t-il écrit.

Donald Trump a également précisé que si ses fonctionnaires refusaient de « *promouvoir les intérêts politiques du président* » ou s'ils « *se livrent à des actes de corruption* », « *ils ne devront plus exercer leurs fonctions* ».

Mélenchon, cet histrion du capitalisme et du régime de la Ve République.

J-C - La préoccupation de Mélenchon : Comment ramener "*le vote populaire (qui) a été perdu aux États-Unis*" dans le giron du Parti démocrate capitaliste afin d'assurer la survie du capitalisme?

Traduction en France : Comment ramener le vote perdu par le Nouveau Front populaire capitaliste ou le PS, afin d'assurer la survie du capitalisme et du régime de la Ve République ?

Jean-Luc Mélenchon va rencontrer la députée démocrate Alexandria Ocasio-Cortez à New York - BFMTV 18 avril 2025

Jean-Luc Mélenchon va rencontrer la députée démocrate Alexandria Ocasio-Cortez à New York ce samedi 19 avril, selon des informations de BFMTV. L'objectif de cette rencontre: poser les prémices de la riposte de la gauche après l'élection de Donald Trump.

"*Suite à la défaite de Kamala Harris et l'élection de Trump, le vote populaire a été perdu aux États-Unis*", constate La France insoumise. "*Cela centralise la discussion sur la stratégie des insoumis puisqu'on a fait 22% à la présidentielle et on a battu l'extrême droite et les macronistes aux élections suivantes. La discussion aura lieu sur le fond et les stratégies*", précise le parti. BFMTV 18 avril 2025

Un plat réchauffé particulièrement indigeste, toxique, mortel.

"Ça va chauffer": Mélenchon estime que Trump peut provoquer une "révolution sociale" aux États-Unis avec les droits de douane - BFMTV/AFP 22 avril 2025

"*Donald Trump est peut-être le début d'une révolution sociale aux États-Unis d'Amérique. Quand les Américains vont se rendre compte que tous leurs prix vont augmenter*" et qu"*il ne suffit pas de mettre des droits de douane à l'aveuglette pour reconstituer une industrie et une agriculture aux États-Unis (...) ça va chauffer*", a jugé le leader de la France insoumise, dans un entretien à l'AFP, après une conférence à la "*Cuny*", l'université publique de New York.

Il a prévu de rencontrer l'une des figures de la gauche américaine, l'élue à la Chambre des représentants Alexandria Ocasio-Cortez, dont les meetings "*anti-oligarchie*" avec le sénateur Bernie Sanders déplacent les foules depuis plusieurs semaines.

"*Le résultat c'est que peut-être Donald Trump va être l'occasion d'un rebond de la gauche vers la gauche. Mais il est possible aussi qu'il n'y ait plus jamais de gauche aux États-Unis d'Amérique comme par exemple c'est le cas en Italie*", ajoute-t-il. BFMTV/AFP 22 avril 2025

Alexandria Ocasio-Cortez "anti-oligarchie", vérifions-le tout de suite.

J-C - L'organisation américaine WSWS, qui se réclame du trotskysme, est mieux placée que nous pour évoquer madame Alexandria Ocasio-Cortez.

L'Ocasio-Cortez promeut le « *populisme économique* » mené par le démocrate de la CIA Jared Golden en tant qu'avenir du Parti démocrate - 1er avril 2025

<https://www.wsws.org/en/articles/2025/04/02/lzsr-a02.html>

Au format pdf en français.

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2025/Alexandria Ocasio-Cortez_2.pdf

Alexandria Ocasio-Cortez se vante de sa transformation en agent loyal de l'impérialisme américain - 1 septembre 2023

<https://www.wsws.org/fr/articles/2023/09/01/pers-s01.html>

Au format pdf en français.

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2025/Alexandria Ocasio-Cortez_1.pdf

Alexandria Ocasio-Cortez dénonce les socialistes et fait l'éloge de l'administration Biden, Parti démocrate - 25 mars 2021

<https://www.wsws.org/en/articles/2021/03/26/aoc-m26.html>

Au format pdf en français.

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2025/Alexandria Ocasio-Cortez_4.pdf

Alexandria Ocasio-Cortez finance les démocrates de la CIA - 4 avril 2021

<https://www.wsws.org/en/articles/2021/04/05/demo-a05.html>

En français.

<https://www.wsws.org/fr/articles/2021/04/07/aocf-a07.html>

Pourquoi Alexandria Ocasio-Cortez est dans le même parti que Joe Biden - 28 janvier 2020

<https://www.wsws.org/en/articles/2020/01/28/cort-j28.html>

Au format pdf en français.

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2025/Alexandria Ocasio-Cortez_3.pdf

En famille, le NFP avec Macron. Ils sont devenus inséparables !

BFMTV- Une délégation de parlementaires et d'élus de gauche français a dénoncé ce dimanche 20 avril "*une punition collective*" après l'annulation de leurs visas à deux jours d'un déplacement en Israël, et en appelle à Emmanuel Macron.

Cette délégation, comprenant notamment les députés François Ruffin, Alexis Corbière et Julie Ozenne (groupe écologiste), Soumya Bourouaha (groupe GDR, communiste) et la sénatrice Marianne Margaté (groupe communiste), devait se rendre en Israël et dans les territoires palestiniens du 20 au 24 avril.

J-C - Reconnaître un territoire aplati, réduit sous un tapis de bombes à un amas de poussières et gravats, un peuple massacré et réduit à la famine, en voilà du "*courage*" ! Ces scélérats ne savent plus quoi inventer pour cautionner Macron et les institutions.

BFMTV - Emmanuel Macron a récemment annoncé que la France pourrait reconnaître un État palestinien en juin, à l'occasion d'une conférence qu'elle coprésidera avec l'Arabie saoudite à New York.

"Depuis des décennies, nous appelons de nos vœux et revendiquons que la France reconnaisse l'État palestinien. La France s'apprête à passer enfin le pas de cette reconnaissance. C'est un acte courageux, qui rendrait hommage à son histoire et notre vision de la démocratie, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité", ajoutent ces élus. BFMTV 21 avril 2025

Gaza : Les Etats-Unis conditionnent l'entrée de la nourriture à un accord... cautionnant un crime de guerre - 20minutes.fr/AFP 22 avril 2025

La bande de Gaza est aujourd'hui plongée dans la pire situation humanitaire depuis le début de la guerre déclenchée, avec une famine grandissante, mais le nouvel ambassadeur des Etats-Unis en Israël, Mike Huckabee, plutôt que de mettre la pression sur Israël pour permettre l'entrée d'aide humanitaire, en profite pour mettre la pression aux Gazaouis. « *Nous appelons le Hamas à signer un accord afin que l'aide humanitaire puisse entrer dans Gaza pour ceux qui en ont désespérément besoin* », a dit Mike Huckabee dans une déclaration vidéo sur X.

Rappelons que l'accès à la nourriture pour les populations civiles prises dans une guerre fait partie des droits garantis par les conventions internationales, telle que la quatrième Convention de Genève de 1949. L'utilisation de la famine des civils comme « *méthode de guerre* » est proscrite, cela constitue un crime de guerre.

Pourtant, des responsables israéliens ont fait des déclarations publiques exprimant leur objectif de priver les civils de Gaza de nourriture, d'eau et de carburant. Et ces méthodes sont désormais encouragées par les Etats-Unis.

Après plus de 18 mois de guerre et la suspension le 2 mars par Israël de l'entrée de l'aide, la situation humanitaire est jugée alarmante dans le territoire où vivent 2,4 millions de Palestiniens. Des Palestiniens affamés se rabattent sur la viande de tortue. En juin dernier, les acteurs du secteur

humanitaire avaient évoqué des Palestiniens si démunis qu'ils en étaient parfois réduits à se nourrir d'aliments pour animaux ou d'herbe, et à boire des eaux usées. 20minutes.fr/AFP 22 avril 2025

Le Hamas conserve 20 000 combattants face à une offensive israélienne – RT 21 avr. 2025,

Le 20 avril 2025, des sources sécuritaires israéliennes ont révélé que le Hamas maintient une force de 20 000 combattants en réserve dans la bande de Gaza, prêt à contrer une éventuelle offensive israélienne, selon i24NEWS.

Courriel que j'ai envoyé le 21 avril 2025 à Union Juive Française pour la Paix (UJFP).

Lu dans la rubrique des lecteurs du blog Le Grand Soir :

- Le site twitter du NPA 66 fait savoir qu'ils retirent leur signature de soutien à une soirée à Perpignan pour la Palestine. Raison, la présence de Michel Collon à cette soirée. Et dans leur justification, ils mettent un article de comparicity whatch qui attaque Michel Collon.

Il y a déjà 4 ou 5 mois, le NPA avait pratiquement applaudi à l'envoi d'armes à l'Ukraine. Cette organisation devient de plus en plus trouble.

Un autre lecteur :

L'UJFP a suivi. On peut lire leur communiqué, de L'UJFP, sur leur site. Eventuellement leur écrire pour dire ce que l'on en pense...

C'est ce que j'ai fait, voilà le courriel que je leur ai adressé.

Réaction à "*Une déclaration de l'UJFP sur ses interventions publiques*".

Vous avez écrit : "*Mais nous ne souhaitons pas être partenaires de personnalités dont les positions peuvent rejoindre celles de l'extrême droite complotiste, en voyant dans le soutien impérialiste à l'État d'Israël le résultat de l'influence d'un complot juif mondial qui dirige le monde.*"

Je ne vois pas en quoi cela concernerait monsieur Michel Collon. Il s'agit d'un prétexte pour ne pas avoir à dialoguer avec un intellectuel qui ne partage pas vos positions, et pour cause.

Vous êtes partisans de la solution à deux Etats, autrement dit la partition de la Palestine qui signifie son arrêt de mort (résolution 181 adoptée par l'ONU le 29 novembre 1947).

J'ai donc lu dans votre blog que vous assumiez être sionistes en justifiant l'existence d'Israël qui est la négation de la Palestine.

Donc, je comprends pourquoi vous ne souhaitez pas être associés à des événements auxquels participent des personnalités militant pour l'établissement d'une République palestinienne démocratique et laïque accordant les mêmes droits à tous ses citoyens sans distinction d'origine ethnique, de religion, de philosophie, etc. car effectivement, il y a là incompatibilité avec la solution

à deux Etats ou le maintien de l'existence de l'Etat d'Israël, dont vous défendez le droit à l'existence, donc d'assurer sa sécurité, donc de se défendre, vous connaissez la suite, Etat d'Israël dont finalement vous êtes des agents déguisés ou avançant masqués. Vous ne souhaitez pas que vos contradictions et votre compromission avec le sionisme soient mises en lumière éventuellement lors d'une discussion, on peut vous comprendre. Vous n'assumez pas vos positions jusqu'au bout, c'est malhonnête et indigne des idées que vous prétendez porter par ailleurs.

C'est juste un constat, sans plus.

Voilà pourquoi ils ne pourront jamais plus réindustrialiser la France ou n'importe quel pays occidental, y compris les Etats-Unis.

J-C - Le taux de productivité en France ou en occident n'égalera pas avant longtemps ou jamais celui de la Chine et ses semblables en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud, en Europe centrale, les coûts de production, dont la main d'œuvre, seront toujours trop élevés et le taux de plus-value trop bas.

Mais cela, ils ne peuvent pas le proclamer sur tous les toits, d'où les vociférations et gesticulations grotesques de Trump et ses semblables que la crise du capitalisme rend fou, on les comprend, et on va s'employer à leur pourrir la vie un peu plus. Le niveau de vie des masses est trop élevé, ils consomment trop parce qu'ils disposent de trop de temps libre, les travailleurs ne travaillent pas assez et pas assez longtemps...

En Inde où ils travaillent 6 jours sur 7, ils n'ont pas de loisirs ou de divertissement, les enfants n'ont pas de jouets, ils ne font pas de sport, ils ne partent pas en vacances, ils n'y ont pas le droit, ils ne vont pas au café, au restaurant, au cinéma ou au théâtre, ils n'ont pas des armoires remplies de vêtements, ils n'ont pas de quoi se soigner, s'instruire, entretenir leur habitation, leur moyen de transport, ils ont tout juste de quoi survivre au quotidien en étant voués à la précarité absolue. Du coup, ils craignent tout ce qui bouge, de tomber malade, d'avoir un accident, en un mot, ils sont disciplinés et soumis, ils votent tous les 4 ans je crois, et ils n'attendent rien de l'existence, du gouvernement, de la société, de quiconque, ils se résignent à leur vie cauchemardesque d'esclaves puisqu'ils n'ont aucun espoir d'en voir le bout un jour. Ils vivent pour travailler, une fois leurs besoins élémentaires réduits à une portion congrue, uniquement pour payer des charges imposées qui engraisseront des capitalistes, charges à mettre au compte paraît-il du développement économique. Quant au progrès social, ils n'en verront pas la moindre trace, il est réservé pour les nantis d'occidentaux, qui en rajoutent chaque fois qu'ils revendiquent une amélioration de leur condition, puisque ce sera au détriment de la leur... et du socialisme, mais aucun n'en a réellement conscience, sauf les dirigeants du mouvement ouvrier subordonnés au capitalisme et les capitalistes eux-mêmes.

Bienvenue au club des exploités jusqu'à la corde du pendu par désespoir !

« Les Français ne travaillent pas assez » : François Bayrou a-t-il raison ? - Publicsenat.fr 17 avril 2025

« Les Français ne travaillent pas assez », a estimé François Bayrou lors de son discours du 15 avril sur l'état des finances publiques. Devant un parterre de parlementaires, de partenaires sociaux et de membres du gouvernement, le Premier ministre a constaté que le pays « manque de ressources » car « nous ne produisons pas assez ». Il a également souligné le « faible taux d'emploi des jeunes et des

seniors par rapport à nos voisins européens » estimant que nous ne travaillons « *pas assez* ». Il a exhorté les Français à se relever les manches : « *Seule une prise de conscience de nos concitoyens peut soutenir une action déterminée* ».

Mais François Bayrou a-t-il raison ? Les Français travaillent-ils moins que leurs voisins européens ? Pour l'économiste Éric Heyer, analyste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) cette affirmation n'est pas complètement juste : « *Sur un temps complet, les Français travaillent un petit peu moins que les autres, mais lorsque l'on ajoute le temps partiel, alors la donne est rééquilibrée* ».

Selon les données d'Eurostat pour l'année 2024, les personnes occupant un emploi à temps complet en France travaillent en moyenne 39,9 heures par semaine soit une durée inférieure à la moyenne des pays de l'Union européenne qui est de 40,3 heures. En Allemagne, la moyenne s'élève à 40,2 heures. En durée effective par an, la France se classait même, en 2022, avant dernière des pays membres de l'UE.

Mais sur les temps partiels, la France ne figure pas en tête du classement des pays européens. En 2024, selon l'Insee, 16,8 % des personnes en emploi sont à temps partiel en France. Le pays se situe même en dessous de la moyenne européenne qui s'élève à 17,8 %. Qui plus est, les personnes ayant un emploi à temps partiel travaillent plus en France avec une moyenne de 22,8 heures par semaine soit une heure de plus que la moyenne européenne.

Dès lors, selon les types d'emplois cumulés (complet ou partiel), les travailleurs français travaillent en moyenne autant que leurs voisins européens avec une durée moyenne de 36 heures par semaine contre 36,1 heures pour l'UE selon Eurostat pour l'année 2023. Elle dépasse même l'Allemagne de deux heures par semaine. Au sein de l'Union, c'est la Grèce qui fait figure de grande gagnante avec une moyenne de 39,8 heures. « *La Grèce a le temps de travail le plus élevé, ce qui veut dire qu'il n'y a pas forcément de lien entre-temps de travail et croissance* », souligne Éric Heyer.

On travaille de longues heures en France

La France se classe également parmi les premiers pays européens pour les salariés travaillant de longues heures. En 2022, 10 % des personnes employées en France travaillaient 49 heures ou plus. C'est en moyenne 7,4 % pour l'Union européenne. La Grèce se classe encore une fois première de ce classement avec une moyenne de 12,6 % suivie par... La France.

Un taux d'emploi plus faible chez les jeunes et les seniors

Lors de son discours, François Bayrou a regretté que le « *taux d'emploi des jeunes et des seniors soit plus faible* » en France que chez nos voisins européens comme l'Allemagne et le Royaume-Uni. « *Contrairement à d'autres pays européens, nous commençons à travailler plus tard et nous partons plus tôt* », reconnaît Éric Heyer. « *Sur la catégorie 25-55 ans, nous travaillons autant que nos voisins européens, mais lorsque l'on s'approche des extrémités les chiffres se réduisent* ».

Pour l'économiste, cette anomalie aux extrémités tend à se résorber par les mesures économiques du gouvernement. L'investissement dans l'apprentissage a fortement augmenté le taux d'emploi chez les jeunes. « *Sur les seniors également nous progressons même si nous sommes encore loin de pays comme l'Allemagne et les Pays-Bas. La raison d'un taux d'emploi plus faible chez les seniors est aussi à regarder du côté du management spécifique à la française. Ce management dur ne permet pas l'épanouissement des salariés ce qui conduit souvent à un accord à l'amiable avec l'employeur lorsqu'un salarié arrive à 55 ans* ».

Baisse de la productivité chez les salariés

Pour Éric Heyer, si nous produisons moins c'est aussi parce que notre productivité a baissé. « *La baisse de la productivité est liée aux politiques d'Emmanuel Macron. En baissant le coût du travail, en augmentant l'apprentissage, en sauvant des entreprises non viables, le gouvernement a certes créé des emplois, mais il a aussi fait baisser la productivité car en parallèle il n'y a pas eu de hausse de l'activité. Enrichir la croissance en emploi ou baisser la productivité c'est la même phrase* », souligne l'économiste.

J-C – Pendant que les oisifs ou les rentiers se goinfrent comme jamais :

- Les entreprises du CAC 40 ont reversé 98,2 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2024, soit un montant 60 % supérieur à ceux de 2019 (60,2 milliards).

Entre 2000 et 2020, les dividendes distribués aux actionnaires du CAC40 ont augmenté de 269 %.

La France est le pays de l'UE où les dividendes versés par les entreprises sont les plus élevés.

France.

Le roitelet a un nouveau protecteur ou souteneur.

Emmanuel Moulin succède à Alexis Kohler comme bras droit de Macron à l'Élysée, voici son profil - Le HuffPost 16 avril 2025

C'est lui qui va désormais occuper le poste très stratégique de secrétaire général de l'Élysée, et qui aura la tâche de faire oublier « *l'ombre* » du chef de l'État, parfois qualifié de « *vice-président* » au cours de ces huit ans rue du Faubourg Saint-Honoré, une longévité presque sans précédent dans cette fonction.

Avant d'accepter cette mission, Emmanuel Moulin, haut-fonctionnaire de 56 ans, Versaillais de naissance, peut se targuer d'un CV impressionnant. Il a notamment été directeur de cabinet du ministre de l'Économie Bruno Le Maire (entre 2017 et 2020), puis directeur du Trésor, le poste le plus prestigieux à Bercy (entre 2020 et 2024), avant de rejoindre Gabriel Attal pour devenir son directeur de cabinet lors de ses neuf mois à Matignon. Voici, en plus de ce palmarès, ce qu'il faut savoir du nouvel homme fort en macronie.

Ancien diplômé de l'ESSEC ou de l'ENA. De quoi le rapprocher de son prédécesseur et de son nouveau patron Emmanuel Macron. Emmanuel Moulin commence ainsi son engagement dans le giron du Parti socialiste dans les années 1980, en président le club *Opinions* à Science Po. Un cénacle étudiant qui réunissait alors des jeunes rocardiens, dont l'ancien Premier ministre Edouard Philippe et un certain Alexis Kohler.

Mais c'est avec la droite au pouvoir qu'il fait son entrée dans les ministères. Il rejoint Bercy et le cabinet du ministre de l'Économie Jean-Louis Borloo en 2006, puis celui de sa successeuse Christine Lagarde, avant de s'installer à l'Élysée pour la première fois, en 2009, comme conseiller économique du président Nicolas Sarkozy.

Lorsque le socialiste François Hollande arrive au pouvoir en 2012, Emmanuel Moulin quitte la scène politique pour pantoufler dans le privé (chez Eurotunnel ou la banque italienne Mediobanca par exemple) et ne revient à Bercy qu'avec la nomination de Bruno Le Maire en 2017. Un parcours qui fait dire au président de la Cour des comptes Pierre Moscovici, que son ancien collaborateur au PS (dans les années 1990) est devenu un « *sarkozyste* » inclassable.

De retour à l'Élysée, Emmanuel Moulin arrive auprès d'Emmanuel Macron avec une réputation... de chat noir. Son parcours, auprès de Christine Lagarde, Nicolas Sarkozy puis de Bruno Le Maire est effectivement marqué par plusieurs crises économiques majeures : celle des subprimes et des faillites bancaires en 2007, celle de la zone euro à partir de 2008, puis celle de la pandémie de Covid en 2020.

C'est lui, comme directeur de cabinet de Bruno Le Maire à Bercy, qui a notamment mis en musique le fameux « *quoi qu'il en coûte* », suggérant par exemple les prêts garantis par l'État (PGE), comme le raconte l'ancien ministre dans un de ses livres.

Collaboration de classes. Qui les syndicats représentent-ils et défendent-ils, l'emploi, les travailleurs, les exploités ou les entreprises, les patrons, les exploités, devinez ?

Droits de douane : les syndicats à Bercy pour défendre l'emploi face à la menace américaine - RT 18 avr. 2025

Les leaders des principales centrales syndicales françaises – CFDT, CGT, FO, CFE-CGC et CFTC – se réunissent ce 18 avril à Bercy dès 8h pour aborder les conséquences des hausses des droits de douane américains sur l'emploi. Cette rencontre, organisée à la demande pressante des syndicats, fait suite à un Conseil national de l'Industrie du 9 avril, où ils n'avaient pas été conviés, suscitant leur frustration. Les discussions impliquent les ministres de l'Économie (Éric Lombard), du Travail (Catherine Vautrin et Astrid Panosyan-Bouvet), des Comptes publics (Amélie de Montchalin), du Commerce extérieur (Laurent Saint-Martin), de l'Industrie (Marc Ferracci) et la secrétaire d'État au Numérique (Clara Chappaz). Éric Lombard doit ensuite rencontrer le président à 10h.

J-C - Quand ils ne sont pas conviés à une réunion réunissant gouvernement et patronat, les syndicats dits ouvriers sont "*frustrés*", de quoi, mais qu'on ignore le rôle primordial qu'ils jouent à leur côté, et qu'en échange l'aristocratie ouvrière ne reçoive pas au minimum une obole en forme de reconnaissance, quels ingrats tout de même ! Bref, ils sont devenus inséparables eux aussi.

RT - Marylise Léon (CFDT) regrette l'exclusion des syndicats du Conseil des entreprises du 14 avril avec le Medef, soulignant que « *les salariés sont au cœur des entreprises* ». Elle a appelé à des mesures concrètes pour sécuriser l'emploi.

J-C - Après l'annonce de dizaines de milliers de licenciements dans la plupart des secteurs économiques, à l'heure où des centaines de milliers d'emplois sont directement menacés, au lieu d'appeler la classe ouvrière à la mobilisation générale, ils s'adressent à qui, ils s'en remettent à qui histoire de la diviser, au Medef, corporatisme oblige !

RT - Amélie de Montchalin a promis 5 milliards d'euros pour soutenir les secteurs touchés mais les syndicats exigent des garanties sociales. Cette réunion marque un tournant : associer enfin les salariés à la stratégie face à une guerre commerciale qui menace la stabilité économique française.
RT 18 avr. 2025

J-C - Gageons que ces 5 milliards d'euros tomberont dans l'escarcelle des entreprises du CAC40 qui ont distribué près de 100 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2024. Cette somme pourrait servir à financer des charrettes de licenciements, l'heure est à l'allègement des charges des entreprises qui sont tournées vers l'exportation...

Ces syndicats sont les DRH du capitalisme, leur bonne conscience, leur caution morale ou immorale, selon le côté de la barricade où on se situe.

Ensuite, il ne faut pas en vouloir aux travailleurs et aux militants du mouvement ouvrier d'être subordonnés au capitalisme, pour autant, sans aller dans leur sens ou les épargner le moins du monde, car ce serait leur rendre le pire des services que flatter leurs croyances ou illusions qui s'inscrivent en contradiction avec leurs intérêts fondamentaux, les dénoncer et les combattre est un devoir pour le militant ouvrier socialiste, c'est toujours préférable que juger ou insulter les travailleurs et les militants. Je ne suis pas certain que beaucoup saisiront cette distinction, on s'en fout aussi pour tout dire !

Capitalisme : Stop ou encore ?

J-C – Nous ne poserons pas cette question à un dirigeant syndical qui a son rond de serviette à la table du Medef ou du gouvernement.

Plans sociaux en France : une menace croissante pour l'emploi - RT 19 avr. 2025

La multiplication des plans sociaux dans le commerce et l'industrie frappe durement l'emploi en France. Hypermarchés, enseignes spécialisées et secteurs industriels subissent des fermetures et licenciements massifs, accentués par la crise économique et la concurrence.

En 2025, la France fait face à une vague de plans sociaux qui ébranle le marché du travail. Le secteur du commerce, particulièrement les hypermarchés, est en première ligne. Des enseignes comme Auchan, avec 2 389 suppressions de postes annoncées en novembre 2024, ou Casino, qui licencie 2 200 personnes entre 2024 et 2025, illustrent la crise du modèle des grandes surfaces. La fermeture de 30 magasins Intermarché, jugés « *inexploitables* », menace 680 salariés, comme à Plan de Campagne, près de Marseille, où 122 employés sont « *sous le choc* » après l'annonce brutale de la fermeture définitive.

Les enseignes spécialisées pas épargnées

Les enseignes spécialisées ne sont pas en reste. Gifi supprime 302 postes avec la fermeture de 11 magasins, tandis qu'Office Depot licencie 116 personnes après la fermeture de neuf points de vente. Casa, avec 143 magasins, cherche un repreneur, laissant 600 salariés dans l'incertitude. Colruyt, leader belge, envisage de céder ses 101 supermarchés français, menaçant 2 500 emplois. Ces chiffres reflètent une conjoncture économique dégradée, marquée par un record de faillites en 2024 et une guerre commerciale mondiale.

Les causes sont « *multifactorielles* », selon Rémy Frey, de la CGT-Commerce, cité par le journal Le Monde. La concurrence d'internet, la crise du pouvoir d'achat et des charges élevées, comme les loyers, fragilisent les enseignes. Angélique Bruneau, de FGTA-FO, compare cette situation au démantèlement industriel des années 1990. Les hypermarchés, autrefois piliers de l'emploi non qualifié, souffrent d'un modèle obsolète. Les salariés, souvent des femmes (82 % dans les

hypermarchés) ou des seniors avec 30 ans d'ancienneté, deviennent des « variables d'ajustement » dans une guerre des prix acharnée.

Pour éviter les licenciements, certains groupes, comme Carrefour, externalisent des magasins via la franchise ou la location-gérance, transférant 27 300 salariés hors de leurs effectifs depuis 2018. Mais cela entraîne une perte d'acquis sociaux, équivalant à un à deux mois de salaire.

Les jeunes, touchés par un chômage à 19 % fin 2024, et les seniors, pénalisés par la sélectivité des recruteurs, sont les plus vulnérables. Avec un taux de chômage prévu à 8,5 % d'ici fin 2026 et une situation délicate pour les finances publiques, la « *grande angoisse* » du chômage est de retour.

Etats-Unis.

Quand Trump invoque l'article 232, son 49.3 pour imposer des droits de douane - LePoint.fr 17 avril 2025

Donald Trump va ainsi utiliser, comme l'a annoncé la Maison-Blanche, mardi 15 avril, l'article 232 d'une loi datant de... 1962. « *L'ordonnance ordonne au secrétaire au Commerce d'ouvrir une enquête en vertu de l'article 232 de la loi sur l'expansion du commerce de 1962 afin d'évaluer l'impact des importations [des minéraux critiques transformés importés et de leurs produits dérivés] sur la sécurité et la résilience de l'Amérique* », est-il expliqué dans ce décret.

Cette section de la loi autorise le dirigeant américain à augmenter les droits de douane sur un article sans avoir à passer par le Congrès. Pour cela, le ministère du Commerce doit estimer dans son enquête qu'il est importé des produits « *aux États-Unis en telle quantité ou dans de telles circonstances que cela représente une menace ou une altération de la sécurité nationale* ».

Comme il est précisé dans le décret, si l'enquête aboutit, « *tout taux tarifaire résultant imposé en vertu de l'article 232 remplacerait le taux tarifaire réciproque actuel* ».

Guerre en Ukraine : Kiev et Washington signent un « mémorandum d'intention » pour les minerais rares - 20 Minutes avec AFP 18 avril 2025

Jeudi, les gouvernements américain et ukrainien ont signé un mémorandum d'intention ouvrant la voie à un accord global sur l'accès aux minerais rares de l'Ukraine. L'objectif : établir un partenariat économique durable et lancer un fonds stratégique pour la reconstruction du pays.

Le contenu précis du mémorandum n'a pas encore été rendu public. 20 Minutes avec AFP 18 avril 2025

États-Unis : Donald Trump veut payer les immigrants illégaux pour qu'ils « s'auto-expulsent » - 20minutes.fr 17 avril 2025

« Nous allons leur donner de l'argent et un billet d'avion, puis nous allons travailler avec eux, a déclaré le chef d'État américain. S'ils sont en règle, si nous voulons qu'ils reviennent, nous allons travailler avec eux pour les faire revenir le plus rapidement possible. »

Le président républicain a également déclaré vouloir aider les hôtels et les fermes à trouver les travailleurs dont ils ont besoin, suggérant que des immigrants illégaux pourraient à terme être employés dès lors qu'ils décrochent une autorisation légale.

Bloomberg : le plan américain de résolution du conflit ukrainien prévoit la reconnaissance des nouveaux territoires russes - RT 18 avr. 2025,

Lors des pourparlers à Paris sur la crise ukrainienne, les États-Unis auraient proposé un plan de résolution du conflit, rapporte Bloomberg. Ce projet inclurait un gel du conflit, la reconnaissance des territoires libérés par la Russie comme russes, un assouplissement des sanctions antirusse et le renoncement à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

Russie.

Sergueï Lavrov : l'UE démontre son intention de rétablir l'idéologie nazie - RT 20 avr. 2025

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, accuse la bureaucratie bruxelloise d'être à l'origine d'une restauration de l'idéologie nazie. Ses déclarations interviennent après l'interdiction faite par l'UE aux dirigeants de ses États membres de se rendre à Moscou pour les célébrations de la Victoire sur le nazisme le 9 mai.

L'interdiction faite par l'Union européenne aux dirigeants des États membres de se rendre à Moscou pour la célébration de la Grande victoire sur le nazisme, le 9 mai, témoigne de la restauration de l'idéologie nazie en Europe, a déclaré Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, dans une interview accordée au journaliste Pavel Zaroubine.

«Il n'existe pas de mot pour caractériser ce phénomène. C'est totalement ahurissant, et je ne suis pas ironique, que l'Union européenne veuille ouvertement relancer l'idéologie européenne du nazisme», a-t-il souligné.

Sergueï Lavrov a indiqué que les dirigeants de la bureaucratie bruxelloise sont «à la tête de ce processus», et la Russie ne l'acceptera pas. *«Nous ferons tout pour que cette idéologie ne renaisse pas, qu'elle soit détruite une fois pour toutes et que l'Europe retrouve ses valeurs»,* a indiqué le chef de la diplomatie russe.

Le 14 avril, la Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité Kaja Kallas a déclaré que toute participation des dirigeants européens au 80ème anniversaire de la Victoire sur le nazisme à Moscou le 9 mai *«ne sera pas prise à la légère du côté européen»,* les menaçant de *«conséquences».*

Malgré ces déclarations, le Premier ministre slovaque Robert Fico, le président serbe Aleksandar Vucic et le président de la République serbe de Bosnie Milorad Dodik ont annoncé leur intention de se rendre en Russie pour les célébrations, affirmant qu'ils ne craignaient pas les sanctions de l'UE et que la Haute représentante de l'Union européenne ne pouvait pas dire aux États souverains ce qu'ils pouvaient ou ne pouvaient pas faire.

Il existe bien un projet de démantèlement ou de balkanisation de la Fédération de Russie.

Analyse – Disloquer la Russie : Le projet mondialiste qui ne dit pas son nom par Alexandre Raoult - lediplomate.media 7 avril 2025

On pourrait croire qu'il s'agit d'un scénario de roman géopolitique. Pourtant, c'est bien réel : un projet, soutenu par certains cercles transnationaux, vise aujourd'hui ouvertement la dislocation de la Fédération de Russie. Au cœur de cette dynamique, on retrouve des structures bien connues comme l'Union Paneuropéenne Internationale (UPI), fondée il y a un siècle pour promouvoir l'unité européenne, mais dont certaines branches semblent aujourd'hui tentées par des ambitions plus radicales.

(...)

Conclusion : Vers une gouvernance sans peuples ?

Les ambitions affichées par des organisations comme l'Union Paneuropéenne Internationale, appuyées par des forums tels que celui des Peuples Libres de la Post-Russie, dessinent les contours d'un monde où les grands ensembles supranationaux ne se contentent plus d'un rôle diplomatique ou régulateur. Ils se muent en architectes d'un nouvel ordre mondial, redessinant les cartes, disloquant les États, et modelant à leur convenance les marchés émergents.

Derrière les discours de démocratie, d'autodétermination et de « *décolonisation interne* », se cache souvent un projet cynique d'exploitation territoriale, où les populations locales ne sont que des variables d'ajustement au service d'intérêts économiques globaux. Loin d'être émancipatrices, ces logiques visent à affaiblir les États-nations, à les réduire en entités fragmentées et dépendantes, pour mieux les soumettre aux normes du capital transnational, à la doctrine néolibérale, et aux stratégies d'influence des puissances dominantes.

Ce que nous révèle le cas ukrainien – entre privatisations massives, bradage du patrimoine industriel et mainmise d'intérêts étrangers – pourrait bien annoncer le sort réservé à une Russie éclatée, si les projets mondialistes aboutissent. Plus qu'un changement d'équilibre, c'est un véritable changement de paradigme qui se dessine : celui d'une gouvernance mondiale sans légitimité populaire, où les peuples ne décident plus de leur avenir, mais le subissent.

La question n'est donc plus seulement géopolitique : elle est existentielle pour nos démocraties. Jusqu'où accepterons-nous que des institutions sans mandat direct, des élites hors-sol et des consortiums financiers façonnent l'avenir des nations au mépris de leur souveraineté et de leur volonté collective ?

Ce qui se joue en Ukraine, et peut-être demain en Russie, concerne chacun de nous. Car un monde gouverné sans peuples est un monde gouverné contre eux.

<https://lediplomate.media/2025/04/dislocation-russie-projet-mondialiste/alexandr/monde/russie-et-ukraine/>

C'est l'objectif de l'OTAN et de sa guerre contre la Fédération de Russie téléguidée par l'oligarchie financière anglo-saxonne (pour faire bref).

Liberté et prospérité.

Forum des nations, nations unies politiques – plate-forme pour analyse, communication et débat pour le faits de conclusion des solutions optimales

Décolonisation de la prétendue Fédération de Russie. Ce que nous faisons, c'est une lutte anticoloniale et de libération nationale contre l'impérialisme de la Moscovie. L'Empire terroriste de la Fédération de Russie, en libérant les nations occupées et les régions colonisées, doit être remplacé par un espace post-russe pacifique et civilisé. Il s'agit d'une composante non alternative de la nouvelle architecture de la sécurité à long terme, tant en Europe qu'en monde.

La décolonisation, la libération de l'occupation et l'oppression coloniale de la Moscovie, la création de nouvelles entités géopolitiques, ainsi que la reconstruction ultérieure des futurs États indépendants de l'espace post-russe : Tatarstan, République de l'Oural, Sakha, Bachkottostan, États-Unis de Sibérie, Carèle, Circassia, Ingouchetia, République de la Baltique Karaliau-Est,

41 États indépendants, libres, développés et réussis au lieu d'un empire fou est notre objectif principal.

<https://www.freenationsrf.org/en>

Sur la page Wikipédia

Le Forum des peuples libres de la post-Russie (anciennement le Forum des peuples libres de Russie) est un forum fondé par des activistes de l'opposition, des mouvements régionaux et séparatistes en Russie, ainsi que par des sympathisants étrangers, qui plaide pour une décolonisation pacifique et non violente. Le Forum des peuples libres de la post-Russie est composé de représentants du monde politique, diplomatique, médiatique et analytique des États libres, y compris les Lituaniens, les Polonais, les Britanniques, les Japonais, les Tchèques, les Finlandais, les Ukrainiens, les Géorgiens, les Autrichiens, les Biélorusses, les Turcs, les Allemands, les Kazakhs, les Azéris, les Américains, etc. Les composants indispensables de cette décolonisation seront, d'après ces personnes, les processus de dé-impérialisation, de dé-poutinisation, de "dé-nazification", de démilitarisation et de dénucléarisation de l'État russe actuel. L'objectif réel est la dissolution de la fédération de Russie.

L'idée de créer le Forum en tant que plateforme de dialogue, de promotion et de communication (notamment avec les représentants des milieux politiques, diplomatiques et médiatiques des États membres de l'OTAN, de l'UE, du Japon, etc.), de coordination et d'interaction entre divers mouvements de libération nationale et gouvernements en exil (à la fois nations captives et mouvements régionalistes) dans le but de leur libération de l'asservissement par la Moscovie impériale, est née en réaction au renforcement des pratiques autoritaires et totalitaires du poutinisme après le début de la phase intensive de la guerre entre la Russie et la Biélorussie contre l'Ukraine. Elle a été envisagée comme une plateforme alternative aux "libéraux" pseudo-oppositionnels,

impérialistes et centrés sur Moscou (les soi-disant "bons Russes"), qui cherchent à monopoliser toute forme d'opposition au régime de Poutine, dans le but de préserver l'essence impériale de la souveraineté russe.

Avec le temps, l'idée du Forum s'est transformée en une coopération encore plus étroite et efficace, reflétant l'activité croissante de la coalition de facto des régimes autoritaires et totalitaires - l'Axe MBTP (Moscou-Pékin-Téhéran-Pyongyang) et leurs satellites tels que Loukachenko, Assad, Maduro, etc.

La plateforme du Forum des Nations Libres de Post-Russie a été fondée au printemps 2022 par Oleg Magaletsky.

Forum I / 8-9 mai 2022 - Varsovie, Pologne

Le premier événement du Forum des peuples libres de Russie s'est tenu le 8 mai 2022 à Varsovie.

Forum II / 22-24 juillet 2022 - Prague, République tchèque

Le 23 juillet 2022 à Prague, un forum a eu lieu où des experts internationaux ont discuté de la dislocation de la fédération de Russie en 19 républiques distinctes.

Forum III / 23-25 septembre 2022 — Gdansk, Pologne

Le troisième Forum des nations libres de post-Russie a eu lieu à Gdańsk, Pologne du 23 au 25 septembre 2022.

Forum IV / 7-11 décembre 2022 — Helsingborg, Suède

Le quatrième Forum des nations libres de post-Russie s'est tenu du 7 au 11 décembre à Helsingborg, en Suède.

Forum V / 31 janvier 2023 — Bruxelles, Parlement européen

Le 31 janvier 2023, à Bruxelles, dans le bâtiment du Parlement européen, s'est tenu le cinquième Forum des peuples libres post-russes.

Forum VI / 25-27 avril 2023 — Washington, États-Unis, Hudson Institute, mairie de Philadelphie, Institut ukrainien d'Amérique, New York

Du 25 au 28 avril, au Hudson Institute (Washington), à la mairie de Philadelphie et à l'Ukrainian Institute of America (New York), s'est tenu le VI^e Forum des nations libres post-Russie, dont le thème principal était : « *Le nouvel avenir de l'Eurasie du Nord : architecture de l'espace post-russe* ».

Forum VII / 1-2 août 2023 — Tokyo, Japon, Parlement

Le VII^e Forum des États libres post-Russie intitulé "*Post-Russian Space Foresights : Défis et opportunités pour l'Est et le Nord de l'Asie*" a eu lieu au Japon du 1^{er} au 2 août 2023. Le premier jour s'est déroulé au Parlement du Japon.

Forum VIII / 26-28 septembre 2023 — Londres/Paris

Du 26 au 28 septembre s'est tenu en Grande-Bretagne (Londres) et en France (Paris) le VIII^e Forum des États libres de l'après-Russie sur le thème "*Bénéfices globaux de l'après-Russie*".

Forum IX / 11-14 décembre 2023 - Rome/Berlin

La rubrique consacrée à l'économie mondiale.

Etats-Unis : Donald Trump s'en prend au président de la Fed, « *trop lent* » à baisser les taux - 20 Minutes/AFP 17 avril 2025

Ce jeudi, le président des Etats-Unis s'en est pris au président de la banque centrale américaine (la Fed), Jerome Powell, qu'il a jugé « *trop lent* » à baisser les taux d'intérêt de l'institution.

« *Il est plus que temps que le mandat de Powell se termine* », a écrit Donald Trump sur sa plateforme Truth Social, alors que le second mandat de Jerome Powell doit s'achever en mai 2026.

Ce dernier aurait « *dû baisser les taux d'intérêt depuis longtemps déjà, comme la BCE* », la Banque centrale européenne, a ajouté le président américain, en encourageant Jerome Powell à « *le faire maintenant* ».

Les droits de douane voulus par Donald Trump placent la Réserve fédérale (Fed) face à une situation « *compliquée* », avait déclaré mercredi Jerome Powell, en estimant que ces surtaxes allaient « *très certainement entraîner au moins une hausse temporaire de l'inflation* ».

« *Les prix du pétrole sont en baisse, le montant des courses (même les œufs !) aussi, et les Etats-Unis s'enrichissent grâce aux droits de douane* », a répondu tôt jeudi Donald Trump, pour qui le patron de la Fed « *est toujours trop lent et a toujours tort* ».

La Fed a maintenu ses principaux taux stables, entre 4,25 % et 4,50 %, depuis le début de l'année.

En pleine guerre commerciale avec les États-Unis, la BCE réduit ses taux pour la septième fois en un an - Euronews 17 avril 2025

Pour la septième fois en un an, le Conseil des gouverneurs a décidé, ce jeudi 17 avril, de d'abaisser les trois taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE) d'un quart de point. Une réaction attendue et annoncée par les analystes, alors que l'UE est en pleine guerre commerciale avec les États-Unis.

Les taux d'intérêt de la facilité de dépôt, des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal seront ramenés, respectivement, à 2,25 %, 2,40 % et 2,65 % à compter du mercredi 23 avril 2025.

Le taux de la facilité de dépôt est le taux d'intérêt que les banques perçoivent lorsqu'elles déposent des fonds pour vingt-quatre heures auprès de la banque centrale, tandis que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement est le taux d'intérêt que les banques paient lorsqu'elles empruntent de la liquidité auprès de la BCE pour une semaine.

Le taux de la facilité de prêt marginal est, quant à lui, le taux que les banques paient lorsqu'elles empruntent de la liquidité auprès de la BCE pour une durée de vingt-quatre heures.

"Le processus de désinflation est en bonne voie. L'évolution de l'inflation est restée conforme aux anticipations de nos services, et tant l'inflation globale que l'inflation sous-jacente se sont ralenties en mars", a déclaré la BCE dans un communiqué.

« L'incertitude accrue devrait affaiblir la confiance des ménages et des entreprises, tandis que les réactions négatives et volatiles des marchés aux tensions commerciales devraient entraîner un durcissement des conditions de financement », ajoute-t-elle.

La perspective d'un ralentissement économique et la baisse des coûts de l'énergie devraient atténuer les pressions sur les prix, rapprochant ainsi l'inflation des 2 % fixé par la BCE. En mars, elle s'est établie à 2,2 %, contre 2,3 % en février, par rapport à l'année précédente. Les prix continuent donc d'augmenter, mais à un rythme légèrement plus lent.

L'inflation de base, qui exclut les composantes volatiles telles que l'énergie et les denrées alimentaires, est, elle, tombée à 2,4 %, son niveau le plus bas depuis le début de l'année 2022. Enfin, l'inflation annuelle des services est passée de 3,7 % en février à 3,4 % en mars. Il s'agit du niveau le plus bas depuis près de trois ans.

La Banque populaire de Chine (PBOC) laisse stratégiquement le yuan se dévaluer. (brunobertez.com 18 avril 2025)

La Banque populaire de Chine (PBOC) laisse stratégiquement le yuan se dévaluer tout en le masquant par des fixations quotidiennes manipulées. Il ne s'agit pas de désordre sur les marchés, mais d'une guerre économique menée par le biais de la politique monétaire.

En laissant le yuan s'essouffler, la Chine atteint plusieurs objectifs :

- elle rend les exportations moins chères pour atténuer l'impact des droits de douane américains (comme la récente hausse de 104 %),
- elle protège ses réserves en dollars d'un épuisement rapide et exerce une pression sur les marchés émergents et les financements mondiaux en dollars.

Parallèlement, le rendement américain à 10 ans est en baisse, signe d'une montée des tensions sur le crédit et d'une subtile quête de sécurité. Si la Chine était réellement prise de panique, nous assisterions à une intervention agressive sur le marché des changes et à des prélèvements sur les réserves, mais elle se retient.

Cette retenue est révélatrice : il s'agit d'une pression asymétrique, et non d'une réaction à la crise. Bien sûr, on pourrait arguer que cette décision est due à une fuite des capitaux, à un effondrement de la confiance ou à une déflation intérieure. Mais si elle était purement réactive, on s'attendrait à une stabilisation bien plus agressive.

Au lieu de cela, Pékin met la Fed dans une impasse : soit défendre le dollar et risquer de briser les marchés du crédit, soit baisser les taux et risquer une nouvelle vague d'inflation.

Dans ce contexte, le yuan ne se contente pas de chuter, il est utilisé comme levier géopolitique.

Un affaiblissement du yuan en ce moment, dans ces conditions, est un signal macroéconomique déguisé en mouvement de change. C'est la Chine qui dit au monde : « *Nous avons encore des leviers à actionner, et nous les actionnons maintenant.* »

L'Europe prise dans un étau sur les changes

La situation sur les changes créé une asymétrie brutale pour l'Europe. Si l'euro se renforce face au dollar tandis que le yuan s'affaiblit, les exportations européennes sont comprimées des deux côtés : elles perdent leur compétitivité-prix face à la Chine et deviennent plus chères pour les acheteurs américains.

Ajoutez à cela des coûts énergétiques structurellement plus élevés après les sanctions contre la Russie et une demande intérieure atone, et vous obtenez un désalignement monétaire aux conséquences concrètes. Il ne s'agit pas seulement d'une mauvaise position de change, mais d'un contexte propice à la détérioration des balances commerciales, à la contraction industrielle et à un regain de pression populiste sur la BCE.

L'Europe risque de devenir la perdante passive d'une partie d'échecs monétaires entre les États-Unis et la Chine.

Pour les États-Unis, la guerre commerciale est un problème d'offre et pour la Chine, c'est un problème de demande. Cela signifie que la Chine a finalement l'avantage. À court terme, il est possible de générer une demande supplémentaire plus efficacement au niveau national qu'avec une nouvelle infrastructure de production.

La folle rumeur du superbond à 100 ans (brunobertez.com 18 avril 2025)

Les rumeurs faisant état de discussions naissantes au sein des cercles économiques de Trump concernant l'émission d'une « *Super Bond* » à échéance de 50 ou 100 ans sont plus qu'un simple ballon d'essai : elles sont le symptôme direct d'une spirale d'endettement qui s'accélère.

Si les médias présentent cette situation comme un plan de « *restructuration* », la réalité est la suivante : les États-Unis étudient les moyens de prolonger artificiellement la durée de leurs dettes sans déclencher de panique systémique.

Avec plus de 9 000 milliards de dollars de dette arrivant à échéance au cours des 12 prochains mois, le Trésor est confronté à une forte menace de refinancement à des taux nominaux élevés. La Fed, quant à elle, accumule des pertes d'exploitation de plus de 192 milliards de dollars ces deux dernières années, car elle verse des intérêts sur les réserves tout en détenant des actifs à long terme à faible rendement.

La demande étrangère de bons du Trésor diminue, et la Fed de Powell a résisté au contrôle direct de la courbe des taux.

Dans ce contexte, une « *super obligation* » à 50 ou 100 ans constituerait un moyen discret d'ancrer les rendements, de créer l'illusion d'une stabilité budgétaire et de retarder les crises de financement sans nécessiter, du moins pour l'instant, une monétisation par la banque centrale.

Mais cette voie est risquée.

Si les marchés sentent que les États-Unis utilisent des artifices de duration pour couvrir une insolvabilité structurelle, ils pourraient exiger une prime de terme massive, annulant ainsi les avantages. Pire encore, si cette obligation est lancée parallèlement à une ingérence politique au sein de la Fed, elle pourrait être interprétée comme une rupture de l'indépendance monétaire, susceptible de déclencher un choc de confiance envers le dollar.

En résumé : le Super Bond n'est pas un gadget.

C'est une reconnaissance déguisée ou subreptice de la domination budgétaire.

Il s'agit de contrôler le risque de refinancement dans un système qui ne peut plus supporter la dette à court terme.

Analyse par L'économiste et spécialiste de la Chine George Magnus (brunobertez.com 18 avril 2025)

Extraits.

- Les États-Unis exportent pour environ 150 milliards de dollars de marchandises vers la Chine. Avec des droits de douane de 125 %, ces 150 milliards de dollars vont fondre très rapidement. La Chine exporte pour 440 milliards de dollars de marchandises vers les États-Unis, et je pourrais prévoir une baisse allant jusqu'à 75 % au cours des 18 prochains mois. Normalement, cela ne se produit que lorsque des pays se font la guerre. C'est précisément ce qui se passe ici. Ils se dirigent vers un embargo commercial.

Il ne fait aucun doute que les États-Unis ont été les fondateurs de l'ordre économique international fondé sur des règles, et il est indéniable qu'ils sont en train de le détruire. La raison pour laquelle nous en sommes là, et si l'ordre économique international s'est avéré si facile à détruire, c'est parce qu'il était déjà imparfait. Le système commercial mondial était intenable.

- L'économie américaine pourrait basculer en récession cet été. Les indicateurs avancés de confiance des consommateurs, d'inflation et de dépenses d'investissement sont tous des signaux d'alarme. Face à la hausse des prix, la Fed devra maintenir ses taux d'intérêt à un niveau élevé, ce qui entraînera une stagflation. Pour l'Amérique, les nouvelles économiques et politiques sont mauvaises, car les alliés des États-Unis ne se sentent plus alliés et ne savent plus comment gérer l'administration Trump. On assiste donc à un important désinvestissement du dollar et des actifs américains.

La manière maladroite et inepte dont ils ont imposé leurs droits de douane occulte la raison de leur action. S'ils agissent ainsi, c'est à cause des déséquilibres mondiaux, et ces déséquilibres sont dus à des pratiques commerciales déloyales, principalement dues au mercantilisme chinois. Les Américains ont raison.

- Le gouvernement central ne pourrait-il pas simplement augmenter les dépenses budgétaires pour amortir le choc ?

Certes, en théorie, ils pourraient stimuler la demande intérieure. Mais c'est là tout le problème. Si la Chine, avec ses 1,4 milliard d'habitants, avait une structure de revenus et de consommation comparable à celle des États-Unis, du Royaume-Uni ou de la Suisse, son économie ne serait pas dans la situation actuelle. Mais ce n'est pas le cas. Pourquoi ? Parce que le PCC est attaché au mercantilisme, à la politique industrielle et à la promotion des exportations. Il tente de stimuler la croissance par les exportations. Mais qui va accepter volontairement la surproduction chinoise ? De nombreux pays du monde entier érigent des barrières commerciales contre la Chine. Leur modèle de croissance est au bout du rouleau.

S'ils voulaient vraiment faire un doigt d'honneur aux Américains, ils pourraient laisser leur monnaie chuter, disons à 8,50 ou 9 yuans pour un dollar. Ce serait une sorte de casus belli. Mais Pékin ne veut pas prendre ce risque. Ou alors, ils pourraient cibler les entreprises américaines de manière beaucoup plus agressive.

- Et la Chine est à blâmer pour cela ?

Le problème est que le système n'a pas pu gérer l'énorme excédent de la Chine. Il n'a jamais été en mesure de discipliner les pays qui affichaient des excédents commerciaux importants et constants. Bien sûr, il existe d'autres pays excédentaires chroniques, comme le Japon, l'Allemagne ou la Corée, mais en termes de taille et d'impact, rien n'est comparable à une économie de 20 000 milliards de dollars comme la Chine. Les Chinois sous-estiment considérablement l'ampleur de leur excédent. Dans le secteur manufacturier, ils affichent probablement un excédent d'environ 2 000 milliards de dollars. Leur excédent courant est estimé à environ 1 % du PIB, mais en réalité, il pourrait être plus proche de 4 %. C'est trop important pour le monde entier. Trump a choisi de s'attaquer à ce problème à grands coups de massue. Mais il est essentiel de ne pas le perdre de vue. Car le statu quo ante n'était pas tenable.

La Chine dirait que ce n'est pas de sa faute si elle est compétitive et que le monde entier veut acheter ses produits.

Oui, mais c'est une demi-vérité. Il est indéniable que les Chinois excellent dans trois domaines : premièrement, l'innovation adaptative. Il ne s'agit pas seulement de copier, mais d'adapter le savoir-faire pour créer de bons produits. Deuxièmement, ils excellent dans la production à grande échelle et, par conséquent, troisièmement, ils excellent dans la vente de ces produits à bas prix. Et comme le montre l'exemple des véhicules électriques, ce sont des produits de qualité, haut de gamme. Je ne vois aucun problème à ce que les Chinois soient reconnus comme des exportateurs très efficaces et compétents.

Mais?

Mais à quoi sert un excédent commercial ? Cela remonte à Adam Smith, qui a déclaré que le but d'exporter est de pouvoir importer, de pouvoir consommer. C'est le principal défaut de la Chine. Elle n'importe pas assez, elle ne consomme pas assez. L'an dernier, ses exportations ont augmenté quatre fois plus vite que le commerce mondial, tandis que ses importations n'ont pas progressé aussi vite. Il y a un problème. La philosophie du modèle économique chinois est purement mercantiliste. Elle fait des excédents d'exportation et de l'accumulation de réserves de change une vertu. Voilà le problème.

- D'une certaine manière, nous sommes toujours confrontés au problème que les Américains et les Britanniques ont tenté de résoudre en 1944 lors de la création du système de Bretton Woods. Les Américains, sous la direction de Harry Dexter White, ont gagné, et les Britanniques, menés par John Maynard Keynes, ont perdu la bataille.

Certains membres de l'administration Trump, comme Stephen Miran, président du Conseil des conseillers économiques, affirment que le statut du dollar comme monnaie de réserve constitue un fardeau pour les États-Unis. Cet argument est-il fondé ?

Il y en a, oui. J'ai lu l'article de Miran à plusieurs reprises, cherchant des preuves de son affirmation selon laquelle le statut de réserve du dollar a conduit à sa surévaluation. Il n'en a pas vraiment fourni. Mais des experts comme Brad Setser du Council on Foreign Relations me disent que c'est probablement vrai. Pour moi, le statut de réserve du dollar peut être à la fois un privilège exorbitant et un fardeau exorbitant pour l'Amérique.

Seul le marché des capitaux américain est suffisamment vaste et ouvert pour absorber l'intégralité de l'épargne excédentaire des pays excédentaires. Cet afflux de capitaux est le revers de la médaille des importants déficits courants des États-Unis. Il serait probablement préférable pour le fonctionnement du système financier mondial qu'au lieu du dollar, nous disposions d'une monnaie internationalement reconnue et gérée, fournissant des liquidités à l'économie mondiale.

Bien sûr, les chances que cela se produise, que la Chine et l'Amérique s'entendent sur un tel accord, sont assez minces. Je pense aussi que les États-Unis apprécient toujours l'idée que leur contrôle du système financier leur donne un levier. Ils le corrodent, vu leur comportement actuel, mais il ne disparaîtra probablement pas de sitôt.

- L'inflation est partout et toujours un phénomène monétaire, c'est la perte de valeur de la monnaie car il y a trop de billets en circulation. Il vous faut plus d'argent pour acheter un produit dont la valeur n'a pas bougé, du coup se crée l'illusion d'une augmentation de prix.

En période d'inflation, les taux d'intérêt remontent pour limiter le volume des crédits accordés, et celui de la création monétaire, car toutes choses étant égales par ailleurs, plus il y a d'argent en circulation, plus les prix sont élevés

- Si vous mettez trop de monnaie en circulation, tout le monde en aura plein les poches, dépensera plus, ou investira plus, et donnera plus de valeur monétaire à leur travail, et donc aux produits qui en découlent, qui en plus seront plus demandés. Cela a pour conséquence inflation et/ou bulle financière et immobilière.

- Pour que la monnaie soit stable, le volume de monnaie en circulation, c.-à-d. la masse monétaire, doit rester proportionnel au nombre de transactions et à la production ou l'activité de la zone.

Dans un environnement international, il faut aussi prendre en compte la balance commerciale et la balance financière, c.-à-d. le volume de monnaie demandé par l'extérieur via les exportations moins les importations et via les entrées de capitaux moins les sorties de capitaux. De manière simplifiée, si le solde est positif, le pays a des avoirs sur le reste du monde. Si le solde global est négatif, le reste du monde a des avoirs sur le pays, et cela peut se traduire par des dettes.

- Les pays pauvres ont moins de marge de manœuvre, car leur production est moins stable, moins croissante, et ont moins d'exportations et entrées de capitaux en valeur.

Les pays riches ont plus de marge de manœuvre, car leur production est plus stable, plus croissante, et ils ont plus d'exportations et entrées de capitaux, en valeur.

- Les monnaies telles que l'euro, le dollar et le yuan, sont demandées par tous les pays du monde. Elles sont utilisées comme monnaie de référence dans certains échanges entre pays, à la place des monnaies locales beaucoup moins demandées ou reconnues internationalement. Donc leur valeur est beaucoup plus stable et forte.

- Les politiques monétaires qui consistent à faire tourner la planche à billet, doivent toujours être réalisées de manière modérées et contrôlées, ou bien en dernier recours, par exemple lors de crises comme celle du Covid ou celle des subprimes. Ces politiques sont réalisées pour remettre de l'huile dans le système afin d'éviter qu'il s'effondre par effet domino, ou bien pour lui donner un coup de boost. Mais chaque masse de monnaie injectée doit être absorbée par une croissance proportionnelle des transactions, de la production, de l'activité, ou de la démographique, ou du commerce d'export, ou bien doit être récupérée un moment donné par les banques centrales. Dans le cas contraire, cela se traduira forcément par de l'inflation ou des bulles financières ou immobilières.

- Le crédit et la dette sont les deux faces d'une même opération. Tout dépend du point de vue où l'on se place, c'est-à-dire de la position que l'on occupe dans la relation créancier-débiteur.

Si vous êtes le "*prêteur*" (le créancier), vous avez accordé un crédit ; si vous êtes "*l'emprunteur*" (le débiteur), vous avez contracté une dette.

Quand une banque accorde un crédit, en une seule et même opération une créance est émise et une dette est acceptée.

Du point de vue de la banque, le montant du crédit accordé est une créance.

Du point de vue du débiteur, le montant de crédit reçu est une dette.

Aujourd'hui, et dans le monde entier, la monnaie vient à l'existence à chaque fois qu'un nouveau crédit est émis (c'est-à-dire, pour les débiteurs, à chaque fois qu'une nouvelle dette est acceptée).

Dès que ce nouveau crédit est dépensé dans l'économie, il devient de la monnaie "*scripturale*" qui se met à circuler sur les comptes de tout le monde, passant d'un compte à un autre à chaque vente et à chaque achat. La partie négative de cette création monétaire reste sur les comptes des émetteurs et leur rapporte des intérêts.

- Il faut arrêter de croire que pour vivre, il n'y a rien d'autre à faire qu'avoir de l'argent, c'est une idée bien sûr fautive que les riches n'ont mise en circulation que pour que malgré l'abolition de l'esclavage, les êtres humains continuent à accepter d'être des esclaves par simple aspiration à avoir de l'argent.

Il faut être complètement fou (et nous le sommes tous un peu hélas) pour croire que des pièces de monnaie et des billets de banque qui ne sont après tout que du métal et du papier peuvent être une motivation plus efficace que le désir de se rendre utile aux autres.

- Le temps que chaque humain passe à œuvrer dans l'intérêt commun

Nous vivons dans des sociétés anomiques, qui nous la font à l'envers.

"*Le temps c'est de l'argent*", «*Time is money*» disait Benjamin Franklin ! Eh bien, cette proposition est profondément fallacieuse.

En réalité, il faut comprendre que, l'argent c'est du temps d'humains, c'est donc l'inverse, ce n'est pas un adage, c'est un sophisme !

La question conne qui appelle une réponse intelligente

Puisque qu'on peut fabriquer de l'argent à l'infini grâce aux imprimeries de billets pourquoi ne pas en imprimer et en donner au plus pauvres ou à d'autres personne ?

Pratiquement toutes les solutions proposées dans le blog que j'ai consulté impliquent le maintien du système économique reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme avec son lot d'oppression qui l'accompagne. Tous légitiment ainsi le monde pourri dans lequel nous vivons, à croire qu'ils s'en tirent bien ou ils sont masochistes ou des idiots.

En intro, je crois qu'il faut comprendre de quoi on parle, des besoins des hommes et leur capacité à développer les moyens pour les satisfaire.

Je me lance en partant de la valeur d'usage et de la valeur d'échange :

La valeur d'usage correspond à un besoin naturel, brut ou élémentaire, tandis que la valeur d'échange est de nature complexe et inclut ou suppose un rapport de propriété, elle introduit un principe mercantile et d'inégalité, dans la mesure où en économie toute transaction se réalise au détriment des intérêts de l'un ou l'autre protagoniste. Seule la valeur d'usage a une valeur universelle parce qu'elle existe au-delà de toute notion de propriété, avant même qu'elle existe et que la monnaie ou l'argent existe.

Pour la petite histoire et se détendre un peu.

Je crois qu'il n'existe pas d'échange équilibré en économie, il y a toujours un gagnant et un perdant, une des parties est favorisée au détriment de l'autre. Un vendeur cherchera à vendre sa marchandise la plus chère possible, et l'acheteur cherchera à l'acquérir à meilleur marché possible. Un patron cherchera à exploiter au maximum ses ouvriers, et les ouvriers chercheront à en foutre le moins possible pour le salaire de misère qu'ils perçoivent, c'est de bonne guerre, effectivement, c'est bien de ce genre de rapports qu'on évoque ici.

Je dois avouer, que c'est le principe quasi obsessionnel qui m'a animé durant tout le temps où j'ai travaillé du premier jour au dernier. Il m'a semblé naturel ou juste de travailler le moins possible, sans me livrer à des calculs d'épiciers, que tu gagnes 10 balles de plus ou de moins ne change rien au fait que tu es exploité ou un esclave, non, j'estimais raisonnable d'économiser ses forces et de s'accorder du temps libre supplémentaire dès que l'occasion se présentait. Rouler, voler mon employeur d'une manière ou d'une autre, par exemple, je piquais des articles de bureau, j'avais les

mains baladeuses, un stylo, une paire de ciseaux, une agrafeuse que je n'aurais pas à acheter, c'était déjà cela de pris, c'était un devoir en quelque sorte et je m'appliquais à l'honorer avec zèle !

Quand je travaillais au GAN (Assurance - à la Défense) comme gratte-papelard, ma semaine de boulot se terminait le mardi soir ou le mercredi midi, et je glandais jusqu'au vendredi soir, il faut assumer, faire semblant de bosser tout en lisant un manuel de philo planqué dans un tiroir ou sur les genoux. Technicien SAV copieur, je bossais à mi ou tiers temps, mes potes allaient au cinéma, chez le coiffeur ou leur copine l'après-midi. On restait 3 plombs au resto à jouer au babyfoot et au flipper, souvent je rentrais chez moi vers 11h du matin et j'en repartais sur les coups de 15 heures. On ne se rend pas compte, mais à ce rythme-là comment vouliez-vous que j'oublie que je haïssais le travail dans leur société de merde, impossible, d'où d'ailleurs mon départ en Inde quelque temps plus tard, où j'allais prendre ma retraite anticipée entre 35 et 38 ans, notez bien que jadis les hommes ne vivaient pas beaucoup plus vieux, donc j'ai des circonstances atténuantes !

A défaut de pouvoir abolir le capitalisme et être obligé de se le fader quotidiennement jusqu'à la retraite et même après, je me suis dit que sans compensation ce serait vraiment trop injuste ou dégueulasse, au moins j'aurais mieux vécu que la moyenne, j'aurais profité de la vie pendant au moins les deux tiers de mon existence d'adulte ou un peu plus, tout dépend à quel âge je vais canner, les voies respiratoires étant aussi impénétrables que les voies du seigneur, je ne me livrerai pas à un pronostic, sauf peut-être pour le seigneur que je ne risque pas de rencontrer un jour !

Comment ne voulez pas devenir révolutionnaire et communiste, hein, franchement !

Des commentaires de lecteurs.

1- Dans une société d'abondance, c'est-à-dire une société où nous aurions tous les biens et services à disposition sans difficulté, la notion d'argent pourrait disparaître parce que nous n'aurions plus besoin de collaborer par l'échange pour produire ses biens et ses services. Ce qui est gratuit n'a pas besoin d'argent pour être obtenu.

Ce sont ces notions d'échange et de collaboration qui expliquent la nécessité de l'argent comme outil de simplification et d'accélération, c'est là que son utilité et sa valeur sociale résident.

J-C - Supprimez "*ces notions d'échange et de collaboration*" et la nécessité de l'argent disparaît.

2- Le communisme achevé fonctionne sans état et sans argent.

Il n'y a pas de solution au problème de l'échange car il n'y a pas d'échange, la répartition des biens et des services se fait en fonction des besoins humains, leur production en fonction des capacités. Si l'on s'en tient aux besoins humains pour vivre, nous disposons des outils de l'abondance pour tous, sans aucun problème.

C'est le désir de consommer pour exister dans la société marchande qui nous fait courir après quatre sous, ainsi que le besoin de rembourser des emprunts fictifs d'argent qui n'existe pas.

Déarrassée de l'impératif de productivité effrénée pour des besoins solvables induits et d'accumulation d'argent dont la valeur diminue, la production pourra se réhumaniser et devenir enfin rationalisée, à savoir qu'on arrêtera de surproduire pour en jeter la moitié. On produira ce qu'il faut, et on fera autre chose de nos vies que de vendre son cul au Capital.

- Il n'y aurait que la subsistance de chacun qui primerait et les échanges se feraient en fonction de leur rationalité, de leur utilité et accessoirement des affinités. Nous serions dans un monde où le "*bien commun*" serait le lien naturel qui initie tous les rapports humains.

Pourquoi le mot d'ordre pour la redistribution de la richesse ou la répartition équitable de la richesse, le combat contre les inégalités sociales est un leurre si on ne remet pas en cause l'existence du capitalisme.

- Le mot clé est la valeur. Ce mot est plus important que la richesse ou l'argent, c'est le véritable facteur central autour duquel s'inscrivent les activités humaines et les économies. L'argent et la richesse sont de grands mots qui jouent beaucoup, mais la valeur est un mot ennuyeux que la plupart des gens ne remarquent pas. C'est en réalité l'important.

La valeur est ce qui est produit lorsque vous travaillez, exploitez des ressources, développez une idée, fabriquez une invention, vous engagez dans un commerce mutuellement bénéfique, etc.

La valeur est la "*chose*" que les humains fabriquent (à partir de rien) en travaillant.

L'argent, en revanche, est un magasin de cette valeur.

Généralement, lorsque vous créez une valeur, vous souhaitez l'échanger contre une autre valeur afin de pouvoir vivre (ou jouer). Mais la valeur n'est pas toujours portable ou fongible, l'argent est donc une technologie utilisée pour stocker et transmettre de la valeur dans le temps et dans l'espace. Si vous possédez une ferme de pastèques, la valeur que vous avez créée se présente sous la forme de pastèques.

Si vous ne pouvez pas éliminer la pauvreté en redistribuant de l'argent, c'est parce que la pauvreté n'est pas le symptôme d'une distribution inégale de l'argent, mais bien d'un symptôme de la distribution inégale des capacités de création de valeur.

Les communistes l'appelaient "*les moyens de production*" - à leur époque, il s'agissait de propriétaires d'usines, de fermes, de chantiers navals, de biens de location, etc. Les objectivistes l'appelaient "le pouvoir créateur de l'esprit des hommes".

Voici ce qui se passe si vous redistribuez équitablement tout l'argent:

Disons que vous faites cela, et que tout le monde dans le monde a un million de dollars.

Le lendemain, tout finit de nouveau entre les mains des riches (anciens), parce que les riches contrôlent les fermes et les usines produisant de la nourriture, des vêtements, ils possèdent tous les immeubles locatifs, etc. Ainsi, les prix montent en flèche (car tout le monde peut "tout", donc la demande augmente, ce qui fait monter les prix), et très vite tous les propriétaires des moyens de production récupèrent tout l'argent parce que tout le monde les paye pour ce dont ils ont besoin pour vivre.

Bien sûr, les gens ordinaires (ou les pauvres) reçoivent toujours un peu d'argent pour leur travail rémunéré, mais les propriétaires des grands centres de production reçoivent beaucoup plus d'argent parce qu'ils produisent plus de choses que les gens veulent, c'est à dire la valeur.

Être riche signifie en réalité contrôler (posséder) les moyens de produire de la valeur. Vous possédez votre corps et votre esprit, ce qui crée une certaine valeur, mais certaines personnes possèdent également de vastes mécanismes physiques ou virtuels (par exemple, des fermes et des usines) qui produisent d'énormes volumes de valeur. La redistribution de l'argent ne redistribue pas ce contrôle (propriété).

La "*redistribution de la richesse*" est donc une tâche délicate. L'argent n'est pas de la richesse, et si vous la redistribuez, cela ne change rien. Vous devez redistribuer (ou même par d'autres moyens) la propriété des moyens de création de valeur, ce qui est une tâche bien plus compliquée à faire: vous ne pouvez pas facilement imposer à un homme riche une partie de son usine (pas aussi facilement vous pouvez taxer les bénéfices liquides sous forme d'argent).

Ainsi, le vrai problème que vous cherchez à résoudre est "*comment puis-je faire en sorte que les pauvres contrôlent une plus grande proportion du pouvoir créateur de valeur?*" A suivre.

Equateur.

Une enquête explosive révèle le complot du cartel du président équatorien par Oscar León - investigaction.net 18 avril 2025

Un rapport d'enquête a placé le président équatorien Daniel Noboa au centre d'une vaste conspiration visant à transformer son gouvernement en une entreprise de blanchiment pour les cartels transnationaux de la drogue.

"*The Grayzone*" s'est entretenue avec Andrés Durán, le journaliste à l'origine de ce rapport qui a dû s'exiler pour sauver sa vie

<https://investigaction.net/une-enquete-explosive-revele-le-complot-du-cartel-du-president-equatorien/>

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 29 avril 2025

Une pensée pour eux.

Jacques Brel - Les vieux.

https://www.youtube.com/watch?v=OMxvAY54_Vg

Hommage à nos grands penseurs.

Il y a les faibles d'esprit. Ceux qui ne pensent pas, qui n'y arrivent pas, et puis il y a ceux qui pensent à leur place. Ceux qui ne savent pas quoi penser et qui ignorent qu'on pense pour eux. Ceux pour qui penser nécessite un effort démesuré, et puis il y a les fainéants. Ceux qui voudraient bien penser, mais qui estiment le coût beaucoup trop élevé. Ceux qui pensent pour eux-mêmes uniquement ou qui ne pensent pas aux autres. Ceux qui pensent par confort. Ceux qui pensent pour se reconforter. Ceux qui pensent pour tuer le temps ou l'ennui. Ceux qui pensent pour se donner un air intelligent ou supérieur. Ceux qui pensent parce qu'ils ne savent rien faire d'autres. Ceux qui pensent par habitude sans savoir pourquoi, ils pensent tellement qu'il ne leur est jamais venu à l'esprit de se demander pourquoi, à croire qu'ils ignorent qu'ils pensent, vous parlez de penseurs !

Comme personne ne m'écrit, je suis obligé de faire les questions et les réponses ou de vous causer de sujets qui ne vous intéressent peut-être pas, voire les aborder sous un angle complètement en décalage avec votre état d'esprit, compte tenu que je vis isolé dans un petit village du sud de l'Inde et que je ne côtoie que des Indiens très arriérés (ce qui n'a rien de péjoratif) avec lesquels il est inutile de parler politique, hormis des généralités. Vous me direz peut-être en retour que c'est déjà pas mal ou c'est pour ainsi dire mieux qu'avec des Français, avec lesquels il est devenu quasi impossible de discuter tranquillement et sérieusement de quoi que ce soit, je n'en sais rien à vrai dire.

Du coup, j'écris ce qui me passe par la tête sans autre procès. Depuis plusieurs jours je passe mes soirées en compagnie de Balzac et c'est chaque fois un bonheur renouvelé. Je sors de ce cloaque malodorant d'est devenue la vie politique française et partout ailleurs. Je m'aère l'esprit pour y gagner en hauteur ou en spiritualité à la manière du XIXe siècle, privilégiant des valeurs morales universelles qui différencient l'humaniste du barbare, valeurs qui tombent en désuétude ou sont piétinées chaque fois que la fin d'un régime est annoncée au son des trompettes de la mort ou des bruits de bottes de la guerre, ce que Balzac a magnifiquement dépeint, ne croyant pas davantage

dans la monarchie que dans la république bourgeoise, qui toutes deux s'accrochent à la misère et des souffrances du peuple.

On aura compris que ces valeurs humanistes relèvent plus d'un idéal que de la réalité, que le romancier cultive ou partage avec nous, dans l'espoir qu'un jour un monde meilleur adviendra, ainsi nos préoccupations se rejoignent. Merci encore monsieur Honoré de Balzac.

S'ils le disent eux-mêmes...

J-C – Quand la médiocrité devient une valeur sûre, le totalitarisme n'est plus très loin.

S'abaisser à flatter les médiocres, c'est le meilleur service à rendre à ceux qui profitent de l'ignorance du peuple accusé à tort de tous les maux, et rendre hommage à l'injustice dont il fait l'objet qui relève du pire cynisme.

**« On a basculé dans l'idiocratie » : quand les incompetents grimpent les échelons - LePoint.fr
28 avril 2025**

J'ai rassemblé quelques passages de cet article axé sur l'entreprise qui valent à titre individuel en général, sur la manière dont nous organisons ou percevons nos relations avec les autres, ainsi qu'avec le modèle de société qu'on nous impose ou qu'on subit. Cela devrait faire réfléchir : Ne serions-nous pas sous influence inconsciemment ?

Quand je bossais en France, j'avais adopté un état d'esprit et un comportement aussi indépendant que celui que je manifeste dans cette causerie ou dans la vie quotidienne, donc forcément cela devait mal se passer... et précipiter mon exil en Inde.

Extraits.

- Le mérite ne se mesure plus à la compétence, mais à la conformité.
- « *Lorsqu'une mesure devient un objectif, elle cesse d'être une bonne mesure.* »
- « *Le vrai problème n'est pas tant la mesure en soi, mais la nature des indicateurs* »
- « *Nous vivons une époque où l'individualisme – au sens littéraire du terme – s'est installé dans les esprits et casse l'intelligence collective.* »
- « *A force de bouger pour bouger, on oublie pourquoi on fait les choses* ». Dans ce tourbillon constant, où chacun est contraint de s'adapter sans cesse, le sens se dissout lentement, sans que personne ne le remarque vraiment.
- Un paradoxe cruel de notre époque : moins on sait, plus on se croit compétent. On préfère la confiance aveugle à la compétence véritable. Les réponses instantanées aux questions complexes l'emportent. Finalement, ceux qui savent vraiment – les prudents, les humbles, les lucides – s'effacent, invisibles derrière des apparences parfaitement lissées.

- Le syndrome du scarabée. Cette tendance à faire confiance à ce qui nous ressemble.

- « *La première chose : recréer du collectif* »

J-C – Vous voyez, ce qui vaut pour l'entreprise selon eux, vaut également pour nous à titre individuel, mais aussi au niveau de la conception de notre lutte de classe. Car si le socialisme est passé à la trappe ou ne figure pas dans la propagande du mouvement ouvrier, cela signifie que l'esprit collectif qui devrait l'animer a disparu ou n'y figure pas vraiment.

Pour lire ce long article :

https://www.lepoint.fr/economie/on-a-basculé-dans-l-idiotie-quand-les-incompétents-grimpent-les-échelons-28-04-2025-2588357_28.php

En famille. Qui a décrété que la gauche était définitivement morte? Ceux qui y sont étrangers.

Qui a dit : "*Les gauches irréconciliables, ça n'existe pas*" ?

Réponse : Marine Tondelier lors du congrès des Écologistes samedi 26 avril. Elle a précisé : « *Nous ne choisirons pas* » entre les diverses composantes de la gauche, LFI et le PS à chaque extrémité. BFMTV 26 avril 2025

J-C - « *Les gauches irréconciliables* », avec qui, pas avec le capitalisme tout de même ? Ils ne rompent jamais avec. « *Nous ne choisirons pas* », de quel choix parle-t-elle, ils partagent tous la même idéologie bourgeoise.

Si la gauche se réduit aux composantes du Nouveau Front populaire d'hier et d'aujourd'hui compatible avec des droits de douane ou l'économie de guerre contre tous les peuples, c'est qu'elle n'existe pas tout simplement.

Ces gens-là ont été jusqu'à postuler au poste de Premier ministre ou pour figurer dans un gouvernement présider par Macron, c'est dire à quel point ils sont étrangers à la classe ouvrière, au socialisme, ce sont des représentants de la réaction et ils doivent être caractérisés comme tels.

La gauche, elle est ici.

Elle est incarnée par des militants isolés, parfois isolés ou muselés à l'intérieur de leur propre parti, qui ont rompu avec le capitalisme et ses institutions, qui ont rompu avec tous les courants politiques du mouvement ouvrier, qui au cours du XXe siècle à partir des années 20, au lieu d'observer attentivement, de décrire minutieusement, d'étudier patiemment le développement du capitalisme mondial avec tous les bouleversements qu'il allait entraîner au niveau des rapports entre les classes, afin de définir une théorie et une stratégie révolutionnaire dans la continuité du marxisme, dont les éléments les plus évolués ou conscients de la classe ouvrière et des couches progressistes des classes moyennes pourraient se reconnaître, dans le but de réunir les conditions subjectives qui permettraient aux masses le moment voulu de s'emparer du pouvoir politique et d'instaurer une République sociale sur les cendres du capitalisme à l'issue d'un processus révolutionnaire qu'ils auraient forgé pas à pas, au lieu d'accomplir ces tâches politiques, au lieu de s'engager résolument dans cette perspective politique, les dirigeants de tous ces courants politiques nous enfermèrent dans

un dogmatisme aveugle et répugnant bourré d'illusions, de fausses certitudes, de théories foireuses, qui, de compromissions en trahisons devait fatalement aboutir à la totale décomposition de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, pour avoir adopté le réformisme bourgeois cher à la social-démocratie dégénérée ou le socialisme révisionniste, l'antithèse ou la négation du socialisme, l'idéologie suicidaire qui caractérisera ce qu'ils appelèrent la gauche.

Ils nous firent miroiter la révolution socialiste sachant ou ignorant qu'elle n'interviendrait pas avant très longtemps. Ils instrumentalisèrent la révolution russe de 1917, puis la révolution chinoise et cubaine pour nous faire croire que la crise du capitalisme des années 70-80 allait déboucher sur une crise révolutionnaire qui ne s'est jamais produite plus d'un demi-siècle plus tard. Ils n'ont cessé de nous fournir des analyses erronées, d'avancer des stratégies foireuses, ils trompèrent ainsi des générations de militants et travailleurs qui s'étaient dirigés vers le socialisme, et qui petit à petit s'en détournèrent au point qu'on se retrouve de nos jours sans direction, sans parti, sans programme, sans théorie ou stratégie, sans rien, réduit à l'impuissance pour affronter au côté des masses l'offensive généralisée de la réaction mondiale.

Ce n'est pas la première fois que j'aborde ce sujet sous cet angle, car rien n'est venu le contredire, au contraire, depuis janvier 2020 on n'a pas cessé d'en avoir confirmation. J'en étais arrivé à la conclusion amère, qu'effectivement la révolution russe de 1917 fut en quelque sorte une exception qui confirmait la règle, un accident de l'histoire évoquant ses ennemis, une conjonction ou une combinaison d'éléments favorables qui se produit seulement exceptionnellement et non sur commande comme on avait été porté à le croire abusivement. Il faut bien l'admettre pour nous en remettre et passer à autre chose, non pas que le socialisme ne serait à jamais qu'une magnifique ou généreuse utopie, pas du tout, mais qu'il faille concevoir une nouvelle stratégie politique pour avancer dans cette voie.

Cela ne signifie nullement que les enseignements de la révolution russe de 1917 ne pourraient plus jamais servir dans l'avenir, le chemin qui mène au renversement du capitalisme sera encore long et tortueux, semé d'embûches ou de pièges. La lutte de classes va connaître un spectaculaire regain d'ici peu, parce que la crise du capitalisme ne peut que s'amplifier sous l'effet de la politique de Trump et de l'UE ou plutôt, elle en est le meilleur témoignage, la preuve que leur marge de manœuvre se rétrécit de jour en jour, que chaque mesure qu'ils prennent dans un secteur économique a des répercussions négatives sur d'autres pans de l'économie, dans certains pays où la situation sociale ou politique est déjà très tendue.

Il y aura toujours des centaines de milliers de travailleurs de la classe ouvrière et des classes moyennes pour refuser les nouveaux sacrifices qu'on voudrait leur imposer, qu'il serait possible de gagner au socialisme, de former au marxisme, ce que nos dirigeants ont été incapables de faire pendant près d'un siècle, parce que cela n'avait été réellement leurs objectifs. Ces bataillons de futurs militants, cadres et dirigeants de l'avant-garde révolutionnaire existent potentiellement, encore faut-il leur fournir une analyse de la situation qui corresponde effectivement à la réalité pour réaliser leur unité, une analyse cohérente qu'ils puissent expliquer et défendre lorsqu'ils discutent avec des travailleurs ou d'autres militants.

A défaut de révolution à l'horizon à court terme, alors qu'est-ce qu'on fait ? On baisse les bras, on renie tout, on déserte, on cesse le combat politique, on se range aux arguments des opportunistes, on persiste dans le dogmatisme aveugle et stupide, ou alors on profite de cette période pour affiner notre stratégie, nous doter d'un parti et d'un programme, diffuser le socialisme en participant à la lutte de classe, et gagner, former un à un chaque nouveau militant capable de penser librement par eux-mêmes.

On peut ou on doit de préférence aussi en profiter pour faire le ménage chez nous, balayer devant notre porte, nous libérer de vieilles croyances, nous alléger des multiples illusions que nous avons trimballées parfois durant toute une vie, réaliser l'équivalent d'une véritable cure de jouvence qui pour un peu pourrait prendre une tournure philosophique. Pourquoi pas, car tout ce qui peut aider à élever notre niveau de conscience (et c'est valable pour chaque travailleur) est bon à prendre, dès lors qu'il ne nous écarte pas de notre objectif. Il en va également ainsi des arts et des lettres, des sciences en général qu'on doit étudier, des technologies que l'on ne doit pas ignorer, le socialisme incarne davantage le présent et le futur que le passé après tout.

Franchement, comment pourrions-nous prétendre analyser sérieusement la situation, si nous nous détournions de leur développement que les hommes et les femmes sont appelés à intégrer dans leur mode de vie ou de pensée, leur comportement quotidien, dites-moi, de quoi parlerions-nous alors, de quoi aurions-nous l'air, souhaitons-nous oui ou non leur inspirer confiance, partager avec eux nos connaissances et notre idéal humaniste et collectif ? Si je suis parvenu à le concevoir, pourquoi pas vous, pourquoi pas eux, non ? Qu'en pensez-vous ?

Ils osent tout. En France, les médias et le gouvernement font ouvertement la promotion des méthodes du fasciste Javier Milei. Sophie Binet (CGT) regrette de ne pas y avoir été associée.

Budget : La ministre des Comptes publics promet un grand « ménage » dans les agences et opérateurs de l'Etat - 20 Minutes/AFP 27 avril 2025

Photo illustrant l'article - Amélie de Montchalin va-t-elle prendre la tronçonneuse de Javier Milei pour couper dans les dépenses de l'Etat ? (montage 20 Minutes)

Une coupe dans l'Etat que ne renierait pas Javier Milei.

« *Un tiers des agences et des opérateurs* » de l'Etat « *qui ne sont pas des universités* » seront « *fusionnés ou supprimés* », a promis dimanche la ministre des Comptes publics Amélie de Montchalin, prolongeant « *la refondation de l'action publique* » que François Bayrou a appelée de ses vœux mi-avril. « *C'est 2 à 3 milliards d'économies à la clé* », a-t-elle affirmé sur CNews/Europe 1, avec notamment « *moins d'emplois publics* ».

Dimanche, la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, interrogée sur LCI, s'est dite « *dubitative et inquiète* » après l'annonce de la ministre des Comptes publics, déplorant qu'elle ait été faite « *sans concertation* ». 20 Minutes/AFP 27 avril 2025

J-C – C'est impardonnable en effet, pour y remédier Macron et Bayrou devraient flanquer chaque ministre ou secrétaire d'Etat d'un vice-ministre ou vice-secrétaire d'Etat désigné parmi les dirigeants syndicaux et du NFP.

Totalitarisme. Big Brother vous surveille.

En France, plus d'un million de conducteurs ne sont pas assurés.

- Alors que plus d'un million de conducteurs ne sont pas assurés en France, les radars peuvent désormais les traquer, explique BFMTV, jeudi 24 avril. Comment ? Grâce à un système de lecture automatique des plaques d'immatriculation qui transmet au Fichier des véhicules assurés (FVA) ladite plaque de la voiture. 6Medias 24 avril 2025

Pour ponctionner les retraités et le justifier, ils ont fabriqué un argumentaire à charge.

Budget 2026 : Les retraités ont-ils plus de pouvoir d'achat que les actifs ? Cinq graphiques pour enfin savoir - 20minutes.fr 23 avril 2025

https://www.20minutes.fr/economie/retraite/4149728-20250423-budget-2026-retraites-plus-pouvoir-achat-actifs-cinq-graphiques-enfin-savoir?at_medium=RSS+feed&at_campaign=ynews&utm_source=yahoo&utm_medium=rss&utm_campaign=news_feed&utm_content=read_more_link

Quand il devient tout aussi dangereux de couper le pinard avec de la flotte !

J-C – Que vous buviez de la flotte du robinet ou en bouteille, vous aurez le droit au même mauvais traitement, et si vous aviez cru y échapper en optant pour le pinard, c'est raté, vous aurez le droit à la double peine. Bref, ils vous empoisonnent à petites doses ou vous rendent malade à petit feu, mais pas que ou pas n'importe comment, le contraire aurait été étonnant, fallait-il encore y penser.

Faut-il s'en soucier ? Certainement, si vous voulez devenir parano ou fou. Eux ne le sont pas, ce sont juste des sadiques qui font des affaires. Comment cela ?

- Le 20 avril, l'ex-patron de Nestlé, Peter Brabeck, qui a été désigné président par intérim du conseil d'administration du Forum économique mondial, pense que l'eau est une denrée comme les autres, qu'elle a une valeur marchande et qu'il faut la privatiser : « *les ONG ont un avis extrême quant au problème de l'accès à l'eau. Ils souhaitent que l'accès à l'eau soit nationalisé, c'est-à-dire que tout le monde puisse avoir accès à l'eau. Mon point de vue n'est pas celui-ci. Il faut que l'eau soit considérée comme une denrée, et comme toute denrée alimentaire, qu'elle ait une valeur, un coût.* » Il estime que l'eau est extrêmement précieuse et beaucoup trop gaspillée. (Source : Wikipédia)

Dans quel monde vit-on, n'est-ce pas, alors, capitalisme : Stop ou encore ?

Nitrates dans l'eau potable : la Commission européenne attaque la France en justice pour mise en « danger potentiel pour la santé » - R 24 avr. 2025

La Commission européenne a attaqué l'État français en justice pour non-respect des normes sur les nitrates dans l'eau potable et la mise en danger de la santé. La plainte de Bruxelles fait suite à près de cinq années d'avertissements et de mises en demeure. Elle pointe 107 unités de distribution d'eau potable réparties sur 7 régions françaises, à savoir, la Bourgogne-Franche-Comté, le Centre-Val de

Loire, le Grand-Est, les Hauts-de-France, l'Île-de-France, l'Occitanie et le Pays de la Loire. Dans toutes ces régions, « *des dépassements chroniques* » de la limite autorisée de 50 mg de nitrates par litre d'eau potable ont été constatés. Ce seuil avait été fixé depuis 2020 par une directive européenne.

Bruxelles constate que la France n'a « *pas pris les mesures nécessaires pour assurer la conformité des eaux destinées à la consommation humaine aux exigences minimales* », rapporte *Le Monde*. Selon la même source La Commission européenne reproche également à l'État français de ne pas avoir engagé rapidement les mesures qui s'imposent pour améliorer la qualité de l'eau une fois les valeurs limites dépassées et de ne pas avoir restreint l'utilisation de l'eau incriminée à la consommation humaine. La France en est à son septième plan de lutte contre les nitrates depuis 1991, « *sans grand résultat* », déplore la Commission européenne.

Selon l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), il y aurait une association entre le risque de cancer colorectal et l'ingestion de nitrates présents dans l'eau potable. Cette substance est aussi très dangereuse pour les nourrissons en augmentant les risques de contracter la méthémoglobinémie, appelée aussi le « *syndrome du bébé bleu* ».

Des polluants cancérigènes dans votre vin ? Une étude révèle une contamination massive de TFA en Europe - RT 24 avr. 2025

Le vin européen n'est plus épargné par les polluants industriels. Le réseau Pesticide Action Network (PAN Europe) a publié, le 23 avril, une analyse alarmante sur la présence de TFA – acide trifluoroacétique – dans une cinquantaine de vins rouges, blancs et rosés issus de dix pays de l'Union européenne. Ce composé, sous-produit de la dégradation des pesticides PFAS, est qualifié de « *polluant éternel* » en raison de sa persistance dans l'environnement.

Selon *Le Monde*, tous les millésimes postérieurs à 1988 contiennent du TFA. En revanche, aucun vin plus ancien ne présentait de traces de ce composé. Les concentrations relevées suivent une tendance exponentielle. De 13 microgrammes par litre (µg/l) dans les années 1990, les niveaux moyens ont grimpé à 122 µg/l pour les millésimes 2021 à 2024. Un vin blanc autrichien détient un record avec 320 µg/l. En comparaison, la moyenne dans l'eau potable reste autour de 0,4 à 37 µg/l, selon l'Agence régionale de santé d'Occitanie.

Le TFA provient majoritairement de pesticides à base de substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), utilisés en agriculture. Ces composés chimiques, appliqués sur les cultures, se dégradent dans l'environnement pour générer le TFA, qui finit par contaminer les eaux souterraines et les produits agricoles, dont le vin. RFI précise que 94 % des vins conventionnels testés contiennent jusqu'à huit résidus de pesticides, incluant notamment deux fongicides PFAS : fluopyram et fluopicolide.

La contamination est particulièrement forte dans les vins non biologiques. Les cinq vins bio analysés affichent des concentrations plus faibles, autour de 40 µg/l. Par ailleurs, les cépages résistants traités sans fongicides montrent aussi des niveaux réduits.

La multiplication de ces polluants chimiques dans l'alimentation illustre les failles du modèle agricole européen et confirme une tendance inquiétante pour la santé publique. RT 24 avr. 2025

J-C – Depuis quand s'en soucieraient-ils, sinon pour y nuire...

Mes commentaires publiés dans un blog.

Article : Le sionisme est la plus grande menace pour la liberté d'expression dans le monde occidental aujourd'hui

Arrêtez de nous traiter en esclaves, en vils serviteurs du régime en place ou en courtisans frustrés à votre image.

De quels "droits" parlez-vous ?

En tant qu'exploité et opprimé indépendant ou ayant une conscience politique luttant pour mon émancipation et la liberté, je n'ai pas de droits parce que je ne reconnais aucune légitimité à l'Etat en place ou au législateur à m'accorder ou à me refuser je ne sais quel droit, et pour cette raison je ne lui en réclame aucun. Seuls les acquis que ma classe a conquis au cours de sa lutte de classe comptent à mes yeux et méritent d'être défendus.

Et "*la plus grande menace pour la liberté d'expression dans le monde*", c'est le capitalisme avec lequel finalement elle vous encourage à vous accommoder... "*pour votre propre bien*", charlatanisme !

Réponse à deux lecteurs

- Les bons comptes font les bons amis, mais pas ici.

Que pensez-vous du principe ou de la position que j'ai adopté ? Trop radical, trop clair ou alors trop compromettant.

Si j'admets que l'Etat des capitalistes défend mes droits, pourquoi devrais-je lutter pour le faire disparaître ou pour un Etat ouvrier, une République sociale, je ferais peut-être mieux de m'en remettre à cet Etat si bien intentionné à mon égard pour obtenir de nouveaux droits.

Voilà en gros l'idéologie réactionnaire qui nourrit le discours de cette intellectuelle. On a le droit de l'identifier comme telle et de ne pas la partager, de la combattre.

Article : La libération encore à conquérir

Quelle est l'origine sociale, économique ou financière du nazisme (et du fascisme), idéologique ?

Le nazisme ou le fascisme sortent-ils du fin fond d'une banlieue obscure et crasseuse, pouilleuse ou miséreuse, on se demande comment ils pourraient financer leurs frais de fonctionnement, de propagande, de marketing, d'organisation, etc. ou alors faut-il viser ailleurs, plus haut, plus cossus, mieux vêtus, plus repus ou gras, du côté des mieux nantis, des classes supérieures, de la finance, de

l'oligarchie, des capitaines d'industrie, des maîtres des Forges, des capitalistes, de l'aristocratie, des princes et des souverains, en fait tout ce beau monde si laid partage la même idéologie, celle des exploités et des oppresseurs, pourquoi ne jamais le dire ouvertement ?

Article : Roumanie : L'annulation de l'annulation a été annulée en un temps record Par le Général Dominique Delawarde.

- Question à un centime d'euro à ce brave général égérie des paumés :

Si monsieur Georgescu avait été étiqueté de gauche ou d'extrême gauche en présentant le même profil, disons pro-russe, auriez-vous fait preuve d'autant de diligence en sa faveur ? Qu'il me soit permis d'en douter.

Mais où voulez-vous en venir ? Ce n'est pas à moi qu'il faut poser cette question, mais à lui, j'ai ma petite idée sur la question, mais je la garderai pour moi compte tenu de l'hostilité dont fera l'objet mon commentaire, on prend les paris ? On se marre bien avec ces idioties.

Article : Quand la rougeole se moque de la vaccination

- Quand j'eus la rougeole à l'âge de 10 ans, je fus renvoyé chez moi de l'école. Aucun de mes petits camarades de classe ne l'attrapa, alors qu'à cette époque personne ou presque n'était vacciné, c'était en 1965, à croire que ce virus fut très sélectif et ne frappait que les pauvres, j'étais le seul dans ce cas-là dans ma classe de fils à papa.

Ni ma sœur ni mes parents ne l'attrapèrent non plus, personne dans la famille, rebelote 15 ans plus avec la varicelle, il faut donc en conclure que le terrain l'emporte sur le virus...

Certains diront, quel virus, appelez cela comme vous voudrez et ne nous gonflez pas avec vos connaissances à deux balles qui relèvent plutôt de fantasmes ou de délires de furieux mégalomanes, de tyrans en herbe, il faut consulter et vous soigner.

Différentes théories existent, au lieu de se prendre pour de grands scientifiques et d'exclure l'une d'entre elles, retenons-les, mettons-les de côté provisoirement, et essayons de voir selon les cas qui nous sont exposés laquelle l'emporte sur l'autre, peut-être nous apercevrons nous alors que selon les conditions qui se présentent l'une ou l'autre peut être valable. Elles seraient davantage complémentaires, ce qu'on peut constater, dès lors qu'on prend en compte la nature différente des virus ou apparentés, ainsi que leur comportement. Par exemple, celui de la variole ne se comportait pas du tout de la même manière que les autres, semble-t-il, il fallait donc le traiter différemment pour qu'il cesse de nuire gravement à la population, contrairement à d'autres pathologies réputées d'origine virale comme le H1N1 de la grippe ou le Sars-Cov-2 du Covid-19 ou de simple traitement suffisait la plupart du temps. Dans les deux cas retenus ici l'une ou l'autre théorie s'avère valable. Si un vaccin est inapproprié, voire nuisible dans le cas du H1N1 de la grippe ou le Sars-Cov-2, dans celui de la variole, il s'est avéré efficace pour l'éradiquer totalement, pourquoi ne pas le reconnaître, je précise que je ne suis plus vacciné depuis 60 ans et que j'ai refusé de faire vacciner ma fille qui a maintenant 44 ans et qui se porte très bien.

Mise au point. Je clarifie ma méthode d'analyse de l'actualité politique.

Les autorités ukrainiennes affirmèrent que des militaires nord-coréens combattaient au côté des militaires russes dans la région de Koursk, les autorités russes le nièrent. Qui croire sur parole ? Personne évidemment, car ne soutenant aucun des deux protagonistes. A défaut de preuves irréfutables, je pris le parti d'ignorer cette information en attendant d'en savoir davantage.

Il ne s'agissait pas d'un éventuel élément anodin de propagande antirusse, sa portée aurait pu être d'une gravité exceptionnelle.

Par ailleurs, j'avais bien conscience de l'extrême danger qui pourrait découler d'une telle information ou l'exploitation politique que pourrait en faire l'OTAN, lui fournissant sur un plateau le prétexte pour justifier l'envoi à son tour de troupes françaises et britanniques (notamment) en Ukraine pour combattre la Russie, ce qui aurait pu signifier pour la Russie que ces pays et l'OTAN venaient de lui déclarer la guerre, préfigurant le début d'une troisième guerre mondiale, c'est pour dire à quel point l'affaire était sérieuse et ne pouvait pas être traitée à la légère.

Je m'en suis tenu à cette position jusqu'à ce matin 28 avril 2025, où je viens d'apprendre que la Corée du Nord a admis officiellement combattre aux côtés de la Russie à Koursk, information confirmée tout aussi officiellement par les autorités et l'armée russes.

Puisque c'est dorénavant officiel de la part des Coréens et des Russes, il n'y a plus lieu de mettre en doute la parole de qui que ce soit, c'est un fait établi que je considère acquis. Pourquoi cette « révélation », qui entre nous tenait d'un secret de polichinelle, maintenant on peut le dire, pourquoi se produit-elle maintenant ou qu'est-ce qui la justifie ? Apparemment, à la fois la libération de cette région par l'armée russe et son allié nord-coréen, ainsi que l'avancée des pourparlers russo-américain vers une résolution ou l'arrêt de cette guerre.

Vous voyez à quel point il est devenu délicat ou périlleux d'aborder l'actualité politique à partir des infos transmises par les médias, peu importe lesquels, sans risquer de se faire manipuler, ce qui peut toujours arriver et n'est pas bien grave, car on peut corriger facilement, et de manipuler les autres, là c'est pour le moins fâcheux ou grave, même lorsque c'est indépendant de notre volonté, les lecteurs ne le comprendraient pas forcément. Ils nous jugeraient durement et ils auraient raison, injustement, là ils auraient tort, car ils perdraient de vue que nous sommes toujours animés de bonnes intentions envers eux, contrairement à ceux qui passent leur temps à les désinformer, à les tromper délibérément, et en lesquels malheureusement souvent ils ont davantage confiance. A quoi cela servirait-il de le déplorer ? A rien, alors je m'en tiens aux principes que j'ai adoptés sans me soucier du reste.

J'allais oublier de préciser, que lorsque vous abordez un article publié par les médias mainstream, vous savez qu'ils appartiennent pratiquement tous à des oligarques ou des milliardaires ou que leur survie dépend de leurs banquiers. Ils sont donc tous influencés idéologiquement par les différents clans de l'oligarchie financière qui les contrôlent, ainsi que différents secteurs économiques ou Etats, différentes zones géopolitiques où ils exercent leur pouvoir... Or, ces différents clans mafieux n'ont pas forcément les mêmes intérêts au même moment ou à court ou moyen terme quand intervient un évènement, ils en feront de préférence l'interprétation qui les arrange... Ces clans peuvent s'allier ou s'affronter selon les cas, changer de stratégie ou tactique, ou dire tout et son contraire du jour au lendemain s'ils le souhaitent utile, ce qui va donner l'impression qu'ils ne

savaient pas ce qu'ils voulaient, et se traduire par un chaos indescriptible ou plus personne ne s'y reconnaît, sauf eux, puisqu'ils sont les seuls à savoir pourquoi ils agissent de la sorte.

Personne, ni vous ni moi ne sommes en mesure de nous prononcer sur leurs réelles intentions, et malgré tout, quand on se questionne ou quand on nous demande des comptes, quand il n'est pas possible de s'y retrouver dans ce sac de nœuds, on prend du recul, on s'abstient, on passe en mode « *wait and see* », attendre d'en savoir davantage et voir ou avouer notre ignorance. Ne croyez pas ceux qui savent tout, ce sont généralement ceux qui en savent le moins !

Guerre en Ukraine : La Corée du Nord admet officiellement se battre aux côtés de la Russie contre Kiev - 20 Minutes/AFP 28 avril 2025

La Corée du Nord a confirmé lundi, pour la première fois, la présence de ses troupes en Russie pour participer « *aux opérations de libération des zones de Koursk* » dans le cadre de l'accord de défense mutuelle entre les deux pays.

Le chef d'état-major de l'armée russe, Valéri Guérassimov, a assuré samedi au président russe Vladimir Poutine que la région de Koursk avait été entièrement « libérée » des troupes ukrainiennes. Le général a notamment salué l'« *héroïsme* » des soldats nord-coréens combattant pour la Russie – la première admission par Moscou de leur participation au conflit. 20 Minutes/AFP 28 avril 2025

Hier, j'avais relevé cette info moins précise.

- «*La Russie n'oubliera jamais ses amis de la Corée du Nord*» : Maria Zakharova sur la libération de la région de Koursk. Valéry Guérassimov a aussi remercié les militaires nord-coréens qui ont participé à la libération de la région de Koursk. RT 26 avr. 2025

J-C - Quand on traite une information, il faut être précis et n'avoir aucun a priori, être libre ou indépendant d'esprit. Encore faut-il savoir lire et être honnête au lieu de verser dans la propagande en permanence ou le dogmatisme, la démagogie...

A propos de la « *dénazification* » de l'Ukraine par la Russie.

En ce moment, à la veille du 9 mai, on ne manque pas d'articles nous rappelant que la « *dénazification* » de l'Allemagne, de la France ou de l'UE, des Etats-Unis n'a jamais eu lieu non plus.

Certes, certes, on le sait. Mais comment expliquer que les agences de presse russes prennent ouvertement le parti de madame Le Pen ou citent régulièrement monsieur Philippot entre autres, qui incarnent l'extrême droite fascisante ? Ne seraient-ils pas des personnalités politiques françaises respectables, n'auraient-elles pas renié leur origine, ne seraient-ils pas devenus des républicains ou des souverainistes, des démocrates fréquentables ? Ben voyons ! En la matière, les autorités russes sont aussi opportunistes que Trump qui flatte ou instrumentalise l'extrême droite américaine.

En France, l'extrême droite est pour ainsi dire déjà au pouvoir, ce qui explique pourquoi leurs rapports sont un peu différents ou lorsqu'ils visent Macron, ils peuvent tout aussi bien se permettre d'instrumentaliser LFI ou Mélenchon à l'occasion. Finalement, les Russes n'ont pas plus de

principe que les autres, ils n'ont que des intérêts, y compris idéologiques, que je ne partagerai jamais, cela va de soi.

Ils osent tout. Quand le courant lambertiste réécrit sa propre histoire.

<https://partiouvrierindependant-poi.fr/>

J'ai repéré en parcourant la couverture du dernier numéro (855) d'*Informations ouvrières* publié le 24 avril 2025, le titre d'un article qui m'a interpellé : Trotsky : "*Nous n'avons jamais mis toutes les guerres sur le même plan*".

Sans lire cet article réservé aux abonnés dont je ne fais pas parti, dès lors on pourrait croire que ce serait la position adoptée par ce courant politique, or il n'en est absolument rien. Car depuis le 11 septembre 2001 et toutes les guerres entreprises par l'impérialisme américain et ses vassaux jusqu'à la guerre en 2022 entre l'Ukraine et la Fédération de Russie, de manière constante le PT, puis le POI avant la scission de 2015, puis le POI et le POID devenu PT, jamais ce courant politique n'a soutenu un Etat dominé par l'impérialisme, agressé, un pays bombardé, détruit, occupé militairement par les Américains et leurs hordes de barbares sanguinaires issus d'Al-Qaïda, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie... Bien au contraire, leurs dirigeants se sont employés à renvoyer systématiquement dos-à-dos les différends belligérants, par exemple, présentant les autorités de ces pays, Kadhafi et Assad, comme des criminels de la pire espèce, ce qui revenait à cautionner ou soutenir les agresseurs et les occupants contre tous ces Etats et peuples souverains. Ils ont adopté le récit de l'OTAN.

Vous pouvez le vérifier en consultant les causeries depuis 2008 qui vous le confirmeront, ainsi que les 1300 articles ou davantage consacrés uniquement à la Syrie. Ou les archives d'*Informations ouvrières*, journal alors dirigé par D. Gluckstein, actuel secrétaire national du PT.

Lettre à Diego Rivera, sur la guerre sino-japonaise - Trotsky 23 septembre 1937

https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/09/lt_23091937.htm

Les trotskystes et le problème de la guerre - Bilan historiographique - Pierre Broué

Broué - à l'occasion de la guerre sino-japonaise. Dès l'incident du 7 juillet au pont de Loukipiao, Trotsky écrit :

«S'il existe au monde une guerre juste, c'est bien la guerre du peuple chinois contre ses oppresseurs. Toutes les organisations ouvrières, toutes les forces progressistes en Chine, sans abandonner leur programme ni leur indépendance politique, doivent remplir jusqu'au bout leur devoir dans la guerre de libération, indépendamment de leur attitude à l'égard du gouvernement de Tchiang Kai-chek».

Le 11 août, dans une discussion avec Li Furen, il assure en critiquant certaines formulations de ses camarades chinois :

«Les organisations ouvrières du Japon n'ont pas le droit d'être patriotes, mais celles de Chine l'ont».

Ces prises de position au début de la guerre sino-japonaise provoquent des levées de boucliers, de la part de groupes «ultra-gauchistes» ou même de la section belge. Trotsky répond fermement :

«Nous n'avons jamais mis et nous ne mettrons jamais sur le même plan toutes les guerres. Marx et Engels soutenaient la guerre révolutionnaire des Irlandais contre la Grande-Bretagne, des Polonais contre le tsar, quoique, dans ces deux guerres nationales, les chefs étaient pour la plupart des bourgeois, parfois même des féodaux, en tout cas des réactionnaires catholiques. Quand Abd-el-Krim s'est soulevé contre la France, les démocrates et les social-démocrates ont parlé avec mépris de la lutte d'un «tyran sauvage» contre «la démocratie». Le parti de Léon Blum soutenait ce point de vue. Mais nous, marxistes et bolcheviks, considérons la guerre des Rifains contre la domination impérialiste comme une guerre progressiste. Lénine a écrit des centaines de pages pour démontrer la nécessité de distinguer entre les nations impérialistes et les nations coloniales et semi-coloniales qui forment la grande majorité de l'humanité. Parler de «défaitisme révolutionnaire» en général, sans distinguer entre pays oppresseur et peuples opprimés, c'est faire du bolchevisme une misérable caricature et mettre cette caricature au service de l'impérialisme».

Trotsky est parfaitement net, dans le cas d'une guerre entre la Grande-Bretagne impérialiste «démocratique» et un pays semi-colonial comme le Brésil au gouvernement «fascisant», il soutiendrait la guerre juste du peuple opprimé sans considérer la couleur politique de son gouvernement. De la même façon, lors de la guerre d'Éthiopie, ses camarades italiens avaient appelé au soutien par l'action directe de la guerre juste du peuple éthiopien sans souci du réactionnaire et médiéval Négus, tout en condamnant les «sanctions», politique des puissances impérialistes contre une autre.

https://www.marxists.org/francais/broue/works/1984/11/broue_trotskytes_guerre.htm

J-C – C'est là qu'on s'aperçoit qu'on est en présence d'escrocs qui se font passer pour des trotskytes. Notez bien que je vous dis cela, alors que je n'en ai vraiment rien à foutre, non seulement parce que j'ai rompu avec ce courant politique depuis 2005, soit 20 ans déjà, et compte tenu de leur degré de décomposition et de leur insignifiance politique, je ne vois pas quel intérêt il y aurait à se focaliser davantage sur ce courant politique, il n'y a rien à en attendre de bon.

Klaus Schwab congédié comme un malpropre ou sacrifié pour la bonne cause.

Forum de Davos : une lettre de dénonciation à l'origine de la démission de Klaus Schwab - RT 23 avr. 2025

Au lendemain de la démission de Klaus Schwab de son poste de président du conseil d'administration du Forum économique mondial (WEF), le Wall Street Journal (WSJ) a révélé ce 22 avril que cette décision aurait été motivée par l'ouverture, par ce même conseil, d'une enquête à l'encontre du fondateur de l'organisation. Le conseil d'administration aurait ainsi reçu, la semaine passée, une lettre anonyme mentionnant notamment des retraits en cash de plusieurs milliers de dollars demandés par Schwab à des employés, ainsi que l'utilisation de fonds du WEF pour se « payer des massages privés » dans des chambres d'hôtel. L'épouse de Schwab, Hilde, employée du WEF, est également accusée d'avoir organisé des réunions « symboliques » afin « de justifier des voyages de luxe aux frais de l'organisation ».

L'auteur de la lettre met également en cause la manière dont Schwab aurait « traité ses employées et la façon dont sa direction aurait, pendant des décennies, laissé passer des cas de harcèlement

sexuel et d'autres comportements discriminatoires sur le lieu de travail » a relaté le Wall Street Journal. Des allégations déjà soulevées en juin 2024 par le quotidien américain.

Toujours selon cette source, Klaus Schwab se serait opposé à l'ouverture d'une enquête, démentant auprès du conseil d'administration les allégations de la missive anonyme. Enquête que le conseil, qu'il préside, a finalement décidé de lancer « *lors d'une réunion d'urgence le dimanche de Pâques* ». « *Schwab a choisi de démissionner immédiatement de son poste de président, au lieu de rester en poste pendant la période de transition prolongée initialement prévue* », a encore précisé le WSJ.

Une transition nettement écourtée

Le 21 avril, dans un communiqué du WEF, Klaus Schwab avait annoncé sa démission « *avec effet immédiat* » du conseil. « *Suite à ma récente annonce, et alors que j'entre dans ma 88e année, j'ai décidé de quitter mes fonctions de président et de membre du conseil d'administration, avec effet immédiat* », avait-il déclaré dans ce communiqué.

Début avril, le Financial Times (FT) rapportait que dans une lettre adressée au Conseil d'administration, Schwab annonçait qu'il allait « *entamer le processus* » de démission de la présidence du conseil d'administration. Dans un communiqué adressé au FT, le WEF déclarait que ce processus devait se terminer à l'orée 2027.

Klaus Schwab avait annoncé quitter ses fonctions de directeur exécutif du WEF, pour celui de président du conseil d'administration, en mai 2024, après 54 ans passés à la tête de cette organisation qu'il a créée en 1971 et devenue célèbre pour son forum annuel organisé dans une station de ski huppée des Grisons.

Le 20 avril, l'ex-patron de Nestlé, Peter Brabeck, a été désigné président par intérim du conseil d'administration du WEF. Parmi les autres puissants siégeant à ce conseil, figurent notamment la reine de Jordanie Rania al-Yassin, l'ex-vice-président des États-Unis (1993 – 2001) Al Gore, le PDG du gestionnaire d'actifs américain BlackRock Larry Fink ou encore la directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) Ngozi Okonjo-Iweala ainsi que la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde. RT 23 avr. 2025

Etats-Unis.

Reuters dévoile les propositions américaines pour un règlement en Ukraine - RT 25 avr. 2025,

Reuters a publié la liste des propositions américaines pour le règlement du conflit ukrainien. Selon l'agence de presse, il s'agit de la liste que l'envoyé spécial de Donald Trump, Steve Witkoff, a présentée aux représentants européens lors des discussions qui se sont tenues à Paris le 17 avril. Le plan est divisé en quatre catégories : cessez-le-feu, garanties pour la sécurité de l'Ukraine, territoire et économie.

La première catégorie est la plus courte et implique un « cessez-le-feu permanent » et un engagement des parties russe et ukrainienne « *dans des négociations pour la mise en œuvre technique* ». Les « *garanties pour la sécurité de l'Ukraine* » prévoient que « *les États garants seront un groupe ad hoc constitué d'États européens et d'États non européens volontaires* ». En outre, « *l'Ukraine ne cherchera pas à adhérer à l'OTAN* », tandis qu'elle « *peut aspirer à l'adhésion à l'UE* ».

Les États-Unis pourraient reconnaître la Crimée comme étant russe « *de jure* »

Selon la liste, Washington pourrait reconnaître plusieurs territoires comme russes dans le cadre de l'accord de paix. Ainsi, le texte des propositions américaines stipule que les États-Unis reconnaissent « *de jure le contrôle par la Russie de la Crimée* » et « *de facto le contrôle par la Russie de Lougansk* ». La Maison Blanche entend également reconnaître « *les parties des régions de Zaporojié, de Donetsk et de Kherson contrôlées par la Russie* », mais le territoire de la région de Kharkov resterait au sein de l'Ukraine.

La liste indique également que Kiev « *reprend le contrôle du barrage de Kakhovka et de la centrale nucléaire de Zaporojié par le biais d'un contrôle et d'une administration américaine de la centrale, avec distribution de l'électricité des deux côtés* » et « *d'un passage sans entrave sur le Dniepr et du contrôle de l'isthme de Kinbourn* ».

Les sanctions antiruses imposées depuis 2014 « *seront levées* »

La catégorie « *économie* » indique que les États-Unis et l'Ukraine « *mettront en œuvre l'accord sur la coopération économique et les minerais* ». Dans le même temps, « *les sanctions imposées à la Russie depuis 2014 seront levées* » et Moscou et Washington développeraient « *une coopération économique russo-américaine dans l'énergie et d'autres secteurs industriels* ».

Apparemment, les propositions américaines publiées par Reuters n'auraient pas satisfait les pays européens et l'Ukraine. Le quotidien britannique *Financial Times* (FT) a rapporté le 24 avril que l'Europe n'avait pas l'intention de reconnaître la Crimée comme russe. Kiev a fait la même déclaration. Dans le même temps, le FT note que les exigences de la Maison Blanche pour un accord de paix pourraient conduire à une scission au sein de l'UE et de l'OTAN.

Dans le même temps, la Russie estime que ni l'Europe ni l'Ukraine ne sont disposées à une résolution pacifique du conflit. Dmitri Peskov, porte-parole du président russe, a indiqué dans un entretien avec l'hebdomadaire français *Le Point* que « *l'Europe veut la guerre, et non des négociations* ». Il a également souligné que Moscou ne menaçait pas les pays européens, y compris ceux de l'OTAN, mais entendait atteindre ses objectifs par tous les moyens.

Un «accord Trump» ? Jongler avec la guerre, la «guerre facile» et la négociation par Alastair Crooke

Trump se retrouve manifestement au cœur d'un conflit existentiel. Il dispose d'un mandat énorme. Mais il est entouré d'un front ennemi intérieur résolu, dont la forme est une «*préoccupation industrielle*» imprégnée de l'idéologie de l'État profond centrée principalement sur la préservation de la puissance mondiale des États-Unis (plutôt que sur le redressement de l'économie).

Par contre, la question clé pour MAGA n'est pas la politique étrangère mais la manière de rééquilibrer structurellement un paradigme économique qui mène à l'extinction. Trump a toujours clairement indiqué qu'il s'agissait là de son objectif primordial. Sa coalition de partisans est fixée sur la nécessité de relancer la base industrielle de l'Amérique, afin de fournir des emplois raisonnablement bien rémunérés.

Pour l'instant, Trump dispose peut-être encore d'un large mandat, mais un danger extrême le guette – et pas seulement venant de l'État profond et du lobby israélien. La bombe de la dette de Yellen est

la menace la plus existentielle. Elle menace le soutien dont bénéficie Trump au Congrès, car la bombe risque d'exploser peu avant les élections de mi-mandat de 2026.

<https://reseauinternational.net/un-accord-trump-jongler-avec-la-guerre-la-guerre-facile-et-la-negociation/>

Guerre commerciale. Aux États-Unis, Shein augmente ses prix jusqu'à 377 % - Courrier International 27 avril 2025

Shein, le champion chinois de la fast fashion, dont l'application de shopping compte parmi les plus téléchargées au monde, vient d'augmenter les prix de ses produits distribués aux États-Unis. Temu, l'autre géant chinois de la vente en ligne, lui a emboîté le pas. Courrier International 27 avril 2025

<https://www.courrierinternational.com/article/aux-etats-unis-shein-augmente-ses-prix-jusqu-a-377-230320>

Chine.

Lu.

Par Pepe Escobar 25 avril 2025

- Une Chine sûre d'elle-même et experte en haute technologie, des universitaires et des hommes d'affaires aux vendeurs de xiao long bao et de nouilles, comprend parfaitement que l'Empire du Chaos, dans sa volonté d'«isoler» la Chine, ne fait que s'isoler lui-même (et ses chihuahuas).

De plus, c'est une grande joie de voir Michael Hudson faire également référence au syndrome du «*tigre de papier*» dont j'ai été témoin à Shanghai ces derniers jours : «*Eh bien, les États-Unis sont aujourd'hui devenus un tigre de papier sur le plan financier. Ils n'ont vraiment rien à offrir, si ce n'est la menace de droits de douane, la menace de perturber soudainement tous les modèles commerciaux mis en place au cours des dernières décennies*».

À Shanghai, j'ai entendu des rejets implacables et répétés du soi-disant «*plan Miran*», tel qu'il a été publié en novembre dernier par le conseiller économique de Trump pour «*restructurer le système commercial mondial*». Miran est le cerveau derrière l'accord de Mar-a-Lago, dont le principe est d'affaiblir le dollar américain en obligeant les grandes économies, de la Chine au Japon en passant par l'UE, à vendre leurs actifs en dollars américains et à échanger leurs bons du Trésor américain à court terme contre des obligations à 100 ans sans intérêt.

L'idée géniale de Miran se résume à donner deux options aux pays :

1. Accepter docilement les droits de douane américains, sans riposte.
2. Signer des chèques au Trésor américain.

Zhao Xijun, co-doyen de l'Institut de recherche sur les marchés financiers chinois de l'université Renmin, a démolé ce projet en quelques mots : transférer ainsi de l'argent au Trésor américain

revient à «*collecter une taxe de protection dans la rue*». Traduction : c'est la méthode de la mafia, «*un acte brutal et dominateur, simplement déguisé sous le prétexte noble de fournir des biens publics*».

Pendant ce temps, dans le Grand Échiquier, Pékin continue de travailler sans relâche aux côtés de la Russie à la mise en place d'une architecture de sécurité à l'échelle eurasiennne fondée sur l'équilibre des pouvoirs : tout repose sur le nouveau triangle Primakov (RIC – Russie, Iran et Chine).

Les principaux membres des BRICS, la Russie et la Chine, ne permettront pas à l'Empire d'attaquer l'Iran, autre membre des BRICS. Et le soutien prend plusieurs formes. Exemple : de nouvelles sanctions énergétiques impérialistes contre l'Iran ? La Chine augmentera ses importations via la Malaisie et investira encore plus dans les infrastructures iraniennes, en tandem avec la Russie dans le cadre du Corridor international de transport Nord-Sud (INSTC).

Lu.

Un débat intense a lieu, de Shanghai à Hong Kong, qui transcende le rôle de la Chine en tant qu'usine du monde : ce qui importe désormais, c'est de réorienter une partie de l'étonnante capacité de production de la Chine vers le marché intérieur.

Bien sûr, il y a des problèmes, comme le manque de pouvoir d'achat d'une grande partie des consommateurs chinois, alors même que la majeure partie du revenu national est consacrée à des investissements en immobilisations. Une grande partie de la population âgée rurale vit avec une pension mensuelle d'environ 30 dollars, et le taux horaire dans l'économie des petits boulots stagne autour de 4 dollars.

Dans le même temps, dans plusieurs domaines de haute technologie, la Chine vient de construire le train à grande vitesse le plus rapide de la planète : 400 km/h, qui circulera bientôt entre Pékin et Shanghai. La Chine reçoit déjà des commandes pour l'avion commercial gros-porteur C919. Et la Chine a mis au point le premier réacteur nucléaire au thorium au monde. Traduction : une énergie propre et bon marché illimitée est à portée de main.

Inde-Pakistan.

Attentat au Cachemire : le ministre pakistanais de la Défense évoque une «opération sous fausse bannière» - RT 25 avr. 2025

Le Pakistan répondra avec «*toute sa force*» à toute éventuelle incursion indienne sur son territoire, a déclaré ce 25 avril à la chaîne Al Jazeera le ministre pakistanais de la Défense Khawaja Asif. «*Nous ne pouvons pas permettre cette invasion de notre terre, de notre pays*», a-t-il ajouté auprès de la chaîne qatarie, alors que la tension continue de monter entre Islamabad et New Delhi trois jours après une attaque terroriste dans le Cachemire indien.

«*Nous soupçonnons fortement qu'il s'agissait d'une opération sous fausse bannière*», a ajouté le ministre pakistanais concernant cet attentat. Une position qu'il a également tenue auprès de Sky News, toujours ce 25 avril, déclarant par ailleurs que le monde devrait être «*inquiet*» de l'escalade

entre « *deux puissances nucléaires* ». « *S'il y a une attaque totale ou quelque chose comme ça, alors il y aura évidemment une guerre totale* », a-t-il encore déclaré auprès de la chaîne britannique.

Autre témoignage de cette escalade : des échanges de tirs le long de la ligne de contrôle (LOC) au Cachemire. Citant des sources sécuritaires, la chaîne indienne *News18* a fait état ce 25 avril de tirs « *à plusieurs endroits* » le long de cette ligne de cessez-le-feu, évoquant une ouverture du feu par la partie pakistanaise « *provoquant la riposte des troupes indiennes* ». RT 25 avr. 2025

La rubrique consacrée à l'économie mondiale.

Quelques données utiles.

- les échanges se font surtout entre trois pôles, appelés la Triade : l'Europe (surtout l'Union européenne, UE) avec un peu plus de 35% des exportations et importations mondiales, la zone asiatique (avec un peu moins de 35%), devant l'Amérique du Nord (environ 18%) ...27 mars 2023

- l'ASEAN est devenue en 2020 le premier partenaire commercial de la Chine, devant l'UE (878 milliards de dollars contre 828 milliards de dollars en 2021), et que Séoul commerce presque autant que Tôkyô avec Pékin (360 milliards de dollars contre 371 milliards de dollars en 2021).29 janv. 2025

- Quels sont les grands flux du commerce mondial ?

Il existe aujourd'hui 3 grandes familles de flux dans les échanges commerciaux au niveau mondial, à savoir :

- Les flux physiques. Aussi appelés les flux de marchandises.
 - Les flux financiers. En lien avec la trésorerie de l'entreprise.
 - Les flux de transport. Qui font partie des échanges de services.
-

- Le protectionnisme mène à l'impasse, seule l'ouverture et la coopération sont le bon choix.

La Chine souhaite réaliser le respect mutuel, la coexistence pacifique et le gagnant-gagnant avec les États-Unis.

Les autorités chinoises travaillent pour le capitalisme mondial.

« *La Chine s'ouvrira davantage à l'extérieur et entend travailler avec la France pour intensifier la coopération dans les champs traditionnels, exploiter les potentiels dans les industries innovantes et créer plus d'agendas positifs, dans le but de bâtir un avenir partagé pour la France, la Chine et le monde.* »

<https://histoireetsociete.com/2025/04/25/important-message-de-lambassadeur-de-chine-a-la-france/>

Lu.

Une vérité historique profonde : lorsque le fardeau de la dette des pays souverains devient trop lourd, tous, sans exception, se sont servis de l'inflation et de la dévaluation de la monnaie pour annuler leur dette et échapper à la crise. Avec une dette à un niveau aussi élevé, le gouvernement américain pourra-t-il encore échapper à ce destin historique ?

- Dans le passé, les États-Unis ont accusé la Chine de manipuler la monnaie en raison de ses avoirs importants en dollars américains. Ils ont donc imposé des sanctions à la Chine sur la base d'allégations selon lesquelles la forte augmentation des exportations chinoises était due à la manipulation du taux de change du RMB (Yuan, monnaie chinoise aussi appelée Renminbi). Pourtant, ce sont les États-Unis qui bénéficient de manière disproportionnée de cette relation.

D'une part, les États-Unis importent un grand nombre de produits manufacturés de Chine, bénéficiant de produits bon marché qui font baisser leur taux d'inflation. D'autre part, la Chine encaisse une grande quantité de dollars américains mais n'a pas d'endroit où les investir. Elle n'a donc pas d'autre choix que d'acheter des bons du Trésor américain, fournissant ainsi aux États-Unis des capitaux bon marché. Malgré cette double victoire, les États-Unis souhaitent exercer une pression supplémentaire sur la Chine. Les États-Unis se plaignent à tort de la prétendue manipulation du taux de change par la Chine. En réalité, les États-Unis veulent forcer la Chine à accepter l'appréciation du RMB et à ouvrir son marché financier, créant ainsi une bulle d'actifs financiers importés. Jusqu'à présent, ces efforts ont été vains, car la Chine n'a pas cédé à la pression américaine.

Lu.

Que sont les mégafonds ?

Les gestionnaires d'actifs américains BlackRock, Vanguard, Fidelity, State Street, Morgan Stanley et JPMorgan Chase contrôlent aujourd'hui collectivement plus de 36.400 milliards de dollars d'actifs. Cette puissance financière leur permet de dominer des secteurs d'importance systémique dans le monde entier, y compris en Europe.

Avec le soutien du gouvernement américain, ces fonds ont utilisé le pouvoir de la Banque centrale américaine (la Réserve fédérale), les tribunaux, les sanctions et les scandales pour affaiblir les concurrents étrangers avant de procéder eux-mêmes à des acquisitions. Résultat : les entreprises européennes d'importance stratégique passent de plus en plus sous le contrôle des États-Unis. Le bouleversement silencieux après la crise financière

Entre 2008 et 2018, les fonds américains ont repris la majorité des 20 plus grandes banques européennes, ainsi que des actifs d'une valeur de 16.700 milliards de dollars, pour une fraction de cette valeur : environ 300 milliards de dollars seulement. La clé de ce phénomène : les crises économiques, de la crise des États PIIGS (Portugal, Italie, Irlande, Grèce, Espagne) aux taux d'intérêt manipulés dans le cadre des scandales du LIBOR et du Forex, avec des acteurs américains souvent en arrière-plan.

Les effets ont été énormes :

- La part des banques américaines dans les opérations de change mondiales est passée de 45% au cours de l'exercice 2007 à 72% au cours de l'exercice 2017.
- Le dollar s'est stabilisé, tandis que les banques européennes ont perdu une grande influence.

Le financement du Trésor Américain et des dettes du pays est de plus en plus un sous-produit de la spéculation. La Communauté spéculative dicte sa Loi. - brunobertez.com 26 avril 2025

Je soutiens depuis des décennies que le « *financement de marché* » est éminemment fragile, malsain, instable et enclin aux crises. Une fonction essentielle est le sous-produit d'une activité de Casino!

Avant la dérégulation, avant Greenspan, le financement était en banque et il était disséminé, décentralisé, et statistiquement reparté entre des spécialistes compétents. A notre époque le financement est sur le Marché et il est soumis non à la compétence mais aux paris, lubies, manias irrationnelles des animal spirits.

Les chutes du Marché sont à considérer comme l'équivalent de runs bancaire et c'est pour cela que le PUT ne pourra jamais être abandonné malgré les affirmations mensongères des gnomes.

Le financement de marché par opposition donc au financement bancaire traditionnel s'est imposé dans les années 1990.

Il n'a jamais cessé de progresser.

L'essor du financement de marché a été organisé par Greenspan au début des années 90 pour sauver le secteur bancaire. La situation était désespérée. La bulle des années 1980 avait éclaté, plongeant l'économie en récession et laissant un système bancaire profondément insolvable.

Greenspan a créé une courbe des taux artificiellement raide, permettant aux banques d'emprunter à très bas coût tout en employant les fonds empruntés dans des obligations d'État à rendement plus élevé et également dans d'autres instruments de crédit très rémunérateurs.

Cette manne financière scandaleuse, tombée du ciel a marqué le début de la forme vicieuse, immorale de financiarisation, celle que nous connaissons maintenant. Elle est fondée sur des rentes, des écarts et le levier à outrance. C'est une forme de pillage!

Ces repas gratuits livrés par Greenspan étaient une manne pour la Communauté Spéculative, elle s'est goinfrée, elle a conduit à l'effondrement des taux de dépôt, elle a stimulé la désintermédiation du système bancaire, le Marché concentrant sur la « récolte d'actifs » et la tonte des moutons.

Maintenant cette Communauté Spéculative dicte sa Loi.

24 avril – Financial Times :

Ces dernières semaines, le marché obligataire a accompli ce que nombre d'opposants à Donald Trump n'ont pas réussi à faire.

Il a contraint le président américain à un recul partiel sur les droits de douane, après qu'une débâcle de la dette publique américaine a menacé de dégénérer en catastrophe financière...

Nombreux sont ceux qui soulignent que les turbulences ont également été exacerbées par les stratégies des fonds spéculatifs à fort effet de levier. Ces opérations de « valeur relative » visent généralement à tirer parti des différences de prix, souvent minimes, entre les obligations du Trésor et les divers contrats dérivés qui y sont liés. En utilisant les marchés de financement à court terme pour emprunter des sommes considérables, elles peuvent transformer de petits profits en profits importants.

Ces opérations ont contribué à faire du club des grands fonds spéculatifs qui les recherchent des piliers essentiels du marché des bons du Trésor, évalué à 29 000 milliards de dollars...

Cependant, nombreux sont ceux qui craignent qu'elles ne rendent également les bons du Trésor vulnérables aux chocs soudains.

Même la Réserve fédérale a avancé que la croissance de ces stratégies de fonds spéculatifs à effet de levier, comme les soi-disant Les « *transactions de base* » ou « *transactions sur swap spread* » constituent une évolution risquée pour un marché qui finance le gouvernement américain, agit historiquement comme un refuge pour la finance mondiale et influence la tarification de pratiquement tous les autres titres de la planète...

Les avoirs bruts en obligations d'État américaines de tous les fonds spéculatifs déclarant à la SEC s'élevaient à près de 3 400 milliards de dollars à la fin de 2024, et ont pratiquement doublé depuis le début de 2023...

Une grande partie de ces avoirs sera détenue par le biais d'une myriade d'autres stratégies, mais à en juger par la taille des positions courtes sur les contrats à terme du Trésor, la plupart des estimations indiquent que les fonds spéculatifs à valeur relative à revenu fixe détiennent au total environ 1 000 milliards de dollars de bons du Trésor. brunobertez.com 26 avril 2025

On se disait bien que la Chine et le FMI étaient communistes !

Les mesures tarifaires menacent la stabilité financière mondiale- Le Gouverneur de la Banque populaire de Chine, la banque centrale - brunobertez.com 26 avril 2025

L'imposition arbitraire récente de droits de douane par les États-Unis a gravement porté atteinte aux droits et intérêts légitimes d'autres pays et a gravement compromis le système de gouvernance multilatérale fondé sur des règles, a déclaré Pan Gongsheng, gouverneur de la Banque populaire de Chine, la banque centrale, lors de son discours à la 51e réunion du Comité monétaire et financier international (CMFI) du Fonds monétaire international (FMI), selon un communiqué publié samedi sur le site Web de la banque centrale.

La réunion s'est tenue jeudi et vendredi à Washington, DC, où les participants ont discuté de la situation économique et financière mondiale ainsi que des travaux en cours du FMI.

Dans son discours, Pan a noté que la dynamique actuelle de la croissance économique mondiale restait faible, avec des risques de baisse importants. Il a déclaré que les récentes mesures tarifaires des États-Unis ont porté un sérieux coup à l'ordre économique mondial, mettant en péril la stabilité et la croissance à long terme de l'économie mondiale et provoquant de fortes fluctuations sur les marchés financiers mondiaux, en particulier dans les économies avancées.

Le gouverneur de la banque centrale chinoise a déclaré que ces mesures tarifaires menacent la stabilité financière mondiale et posent des défis majeurs aux économies de marché émergentes et aux pays en développement.

Il a souligné l'urgence pour les pays de renforcer la coordination des politiques macroéconomiques, de soutenir le système commercial multilatéral et d'orienter la mondialisation vers une direction plus ouverte, inclusive, bénéfique et équilibrée afin de promouvoir conjointement la stabilité économique et financière mondiale.

La Chine reste attachée à un véritable multilatéralisme, plaide en faveur de la mondialisation économique et de la libéralisation des échanges, soutient et défend fermement l'Organisation mondiale du commerce, participe activement à la gouvernance économique mondiale et s'engage à bâtir une économie mondiale ouverte, a réitéré M. Pan, notant que la Chine est également disposée à approfondir davantage sa coopération avec le FMI et à soutenir l'organisation dans la préservation de la stabilité économique et financière mondiale.

Les participants à la réunion ont reconnu que l'économie mondiale se trouve à un tournant critique. Ils ont noté que la montée des tensions commerciales a accru l'incertitude et la volatilité des marchés, faisant peser des risques sur la croissance économique et la stabilité financière.

La réunion a réaffirmé son soutien à un FMI fort, fondé sur le système des quotes-parts et doté de ressources adéquates, au cœur du filet de sécurité financière mondiale. Elle a appelé les pays à achever rapidement les processus d'approbation nationaux requis pour la 16e révision générale des quotes-parts. La réunion a également souligné que les ajustements des quotas devraient mieux refléter la position relative des membres dans l'économie mondiale tout en protégeant la voix des pays les plus pauvres. brunobertez.com 26 avril 2025

J-C - Entendez, pour qu'ils le restent, cela va de soi. On plaindra au passage tous les crétins qui s'en prennent à Trump et en pincent pour la Chine...

Les principales importations et exportations de la Chine

<https://www.sino-shipping.com/fr/china-top-imports-and-exports/>

Partie 1 : Les principaux partenaires commerciaux de la Chine

Comme mentionné précédemment, la Chine est un acteur majeur sur le marché mondial. Marché d'échange, avec des exportations et des importations totalisant des milliards de dollars chaque année.

En ce qui concerne le continent d'origine, près de la moitié (47.6 %) des exportations chinoises étaient destinées à d'autres pays asiatiques, tandis que 20.8 % étaient destinées aux importateurs nord-américains et 20.7 % aux pays européens. L'Afrique a reçu 4.4% des exportations chinoises, l'Amérique latine (hors Mexico mais incluant les Caraïbes) a reçu 4.1%, et l'Océanie (menée par Australie) a reçu 2.5%.

Voici une liste des 15 meilleurs de la Chine partenaires commerciaux en termes de ventes à l'exportation (c'est-à-dire les pays qui ont importé le plus de livraisons chinoises en 2021) :

USA: 452.6 milliards de dollars (17.5% du total des exportations chinoises)

Hong Kong: 272.7 milliards de dollars (10.5%)

Japon: 142.6 milliards de dollars (5.5%)

Vietnam: 113.8 milliards de dollars (4.4%)

South Korea: 112.5 milliards de dollars (4.3%)

Allemagne: 86.8 milliards de dollars (3.4%)

Netherlands: 79 milliards de dollars (3%)

Royaume-Uni: 72.6 milliards de dollars (2.8%)

Inde: 66.7 milliards de dollars (2.6%)

Taiwan: 60.1 milliards de dollars (2.3%)

Singapour: 57.5 milliards de dollars (2.2%)

Malaysia: 56.4 milliards de dollars (2.2%)

Australie : 53.5 milliards de dollars (2.1 %)

Russie: 50.6 milliards de dollars (2%)

Thailand: 50.5 milliards de dollars (2%)

De 2019 à 2021, les 15 précédemment mentionnés partenaires commerciaux représentera 66.7% des exportations chinoises.

Parmi ceux-ci, le Royaume-Uni a enregistré le taux d'augmentation le plus rapide des achats d'importations en provenance de Chine, soit 16.6 %, suivi du Vietnam avec une augmentation de 16.1 % et de l'Australie avec une augmentation de 11.2 %.

La Thaïlande a connu une augmentation de 10.8 % et Taiwan une augmentation de 9.2 %.

Cependant, les importations de l'Inde en provenance de Chine ont diminué de 10.9 %, celles de Hong Kong de 2.5 % et celles du Japon de 0.4 %.

Partie 2 : Principales importations chinoises

Le yuan chinois s'est déprécié de 3.9 % par rapport au dollar américain depuis 2016, selon le taux de change moyen de 2020, mais a augmenté de 0.1 % de 2019 à 2020.

En raison de la faiblesse de la monnaie locale en 2020 par rapport à 2016, les importations payées en dollars américains plus forts seront relativement plus chères une fois converties à partir du yuan chinois.

Si l'on considère le continent d'origine, les autres pays asiatiques représentaient 56.3 % des importations totales de la Chine en valeur en 2020.

La Chine a acheté 18 % de ses marchandises importées auprès de partenaires commerciaux européens, et 8.5 % auprès de partenaires commerciaux nord-américains. fournisseurs, 7.2 % d'Amérique latine (hors Mexique mais y compris les Caraïbes), 6.4 % d'Australie et d'autres sources océaniques et 6.4 % de pays africains.

Les principales importations chinoises sont les équipements électroniques, machinerie, et du pétrole. En 2021, les principaux produits importés de Chine en valeur étaient :

Équipement électronique : 575.8 milliards de dollars (22.6 % des importations totales)

Machines : 507.9 milliards de dollars (19.9 %)

Pétrole: 277.9 milliards de dollars (10.9%)

Fer et acier : 169.9 milliards de dollars (6.6 %)

Plastiques: 129.2 milliards de dollars (5%)

Équipements optiques, techniques et médicaux : 118.9 milliards de dollars (4.7 %)

Vêtements (hors chaussures) : 101.6 milliards de dollars (4 %)

Avions, vaisseaux spatiaux: 89.9 milliards de dollars (3.5%)

Cuivre: 82.9 milliards de dollars (3.2%)

Produits chimiques organiques: 75.9 milliards de dollars (3%)

Partie 3 : Les principaux produits exportés par la Chine

Les principales exportations chinoises sont les équipements électroniques, les machines et les textiles. En 2021, les principaux produits exportés par la Chine en valeur étaient :

Équipement électronique : 541.3 milliards de dollars (20.9 % des exportations totales)

Machines : 409.2 milliards de dollars (15.7 %)

Textiles : 274.4 milliards de dollars (10.5 %)

Chaussures : 74.8 milliards de dollars (2.9 %)

Vêtements (hors chaussures) : 70.8 milliards de dollars (2.7 %)

Plastiques: 69.8 milliards de dollars (2.7%)

Meubles, éclairage, enseignes : 59.2 milliards de dollars (2.3 %)

Jouets, jeux : 51.8 milliards de dollars (2 %)

Fer et acier : 49.5 milliards de dollars (1.9 %)

Matériel médical et technique: 47.5 milliards de dollars (1.8%)

De 2019 à 2021, les principaux produits exportés par la Chine ont connu une augmentation globale en valeur, les équipements électroniques ayant connu la plus forte augmentation à 4.9 %, suivis par les machines à 4.1 % et les textiles à 3.8 %.

Les chaussures ont connu une augmentation de 3.2 %, tandis que les vêtements (sans compter les chaussures) ont connu une augmentation de 2.9 %.

Les plastiques ont connu une augmentation de 2.8 %, et les meubles, l'éclairage et les enseignes ont connu une augmentation de 2.4 %.

Les jouets et jeux ont connu une augmentation de 1.9 %, tandis que le fer et l'acier ont connu une augmentation de 1.6 %.

Les équipements médicaux et techniques ont connu une hausse de 1.5%.

Conclusion

La Chine est un acteur majeur sur la scène mondiale marché d'échange, avec un fort accent sur les exportations et les importations d'équipement électronique, machines et huile.

En 2021, le top chinois partenaires commerciaux en termes de ventes à l'exportation, les États-Unis, Hong Kong, le Japon, le Vietnam et la Corée du Sud étaient les principaux produits importés, les équipements électroniques, les machines et le pétrole. Les principaux produits exportés par la Chine étaient équipements électroniques, machines et textiles.

De 2019 à 2021, le pays a connu une augmentation globale de la valeur de ses exportations et importations, certains produits et partenaires commerciaux connaissant des augmentations plus

importantes que d'autres. Comprendre ces tendances peut être utile aux entreprises qui cherchent à pénétrer le marché chinois ou à accroître leur commerce avec la Chine.

Il convient de noter que les politiques commerciales et économiques de la Chine ont fait l'objet de nombreux examens et débats ces dernières années, et que les entreprises doivent être conscientes des risques et des défis potentiels lorsqu'elles font des affaires avec ou en Chine. Cependant, avec son économie vaste et en croissance rapide, la Chine reste un marché attractif pour de nombreuses entreprises à travers le monde.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 5 avril 2025

Depuis deux jours on doit repousser une offensive de singes... sur les manguiers, ce sont mes trois chiens qui montent la garde et les chassent !

Coucou, j'ai peut-être encore réchappé à la mort !

La veille, vers minuit, on a fait fuir un serpent particulièrement dangereux ou mortel qui s'était glissé dans la chambre. C'est ma compagne qui l'a aperçu, moi je n'avais rien vu ! Je dors seul dans cette pièce quand quelqu'un passe la nuit chez nous, sa sœur Adi en ce moment, car je ne suis pas censé être l'amant de Selvi qui vit avec moi depuis 11 ans, il faut conserver les apparences ! Mon intrus avait profité d'un petit espace entre la baguette en bois gondolée de la moustiquaire et le mur, pour pénétrer incognito dans la place, en fait, il était encore dans l'embrasure de la fenêtre coulissante qui était grande ouverte. Vers 4 heures du matin quand je coupe la clim, contrairement à d'habitude je n'ai pas ouvert les deux fenêtres, en revanche le lendemain j'ai repris cette habitude sans plus penser à notre invité surprise. Au moins je ne suis pas parano, on ne meurt qu'une fois, quelle chance !

Sinon, ne demandez pas à ma compagne, à sa sœur ou à leurs voisines ce qui se passe en ce moment, leur monde s'arrête au bout de la rue du village. Et pourtant elles passent des heures interminables à jacasser à me filer mal au crâne. Je me demande toujours de quoi elles doivent parler, je précise qu'on n'a pas de télé, radio, journaux, que dal, elles sont coupées du monde, d'ailleurs personne ne pourrait citer le nom d'un ministre et tout le monde ignore l'existence de Trump, faites-lui savoir.

Du coup, quand je pense à tous ces Occidentaux qui passent leur temps à nous raconter des histoires à dormir debout sur ce qui est en train de se passer, comme s'ils le savaient mieux que tout le monde, en observant qu'ils nous ignorent, c'est plus fort que moi, j'ai un doute !

Sinon, je viens de faire une nouvelle expérience pitoyable avec une vieille française d'origine indienne qui vit ici, je vous raconterai cela plus tard, c'est à peine croyable, une dinguerie quoi !

En Inde, j'ai l'impression de vivre à une autre époque, au plus tard au Moyen-Age, en France, dans un asile de fous ! Bref, parfois je me demande ce que je fous encore parmi vous.

Le 7 avril 2025

Détendons-nous un peu.

Il y a quelques jours je suis tombé sur un article traitant de la variole et de son vaccin. J'avais déjà une idée sur le sujet, mais par acquis de conscience j'ai parcouru ce long article dans lequel l'auteur affirmait que la variole avait été éradiquée à l'échelle mondiale grâce à un vaccin, du coup cela m'a incité à en apprendre davantage et je me suis lancé dans une nouvelle investigation sur le Net.

Lors de ma lecture d'articles ou de travaux à caractère scientifique, un élément a particulièrement retenu mon attention, la nature de ce virus (poxvirus) ou plutôt son comportement, à savoir qu'il ne se comportait pas comme les autres, car bien qu'il muta dans le temps, il demeura relativement stable, pathogène et létal pendant des siècles, certains évoquant plus de 3000 ans, contrairement à tous les autres virus connus que les humains ont fini par domestiquer d'une certaine manière, ils vivent quotidiennement avec sans causer des millions de morts, alors que la variole continua de faire des ravages tout au long du XXe siècle jusqu'en 1980, où il fut officiellement déclarée éradiquée suite à une campagne mondiale de vaccination selon l'OMS.

Le professeur Paul Fine, expert en épidémiologie des maladies transmissibles à la London School of Hygiene and Tropical Medicine précisera que d'autres facteurs étaient intervenus pour atteindre cet objectif : *"Il y a eu d'énormes succès dans le domaine de la santé publique, comme la fourniture d'eau potable, d'antibiotiques et bien d'autres. Mais cela a sans aucun doute été un immense triomphe"*. Autrement dit, le développement économique, le progrès social et l'amélioration des conditions d'hygiène et de vie, de travail de la population participèrent autant que les progrès de la médecine à l'éradication de ce virus sans toutefois en venir à bout, puisqu'il n'exista jamais aucun traitement efficace pour lutter contre la variole, tâche qui reviendra finalement au vaccin, dont l'efficacité fut incontestable.

En aparté. En Inde où je vis depuis 1990 (avec une interruption d'octobre 1992 à août 1996), à cette époque, Pondichéry, chaque fois que je sortais je croisais des lépreux. J'ai fréquenté durant un moment le petit atelier artisanal d'une ONG locale qui était dirigé par un lépreux, je lui ai acheté des masques et autres figurines faits de papier et plâtre. La ville grouillait de lépreux mendiant sur les grandes artères. Depuis, ils ont disparu, la léproserie attachée à l'hôpital général de Pondichéry est fermée depuis de nombreuses années, je ne pourrais pas vous dire depuis combien de temps je n'ai pas croisé un lépreux, et le nombre de mendiants en tout genre a nettement diminué, ils se font rares, on n'en trouve plus qu'un ou deux aux feux de signalisation, ils font la manche à ceux qui ont des bagnoles, en 1990 elles étaient rares, depuis on a été envahie nous aussi par ce fléau.

Alors qu'est-ce qui s'est passé pour que la lèpre ait subitement disparu ? Je viens de vous donner un début de réponse, le changement radical de politique économique intervenu en Inde en 1991, qui contribuera au développement économique du pays et à l'amélioration des conditions d'existence des masses, qui se traduira par une redistribution des richesses qui profitera à l'ensemble de la population, à la création d'une nouvelle classe moyenne, à l'accès au crédit, une réduction spectaculaire du chômage, le travail généralisé des femmes, l'interdiction du travail des enfants, leur scolarisation systématique, une meilleure politique sanitaire, l'accès à une alimentation bon marché, des allocations ou aides aux plus pauvres, aux plus âgés, l'éradication des habitations les plus insalubres, taudis et bidonvilles, la disparition des porcs sauvages en ville et des eaux stagnantes et autres décharges puantes à chaque coin de rue, bref, ce que nous avons vécu en France ou en Occident il y a un siècle en arrière, les mêmes remèdes donnant les mêmes résultats.

Nul miracle dans l'éradication de la lèpre en Inde (à ma connaissance), juste le développement économique, avec certes toutes les inégalités sociales qui l'accompagne sous un régime capitaliste, toujours est-il que le constat est là, c'est ainsi que furent vaincues la plupart des grandes épidémies en Occident et dans le monde au XXe siècle, si elles prolifèrent encore dans certaines régions du

monde, c'est parce que ce sont les plus pauvres ou elles sont livrées à la guerre par les multinationales ou les Etats des grandes puissances.

Si je m'attarde sur cette question, c'est parce que j'ai adopté une position anti vaccin en général compte tenu qu'il existait des traitements efficaces contre pratiquement tous les autres virus connus ou répandus parmi la population, et sachant que dans le passé toutes les épidémies étaient sur le point de se terminer avant que des vaccins ou le moindre traitement voient le jour, la variole faisant visiblement exception à cette règle, je devais en tenir compte, car être dogmatique en la matière serait criminel.

C'est pour moi plus qu'un cas de conscience, je ne souhaite pas rejoindre la cohorte malfaisante, qui à partir de janvier 2020 a censuré les traitements efficaces qui existaient contre le Sars-Cov-2 ou Covid-19, et qui a fait la promotion de substances géniques expérimentales à ARN messager sur la population mondiale réduite à l'état de cobaye des trusts pharmaceutiques mafieux et criminels.

Il y a une autre raison pour laquelle j'ai abordé ce sujet. Hier soir, ne sachant pas trop quoi faire pour me changer un peu les idées et prendre un peu de bon temps, j'ai pensé regarder un épisode d'une série où l'action se déroulait au XVIII^e siècle, donc pas hier. Pour tout dire, sur le coup cela ne m'emballa pas trop, j'allais peut-être m'emmerder. Cela n'était-il pas trop déconnecté de ce que j'avais en tête en ce moment, je risquais de m'éparpiller? Pourquoi pas après tout prendre le contrepied. Allez diable, de l'audace, de l'initiative, qui ne tente rien n'a rien, n'est-ce pas ?

Il y avait une liste d'une dizaine de titres, quel épisode choisir, j'en choisis un au hasard. Devinez ce que je découvre à la première image ou scène, Louis XV allongé sur son lit à Versailles le visage recouvert de pustules en train d'agoniser de la variole.

J'ai trouvé cela génial, comme chaque fois que cela se produit, j'ai fait le rapprochement avec ce que je viens de vous conter qui ne pouvait être une simple coïncidence, cela signifie que je ne dois rien changer à mes idées et à mon comportement, à l'orientation de ma vie, tout est dans l'ordre des choses. Cela signifie aussi que toutes nos expériences sont reliées entre elles, que le présent est le produit du passé, que le passé va déterminer ce que nous allons vivre dans le futur, ce qui se déroule dans le présent, là, maintenant sous nos yeux, mais nous sommes trop aveugle ou ignorant pour le percevoir, alors des signes vont se manifester pour nous guider sur la bonne voie, à moins qu'ils veuillent dire autres choses et que nous ne soyons pas capable de les interpréter correctement.

Concernant celui-ci, qui est plutôt rudimentaire, il m'est familier, j'en connais la signification, il est de bon présage, c'est un signe d'encouragement, ne lâche rien, n'écoute pas les critiques acerbes et injustes, continue sur ton chemin, il est droit, il est juste, ainsi tu ne risques pas de t'égarer à nouveau, crois en toi, aie en confiance en toi, laisse les mauvaises langues parlées, quand on leur aura ôté le droit de s'en servir librement, ils se la mordront amèrement si on ne leur a pas coupée.

Ce genre de phénomène met en œuvre des mécanismes ou des forces psychiques qu'on ne domine pas, on trouve cela dans la transmission de pensée ou quand rien ne prédestine deux personnes à employer la même expression recherchée ou inusitée au même moment. Comment le contenu d'un téléfilm que j'ai téléchargé sans le regarder, a-t-il pu entrer en contact avec une expérience que j'ai vécue plusieurs jours auparavant, c'est assez extraordinaire quand même. Cela signifie, que des milliers de liens sont tissés entre ce qui se trouve dans notre cerveau et le monde extérieur sans qu'on en ait conscience. Serviront-ils ou non à quelque chose, on n'en sait rien non plus, en fait on ne sait pas grand-chose, voilà la vérité.

Alors contentons-nous de ce qu'on croit savoir de bonne foi, honnêtement. L'essentiel c'est d'aller de l'avant, de progresser, d'élever notre conscience à un niveau supérieur, d'être digne de notre idéal humaniste de liberté, du socialisme.

J'avais un autre truc en tête au réveil ce matin, mais c'était franchement moins relaxant :

La droite a progressivement glissé à l'extrême droite à partir de 1990, la gauche déjà passée à droite avec armes et bagages dans les années 14-30 du siècle dernier, l'imitera à partir de 2002, quand elle fut déclarée cliniquement morte, entraînant une grande partie de l'extrême gauche derrière elle. Une partie de la droite comprenant les centristes rendue à l'extrême droite donnera naissance vers 2010 à l'extrême centre auquel s'associera la gauche passée ouvertement à l'extrême droite. Une autre partie de la droite rejoindra les libertariens, tandis que la troisième s'affichera ouvertement à l'extrême droite, enfin des miettes de la droite rejoindront le camp des souverainistes compatibles avec les libertariens ou l'extrême droite. L'accès au pouvoir du PS-PCF signera leur arrêt de mort et leur basculement à droite ouvertement entraînant l'ensemble du mouvement ouvrier qu'ils contrôlaient. Éliminés du second tour de la présidentielle en 2002, ils seront condamnés à sans cesse mordre davantage sur les plates-bandes de la droite pour continuer à exister, et quand cette dernière mordra cette fois sur les plates-bandes de l'extrême droite, la gauche l'imitera pour ne pas être en reste. À partir de 2017, on aura un petit aperçu de ce que donne la gestion d'extrême droite du pouvoir par la gauche, par exemple, loi Travail avec matraquages, passages, LBD et gazages systématiques. 2020 sera l'apothéose avec l'Union nationale de l'extrême droite à l'extrême gauche incluse, pour livrer la population mondiale en cobaye aux trusts pharmaceutiques mafieux.

J'ai raillé ceux qui évoquaient "*Un monde d'avant*" et "*Un monde d'après*", parce qu'ils abordaient cette question sous un angle qui ne me convenait pas, ils en faisaient trop sans jamais aller à l'essentiel, cela a le don de m'agacer. Aujourd'hui les mêmes s'émeuvent des 50.000 Palestiniens ou davantage qui viennent d'être massacrés à Gaza depuis le 7 octobre 2023, mais ils en ont rien eu à foutre des 100.000 morts qui auraient pu être évités en France entre mars 2020 et décembre 2022. On parle de victimes innocentes qui ont été littéralement assassinés en France, parce que les autorités avec la participation de tous les partis politiques ont refusé qu'elles soient soignées avec les traitements efficaces existant, ils les ont laissés crever avec du Doliprane, du Remdesivir ou du Rivotril, c'est monstrueux, et vous croyez que leurs militants en feraient des cauchemars, vous rigolez, ils n'y pensent pas, ils s'en tapent...

Alors là, oui effectivement pour le coup on a basculé dans un autre monde, immonde, plus sordide, cruel, barbare. Vous me direz que je n'arrête pas de l'évoquer dans mes causeries, en effet, je ne suis pas aveugle, j'en ai rapidement pris conscience, mais je n'en mesurais pas toute la portée, même maintenant je découvre des trucs qui m'ont échappé, mon isolement ne facilite pas les choses.

Avant on avait encore l'espoir agrémenté d'illusions qu'un changement interviendrait un jour ou que la situation allait s'améliorer au fil du temps, et maintenant on s'aperçoit quotidiennement, que chaque jour qui passe est pire que le précédent, une sorte de folie destructrice est à l'œuvre dans le monde, et on se demande ce qui pourrait un jour l'arrêter. C'est désespérément, triste à mourir, l'espoir à quitter les esprits sans que les gens sachent pourquoi, c'est cela le plus grave, car ils peuvent être amenés à croire n'importe quoi et à suivre n'importe qui dans ces conditions, même le pire des tyrans.

On est en présence de tyrans qui s'en prennent à d'autres tyrans, dont les victimes sont les mêmes, tous les peuples sans exception. Une horde de fascistes rivalise avec une autre et une troisième entend jouer l'arbitre entre eux, vous imaginez le tableau, mais c'est cela qui se passe en ce moment.

Et nous dans tout cela ? Nous, on n'existe pas, personne ne nous écoute, nous sommes pris en otage, on subit réduit à l'impuissance, je m'exprime ici, mais c'est tout ce que je peux faire. Vous ne voudriez pas qu'on se compromette nous aussi, n'est-ce pas ? Plutôt crever !

Le socialisme, j'ai envie de dire qu'il vit en nous, ils n'ont pas réussi à le liquider, alors tout espoir n'est pas perdu. Et puis, on ne doit pas être les seuls à penser la même chose, à faire les mêmes constats, etc. nous sommes isolés, on ne se connaît pas, dommage. En attendant des jours meilleurs, soignons notre comportement, notre santé, nos relations, nos proches, respectons-les, soyons attentifs aux autres, écoutons-les, c'est très instructifs, même quand ils sont très arriérés, instruisons-nous, lisons, étudions, observons la nature, on fonctionne de la même manière. Soyons patient, modeste, généreux, prenons malgré tout la vie du bon côté, on l'a mérité si on se comporte convenablement, à chacun de voir midi à sa porte comme l'on dit, je ne suis pas là à dicter quoi que ce soit, je file des pistes, c'est tout. Militez si vous le pouvez, discutez avec un maximum de travailleurs, organisez-vous.

Le 8 avril 2025

Tempête dans un verre d'eau !

La prochaine causerie demain peut-être. Je dois trouver le temps de vous fournir des données et des analyses économiques aussi fiables que possibles, j'ai téléchargé un tas d'articles que j'ai lus à cet effet.

Tempête dans un verre d'eau, voilà ce que j'ai envie de dire pour le moment. Les Bourses ne se sont pas "*effondrées*" les jours derniers, elles ont procédé à ce qu'on pourrait assimiler à une forte correction, et ce ne sera pas les dernières, depuis elles ont commencé à remonter. Ouf nous voilà sauvés ! Le capitalisme vous vouliez dire, n'est-ce pas, cela vous avait échappé !

Le capitalisme a largement survécu à crédit jusqu'à présent, certes il disposait encore de réserves importantes qu'on n'avait pas soupçonnées auparavant, mais il arrive forcément un moment où ces réserves s'épuisent, où l'expansion du marché mondial atteint à nouveau ses limites, où la présence d'une importante classes moyennes d'atout se transforme en handicap, bref, selon les lois de la dialectique, la quantité se transforme en qualité et le système économique mis en place pour éviter l'effondrement du capitalisme ou prévenir l'explosion de l'économie mondiale est devenu obsolète, craque de partout... Il leur faut d'urgence modifier les rapports existant entre les différents facteurs ou acteurs économiques, entre les classes au détriment de celle des exploités et des opprimés, des classes moyennes dont ils ne peuvent pas se passer, c'est là qu'on s'aperçoit qu'ils sont dans une impasse, qu'ils n'ont pas de solution fiable ou viable à long terme...

On peut donc en déduire que la lutte de classes va repartir de plus belle sur tous les continents. Saurons-nous nous saisir de cette formidable opportunité pour organiser les masses, afin de les aider à renverser le capitalisme et ses institutions, prendre le pouvoir et instaurer une République sociale, une République sociale universelle, encore faudrait-il nous libérer du dogmatisme et de l'opportunisme qui ont corseté le mouvement ouvrier et son avant-garde au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours, qui les ont empoisonnés, on a besoin d'une nouvelle direction, d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, de nouveaux dirigeants qui maîtrise le marxisme ou le matérialisme dialectique...

Revenons à notre sujet.

Ne vous fiez pas à ce que les uns et les autres (médias et partis) racontent, assurément autant de conneries que lors des mystifications hygiénistes (sanitaires) et climatiques ou sur le déclenchement de la guerre en Ukraine, des deux guerres mondiales, sur le 7 octobre 2023, la crise financière de 2008, le 11 septembre 2001, etc. Privilégions le concret, les faits.

8 avril 2025 à 15 h 04 GMT 5:30

(Bloomberg) -- Les actions ont marqué une modeste reprise alors que les investisseurs cherchaient des opportunités d'achat en prévision de la clarté sur la façon dont les politiques commerciales du président Donald Trump se concrétiseront.

Les contrats à terme sur les indices d'actions aux États-Unis ont mis en évidence des gains à Wall Street à la suite des sauts vertigineux de lundi, tandis que les actions en Europe ont rebondi à la suite de la pire perte de trois jours depuis la pandémie. Les bons du Trésor se sont stabilisés après la forte liquidation de lundi, et le dollar a glissé contre les principaux pairs.

Les bons du Trésor ont réduit en partie les pertes importantes d'hier - en un moment, les rendements les plus longs ont augmenté le plus depuis mars 2020.

Sur les marchés des produits de base, le pétrole était stable après une chute de trois jours.

Source : <https://finance.yahoo.com/news/asian-traders-brace-swings-us-224236671.html>

Vous étiez au bord de l'euthanasie cette fois, alors, rassurés mes petits poulets ?

Tout cela me fait marrer, c'est pitoyable ! Au fait, je viens de toucher ma misérable retraite qui varie en fonction du taux de change entre l'euro et la roupie, 94,35 rs pour 1 euro, plus 5%, je n'achète rien made in USA, mon pouvoir d'achat (la vilaine expression que voilà !) va augmenter, demain j'achète un gros poulet fermier !

Jackpot pour BlackRock et Cie.

La volatilité a bondi de 10 000 milliards de dollars effarés sur les actions mondiales après que les États-Unis eurent dévoilé les droits de douane de grande envergure la semaine dernière. Larry Fink de BlackRock Inc. a déclaré qu'il pourrait s'agir d'une opportunité d'achat à long terme. Source id.

Parmi les principales évolutions des marchés:

Les contrats à terme à terme ont augmenté de 2,3 % à partir de 7 h 49. Temps New York Nasdaq 100 contrats à terme a augmenté de 2,1%

Les contrats à terme sur la moyenne industrielle de Dow Jones ont augmenté de 2,7% Stoxx Europe 600 a augmenté de 2,4 %

L'indice MSCI World Index a augmenté de 0,8 %

Monnaies

L'indice des taches en dollars de Bloomberg a chuté de 0,3%

L'euro a augmenté de 0,2% à 1,0935 EUR

La livre sterling a augmenté de 0,4% à 1,2776

Le yen japonais a augmenté de 0,5 % à 147,03 dollars.

Crypto-monnaies

Le Bitcoin a augmenté de 1 % à 79 721,76 dollars.

L'éther a augmenté de 0,8 % pour atteindre 1 533,34 dollars.

Obligations

Le rendement sur la base de trois résultats obtenus à 10 ans par les bons du Trésor indique 4,21 %.

Le rendement à 10 ans de l'Allemagne a progressé sur quatre points de base pour atteindre 2,66 %

Le rendement à 10 ans de la Grande-Bretagne a peu changé, à 4,61 %

Produits de base

Le brut West Texas Intermediate a augmenté de 0,2 % pour atteindre 60,82 dollars le baril.

L'or au comptant a augmenté de 0,9 % à 3 03,67 dollars l'once

Bloomberg

Par Charles Grave 7 avril 2025

Et donc, tous ceux qui font métier de commenter ce qui se passe dans les marchés ainsi que tous les économistes de plateau TV ont un réflexe pavlovien : qui dit apparition ou hausse des droits de douane dit automatiquement déclenchement d'une dépression et écroulement de 90 % des indices des actions dans les marchés financiers.

La faillite, nous voilà, tel est le cri de guerre de toute la classe jacassière en ce moment, ce qui me paraît idiot, mais utile. Il ne faut surtout pas les empêcher de s'exprimer tant ils vont encore une fois nous permettre de déployer notre épargne astucieusement Ce qui me rappelle la phrase de Marx parlant de désastres : « *La première fois, c'est une tragédie, la deuxième fois dans une farce* » Nous sommes dans la période de farce.

Quelques remarques doivent être faites à ce moment du raisonnement sur ce consensus extraordinaire défendu par des gens qui n'ont en général eu jamais aucun respect ni pour des prix de marché ni pour le système capitaliste. J'aimerais rappeler à ce point que les USA représentent 25 % du PIB mondial, et que le commerce extérieur des USA compte pour 12 % de ce PIB. Si le commerce extérieur vers les USA baissait de 10 % (ce qui serait énorme), voilà qui se monterait à 0,35 du PIB mondial...Je suis terrifié

Je n'ai JAMAIS vu une récession commencer en dehors des USA après que le cours du pétrole a eu baissé de 11 % exprimé dans un dollar, qui a lui-même baissé de 5 % et avec des taux d'intérêts à 10 ans qui sont passés de 4.5 % à 3.90 % ...

Ces TROIS mouvements, baisse du prix du pétrole, baisse du dollar, baisse des taux longs sont équivalents à une baisse considérable des impôts non seulement pour les consommateurs non américains, mais aussi pour le consommateur US, qui bénéficie de deux sur trois de ces variations. J'ai rarement vu une telle STIMULATION à l'échelle mondiale et des hausses de prix ne sont pas à craindre puisque le pétrole a baissé et qu'en plus les monnaies locales sont montées. Tout cela va stimuler puissamment la croissance en Asie et en Europe, ce qui devrait favoriser beaucoup les valeurs industrielles françaises et les marchés financiers Suisse, Suédois et asiatiques. Voilà qui me donne envie de vendre une partie de mon or pour : racheter du yen, des valeurs pétrolières et des valeurs chinoises.

Source : brunobertez.com

Résumé des marchés aujourd'hui 7 avril 2025 :

Le Dow Jones a clôturé en baisse de 349 points, soit 0,91 %,

Le NASDAQ a clôturé en hausse de 15 points, soit 0,10 %,

Le S&P 500 a clôturé en baisse de 12 points, soit 0,23 %,

Or 2 993 \$ en baisse de 42,10 \$ ou 1,41 %,

Le pétrole brut WTI s'est établi à 61 \$, en baisse de 1,04 \$ ou 1,63 %,

Bon du Trésor américain à 10 ans 4,092 en hausse de 0,004 point ou 0,347%,

Indice USD 103,45 \$ en hausse de 0,43 point ou 0,42 %,

Bitcoin 78 143 \$ en hausse de 1 556 \$ ou 1,99 %, (24 heures)

Source : brunobertez.com

La situation historique dans laquelle nous nous trouvons était prévue et prévisible dès la mise en place du système monétaire à la fin de la seconde guerre mondiale.

On la connaît sous le nom de dilemme ou paradoxe de Triffin.

Le paradoxe ou dilemme découle de la logique du système, ses conséquences pratiques sont incontournables. Le paradoxe se développe aussi nécessairement que le grain de blé contient l'épi qui va pousser plus tard dans le champ..

Les nécessités théoriques impliquent toujours des nécessités pratiques, simplement il faut savoir identifier ces conséquences pratiques comme telles et ce n'est pas facile; elles n'apparaissent que masquées, enrobées dans une gangue événementielle.

Le mode d'apparaître des conséquences pratiques d'un paradoxe ou dilemme est toujours entaché de hasard ou de personnalisation et ici c'est le cas avec Trump: il passe pour responsable de quelque chose qui était écrit, déterminé avant lui, il accomplit dirait un ancien banquier l'œuvre de dieu, la célèbre *God's work* de Blankfein de Goldman Sachs.

Tout cela se présente sous une forme dramatique, minable presque merdique alors que nous sommes dans le Tragique, dans le Destin, dans la Fatalité dans ce à quoi on ne peut échapper.

Cette situation, cette problématique, ce dilemme sont non pas créés par Trump, mais catalysés par lui tout était en germe, c'était un développement nécessaire des accords monétaires qui ont suivi la guerre et qui ont fait du dollar la monnaie de réserve, la monnaie impériale, la mine d'or du monde entier. Il est de la nature intrinsèque des mines d'or de s'épuiser.

Le paradoxe de Triffin stipule que les avantages du statut de monnaie de réserve dominante doivent enclencher un cercle vicieux, nuisible pour l'économie d'un pays. De nombreux indicateurs semblent montrer que les États-Unis sont victimes de ce mécanisme de destruction économique avec désindustrialisation, montée des dettes, inégalités, dislocation sociale.

Le dilemme de Triffin (ou paradoxe de Triffin) est un paradoxe économique dans lequel se trouvent les pays dont la monnaie est une monnaie de réserve internationale.

Ce pays, alors qu'il est dominant, doit nécessairement être en déficit commercial pour que les agents économiques non-résidents détiennent sa monnaie. Et cette accumulation des déficits peu à peu le détruit, le mine. La dette qui est d'abord la meilleure des choses, délicieuse, se transforme en son contraire, en poison qui détruit celui qui en a le privilège.

Celui qui draine les richesses produites par les autres perd peu à peu la capacité à les produire, il s'affaiblit, s'avachit, s'engraisse et doit abandonner son statut dominant. Celui qui jouit des richesses produites par les autres, peu à peu perd le contact avec le Reel, l'effort, il s'envoie en l'air dans le rêve de la toute puissance, dans le jeu, dans la spéculation, bref dans l'Imaginaire, Celui qui progresse c'est celui qui se coltine le poids du réel, pas celui qui jouit du surproduit.

Le paradoxe de Triffin affirme que le bien est inséparable du mal, que le free lunch n'existe pas, que jamais on ne rase gratis, que toute médaille a son revers, que l'on est toujours puni par ou l'on pêche.

Il met en scène le tragique de la condition humaine, la nécessité du changement, il détruit l'illusion bourgeoise de la fin de l'Histoire et son fameux « *Ô temps suspend ton vol* », bref il fait l'Histoire.

Bref c'est une manière d'apparaître de la dialectique du positif et du négatif qui constitue le moteur de l'Histoire.

Trump est celui par qui tout se révèle, par qui le scandale arrive car il ose dire que cela ne peut plus durer et qu'il faut faire quelque chose.

Bien entendu ce que Trump propose est idiot puisque lui-même est idiot, mais c'est déjà une ébauche de solution ou une illusion de solution. La fonction de Trump aura été une fonction de destruction, de marquer la fin de quelque chose, de déchirer un voile.

On sait que le problème, existe, que l'on bute sur quelque chose.

Mais personne n'a la solution. Les Américains et la pensée bourgeoise mondiale n'ont pas accès à la pensée dialectique, pour eux tout est positif, mécanique, les arbres peuvent monter jusqu'au ciel. Tout ceci est exemplifié par l'illusion de toute puissance de la quintessence de la bourgeoisie, les gnomes des banques centrales.

En prime Le paradoxe de Triffin, R. Triffin (1960)

Depuis que le dollar est devenu la « *énième monnaie* », les États-Unis n'ont plus à se soucier de leurs déficits. Ce phénomène a été mis en évidence par J. Rueff, qui dès le début des années 1960, remettait en cause le « *déficit sans pleurs* » de l'économie américaine. En effet, en détenant une monnaie nationale qui joue un rôle international, les États-Unis disposent d'un « *privilège exorbitant* » [i] qui leur permet de faire supporter le financement de leur économie par le reste du monde.

Avant d'aborder cette problématique contemporaine, retournons à la fin de la Seconde Guerre Mondiale pour comprendre le rôle que joue le dollar dans l'économie mondiale. En 1944, s'est tenue la conférence de Bretton Woods qui avait pour objectif de fournir un cadre stable et propice à la reconstruction et à la croissance des économies affaiblies par la guerre. Pour cela, les 44 nations alliées ont repensé le Système Monétaire International (SMI) en proposant une monnaie internationale étalon-or (« *Gold Exchange Standard* »), en l'occurrence le dollar, afin d'assurer la stabilité des flux mondiaux sans s'exposer à des crises majeures telle que l'a été la Grande Dépression dans les années 1930. Le dollar devient alors, au même titre que la livre sterling au début du XXI^{ème} siècle, un instrument majeur des échanges internationaux remplissant les trois fonctions d'une monnaie (moyen d'échange, unité de compte et réserve de valeur) à l'échelle mondiale.

Toutefois, quelques années après la signature des accords, un économiste américano-belge, Robert Triffin, porte un regard critique à l'égard de ce système et prédit sa chute dans son ouvrage *Gold and the Dollar Crisis. The Future of Convertibility* (1960). Selon lui, en tant que monnaie internationale, le dollar doit satisfaire deux objectifs inconciliables :

La stabilité, car le dollar sert d'étalon de mesure pour les monnaies et les marchandises.

L'abondance, puisqu'il constitue un moyen de règlement international et un instrument de réserve.

En effet, avec la croissance des paiements internationaux et le stock limité d'or disponible, le dollar connaît une forte demande de la part du reste du monde, et ce, non pas en tant que réserve ultime de valeur mais en tant que liquidité en raison de sa convertibilité en or. Devant ces inévitables flux sortant de capitaux qui alimentent les échanges mondiaux et les réserves de change, R. Triffin affirme que les États-Unis sont contraints d'être déficitaires rendant alors le SMI instable.

Ceci s'explique par le mécanisme suivant : la demande accrue de dollar conduit à son appréciation rendant les exportations américaines moins attractives car plus chères, inversement pour leurs importations. Les importations américaines excèdent alors les exportations. La balance commerciale devient alors déficitaire à mesure que le dollar s'apprécie, creusant de fait, le déficit de la balance courante [ii] américaine.

Par conséquent, la confiance des agents économiques étrangers envers le dollar se détériore. La monnaie de référence censée être gage de stabilité (« *as good as gold* »), perd en fiabilité et devient paradoxalement moins attractive et de moins en moins « *de référence* ». Une telle dynamique

déclenche de la volatilité et des crises autoréalisatrices qui rend, à terme, le système monétaire international instable. Dans ce cas, l'objectif de l'abondance l'emporte sur la stabilité.

On pourrait alors penser qu'il suffirait pour les Etats-Unis de retrouver leur balance des transactions courantes excédentaire afin de regagner la confiance des agents économiques étrangers et donc parer à ce paradoxe. Or, là encore, R. Triffin montre que le résultat est vain puisque les Etats-Unis devraient limiter la circulation du dollar dans l'économie mondiale afin de réduire leur déficit. Cela signifie qu'ils priveraient l'économie mondiale des liquidités nécessaires pour garantir la croissance des échanges. Dans ce cas, la stabilité l'emporterait sur l'abondance. S'en suivrait la nécessité de trouver une nouvelle monnaie de référence afin de procurer un moyen de paiement international indispensable pour assurer les flux financiers et les échanges de biens et de services dans le monde.

Pour résumer en deux points, le dilemme est donc le suivant :

Soit les Etats-Unis souhaitent s'assurer un solde des transactions courantes excédentaire afin de maintenir la confiance des agents économiques envers sa monnaie mais empêchant cette dernière de jouer son rôle de monnaie de référence internationale. Dès lors, la « *pénurie* » de dollars bloque la croissance des échanges internationaux.

Soit les Etats-Unis acceptent un solde des transactions courantes déficitaire au prix d'une crise de confiance sur le dollar ainsi que des tensions inflationnistes dues à la formation des liquidités, ce qui rend les échanges mondiaux instables. Le Système Monétaire International devient inévitablement instable.

Selon Triffin, l'issue est inéluctable : une monnaie nationale ne peut servir durablement de monnaie internationale, à moins d'accepter un système monétaire et financier instable et inefficace. En 1971, cela s'est traduit par la suspension de la convertibilité du dollar en or marquant la fin du système de Bretton Woods, comme l'avait prédit R. Triffin. En effet, les deux mécanismes cités précédemment se sont succédés :

Au cours des années 1947-1958, suite aux dégâts engendrés par la guerre et à leurs besoins en biens pour la reconstruction, l'Europe de l'Ouest et le Japon ont enregistré d'importants déficits des transactions courantes à l'égard des Etats-Unis. Ceci s'est alors traduit par une pénurie de dollar, connu sous le nom de « *dollar gap* ».

Toutefois, dès le début des années 1960, les monnaies européennes deviennent convertibles et sont introduites sur le marché des changes. Dès lors, le « *dollar gap* » laisse place au « *dollar glut* » [iii]. En effet, le Japon et certains pays européens avaient accumulé de gros excédents courants à l'égard des Etats-Unis et, partant, un volume croissant de dollars sous la forme de réserves officielles. A partir de cette période, le dollar est devenu réserve internationale. Cela a donné suite à une série de « *crises du dollar* » étant donné que le stock d'or américain est devenu insuffisant pour couvrir les engagements américains en dollars (= euros dollars). Dès lors, la perte de confiance en la monnaie américaine a donné lieu à plusieurs crises de change et a abouti à la suspension de la convertibilité en or du dollar.

Néanmoins, le dollar joue toujours un double rôle de monnaie nationale et internationale, ce qui n'est pas sans poser problème puisque nous connaissons aujourd'hui un « nouveau dilemme de Triffin » [iv].

Cette forme contemporaine du dilemme traduit l'incompatibilité entre la gestion des finances publiques américaines – en 2020, la dette publique américaine s'élève à 98% du PIB et le déficit

budgétaire atteint 16% du PIB [v] – et la demande extérieure excessive en titres américains, dont des bons de Trésor. Selon Patrick Artus [vi], les Etats-Unis profitent du rôle international du dollar pour fournir « *au reste du monde, [notamment aux investisseurs publics (banques centrales) et privés] une dette liquide sûre et sans risque* ». Et ce, dans le but de financer leur déficit public et continuer à s'endetter alors même que les investisseurs étrangers achètent de la dette publique américaine « *parce qu'ils ont confiance dans la solvabilité budgétaire des Etats-Unis* ». Certains auteurs [vii] s'accordent à dire que l'émergence de nouvelles monnaies rivales et crédibles sur la scène mondiale des devises, notamment l'euro et le renminbi, pourrait engager un basculement vers un système monétaire multipolaire. Cette concurrence pourrait rendre le système monétaire international plus stable et efficient. D'une part, en résorbant la pénurie d'actifs sûrs. Et d'autre part, en disciplinant les pays fournisseurs en liquidité qui face à la concurrence seraient inciter à maintenir leurs finances publiques en bon état afin d'inspirer confiance auprès des investisseurs étrangers. Un tel système pourrait donc résoudre le nouveau paradoxe de Triffin. Cependant, comme le rappelle Fahri (2011), l'introduction d'une pluralité de monnaies internationales pourrait aussi conduire à une plus grande instabilité étant donné que des mouvements de capitaux plus massifs peuvent se produire.

[i] Selon les termes de V. Giscard d'Estaing, lorsqu'il était ministre des finances sous la présidence de De Gaulle.

[ii] La balance courante (ou le solde des transactions courantes) comprend la balance commerciale, la balance des services et la balance des transferts courants (les revenus primaires et secondaires)

[iii] L'accumulation des dollars américains en dehors des Etats-Unis en tant que monnaie de réserve.

[iv] « The International Monetary and Financial System », Pierre-Olivier Gourinchas, Hélène Rey et Maxime Sauzet, NBER Working Paper n°25782, avril 2019

[v] Selon les données du Congressional Budget Office (CBO)

[vi] Article de Patrick Artus, Le Monde, 22 juin 2019

[vii] Conférence sur le système monétaire international : soutenabilité et projet de réforme, Lorenzo Bini Smaghi, 3 octobre 2011, « *Vers un système multipolaire* », FMI

Source : brunobertez.com

Le 10 avril 2025

J'ai corrigé les fautes de la causerie du 8, sorry! La causerie des derniers jours sera mise en ligne demain seulement ou dimanche, actualité trop chargée et santé fragile.

Le fou rire, on en tombe à la renverse ! Tout le monde est rassuré, ouf, on a la conscience en paix... et tant pis pour la guerre !

On finit par avoir du pif ou sentir venir leurs magouilles, c'est mieux que se ridiculiser en faisant de fausses annonces ou en racontant un tas de conneries. Ils ont remplacé l'information par la

désinformation ou leur propagande se substitue à la réalité. Par conséquent, il est fortement recommandé de prendre du recul, de ne jamais réagir à chaud, de laisser retomber le soufflé ou de voir venir.

Généralement il n'y a pas longtemps à attendre avant qu'ils vendent la mèche ou tombent le masque, pour peu qu'on soit vigilant ou suffisamment attentif et qu'on ait dégoté des sources fiables, là en l'occurrence des acteurs professionnels de la finance ou parmi ceux qui sont directement concernés, des oligarques, des hommes d'affaires qui veillent à leur cassette !

- La saga de la guerre du commerce sauvage provoque des fluctuations de prévisions de récession dans l'une des principales banques (Goldman Sachs) de Wall Street. [businessinsider.com](https://www.businessinsider.com) 10 avril 2025

Ne les écoutez pas, c'est de la propagande de bas étage pour vous faire peur, pourquoi, devinez ? Vous tondre davantage.

- Les Bourses européennes connaissent un séisme «*historique*» selon les analystes. [Capital](https://www.capital.fr) 7 avril 2025

- Retour sur ce lundi noir, considéré comme «*historique* » par plusieurs analystes. [20minutes.fr](https://www.20minutes.fr) 8 avril 2025

A quelle vitesse vous manipulent-ils ? La nanoseconde, alors si vous essayez de rivaliser avec eux, vous aurez perdu d'avance !

- 8 avril - Vers 16h10 (heure française), l'indice américain S & P 500, l'un des plus importants du monde, «*est passé de 4.960 points à 5.250 points, soit plus ou moins 5 % de hausse, avant de tout reperdre presque aussi vite* », a décrit Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marchés à IG France. «*C'est un mouvement extrême, qui démontre à quel point la moindre rumeur peut avoir des effets démesurés. Le marché est prêt à réagir très vite, à rebondir de plusieurs pourcents si les nouvelles devenaient un tout petit peu moins anxieuses* », a-t-il poursuivi. [20minutes.fr/](https://www.20minutes.fr)AFP 8 avril 2025

2 jours plus tard, après le séisme «*historique*», voilà le " rebond historique des marchés"!

- Mercredi, l'indice Nasdaq a connu sa plus forte hausse en séance depuis 2008, selon l'agence Bloomberg. Et Wall Street a regagné plus de 4.500 milliards de capitalisation boursière en un jour, selon l'indice Dow Jones US Total Stock Market. [20minutes.fr/](https://www.20minutes.fr)AFP 10 avril 2025

Quand les médias changent soudainement de position, c'est qu'ils ont senti le vent tourné. Là, vous pouvez vous dire qu'il s'est passé quelque chose. Si vous le trouvez, vous détenez une véritable info, le reste n'est que du baratin. Il faut apprendre à lire entre les lignes, pour cela il faut au préalable s'être débarrassé de tout à priori ou dogmatisme, ce qui n'est pas donné à tout le monde ou est très rare, quasiment introuvable chez les dirigeants du mouvement ouvrier, hélas !

NPA - Trump opère un changement tactique important pour les Etats-Unis, avec des effets potentiellement irréversibles. [NPA](https://www.npa.fr) 8 avril 2025

J-C - "*Des effets potentiellement irréversibles*", vraiment ?

LO - Pour Larry Fink, le patron du puissant fonds BlackRock, « *c'est une grave erreur politique* », tandis que le PDG de JP Morgan redoute « *l'impact sur les investissements et les flux de capitaux* ». En réponse, Trump leur demande de garder le contrôle de leurs nerfs devant la chute des Bourses en leur jetant « *Ne soyez pas faibles !* » et en leur faisant la leçon : « *C'est le bon moment pour devenir riche.* ».

LO - Trump et ceux qui le soutiennent jouent les apprentis sorciers. Ils prennent le risque de déclencher une crise plus grave encore et peut-être une guerre mondiale.

J-C - LO qui en appelle à Larry Fink et à Jamie Dimon (PDG de JP Morgan), c'est émouvant ! Si au moins Trump les écoutait, bordel, sauvez-nous, merde ! Vous lirez plus loin qu'ils sont moins cons que LO et ils ont parfaitement retenu "*la leçon*" de Trump. J'imagine que ce n'est guère mieux du côté du POI et du PT, nous voilà bien ! Plus opportuniste que moi tu meurs, le social-impérialiste-patriote-chauvin Ruffin a appelé au sursaut national, y compris à Bruxelles, ils ont enfin trouvé le successeur de Macron !

L'analyse la plus mesurée que j'ai lue dans la littérature du mouvement ouvrier ce matin provient de Révolution permanente datée du 6 mars :

<https://www.revolutionpermanente.fr/Donald-Trump-l-ingenieur-du-chaos>

On peut se fier jusqu'à un certain point à certains acteurs de la finance, parce que c'est crédibilité qui est en jeu, s'ils sortent un tas de conneries, ils seront marginalisés ou disparaîtront, et puis ils ne s'adressent pas à n'importe qui.

Hier j'ai suivi l'évolution de la situation durant toute la journée, le matin jusqu'à environ midi, les médias évoquaient un effondrement des marchés, voyons en chiffres comment elle s'est terminée : Razzia sur la schnouff !

Les cons, ce sont ceux qui croient tout ce qu'on leur dit, la preuve.

Les 10 personnes les plus riches du monde ont gagné 135 milliards de dollars à la suite du recul des droits de douane de Trump, mais elles sont encore en baisse de 244 milliards de dollars cette année.

Les actions ont explosé après que Trump a déclaré qu'il avait remonté les plans tarifaires qui avaient fait sauter le marché. Ils ont gagné mercredi : Mark Zuckerberg (Meta), 25 milliards de dollars. Elon Musk (Tesla), 35,9 milliards de dollars. Jeff Bezos (Amazon) 18,5 milliards de dollars. Warren Buffett (Berkshire Hathaway), 8,12 milliards de dollars. Larry Ellison (Oracle) 15,5 milliards de dollars. Bill Gates (ex-Microsoft), 4,81 milliards de dollars. Larry Page (ex-Google), 11 milliards de dollars. Steve Ballmer (ex-Microsoft), 11,2 milliards de dollars. Sergey Brin (ex-Google - Alphabet), 10,2 milliards de dollars. Et le cocu du jour : Bernard Arnault (LVMH) a enregistré une nouvelle perte de 5,7 milliards de dollars. (Source : businessinsider.com 10 avril 2025)

Résumé des marchés aujourd'hui (brunobertez.com)

Le Dow Jones a clôturé en hausse de 2 963 points, soit 7,87 %,

Le NASDAQ a clôturé en hausse de 1 857 points, soit 12,16 %

Le S&P 500 a clôturé en hausse de 474 points, soit 9,52 %,

Or 3 108 \$ en hausse de 118,70 \$ ou 3,97 %,

Le pétrole brut WTI s'est établi à 63 \$, en hausse de 3,05 \$ ou 5,15 %,

Bon du Trésor américain à 10 ans rendement 4,310 en hausse de 0,044 point ou 1,174%,

L'indice USD 102,62 \$ en baisse de 0,33 point ou 0,32 %,

Bitcoin 82 375 \$ en hausse de 6 013 \$ ou 7,30 %, (24 heures)

"The Art of the Deal"

Trump recule sur la plupart des tarifs douaniers réciproques pendant 90 jours.

Le président Trump a invoqué de nouvelles négociations commerciales avec des pays étrangers pour expliquer son revirement. Il a toutefois précisé que la Chine ne serait pas incluse et a relevé les droits de douane sur ses exportations à 125 %.

Comme prévu, nous sommes officiellement entrés dans une phase de rebond: retarder les droits de douane, inciter le commerce de détail et les petits investisseurs à revenir et préparer le terrain pour la prochaine vague d'encre rouge.

Dans les semaines à venir, le commerce de détail va revenir s'investir massivement, tandis que les institutions se défausseront discrètement.

La bourse c'est cela!

La tactique nouvelle de Trump consiste à essayer de bâtir une alliance mondiale contre la Chine. Bessent : " *Au final, nous pourrions probablement conclure un accord avec nos alliés... puis nous pourrions aborder la Chine en tant que groupe*".

Mais ce faisant il réduit considérablement les recettes prévues et espérées de ses droits de douane et il ampute considérablement les profits des firmes américaines qui fabriquent en Chine comme APPLE

Bill Ackman

Le temps n'est pas l'ami de la Chine. Toute entreprise américaine qui s'approvisionne en Chine cherche des fournisseurs alternatifs. Les chaînes d'approvisionnement sont chronophages et peuvent être coûteuses et complexes à gérer. Une fois déplacées, elles deviennent incontrôlables

Réponse de Tom Emmet

Vous êtes tellement aveuglé par la flagornerie que vous vous trompez complètement.

Changer de filière d'approvisionnement, surtout pour des produits spécialisés, est bien plus difficile et chronophage que pour la Chine de réorienter ses exportations, étant donné qu'elle est le principal partenaire commercial des pays du monde.

Dans ce contexte, les entreprises américaines font faillite et des emplois sont perdus.

Vous semblez également ignorer que l'excédent commercial américain dans le secteur des services est bien plus facile à combler.

Vous semblez aussi, étonnamment, ignorer que la Chine n'a pas d'échéance pour les élections de mi-mandat.

Et, plus ignorant encore, vous semblez oublier que la Chine a une culture vieille de 5 000 ans, celle de la tolérance à la douleur et de la persévérance. Les consommateurs américains ont une tolérance à la douleur inférieure à un salaire mensuel. Sérieusement @BillAckman, la plupart de vos abonnés vous ont trouvé intelligent mais un nationalisme enfantin vous fait passer pour un idiot. brunobertez.com

Ce qu'a dit Trump.

« *Compte tenu du fait que plus de 75 pays ont appelé les représentants des États-Unis [...] à négocier une solution aux problèmes discutés relatifs au commerce [...], j'ai autorisé une pause de 90 jours et un tarif réciproque, considérablement réduit pendant cette période, de 10 %, également avec effet immédiat.* », a annoncé Donald Trump. RT 9 mars 2025

J-C - Cette tactique n'est pas "*nouvelle*", vous vous trompez, c'est ce que Trump avait en tête depuis le début. Comme quoi Trump ne visait pas particulièrement l'UE :

0,25 point de PIB en moins, on en tremble déjà !

Risque limité pour le portefeuille des Français. Le gouverneur de la Banque de France a estimé, mercredi 9 avril, que la guerre commerciale engagée par les États-Unis aura "*peu*" ou "*probablement pas sur l'inflation*". Selon François Villeroy de Galhau, les effets inflationnistes de la hausse des droits de douane annoncée par le président américain Donald Trump seront "*moindres*", pour plusieurs raisons : parce que "*la désinflation était plus avancée en Europe*", qu'il n'y "*pas de goulet d'étranglement au niveau de l'économie européenne*" et que d'éventuelles contre-mesures de l'UE seraient ciblées et limitées aux importations en provenance des États-Unis, contrairement aux mesures américaines qui visent de nombreux pays.

La guerre commerciale engagée par les États-Unis n'aura "*probablement pas*" d'effet sur l'inflation en Europe, avance le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau. La croissance, elle, risque d'être affectée, avec un impact direct estimé à 0,25 point de PIB en moins par rapport aux estimations pour la zone euro. franceinfo 9 juin 2025

Editorial. Les Usa veulent le beurre, l'argent du beurre et baiser la crémière ! rétablir le tribut au suzerain avec le soutien de vos élites nationales.

Tentative de la Maison Blanche –Steve Miran, président du Conseil des conseillers économiques – de justifier les droits de douane par la « *théorie* » économique.

L'argument principal de Miran est de faire valoir que le statut de monnaie de réserve mondiale du dollar n'est pas un privilège exorbitant mais une charge.

Face à cette charge, le reste du monde doit indemniser les États-Unis et donc accepter d'être pillé.

Comme l'explique Miran, le fait que le dollar soit une monnaie de réserve « *a provoqué des distorsions monétaires persistantes et contribué, avec les barrières commerciales imposées par d'autres pays, à des déficits commerciaux insoutenables* » qui « ont décimé notre secteur manufacturier ».

Mais notre Miran veut le beurre du privilège exorbitant, l'argent du beurre c'est à dire piller l'épargne mondiale et baiser la crémère c'est à dire bénéficier des importations des pays où le niveau de vie est plus bas en les maintenant dans le sous-développement!

Il ne veut pas abandonner le statut de monnaie de réserve du dollar, Il veut jouer sur les deux tableaux. Il affirme que la domination financière des États-Unis « *ne peut être tenue pour acquise ; et l'administration Trump est déterminée à la préserver* », mais que cette même domination financière « *a un coût* » et que « les autres nations » doivent en payer le prix.

Il a dressé une liste de ce qu'il entend exactement par « *partage des charges* », et l'une des formes que cela peut prendre est que les pays « *établissent simplement des chèques au Trésor pour nous aider à financer les biens publics mondiaux* ».

Les États-Unis suggèrent littéralement que les pays envoient des chèques au Trésor américain en guise de tribut pour le « *privilège* » de maintenir le dollar comme monnaie de réserve mondiale, alors que c'est précisément ce statut de réserve du dollar qui est la pierre angulaire de la puissance américaine. .

Les Américains veulent que les vassaux paient pour avoir le droit de continuer à être dominés!

Le monde entier accepte le dollar, dont la création est gratuite, en échange de biens et services réels qui contiennent du travail sous payé mais dont les comprador extraient la plus-value.

Les Américains peuvent satisfaire leurs besoins et désirs « *gratuitement* », en imprimant des dollars .

Pourquoi ce système a-t-il fonctionné jusqu'à présent?

Parce que les gouvernements partout dans le monde sauf en Chine sont des gouvernements de comprador , des gouvernements qui roulent pour les ultra-riches , les kleptocrates et le Big Business lesquels font suer le burnous des peuples locaux pour en extraire la plus-value, plus-value qu'ils placent et investissent où? ... Aux USA!

Les gouvernements du monde entier sont complices des Etats Unis dans ce système d'exploitation inique et scandaleux parce que ce sont des gouvernements au service des complices nationaux des USA!

Les gouvernements du reste du monde et singulièrement occidentaux sauf celui de la Chine sont complices du système injuste exploiteur et pilleur que constitue le privilège exorbitant du dollar.

EN PRIME

Coup de tonnerre : Le président du Conseil des conseillers économiques de Trump vient de révéler son intention de taxer les avoirs étrangers en actifs financiers américains.

Miran a présenté cinq formes de « *partage des charges* » pour les pays bénéficiant du système de réserve en dollars américains : quatre d'entre elles visent à réduire les excédents commerciaux (augmentation des exportations américaines, diminution des importations américaines, etc.), réduisant ainsi leur accumulation nette d'actifs financiers américains.

Mais la cinquième proposition est explosive : les pays « pourraient simplement émettre des chèques au Trésor pour nous aider à financer les biens publics mondiaux ».

Traduction : Vous pouvez continuer à détenir des bons du Trésor américain et des actifs financiers en dollars, mais vous devrez désormais payer un impôt pour ce privilège.

Il est désormais presque certain que le prochain projet de loi fiscale de l'administration (probablement en mai) inclura une disposition rétablissant la retenue à la source étrangère de 30 % sur les revenus d'intérêts qui a été supprimée en 1984.

Le 11 avril 2025

Comme quoi vaut mieux adopter le socialisme, la meilleure thérapie pour soigner l'anxiété, le stress ou l'insomnie.

- L'an dernier, neuf millions de Français ont été traités avec ces médicaments généralement prescrits pour soigner l'anxiété, le stress ou l'insomnie. La France est le deuxième pays le plus consommateur de benzodiazépines (type Xanax, Imovane, Lexomil ou Temesta en Europe, derrière l'Espagne, selon l'ANSM. franceinfo 10 mars 2025

Ne sombrez pas dans la déprime, vous pouvez vous sauver. Vous voulez garder le moral et être de bonne humeur : Adoptez le socialisme, l'idéal humaniste le plus élevé et sans tache !

Vous voulez grandir, progresser, vous élever : Rompez avec le capitalisme qui vous domine, vous opprime, vous rabaisse, vous écrase et vous réduit en esclavage ! Diantre, libérez-vous de ce carcan qui appartient au passé, qui vous étouffe et obscurcit votre horizon, votre avenir. Vous voulez donner un sens à votre vie et en être fier, prenez en mains votre destin. Respirez un grand coup et ayez confiance dans vos semblables, avec le socialisme ils vous tendent les bras !

L'homo sapiens a plus de 8 millions d'années. Il représenterait le produit le plus achevé que la matière ait conçu, car ayant le pouvoir de prendre conscience de lui-même, mais force est de constater qu'il tarde encore à le prouver, tant il demeure embourbé dans la sauvagerie ou la pire barbarie qui soit faite de guerres et autres génocides. Certes, mais qu'il existe des hommes et des femmes qui en ont pris conscience, témoigne que l'espoir existe ou qu'on touche au but, que le

moment où on en sortira approche. Il ne reste plus qu'à partager nos connaissances et à aider nos contemporains à se hisser à ce niveau de conscience supérieur.

Résumé des marchés 10 mars 2025 (brunobertez.com)

Le Dow Jones a clôturé en baisse de 1 015 points, soit 2,50 %,

Le NASDAQ a clôturé en baisse de 738 points, soit 4,31 %,

Le S&P 500 a clôturé en baisse de 189 points, soit 3,46 %,

Or 3 192 \$ en hausse de 112,70 \$ ou 3,64 %,

Le pétrole brut WTI s'est établi à 60 \$ en baisse de 2,19 \$ ou 3,59 %,

Bon du Trésor américain à 10 ans rendement 4,398 % en hausse de 0,004 point ou 0,091 %,

L'indice USD 101,13 \$ en baisse de 1,76 point ou 1,71 %,

Bitcoin 79 690 \$ en baisse de 2 375 \$ ou 2,98 %, (24 heures)

Résumé des marchés asiatiques en fin de journée 11 mars 2025 (markets.businessinsider.com)

Nikkei 225: -3%

Kospi : -0,5 %

ASX 200 : -0,8 %

Hang Seng Index : -1,3 %

CSI 300: 0,4 %

Bourses européennes : en cours.

Dans les premiers échanges, Paris prenait 0,87%, Francfort 0,91% et Londres 0,69%. Milan gagnait 0,60%.

Une heure plus tard.

Le CAC 40 recule de 0,6% à Paris, tandis que Francfort cède 0,5% et Milan 0,7%.

A suivre.

RT résume assez bien les questions que chacun se pose.

Qui dit mieux ? La surenchère américano-chinoise, conjuguée à la volte-face trumpienne sur ses tarifs douaniers, a soulevé plus de questions que de réponses chez les observateurs et les analystes invités massivement à décortiquer les développements dans la presse internationale.

Trump peut-il encore être perçu comme prévisible par les partenaires commerciaux ? Quel sera l'impact à long terme sur la crédibilité des États-Unis dans les négociations multilatérales ? Et que cache cette mansuétude soudaine envers l'Europe et d'autres puissances régionales ? Autant de questions qui taraudent la presse internationale au lendemain de l'annonce. RT 10 avr. 2025

La fable destinée aux naïfs ou croyants et autres militants.

Stupeur à la Maison Blanche après l'annonce de la pause tarifaire de Trump, selon The Washington Post - RT 10 avr. 2025

La décision du président américain Donald Trump de suspendre l'introduction de nouveaux tarifs douaniers contre 75 pays a pris de court non seulement les partenaires internationaux des États-Unis, mais aussi plusieurs membres de son propre gouvernement, rapporte The Washington Post. Selon les informations du quotidien américain, l'annonce a été si soudaine qu'elle a provoqué la confusion jusque dans les couloirs de la Maison Blanche.

Peu après la publication de son message sur Truth Social, dans lequel Trump déclare instaurer une pause de 90 jours sur l'application des nouveaux droits de douane, ses collaborateurs se sont réunis d'urgence pour comprendre les contours de ce revirement. Une conférence de presse a été convoquée en hâte, en présence du secrétaire au Trésor Scott Bessent et de la porte-parole de la Maison Blanche Caroline Leavitt.

D'après *The Washington Post*, la décision de Trump est intervenue à l'issue d'intenses discussions avec des membres du Congrès républicain et certains dirigeants étrangers. Ces derniers ont exprimé leur inquiétude face aux risques de panique sur les marchés financiers et de récession mondiale. Confronté à cette pression, le chef d'État américain a déclaré aux journalistes qu'il réfléchissait à un ajustement tarifaire depuis quelques jours : « *J'ai trouvé que les gens dépassaient un peu les bornes. Ils s'agitaient* », a-t-il déclaré.

J-C - Vous constaterez, qu'à l'issue de cet article on n'en sait toujours pas plus sur les réelles motivations des parrains de Trump, c'est remarquable, n'est-ce pas ? D'autant plus qu'on les subodore en grande partie, car on en connaît l'origine économique, et ce n'est pas sorcier de deviner la plupart des conséquences en découleront, certaines nous échappent sans doute encore parce que Trump distille au compte-gouttes les mesures qu'ils comptent réellement appliquer, mais sa stratégie ou ses grandes lignes ne sont un mystère pour personne, sauf peut-être pour les journalistes des médias mainstream, dont RT.

Face à l'imprévoyant Trump, chacun y va de sa petite histoire, imagine un tas de scénarios plus fantasques ou catastrophiques les uns que les autres, mais bizarrement vous aurez remarqué que personne n'aborde simplement les différents acteurs ou facteurs en présence, et comment pourraient évoluer leurs rapports en fonction de l'emplacement du curseur qui détermine les conséquences prévisibles pour chacun d'entre eux.

Ces facteurs, acteurs et rapports sont multiples, par conséquent différentes combinaisons sont possibles, dont les implications sont diverses et peuvent s'avérer extrêmes ou radicales ou au contraire inoffensives ou nulles.

De quoi parle-t-on ? De rapports mercantiles, de commerce de marchandises (et de services), de rapports entre producteurs ou vendeurs et acheteurs ou consommateurs, entre exportateurs et importateurs, de quoi, de tout, matières premières, produits manufacturiers, produits industriels, agricoles, agro-alimentaires, etc. produits finis ou semi-finis, et au-delà de la finance, du marché financier, de monnaies ou taux de change, d'obligations émises par les entreprises ou les Etats ou bons du Trésor, d'instruments financiers, etc. bref de l'économie mondiale soumise aux lois et contradiction du capitalisme qui s'applique à la Terre entière, qui détermine ce qu'il y a dans notre assiette jusqu'à l'air qu'on respire pour ainsi dire de nos jours, y compris les restrictions aux libertés les plus élémentaires.

Pour autant, restons-en aux rapports entre producteurs et acheteurs ou entre pays exportateurs et importateurs de marchandises issues de l'industrie et de l'agriculture, puisque ce sont eux qui sont directement concernés par les taxes imposées par Trump.

Qui dit pays producteur, dit ouvriers qui produisent ces marchandises dans des conditions données, les rapports sociaux de production qui prévalent dans ce pays, coût de la production (matières premières, énergie, transport, logistique, main d'oeuvre...) , qui découlent du niveau de son développement économique et de la lutte de classe (part du capital variable ou salaire, coût du travail), qui à son tour en fonction du niveau atteint par la division du travail incluant les technologies récentes déterminera son taux de productivité ou à quel niveau de la compétition du marché mondial aux esclaves et à la plus-value il se situe.

Voilà la réflexion de base qu'on doit se faire, disons en gros ou pour dégrossir notre sujet, ensuite seulement on peut aborder sérieusement les différents scénarios possibles, sachant que tous ces facteurs ou rapports s'appliquent non seulement à tous les pays producteurs ou simple producteur, capitaliste et travailleur, mais également à l'ensemble des protagonistes des pays importateurs.

J'avoue ne pas avoir eu le temps de finaliser cette réflexion pour vous en dire davantage. J'y réfléchis, j'y travaille sans relâche en fonction de mes modestes moyens, mon isolement ne me facilite pas la tâche, je préfère m'abstenir plutôt que me compromettre en racontant de grosses conneries, je laisse cela aux journalistes et aux différents acteurs politiques, à nos piètres dirigeants.

Je vous livre le commentaire que j'avais rédigé hier à l'attention d'un blog, mais la procédure ayant échoué, il ne sera pas publié. Je tiens à préciser, qu'il ne s'agit là que d'un brouillon ou une réflexion intermédiaire ou à voix haute qui contient les grandes lignes des conclusions auxquelles je suis parvenu, et qui nécessitent d'être modifiées, confirmées ou invalidées le cas échéant.

- Les États-Unis croulent sous les dettes et ne fabriquent plus grand-chose, tout n'est qu'artifice, ils n'ont plus les moyens de leur domination mondiale et ils le savent depuis longtemps, mais là n'est pas la question dans l'immédiat contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, une fois de plus, en toile de fond c'est autre chose.

Si cela ne tenait qu'à eux, la question de la survie du capitalisme serait pliée, il se serait lamentablement effondré comme un château de cartes, ce qui évidemment est inconcevable pour l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Reste un moyen de le sauver, le seul, hormis une guerre mondiale aux conséquences hypothétiques ils n'ont qu'une alternative possible : Propulser La Chine et ses alliés des Brics+ sur le devant de la scène du marché mondial, comme quoi les apparences sont trompeuses, voilà pourquoi ils avaient besoin de Trump ou d'un animateur d'émission de télé-réalité pour cette mise en scène.

La Chine et ses alliés des Brics+ ont absolument tout pour réussir à sortir de ce pétrin. Mais comment leur passer le relais sans se ridiculiser, sans apparaître faible ou vaincu, sans s'humilier à la face du monde ? Pardi, en leur déclarant une guerre économique, en prétendant être toujours le plus fort. Il ne restera plus ensuite qu'à leur concevoir un compromis acceptable pour les deux parties, dans lequel sans le proclamer les prétentions des États-Unis auront été ravalées à leur juste valeur en faisant croire dans un premier temps au monde entier que les États-Unis sortent vainqueur de ce bras de fer, ainsi les uns et les autres se partageront le pouvoir et auront sauvé la face... et surtout temporairement le capitalisme ! J'opterais bien pour ce scénario fort réaliste, qu'en pensez-vous ?

J'ajoute un mot. Vous remarquerez que ce n'est pas la première fois que j'évoque un tel scénario, il figure dans de nombreuses causeries, vous pouvez le vérifier. Il y a un aspect qui nous concerne tous que je n'ai pas évoqué parce qu'il fait partie des éléments que je n'ai pas encore eu le temps d'évaluer sérieusement comme je vous l'ai expliqué plus haut, les conséquences sociales pour les travailleurs en France.

Si la France ou l'Union européenne appliquait les mêmes taxes que Trump à la Chine, vous devriez payer le double toutes les marchandises made in China ou vous devriez vous en passer dorénavant, et si c'est impossible dans tous les cas de figure vous devrez déboursier davantage pour vous procurer ces nouvelles marchandises produites ailleurs ou en France. Le prix des produits finis fabriqués en France comportant des composants d'origine chinoise augmenteront puisque ces derniers auront subi cette taxe à l'importation.

Si vous travailliez dans une entreprise exportant principalement vers la Chine, la Chine imposant une taxe réciproque à l'importation, vous pouvez entamer dès aujourd'hui des démarches pour aller vous inscrire à France Travail (ex-Pôle-emploi), c'est la case chômage qui vous attend. Si vous travailliez dans une entreprise (un grossiste) qui importait des marchandises de Chine pour les revendre à des détaillants, le même sort vous attend. Si vous travailliez dans une boutique qui ne proposait que des produits à bas prix provenant de Chine, vous risquez d'emprunter le même chemin que vos collègues précédents. Si vous travailliez dans une boutique qui réalisait l'essentiel de son chiffre d'affaires en vendant des produits de qualité à des prix très compétitifs provenant de Chine, vous savez ce qu'il vous reste à faire...

Quant au producteur chinois exportant en Occident principalement, il risque de voir ses commandes ou son chiffre d'affaires s'effondrer, de se retrouver en grande difficulté après s'être lourdement endetté pour moderniser son usine, son banquier également, bien qu'il puisse compter sur le soutien de l'Etat, reste à voir dans quelle proportion, et s'il trouve de nouveaux débouchés sur le marché mondial, ce ne sera certainement pas aux mêmes conditions avantageuses, il ne pourra pas attendre un profit équivalent. Selon son secteur d'activité, il pourra rebondir ou non et mettre la clé sous la porte. Il pourra être racheté une bouchée de pain par un concurrent plus puissant ou ayant diversifié sa clientèle dans le monde. S'il dispose d'un magot, il pourra en profiter pour investir dans un secteur d'activité porteur avec l'aide de banquiers ou de l'Etat, on ne prête qu'aux riches ! Il pourra exporter vers d'autres pays ou continents n'appliquant pas de taxe aux produits chinois, voire s'y délocaliser pour s'attaquer à leur marché dominé par les Occidentaux ou les évincer. Trois pays du Sahel (le Mali, le Burkina Faso et le Niger) ont rompu avec la Communauté économique des États

de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et ils en ont profité pour dégager la France et les Américains, comme quoi il y a des marchés à prendre...

Quant aux travailleurs chinois, ils ne seront pas mieux lotis que leurs collègues français ou occidentaux. A suivre.

Le 14 avril 2025

C'est le Nouvel An ici au Tamil Nadu, jour férié pour les fonctionnaires et ceux qui bossent dans les grandes entreprises, pour tous les autres ou la majorité, c'est au bon vouloir du patron de droit divin.

Complètement crevé à force de passer de mauvaises nuits depuis je ne sais plus quand, plus d'un an, je me suis levé à 9h45. Si cela n'avait tenu qu'à moi, je serais resté couché toute la journée. A 14 heures j'ai dû lutter pour ne pas m'endormir, j'ai quand eu le temps de faire mon boulot et de rédiger une analyse, la même que les précédentes revues et corrigée. C'est ce qui m'a exténué, parce que le cerveau a consommé beaucoup d'oxygène.

Mon problème respiratoire ne s'améliore pas, et cela commence à inquiéter mon entourage, qui me regarde bizarrement comme si j'allais crever. Je vous raconte cela en passant, ne vous focalisez pas davantage que moi là-dessus, cela passera ou cassera, personne n'y peut rien. Mon état d'esprit face à la mort, vous fournit une idée assez précise de mon degré d'indépendance et à quel point je suis indifférent à toute notion de propriété ou tout attachement à quoi ou à qui que ce soit m'est dorénavant étranger, je dois dire que c'est un soulagement ou un vrai bonheur d'en être débarrassé. Et puis, pendant que je pense aux autres, je ne pense pas à moi et cela vaut beaucoup mieux, car si je ne juge pas les autres, je me juge très sévèrement jusqu'à me torturer ce qui me perturbe, or c'est nuisible quand on doit réfléchir ou se concentrer sur la situation.

Dans la brève analyse qui suit, j'ai fait en sorte que la propagande (ou la théorie) se distingue nettement des faits et n'occupe qu'une toute petite place, de manière à ce que le lecteur puisse percevoir par lui-même qu'elle sanctionne logiquement le processus historique ou qu'elle s'inscrit dans son prolongement, et qu'en aucune manière elle serait le produit d'une quelconque manipulation de la réalité ou intention préconçue de ma part pour amener par des moyens détournés le lecteur à partager mes idées.

La crise du capitalisme ne peut se résoudre que de deux manières différentes :

- Soit par une guerre mondiale dont la classe ouvrière sortirait décimée, à moins qu'elle se radicalise et trouve la voie de la révolution et du socialisme ;

- Soit par une fuite en avant selon deux stratégies différant sur la tactique à adopter pour contenir la classe ouvrière. L'une correspondant à celle empruntée par Obama et Biden, le puissant clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne ayant adopté l'idéologie social-néolibérale-libertaire pilotée depuis New-York (Bloomberg), la Californie, la Silicon Valley et ses start-up, les GAFAM, Stanford fournissant la CIA/NED/USAIDS, l'Open Society de Soros, l'autre correspondant à celle empruntée par Trump et différents clans de l'oligarchie, idéologie où se combine les versions conservatrices, néolibérales et libertariennes de sorte qu'elle apparaît chaotique, l'épisode qui se déroule en ce moment sous nos yeux l'illustre à merveille.

En conclusion : Bien que l'oligarchie financière ou les capitalistes en général n'aient jamais été aussi riches et puissants, bien que par endroits leurs tactiques se recoupaient et recouraient à des mesures et des procédés de plus en plus radicaux, elles n'ont pas été en mesure de régler définitivement la crise du capitalisme qui ne fait que s'étendre et s'approfondir toujours plus au fil du temps jusqu'à atteindre et menacer ses fondements.

Ce constat, chacun a pu le faire au cours des dernières années et durant le demi-siècle qui vient de s'écouler, et si les oligarques n'ont pas pu mettre en œuvre leurs tactiques comme ils le voulaient ou elles ont lamentablement échoué, c'est aussi ou surtout parce qu'ils avaient conscience d'être confrontés à un ennemi beaucoup plus nombreux et puissant qu'eux, qu'ils craignaient et hésitaient à affronter directement, la classe ouvrière, la masse des exploitées et opprimées.

Quoiqu'ils fassent, ils ne pourront pas prévenir ou éviter indéfiniment la confrontation générale entre les classes, dont ils craignent à juste titre l'issue, après avoir usé et abusé cruellement de la patience du peuple et avoir été dans l'incapacité de satisfaire ses besoins élémentaires en lui causant une multitude de souffrances inutiles et injustes, ils savent que d'ici peu, plus tôt sera le mieux, le capitalisme et leur classe sont destinés à disparaître au profit de la justice sociale, de l'émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la liberté, qui soit dit en passant, figurent sur le drapeau sans tache du socialisme et du communisme qui les ont théorisées.

Qu'on en ait conscience ou non, qu'on le veuille ou non, qu'on le nie ou non, peu importe, il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme parvenu au stade final du cycle d'exploitation de l'homme par l'homme, qui a abouti à son niveau de développement le plus élevé à une contradiction explosive entre les intérêts ou besoins sociaux de 8 milliards d'hommes et de femmes et un système économique qui ne peut pas les satisfaire, non pas parce que le niveau de développement des forces productives ne le permettrait pas, mais uniquement parce que ses fondements reposent sur la spoliation ou la négation de ces besoins. Il y a incompatibilité entre les deux tout simplement, cela n'a donc rien à voir avec la volonté ou la cupidité de méchants capitalistes ou de banquiers avides de richesses. Les inégalités sociales entre les classes sont à l'origine des rapports sociaux, qui régissent le capitalisme et déterminent ses lois de fonctionnement qui s'imposent à toutes les classes de la société.

Partant de là, le choix qui s'impose à chacun est simple, en prendre conscience ou non, auquel cas sans porter de jugement, refuser de rompre avec le capitalisme reviendrait à légitimer l'exploitation et l'oppression avec leurs cortèges d'horreurs, de crimes et de guerres, de souffrances petites ou monstrueuses imposées à des milliards d'hommes, femmes et enfants, est-ce tolérable quand on se prétend évolué ou instruit, de gauche, progressiste, démocrate, humaniste ?

Le 26 avril 2025

(Au Tamil Nadu dans mon district) Depuis 2 jours on manque de courant. La tension fluctue entre 120 et 180 volts au lieu de 220 volts, donc la climatisation ne fonctionne pas ou très peu pendant un court moment, et il est impossible d'utiliser le moteur électrique pour recharger le réservoir d'eau. Or c'est l'été avec une chaleur écrasante, nuit blanche ou tout comme, complètement crevé, et cassé-tête pour arroser le jardin, c'est la saison des mangues. La machine à laver ne fonctionne pas non plus, les deux réfrigérateurs au ralenti. On peut tout juste recharger les 2 batteries pour faire fonctionner des ventilateurs et avoir de la lumière, l'ordinateur pendant quelques heures seulement, il ne fonctionne qu'avec les batteries, en dessous de 150 volts l'onduleur se déconnecte, quelle galère !

14 000 connexions (hors robots) au blog du 1er au 25 avril, un record depuis des années, no comment.

La mystification aux droits de douane.

Je conseille aux lecteurs avant d'aborder cette causerie, d'avoir présent à l'esprit les récits délirants que les uns et les autres leur ont racontés, histoire de faire la part des choses...

Il s'agissait bien d'une nouvelle mystification ou d'un exercice de télé-réalité grandeur nature destiné à semer le chaos dans les esprits déjà bien perturbés ou déséquilibrés, pendant que les choses sérieuses se déroulaient ailleurs, comme toujours, et le pire reste à venir, nous n'en doutons pas.

Je l'avais deviné et indiqué aux lecteurs dès le premier jour où Trump annonça son intention d'imposer des droits de douane gargantuesque à tous les pays du monde. Notez, bien que cela fut des plus grotesque, on ne compta plus les manipulateurs en tout genre qui y crurent, à commencer par les dirigeants du mouvement ouvrier qui ne manquent jamais une occasion pour en être ou pour étaler leur crétinisme ou servilité, c'est devenu une seconde nature chez eux, les médias se chargeant de broder encore autour de ce canular de foire délirante à attrape-nigauds pour faire monter la sauce ou mieux noyer le poisson qui allait les engloutir eux-mêmes, on en rigole encore, quelle farce !

Pour arriver rapidement à cette conclusion provisoire, il suffisait d'avoir à l'esprit que le tout petit milliardaire Trump n'était que le Monsieur Loyal de ce cirque concocté ailleurs ou dans les hautes sphères de la finance mondiale, et que la survie de l'hyper milliardaire Musk était suspendu uniquement au bon vouloir de l'Etat profond, pour comprendre que cette grotesque mise en scène n'allait pas durer très longtemps, qu'elle n'était qu'un amuse-gueule ou un hors d'œuvre désuet à côté du plat principal beaucoup plus consistant celui-là, que le FMI se ferait un plaisir de vous présenter.

Vous noterez en lisant le document ci-dessous qu'il n'y figure pratiquement rien de nouveau.

En gros, privatiser les profits et collectiviser les pertes ou les dettes, permettre aux plus riches d'accroître leur fortune et faire payer leurs dettes par tous les peuples, les appauvrir, les exploiter et les faire trimer davantage, plus longtemps, privatiser tout ce qui peut l'être encore, dans la mesure du possible liquider les services publics, étrangler les Etats, toute velléité de souveraineté, étendre la division internationale du travail, la classe moyenne faisant les frais d'ajustements structurels différenciés selon les pays... Pour le reste, ils manipuleront tous les facteurs économiques en fonction de ce qu'ils comptent soutirer à chaque pays, dette publique, taux d'intérêt, taux de change, dépense en armement, balance commerciale.

A défaut de pouvoir réduire les contradictions du capitalisme ou de recourir à une guerre mondiale, ils ont opté pour la fuite en avant, ce qui devrait alimenter la lutte de classe du prolétariat mondial et remettre à l'ordre du jour le socialisme.

A contre cœur ou non sans arrière-pensées, et ce se sera peut-être là l'unique nouveauté dans leur stratégie politique, ils n'ont pas d'autre alternative que compter sur les pays qui ont une croissance économique soutenue (les Brics+) pour atténuer les conséquences sociales de la crise du capitalisme sur les masses, pas systématiquement, selon les urgences ils peuvent se livrer ponctuellement à une distribution ciblée des richesses plus généreuse, comme ils peuvent étaler dans le temps l'application de mesures se traduisant par une importante régression sociale, autant de concessions à

la marge que les plus riches acceptent sans trop rechigner, puisque pendant ce temps-là ils vaqueront tranquillement à leurs affaires et s'enrichiront davantage.

Avant de venir à ce document, encore quelques éléments de réflexion que j'avais notés sur un morceau de papier avant-hier matin.

Ils sont dans la merde jusqu'au cou à plusieurs égards :

- Relocaliser l'industrie, cela ne s'improvise pas, cela peut prendre des années, à quel prix, les investissements coûtent très chers, pour produire à quel coût, moins cher qu'en Chine ou en Ethiopie, on peut en douter fortement.

- Réduire la dette publique, est-ce vraiment envisageable ? Qui la possède, pour qui est-elle une rente, présente-t-elle une garantie ? Réponse : les plus riches, ce sont eux qui possèdent les trois-quarts de la dette américaine...

- Rien n'empêche les Américains d'imposer des droits de douane mesurés non pas pour réduire la dette publique, mais empêcher qu'elle n'augmente davantage, ils pourront toujours dire qu'ils l'ont contenu, victoire !

- Rien ne changera fondamentalement sur le plan des importations/exportations parce que les pays qui manquaient de matières premières n'en posséderont pas davantage demain, cela ne se décrète pas, et on ne voit pas ce qui pourrait inverser les coûts de production d'un pays à l'autre.

- Ils peuvent jouer sur les monnaies et les taux de change sans que cela change grand-chose. Si le dollar est fort, les taux d'intérêt augmentent, cela attire les investisseurs, le financement de la dette est assuré, l'inflation diminue, en revanche cela pénalise les exportations et accroît le déficit commercial, donc la dette à l'arrivée.

Bref, on aura compris que c'est le serpent qui se mord la queue, il n'existe pas de solution miracle à leur problème. Ils vont devoir affronter la classe ouvrière.

Celle-ci est bien mal loti ou bien mal barré, en ne voyant pas plus loin que le bout de son nez ou ses revendications de nature alimentaire, de manière à mieux supporter sa condition en demeurant sous le régime capitaliste au lieu de situer son combat dans la perspective de le renverser. Les dirigeants du mouvement ouvrier qui propagent cette politique opportuniste, n'ont pas du tout l'intention de donner un contenu révolutionnaire à la lutte de classe du prolétariat, ils font tout pour qu'il s'adapte ou s'accommode du capitalisme au lieu de l'orienter vers le socialisme.

On devrait peut-être préciser, que pour pouvoir rompre avec le capitalisme et ses institutions, les militants doivent commencer par rompre avec tous ces partis corrompus, tant qu'ils ne l'admettront pas, rien ne changera non plus ou tout empirera en somme. J'ai proposé une autre voie, cela n'intéresse personne, tant pis, surtout pour tous ceux qui par le monde souffrent le martyr à cause de la survie du capitalisme et de la décomposition du mouvement ouvrier, pour tous les ex-militants qui dépriment profondément ou au bord de la dépression, qui ne méritent pas davantage ce mauvais traitement, s'ils sont sincèrement attachés au socialisme, qu'ils réfléchissent encore, tout n'est pas perdu, c'est ce qu'on veut nous faire croire à tout prix. Si tous les dirigeants se sont ralliés au récit de cette mystification, ma voix prouve que ce n'est pas le cas de tous les militants.

Aucun remède miracle pour réduire la crise du capitalisme par le FMI.

Le système ne tient que par la dette: la dette publique mondiale pourrait atteindre 117 % du PIB d'ici 2027. Cela représenterait le niveau le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale

Traduction par Bruno Bertez.

L'augmentation de la dette mondiale oblige les pays à assainir leurs finances publiques.

Par Era Dabla-Norris , Vitor Gaspar , Marcos Poplawski-Ribeiro

Les changements politiques majeurs en cours ont accru l'incertitude mondiale.

La série d'annonces récentes de droits de douane par les États-Unis et les contre-mesures prises par d'autres pays ont accru la volatilité des marchés financiers, affaibli les perspectives de croissance et accru les risques.

Ces changements s'inscrivent dans un contexte de hausse de l'endettement dans de nombreux pays et de finances publiques déjà tendues, qui, dans bien des cas, devront également faire face à de nouvelles augmentations permanentes des dépenses, notamment dans le domaine de la défense.

La hausse des rendements dans les grandes économies et l'élargissement des spreads dans les marchés émergents complexifient encore davantage le paysage budgétaire.

Nous prévoyons que la dette publique mondiale augmentera de 2,8 points de pourcentage cette année, soit plus du double des estimations pour 2024, portant les niveaux d'endettement au-dessus de 95 % du produit intérieur brut.

Cette tendance à la hausse devrait se poursuivre, la dette publique approchant 100 % du PIB d'ici la fin de la décennie, dépassant ainsi les niveaux atteints pendant la pandémie. Ces chiffres sont basés sur les projections de référence des Perspectives de l'économie mondiale, reflétant les annonces tarifaires faites entre le 1er février et le 4 avril.

Dans un contexte d'incertitude politique considérable et de contexte économique changeant, les niveaux d'endettement pourraient encore augmenter.

Dans ce contexte, la politique budgétaire est confrontée à des arbitrages cruciaux : équilibrer la réduction de la dette, constituer des réserves face aux incertitudes et répondre aux besoins urgents de dépenses dans un contexte de perspectives de croissance plus faibles et de coûts de financement plus élevés.

Gérer ces complexités sera essentiel pour favoriser la stabilité et la croissance.

Risque d'endettement plus élevé

Les risques liés à la dette étaient déjà élevés.

Selon l'indice de la dette à risque du Moniteur des finances publiques , qui utilise des données jusqu'en décembre 2024, dans un scénario très défavorable, la dette publique mondiale pourrait

atteindre 117 % du PIB d'ici 2027. Cela représenterait le niveau le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale, dépassant les projections de référence de près de 20 points de pourcentage.

Les risques pesant sur les perspectives budgétaires se sont encore intensifiés.

Les niveaux d'endettement pourraient dépasser les estimations de la dette à risque si les recettes et la production économique diminuent plus significativement que prévu actuellement en raison de la hausse des droits de douane et de l'affaiblissement des perspectives de croissance.

De plus, l'escalade des incertitudes géoéconomiques pourrait accentuer les risques d'endettement, aggravant la dette publique par une hausse des dépenses, notamment dans le secteur de la défense.

Les demandes de soutien budgétaire pourraient également augmenter pour les pays vulnérables aux perturbations graves liées aux chocs commerciaux, ce qui entraînerait une hausse des dépenses. Le Moniteur des finances publiques estime qu'une hausse significative de l'incertitude géoéconomique pourrait entraîner une augmentation de la dette publique d'environ 4,5 % du PIB à moyen terme.

Le durcissement et la volatilité des conditions financières aux États-Unis pourraient avoir des répercussions sur les marchés émergents et les économies en développement, entraînant une hausse des coûts de financement. Cela impacte significativement les prix des matières premières, entraînant une baisse et une volatilité accrue des prix. Des améliorations budgétaires limitées pourraient encore accroître les risques liés à la hausse des taux d'intérêt, d'autant plus que de nombreux pays ont d'importants besoins de financement.

Des taux d'intérêt élevés pourraient limiter les dépenses essentielles consacrées aux programmes sociaux et aux investissements publics.

De plus, la réduction de l'aide étrangère, due à l'évolution des priorités des économies avancées, complique le financement des pays à faible revenu.

Des compromis politiques complexes

Dans un monde incertain et en constante évolution, les pays devront avant tout assainir leurs finances publiques. Cela implique de mettre en œuvre des politiques prudentes dans le cadre de cadres budgétaires solides afin de renforcer la confiance du public et de contribuer à réduire l'incertitude.

La politique budgétaire doit donner la priorité à la réduction de la dette publique et à la constitution et à l'élargissement de marges de manœuvre pour faire face aux pressions budgétaires et aux chocs économiques. Cela implique de trouver le juste équilibre entre ajustement et soutien à la croissance économique, adapté à la situation particulière de chaque pays, à ses ressources disponibles et à la conjoncture économique générale.

Les pays dont la marge de manœuvre budgétaire est limitée devraient mettre en œuvre des plans d'assainissement progressifs et crédibles et permettre aux stabilisateurs automatiques, comme les allocations chômage, de fonctionner efficacement.

Tout nouveau besoin de dépenses devrait être compensé par des coupes budgétaires ailleurs ou par de nouvelles recettes.

Pour les pays disposant d'une plus grande flexibilité budgétaire, il est important d'utiliser judicieusement les ressources disponibles dans le cadre de plans à moyen terme bien définis. Le soutien budgétaire aux entreprises et aux collectivités touchées par de graves perturbations commerciales devrait être à la fois temporaire et ciblé, en mettant l'accent sur la transparence et une gestion efficace des coûts.

Plus généralement, les économies avancées devraient s'attaquer aux problèmes liés au vieillissement de la population en réorientant leurs dépenses, en poursuivant les réformes des retraites et de la santé, et en élargissant l'assiette fiscale.

Dans les économies émergentes et en développement, l'amélioration du système fiscal est cruciale en raison de recettes fiscales historiquement faibles. Les pays en développement à faible revenu devraient maintenir le cap sur l'ajustement budgétaire compte tenu des difficultés de financement. Une restructuration rapide et ordonnée de la dette, parallèlement à ces ajustements, est essentielle pour les pays en situation de surendettement. En outre, la politique budgétaire, parallèlement aux autres politiques structurelles, devrait se concentrer sur l'amélioration de la croissance potentielle. Cela peut contribuer à faciliter les arbitrages difficiles entre croissance et soutenabilité de la dette. Par exemple, des réformes judicieuses des retraites et des subventions énergétiques peuvent générer des économies pouvant être utilisées pour soutenir les programmes sociaux et les investissements en infrastructures.

Alors que d'importants changements de politique et une incertitude accrue remodelent le paysage économique mondial, les perspectives budgétaires se sont dégradées.

Pour relever efficacement ces défis, les gouvernements doivent s'attacher à renforcer la confiance du public, à garantir une fiscalité équitable et à gérer judicieusement les ressources. Ce faisant, ils peuvent favoriser la résilience et promouvoir une croissance durable en période d'incertitude.—

Ce blog est basé sur le chapitre 1 du Moniteur budgétaire d'avril 2025, « *La politique budgétaire dans l'incertitude* ».

Jeff Kearns Rédacteur en chef Blog du FMI.

• [L'article au format Internet](#)

Un précédent qui fournissait une précieuse indication.

Loi Hawley-Smoot

- Jacques Sapir explique que la crise a d'autres causes que le protectionnisme en faisant remarquer que « *la production intérieure des grands pays industrialisés régresse [...] plus vite que le commerce international ne se contracte. Si cette baisse (du commerce) avait été la cause de la dépression que les pays ont connue, on aurait dû voir l'inverse.* » « *Enfin, la chronologie des faits ne correspond pas à la thèse des libre-échangistes [...] L'essentiel de la contraction du commerce se joue entre janvier 1930 et juillet 1932, soit avant la mise en place des mesures protectionnistes, voire autarciques, dans certains pays, à l'exception de celles appliquées aux États-Unis dès l'été 1930, mais aux effets très limités* ». Il relève que « *la contraction des crédits est une cause majeure de la contraction du commerce [...] Ces liquidités internationales s'effondrent en 1930 (-35,7 %) et*

1931 (-26,7 %) ». Une étude du National Bureau of Economic Research met en évidence l'influence prédominante de l'instabilité monétaire (qui entraîna la crise des liquidités internationales) et de la hausse soudaine des coûts de transport dans la diminution du commerce durant les années 1930.

- Maurice Allais, lauréat du prix Nobel d'Économie : « [...] le fait d'attribuer la crise de 1929 à des causes protectionnistes constitue un contresens historique. Sa véritable origine se trouvait déjà dans le développement inconsidéré du crédit durant les années qui l'ont précédée. Au contraire, les mesures protectionnistes qui ont été prises, mais après l'arrivée de la crise, ont certainement pu contribuer à mieux la contrôler. »

Source :

• [Loi Hawley-Smoot](#)

Confirmation.

Trump fait marche arrière sur les droits de douane avec la Chine - LePoint.fr 23 avril 2025

Le président américain a fait savoir qu'il allait baisser les droits de douane avec Pékin, après avoir durci le ton et augmenté les taxes à 145 %. Le républicain a reconnu, ce mardi 22 avril, que ces surtaxes étaient « très élevées », et qu'elles allaient « baisser de façon substantielle ». « *Ce ne sera pas du tout aussi élevé. Il diminuera considérablement. Mais ce ne sera pas zéro* », a-t-il déclaré à des journalistes dans le Bureau ovale, rapporte CNN.

« Nous allons être très gentils, ils vont être très gentils et nous verrons bien ce qui se passe », a ajouté Donald Trump, à propos des Chinois, insistant sur le fait qu'il avait une « très bonne relation » avec Xi Jinping. « *Au bout du compte, il faudra qu'ils arrivent à un accord, parce que sans ça, ils ne pourront plus commercer avec les États-Unis* », a-t-il néanmoins averti. « *C'est nous qui fixerons les termes de l'accord et ce sera un accord équitable. Je pense que c'est un processus qui va aller assez vite.* »

Face à la panique mondiale des marchés, le président a affirmé qu'il « n'avait pas l'intention » de renvoyer le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell. « Non, je n'ai aucune intention de le virer [...] J'aimerais le voir se montrer un peu plus actif dans la mise en œuvre de son projet de baisse des taux d'intérêt. C'est le moment idéal pour baisser les taux d'intérêt. S'il ne le fait pas, est-ce la fin ? Non. Ce n'est pas la fin », a-t-il déclaré mardi, selon des propos rapportés par Reuters.

Ces déclarations ont immédiatement été saluées par Wall Street, les contrats à terme sur les indices boursiers ayant bondi de près de 2 % à la reprise des échanges, mardi soir. LePoint.fr 23 avril 2025

Et le tonneau des Danaïdes ou la fuite en avant, jusqu'à quand ?

- Il est indéniable que le monde est submergé par la dette. Mais que représente réellement ce montant record de 315 000 milliards de dollars (290 000 Md€) ?

Environ 59 100 milliards de dollars (55 500 Md€) correspondent à la dette des ménages, qui inclut les prêts immobiliers, les crédits à la consommation et les prêts étudiants. La dette publique s'élève à 91 400 milliards de dollars (84 000 Md€), tandis que la dette des entreprises atteint 164 500 milliards de dollars (151 000 Md€). Ce chiffre inclut également les 70 400 milliards de dollars (65 000 Md€) dus par le secteur financier mondial.

Les économies avancées composent les deux tiers de la dette mondiale, tandis que les pays en développement représentent le reste. Cependant, en termes relatifs, la dette des économies émergentes a explosé ces dernières années, en doublant quasiment de 55 000 milliards (50 000 Md€) à 105 000 milliards de dollars (97 000 Md€) en une décennie. Si la dette était répartie également, chaque personne sur la planète devrait 39 000 dollars (36 000 euros). lovemoney.com 28 December 2024

• [L'article en entier](#)

J-C - A force de survivre à crédit et d'hypothéquer les intérêts des générations à venir en exploitant ou en soumettant au mercantilisme tout ce qui peut l'être, il arrivera bien un moment où ils n'auront plus rien à gratter ou cela coïncera, à ce moment-là la lutte de classe du prolétariat mondial portera le coup de grâce au capitalisme moribond...

Dès lors qu'on se prétend humaniste, soit on se positionne dans cette perspective politique, en ayant au préalable à l'esprit que rien ni personne ne peut justifier l'existence d'un système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, soit on passe outre ou on s'en moque, et dans ce cas-là, de fait on devient un agent du capitalisme et on doit en assumer les conséquences les plus cruels pour tous les peuples. A chacun de choisir librement ou en toute conscience, quel idéal il entend servir. Ceux qui par leurs idées et leurs comportements choisiraient le camp du capitalisme, ne devraient pas s'attendre à ce qu'on leur réserve un traitement amical !

En complément.

- Dette publique mondiale : la situation est probablement pire qu'elle ne le semble - FMI 15 octobre 2024

• [L'article en entier](#)

Les syndicats anti-ouvriers appellent à serrer les rangs avec les capitalistes français et européens contre le reste du monde.

Guerre commerciale : Bercy ouvre une cellule de crise après une réunion avec les syndicats - TF1 18 avril 2025

"Il était temps que les syndicats soient enfin reçus à Bercy pour faire le point sur la situation économique", a déclaré Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT à la sortie de la réunion. Ce vendredi matin, les dirigeants des syndicats étaient attendus à Bercy pour évoquer les effets des droits de douane américains sur l'emploi en France.

La CFDT, CGT, FO, CFE-CGC et CFTC ont rencontré les ministres du Travail, Catherine Vautrin et Astrid Panosyan-Bouvet, des Comptes publics, Amélie de Montchalin, du Commerce extérieur,

Laurent Saint-Martin, de l'Industrie, Marc Ferracci, ainsi que la secrétaire d'État chargée du Numérique.

Aussitôt terminée, elle est perçue comme une victoire pour les syndicats. Ils ont obtenu "*la mise en place d'une cellule de crise*", demandée depuis décembre par la CFDT. En effet, selon Marylise Léon, la leader de la CFDT, le ministre de l'Économie s'est engagé à rencontrer les syndicats au moins une fois par mois, et à maintenir des liens étroits au moins toutes les semaines pour pouvoir échanger et suivre l'évolution de la politique économique.

L'ouverture de cette cellule marque un changement dans le mode de communication de Bercy avec les syndicats sur ce sujet. Cette réunion intervient quelques jours après le Conseil national de l'Industrie auquel ils n'ont pas été conviés. "*Nous avons porté la nécessité d'un changement complet de doctrine économique du gouvernement, en lui disant que face à cette situation inédite, ce n'était plus possible de sortir les vieilles recettes du passé qui en plus ont fait la preuve de leur échec*", se félicite Sophie Binet. À Bercy, la CGT a aussi présenté "*16 mesures d'urgence contre la guerre commerciale*", parmi lesquelles "*un moratoire sur les licenciements*" ou encore "*un cadre strict de conditionnement des aides publiques versées aux entreprises*".

D'après elle, il est nécessaire de mettre en place "*une réponse coordonnée européenne*", avec "*des droits de douane ciblés*". TF1 18 avril 2025

Quand la CGT cogestionnaire du capitalisme, fer de lance des intérêts du capitalisme français ou du made in France, bascule ouvertement dans le corporatisme.

16 Mesures d'urgence contre la guerre commerciale. - 18 avril 2025

J-C - Rompre avec le capitalisme ou collaborer avec lui. Pour la CGT (tous les syndicats de fait), la place du syndicaliste est au côté du patron français ou européen, intégré à l'État et aux institutions de l'UE (Parlement et BCE). Lisez, c'est expliqué en toutes lettres. L'exercice consiste à colporter un tas d'illusions dans le capitalisme histoire de briser la résistance des travailleurs et des militants, de les diviser, leur interdire toute issue politique conforme à leurs besoins et aspirations, les éloigner du socialisme...

- [L'article au format Internet](#)
- [La version téléchargeable en pdf](#)

La réalité ou ce qu'ils nient : La "*non-compétitivité*" du capitalisme français concerne la quasi-totalité des secteurs industriels ou économiques.

- Le sidérurgiste ArcelorMittal a annoncé envisager la suppression de 600 emplois en France, mercredi 23 avril. Une décision qu'a vivement dénoncée au micro d'Europe 1/CNews, Sophie Primas, jeudi 24 avril. "*C'est vraiment une mauvaise nouvelle qui est due à la non-compétitivité de la sidérurgie européenne dans son ensemble*", a réagi la porte-parole du gouvernement.

"Nous avons un deuxième problème, c'est la surproduction chinoise notamment en acier, qui vient complètement bousculer les marchés et qui fait que nous sommes décrochés", a également expliqué la porte-parole du gouvernement, ajoutant que Marc Ferracci, ministre de l'Industrie, était "à la manœuvre" sur le dossier. 6Medias 24 avril